CONSTANCE

PREMIÈRE PARTIE.

I.

Il y avait près de dix ans qu'un écriteau, cloué à la petite barrière qui sépare le Parc d'une forêt de chênes-liège, portait :

PROPRIÉTÉ A VENDRE

EN TOTALITÉ OU PAR LOTS.

S'adresser à M. le pasteur Duranton, rue Sully, Nérac.

Ces mots pâlissaient sous l'ardent soleil d'été, sous les pluies d'hiver, et la vieille *chartreuse* ne trouvait toujours pas d'acquéreur. Petit à petit, les paysans s'étaient partagé, comme des fourmis rapaces se partagent une proie, les bribes de bonne terre qui dépendaient du Parc, planté sur cette limite que la nature trace si nettement à l'improviste entre une campagne fertile et les landes de l'Albret; mais la maison, de plus en plus délabrée, restait au pasteur Duranton, trop pauvre pour l'habiter convenablement et que son ministère retenait d'ailleurs en ville. Personne ne se laissait tenter par les superbes quinconces ni par la terrasse, d'où l'on jouit d'une belle vue sur les coteaux couverts de vigne et sur les

cultures morcelées à l'infini qui couvrent toute la rive droite de la Gelise. Bien que le genre d'habitation bourgeoise que l'on nomme chartreuse n'ait rien de très imposant, avec son unique étage surmonté de lucarnes, cinq fenêtres de façade n'étaient pas sans effrayer les petites gens du pays. Ils attendaient donc que le bâtiment tombât en ruines pour acheter à bas prix ce qui en resterait. Déjà l'herbe poussait entre les dalles disjointes du socle qui s'élève modestement au-dessus de terre, et les bras d'un lierre grimpant s'entre-croisaient devant les volets toujours clos, sauf ceux de la salle à manger, qui recevait parfois, durant la belle saison, aux jours de congé, les nombreux enfans du pasteur venus en partie de plaisir. Du temps de Mme veuve Nougarède, la mère de Mme Duranton, des pots de fleurs s'étaient alignés au bord du long degré de pierre grise. Hélas! les pots étaient encore là, mais vides ou renfermant des squelettes d'arbustes qui ajoutaient à l'air de tristesse et d'abandon d'une demeure jadis mieux tenue.

Feu Mme Nougarède n'avait malheureusement laissé que ce bien de campagne, et son gendre n'aurait eu ni le temps, ni le goût de le faire valoir lui-même. Sa paroisse était considérable; il avait, outre cinq garnemens de fils, plusieurs élèves qui lui cassaient la tête dans l'intervalle de ses sermons, sans parler de la double manie qui l'entraînait vers des passe-temps fort étrangers à l'agriculture, les passe-temps d'un poète et d'un archéologue. La réhabilitation des antiquités de Nérac, autrefois compromises par des fraudes dont furent dupes les juges les plus compétens, était pour lui l'objet d'une idée fixe; il avait rédigé, sur la destruction de la villa gallo-romaine et sur les causes morales qui l'amenèrent, un rapport applaudi en congrès archéologique; les mosaïques découvertes au bord de la Baïse trouvaient en lui un prôneur éloquent; elles lui avaient même inspiré certain sonnet qui brille parmi les fleurs de poésie dont un Gascon de savoir et d'esprit, M. Faugère-Dubourg, a tressé cette guirlande, rivale de celle de Julie, *la Guirlande des marguerites*. De fait, on aurait eu peine à compter les sonnets, les quatrains, les épithalames, les à-propos rimés de toute sorte dont le pasteur Duranton s'était rendu coupable au cours de sa carrière, si débordante pourtant de devoirs bien remplis. Il ne se passait guère d'événement sur sa paroisse sans qu'on lui demandât de le chanter. Alors, il allait volontiers chercher l'inspiration dans les bosquets du Parc, tout en se disant avec une mélancolie croissante que bientôt, peut-être, il serait réduit, tout poète qu'il fût, à laisser faire de ces ombrages peuplés d'oiseaux du bois de charpente et des bûches, comme le lui suggérait Mme Duranton, personne éminemment pratique, armée en guerre contre le superflu. Mme Duranton ne voyait au monde,

après les intérêts de son église, que ceux de sa famille, qu'elle s'était complu, d'année en année, à augmenter avec un zèle excessif peut-être, puisqu'il avait produit la gêne qui allait obliger son mari au plus dur des sacrifices. On prévoyait le moment où, après avoir résisté de son mieux, le pasteur céderait, comme toujours, honteux de se sentir moins détaché des choses terrestres et moins ferme dans la vertu que ne l'était cette terrible femme de bien, l'exemple et l'effroi de la paroisse. Ne devait-on pas, avant tout, songer aux pauvres, dont la part devenait lamentablement petite, grâce à de trop nombreux enfans qu'il fallait bien, après tout, élever et nourrir? Les appréciations esthétiques du pasteur ne trouvaient d'écho que chez sa fille aînée, Henriette, éprise plus encore que lui-même de toutes les belles choses inutiles, et qu'à cause de cela Mme Duranton traitait de païenne avec une rigueur empruntée à Calvin; mais la complicité même d'Henriette en faveur des dryades menacées, comme eût dit le pasteur en ses églogues, devenait impuissante à la longue. Des pourparlers avaient eu lieu avec un certain adjudicataire de bois qui, heureusement pour les vieux ormeaux, prolongea outre mesure la discussion du marché. Il n'était pas conclu quand le miracle tant attendu se produisit à l'improviste. Quelqu'un eut envie du Parc et le paya comptant.

Ce quelqu'un était un Parisien. Henriette ne s'y trompa point le jour où, en l'absence de l'unique servante, partie pour faire les provisions, et de sa mère, qui visitait un malade, elle avait ouvert la porte à cet envoyé de la Providence. Le logis où pullulait la tribu des Duranton se trouvait dans la vieille ville, au-dessus de ce pont pittoresque dont les arches ruinées, mais encore imposantes, d'une fière allure féodale, relient entre eux le Grand et le Petit-Nérac. Il était remarquable par le désordre habituel qu'y faisait régner une troupe de gamins turbulens; seul, le cabinet du père de famille était à peu près respecté. Henriette y introduisit l'étranger, et, le cœur battant d'une émotion joyeuse, à laquelle se mêlait la contrariété d'être surprise en négligé de ménagère, écouta silencieusement ce qu'il lui dit du motif de sa démarche, après quoi elle s'élança, toute rouge, dans la salle d'étude où le pasteur dictait une version à ses élèves réunis.

— Accourez vite, vite, lui dit-elle à l'oreille, voilà un prince beau comme le jour qui vient nous acheter le Parc!

Et les paresseux, en train de mettre à rude épreuve la patience de leur maître, eurent la joie indicible de voir ce dernier se lever précipitamment au milieu d'une période latine qu'il ne prit même pas le temps d'achever, comme s'il eût oublié soudain jusqu'à leur existence. Un jeu favori, consistant à se lancer à travers la chambre des flèches de papier chargées d'encre qui tachaient les

murs et les habits, fut repris aussitôt et continué sans interruption pendant une demi-heure que dura l'absence de M. Duranton. Celui-ci avait endossé à la hâte sa redingote ecclésiastique la plus neuve et abattu d'un rapide coup de brosse le toupet grisonnant que, d'habitude, ses doigts relevaient, par distraction, au-dessus d'une large face olivâtre, plus sympathique et plus franche qu'elle n'était distinguée. Tout en se boutonnant de travers, il pénétra, encore ahuri par la bonne nouvelle, dans la pièce où l'attendait « le prince beau comme le jour » dont avait parlé Henriette.

— Prince... peut-être; mais beau... Où ces petites filles ont-elles la tête? pensa-t-il tout d'abord. Ceci, du reste, n'a que peu d'importance.

Il salua, un sourire interrogateur aux lèvres. L'instant d'après, M. de Glenne s'était présenté lui-même avec aisance en expliquant qu'au retour d'un voyage en Espagne, il avait voulu visiter ce coin peu exploré de notre midi, qui a l'incomparable avantage de n'être recommandé par aucun guide, Joanne ou autre. Le hasard d'une excursion à pied l'avait fait passer devant le Parc. Depuis longtemps il rêvait de posséder une cabane perdue au fond des bois, loin des grandes villes et des grandes routes.

— Ce sont là des fantaisies qui viennent à presque tous les citadins, ajouta-t-il, et que fort peu réalisent. Je ferai exception, si nous réussissons à nous entendre. L'endroit me plaît beaucoup. J'y serai quitte des politesses de voisinage, autant que pouvait l'être Robinson dans son île.

— Certes oui, si vous tenez à vous tourner du côté des landes, répondit M. Duranton, un peu choqué d'entendre assimiler à une cabane la chartreuse construite par les aïeux de sa femme; mais l'arrondissement de Nérac est, au contraire, fort habité. Sans parler de la ville, qui n'est distante, en somme, que de dix kilomètres, le village, à une demi-heure de marche, offre des ressources dont votre famille ne sera certainement pas dédaigneuse. Les dames...

— Je n'ai pas de famille, interrompit M. de Glenne. J'habiterai le Parc tout seul.

— En vérité?.. Et vous ne craignez pas...

— De m'ennuyer?.. Mais non. Je n'y resterai probablement pas assez longtemps de suite pour cela.

— Vous aurez, d'ailleurs, à surveiller les réparations, à diriger les ouvriers, ce qui est toujours absorbant, répliqua le pasteur pour atténuer sa maladresse.

— Oh! je compte laisser le plus possible à la bicoque son air de désolation; il lui prête une certaine poésie. Je ne ferai que les arrangemens indispensables.

Au mot de bicoque, M. Duranton avait eu derechef un haut-le-corps.

— Si vous aimez la chasse, reprit-il, acharné à désennuyer de gré ou de force l'hôte futur du Parc, les palombes ne manquent pas chez nous. Vous aurez du plaisir en mars et en septembre, les époques de passage...

— Oui, je sais, dit le Parisien avec une grimace de mépris; on en attrape des douzaines à la fois d'un coup de filet. C'est justement parce que j'aime la chasse que je serais peu sensible à cette besogne d'oiseleur.

— Voilà, pensa M. Duranton, un personnage difficile à contenter. Il continua d'énumérer les avantages et les commodités sans nombre du Parc, jusqu'à ce que son interlocuteur l'eût interrompu encore en disant, avec un sourire :

— Vous comptez me le vendre très cher?

Le chiffre, émis timidement, transforma ce sourire en un rire très franc dont M. de Glenne n'expliqua pas la cause.

— Allons, reprit-il, je vois que je puis me passer ma fantaisie. Et vous dites qu'il y a un village tout près?

— Un village important, à trois kilomètres... On y trouve tout ce qu'il faut pour s'approvisionner, et, de plus, un excellent médecin, qui est mon beau-frère, le docteur Vidal. Peut-être avez-vous déjà entendu parler de lui... Non?.. C'est que vous êtes ici depuis peu, car il a, je puis le dire, une réputation très étendue d'homme de talent et d'homme de cœur... Un lettré, avec cela, un érudit... Mais j'oubliais, en parlant du village, sa grande curiosité, une église du XIV[e] siècle. Vous êtes catholique, monsieur?

— Je ne suis pas protestant, répondit M. de Glenne d'une façon évasive.

M. Duranton lui paraissait bien interrogant; mais cette rage de questions, fréquente en province et surtout dans le midi, était si naïve et accompagnée d'une telle bonhomie, qu'il eût été impossible de s'en formaliser.

— Voudrez-vous recommander à votre notaire de préparer sans retard l'acte de vente? ajouta-t-il au bout d'un instant.

— Tout de suite! s'écria le pasteur, qu'avait poursuivi la crainte vague de voir l'acquéreur de ses rêves s'évanouir en fumée, jusqu'à ce qu'eût été prononcée cette parole décisive. Tout de suite! Je vous prierai, monsieur, de me rappeler votre nom.

Une carte de visite lui fut aussitôt remise, sur laquelle il lut : Raoul de Glenne et une adresse qui ne lui apprit pas grand'chose, car le pasteur Duranton connaissait mal Paris, où il n'était allé qu'une seule fois dans sa vie.

— De Glenne!.. de Glenne! répéta-t-il, le sourcil froncé en cherchant à rassembler ses souvenirs.

Tout à coup il passa la main dans ses cheveux crépus, de l'air satisfait d'un homme qui a trouvé.

— Cet article sur Montluc, dans la *Revue des Deux Mondes*,.. il y a deux ans... ou trois peut-être,.. très remarquable,.. très remarquable. Seriez-vous, monsieur, parent de son auteur?

— L'auteur de l'article que vous jugez avec tant de bienveillance, c'est moi-même.

— Oh! mais alors vous êtes presque de chez nous, s'écria le pasteur avec effusion en lui tendant la main. Il y avait une page superbe sur le combat ou plutôt la boucherie de Lagatère; parions que vous êtes allé visiter tout près d'ici votre champ de bataille! Mes complimens, monsieur, c'était écrit d'une fière main de soldat.

— C'est que j'ai été soldat, en effet, j'ai commencé ma vie ainsi,.. tristement, par la défaite et la captivité...

— Prisonnier en Allemagne?.. demanda le pasteur dont la curiosité était toujours prête à s'éveiller.

M. de Glenne détourna la tête sans répondre; une expression de souffrance venait de passer sur ses traits expressifs et fatigués.

— J'ai aussi du sang de soldat dans les veines, reprit M. Duranton. Mon père est mort capitaine en retraite, mais ses états de services eussent fait envie à plus d'un officier supérieur,... des titres de gloire, qui, d'ailleurs, ne nous ont valu rien de bon, ajouta-t-il en s'attristant à son tour.

— Il me semble que l'honneur doit suffire, répondit M. de Glenne d'un ton sec.

— Sans doute, sans doute, balbutia le pasteur, confus de s'être mal expliqué. Je voulais dire... Ma sœur a été, comme fille de légionnaire, élevée à Saint-Denis... C'est elle qui a épousé le docteur Vidal dont je vous parlais tout à l'heure.

— Ah!.. fit M. de Glenne en roulant une cigarette avec indifférence. Quand pensez-vous que l'acte puisse être signé?

— Si vous le voulez bien, nous passerons tous les deux chez maître Laroze, dit précipitamment le pasteur, qui craignait encore un peu, au fond, que sa proie ne lui échappât. — Une minute,.. je ne vous demande qu'une minute...

Il courut à la salle d'étude où les garçons, surpris au milieu d'une folle partie de chat perché qui avait fait rouler de tous côtés les tabourets et cassé le pied d'une table déjà boiteuse, s'attendaient à être punis; mais le pasteur ne voyait rien que la perspective agréable de toucher sous peu une somme ronde.

— Très bien, mes enfans, très bien, leur dit-il, d'un air distrait. Assez de travail pour ce matin. Vous reviendrez à deux heures.

En redescendant l'escalier, son chapeau enfoncé sur la tête, il

rencontra Mme Duranton qui rentrait avec l'air de componction que peut laisser la lecture de la Bible faite par devoir au chevet d'un mourant.

— J'ai vendu le Parc, lui souffla-t-il à l'oreille, triomphant, radieux.

— Comment! d'une heure à l'autre, sans m'avoir consultée?

— Il fallait saisir l'occasion au cheveu, ma bonne amie.

— Je gage que tu l'auras donné pour un morceau de pain, dit Mme Duranton inquiète.

— Mais... pour le prix dont nous sommes convenus entre nous, hier encore, répondit-il un peu troublé à son tour.

— Tu es fou, mon pauvre Samuel, archi-fou. Nous avions pris notre parti de le laisser à ce prix-là en désespoir de cause, mais il fallait d'abord...

— Bah! il n'y a plus à revenir là-dessus, répliqua le pasteur avec philosophie, en descendant l'escalier quatre à quatre, tandis qu'elle répétait courroucée :

— Tu n'entendras jamais rien aux affaires, jamais!..

Et la colère de Mme Duranton trouva aussitôt l'occasion de se répandre, car, ayant poussé la porte de la classe, elle embrassa d'un coup d'œil les dégâts commis durant la matinée.

— Oh! vous me le paierez! cria-t-elle aux coupables qui se sauvaient.

Saisissant le martinet dont elle faisait, sans grand profit, un fréquent usage, elle châtia pour tous les autres le plus jeune de ses fils, Louisou, qui n'avait pu fuir assez vite et que sa mauvaise fortune venait d'amener sur le théâtre des méfaits auxquels il n'avait, d'ailleurs, pris aucune part.

Cependant, le pasteur entraînait M. de Glenne chez maître Laroze, d'un pas allègre, tout en lui vantant la capitale de l'Albret depuis son château et sa garenne, sa bibliothèque et son musée, jusqu'à ses fameuses terrines, avec force commentaires sur les raisons qu'il avait de tenir pour l'étymologie de *Neronis aquæ* contre le *Ner aq* injustifiable de M. de Villeneuve-Bargemont.

II.

Presque au même instant un cabriolet s'arrêtait devant le pignon à tourelle qui donnait extérieurement à la demeure des Duranton une certaine ressemblance avec l'hôtel Sully dont elle avait peut-être dépendu autrefois, — un cabriolet crotté jusqu'à l'essieu de cette boue couleur d'ocre dont sont prodigues, après la pluie, les chemins défoncés de la région; il était conduit par un vieil homme

en veste de grosse laine bleue et en béret, qui ressemblait à un paysan plutôt qu'à un domestique.

Aussitôt une jeune fille sauta lestement à terre, brune et menue, avec de grands yeux noirs.

— Est-ce que ton père ne vient pas déjeuner? demanda, en la voyant, Mme Duranton.

— Encore un empêchement, ma tante. La Pistolère est accouchée cette nuit d'un enfant mort et est elle-même en grand danger; il n'a pas pu la quitter une minute, répondit Constance Vidal, — moins ignorante que ne le sont d'ordinaire les demoiselles de certaines misères physiologiques. Son père parlait très librement devant elle de ses malades qu'elle connaissait tous d'ailleurs.

— Quel ennui! Je lui avais préparé un repas à son goût.

— Vous savez bien qu'il ne faut jamais compter sur lui, fit la jeune fille en ôtant son chapeau, ce qui découvrit les abondans cheveux noirs qui mettaient comme une couronne à sa beauté régulière et fine.

C'était une délicieuse créature que Mlle Vidal; la simplicité de ses vêtemens aurait pu lui être conseillée par quelque raffinement de coquetterie, tant sa taille était bien prise; l'étoffe la plus médiocre se drapait sur elle comme sur une statuette de la Renaissance, dont elle avait le type grec tempéré par l'expression spirituelle des yeux et la grâce du sourire; mais ceux qui la connaissaient savaient que ce dédain de la parure n'avait rien de prémédité, qu'il tenait seulement à l'habitude de vivre à la campagne auprès de son père, qui la trouvait toujours assez belle.

— Le docteur n'aurait pas été de trop ce matin pour donner ici quelques bons conseils, car Dieu sait que ton oncle est un enfant quand il s'agit de défendre ses intérêts, dit Mme Duranton. Le Parc n'est plus à nous.

— Ah! s'écria Constance avec un soupir, pardonnez-moi d'en avoir un peu de chagrin. J'y ai passé, depuis que j'existe, de si bonnes journées!

— C'est vrai, dit Henriette, et nous le regrettons tous; mais maman ne songeait qu'à s'en débarrasser. Il vaut mieux, somme toute, que notre pauvre Parc, si diminué déjà, passe aux mains d'un homme riche qui entretiendra la maison et laissera les ormeaux debout. On va y mener un train qui étonnera tout le pays.

— Qu'en sais-tu? demanda sa mère.

— Oh! pour en être sûr, il suffit d'avoir vu l'acquéreur. Figure-toi, Stany, une tournure, des manières... (Henriette complétait sa pensée par des gestes d'extase), une longue moustache, comme de la soie, et cette façon de vous regarder si déconcertante et si agréable en même temps! Quel dépit j'ai eu de me montrer à lui pour la pre-

mière fois dans ma robe grise!.. Oui, tu entends bien, ma vieille robe grise à carreaux. Il m'aura trouvée affreuse.

— Qu'est-ce que cela peut te faire? dit en riant celle qu'on appelait par le diminutif assez inusité de Stany.

— Comment! ce que cela me fait?.. Tu en parles à ton aise parce que tu es certaine de paraître jolie toujours et quand même. Mais, moi, je me connais; il me faut un brin de toilette pour être seulement passable.

— Comptes-tu donc tourner la tête à cet inconnu tombé on ne sait d'où?

— On sait à merveille qu'il tombe de Paris. Qu'elles sont heureuses, ces Parisiennes qui peuvent choisir un mari parmi des hommes semblables à celui-là!

— Bah! il ne vaut peut-être rien malgré les apparences, dit très raisonnablement Stany.

— A la bonne heure! s'écria Mme Duranton, qui, tout en passant de la salle à manger dans la cuisine, où elle surveillait le déjeuner, saisissait quelques lambeaux de cette conversation. Voilà une parole de bon sens! Je me demande ce que nous ferons de cette pauvre Henriette : elle est plus légère que jamais. La toilette, la danse, les romans, le mariage,.. ne dirait-on pas qu'il n'y a que cela dans la vie! Et le devoir, mademoiselle, le devoir de m'aider à élever vos petits frères qui usent mes forces absolument!.. Cela ne devrait-il pas être votre premier souci?

— C'est mon souci, en effet, maman; je mentirais en disant que c'est mon plaisir. Je n'ai pas choisi d'avoir cinq frères et j'envie de tout mon cœur les filles uniques... On les gâte et elles ne font que ce qu'elles veulent, n'est-ce pas, Stany?

— « Celui qui craint le Seigneur honorera son père et sa mère; il servira comme ses maîtres ceux qui lui ont donné la vie, » dit sentencieusement Mme Duranton, rappelant à sa fille, par l'intermédiaire de l'Écriture, qu'elle lui laissait la peine de mettre le couvert.

Ce fut Constance qui profita de la leçon indirecte en aidant sa tante avec zèle. Quant à Henriette, elle avait haussé légèrement les épaules d'un air d'impatience contenue. Penchée à la fenêtre, elle guettait le retour de son père.

— Enfin, le voici! s'écria-t-elle. Il va nous raconter...

A peine si on laissa à M. Duranton le temps de bénir la table. Il fut assailli pendant tout le déjeuner de questions sur le Parisien, duquel il était d'ailleurs disposé à bien parler, s'étant entendu avec lui sur le fait historique des donations de terre accordées par Néron dans les Gaules aux vétérans.

— Il ne s'est pas élevé entre nous la moindre difficulté, disait-il en se frottant les mains et tout à ses étymologies.

— Je le crois bien, grogna Mme Duranton qui ne pensait qu'au contrat; il fait une bonne affaire.

— Nous aussi, Edelmone, nous aussi.

M. Nougarède, grand admirateur de Shakspeare, corrigé par Ducis, avait donné à sa fille ce nom qu'aurait eu peine à reconnaître Othello.

— C'est une terrible épine qu'il nous retire du pied, ajouta le pasteur avec un long soupir de soulagement. J'aurais voulu lui amener ton père, Stany, mais ce malheureux docteur est insaisissable. Oh! je sais bien qu'il n'y a pas de sa faute... Nous sommes, lui et moi, chacun à notre manière, au service du prochain... J'espère qu'à cause de cela il nous sera beaucoup pardonné, dit M. Duranton, faisant charitablement cause commune avec un matérialiste. — Mais s'il avait vu ce M. de Glenne, il l'eût, comme moi, trouvé charmant.

— Que te disais-je? s'écria Henriette, interpellant sa cousine.

— Toi, petite, tu n'as pu le juger si vite. Il faut l'avoir entendu causer. Je ne parle pas de sa mine, mais de son esprit, de ses connaissances qui me paraissent fort étendues. Il s'intéresse à mes recherches; lui-même a fait d'excellens travaux de critique et d'histoire, tout homme du monde qu'il soit.

Et il reprit à voix basse, comme s'il se fût parlé à lui-même : — Car M. de Glenne est du monde terriblement, quoiqu'il semble dégoûté de lui. Il en garde l'espèce de fièvre dont, Dieu merci, nous sommes préservés dans nos provinces, il en porte les marques pour ainsi dire. C'est un homme à qui la vie, une vie agitée, a dû faire beaucoup de mal si mon expérience ne me trompe pas.

— Ah! voilà donc pourquoi il me plaît tant! s'écria Henriette avec sa spontanéité ordinaire. J'en cherchais la raison,.. elle est trouvée. Il me plaît parce qu'il n'a pas l'air vertueux.

— Henriette! s'écria sa mère exaspérée. Quel dommage que tes vingt ans révolus te mettent à l'abri du martinet! Tu mériterais mieux encore que tes frères une de ces corrections...

Au souvenir de celle qu'il avait reçue, Louisou, qui, privé de dessert, voyait arriver une tarte aux confitures, éclata en sanglots.

— Qu'a donc encore celui-là? demanda le pasteur.

— Tu iras voir dans quel état ils ont laissé la salle d'étude, dit Mme Duranton, levant les mains au ciel.

— Mais ce n'est pas moi! hurla le malheureux Louisou.

— Ce n'est pas lui! répétèrent ses frères, saisis de remords.

— C'est vous, en ce cas, polissons. Je vais vous distribuer des

pensums, dit le pasteur, sans indignation suffisante. Tiens, Louisou, voici du gâteau, sèche tes larmes; et, quant à toi, ma pauvre Henriette, puisses-tu ne jamais éprouver que l'air trop vertueux est encore chez un mari le moindre des défauts! Du reste, vous n'avez pas à vous bercer d'illusions au sujet du nouveau maître du Parc, ajouta M. Duranton en s'adressant aux deux jeunes filles. Un célibataire endurci, riche et haut placé dans le monde, ne vient pas de Paris à Nérac pour se marier.

— En admettant qu'il y pense, je le laisserais de grand cœur à Henriette, dit gaîment Constance.

Et une rougeur légère fit étinceler ses yeux sombres.

— Oui, je sais que, si nous avions à craindre quelque chose pour toi, ce serait plutôt le couvent, repartit M. Duranton en l'attirant à lui avec une tendresse un peu mélancolique.

— Oh! s'écria-t-elle, jamais je n'oublierai combien mon père a besoin de moi!

Le pasteur posa la main sur sa tête, par un geste de bénédiction, et lui renversa le front doucement pour plonger son regard dans les grands yeux qui, vus ainsi en pleine lumière, n'étaient pas noirs, mais d'un bleu profond, insondable.

— Mon Dieu! dit-il, comme tu ressembles à ta mère! Tu lui ressembles de plus en plus!

III.

Constance Vidal était, en effet, le portrait même de Marguerite Duranton à l'âge où celle-ci avait causé à son frère aîné l'inconsolable chagrin de sa vie en se séparant de lui sur le terrain des croyances. Cette désertion spirituelle était arrivée un peu par la faute du capitaine Duranton, trop fier de la beauté, de l'intelligence précoce de sa Benjamine. Elle était, disait-il, la perle de la famille, — perle fragile autant que précieuse. Jamais on ne l'aurait crue sortie d'une race de paysans albigeois, taillés en plein granit des Cévennes. Avec son teint transparent, ses extrémités fines, son profil délicat, elle avait l'air d'une petite princesse, et le père, qui l'idolâtrait, voulut qu'elle en reçût l'éducation. D'ailleurs, étant veuf et sans autre fortune que sa pension de retraite, comment aurait-il repoussé les avantages que la maison impériale de Saint-Denis offre aux filles d'officiers? Sa Margot pouvait acquérir là, gratuitement, des talens auxquels on n'atteint point en province. Samuel, déjà porté vers le ministère évangélique, hasarda bien quelques objections, blâmant que l'on envoyât sa sœur, si jeune et sans défense, en plein foyer de catholicisme, mais on lui répondit qu'il y avait des protestantes à Saint-Denis, et qu'un

ministre de la religion réformée venait régulièrement les instruire. Le capitaine, quoique bon huguenot, avait perdu dans la vie militaire quelque chose de la ferveur qui enflammait jadis ses aïeux et qui s'était transmise intacte à son fils; en revanche, il avait gardé leur volonté de fer; elle prévalut cette fois, comme toujours. La petite Marguerite alla rejoindre les dix ou douze élèves de sa religion qui formaient un groupe de parias auprès des quatre cent cinquante catholiques de Saint-Denis. Au début, l'exubérance méridionale, que rien encore n'avait éteinte en elle, fut mise à rude épreuve dans ce milieu où régnaient une règle militaire inflexible, l'étiquette d'autrefois et presque toutes les traditions des vieux couvens. Elle souffrit beaucoup, révoltée contre les grilles, contre la loi rigoureuse du silence, contre la tristesse d'un ciel d'hiver si différent du ciel bleu sur lequel se détachent en jaune d'ocre les coteaux rians que baigne la Baïse. La pauvre enfant faisait de cette prison enfouie dans un bas-fond, avec ses salles voûtées et ses cloîtres humides, des descriptions effrayantes; mais, au bout de six mois environ, ses lettres devinrent plus gaies, elle parut réconciliée avec son sort : Marguerite avait trouvé une amie de son âge, la nièce orpheline et pauvre du général comte de Vardes, et cette nouvelle affection, passionnée, exclusive, lui créait dans l'exil une patrie. Dès lors elle ne s'ennuya plus; elle devint le modèle des élèves, toujours à la tête de sa classe, sur les pas de Mlle de Vardes, qui était une fille intelligente et dominatrice, une *meneuse* dans toute la force du terme. Pendant les vacances, la petite Duranton ne parlait que de sa chère Marie et de la résolution qu'elles avaient prise ensemble de ne jamais se quitter, de rester toutes deux à Saint-Denis, quand elles seraient grandes, parmi ces dames qui portent sur l'épaule les insignes de chevalier de la Légion d'honneur.

— Tu nous abandonneras donc? disait tristement son frère, qui eût été plus inquiet encore s'il avait su que la règle de la maison ne tolérait aucune institutrice protestante.

— Bah! pensait le capitaine Duranton, laissons-la faire des projets... Autant d'enfantillages!

Il arracha toutefois assez violemment du cou de sa « mignonne » ce qu'il appelait une amulette, une médaille bénite que Marie de Vardes lui avait donnée en gage de souvenir. La perte de ce bijou fut très sensible à la petite fille; l'année suivante, elle revint avec une autre médaille, cachée plus soigneusement. Déjà un vague instinct avertissait Samuel que la foi avait reçu, chez elle, quelque atteinte; il entra même en correspondance, à ce sujet, avec le pasteur chargé de l'instruction religieuse des protestantes de Saint-Denis; celui-ci, peu perspicace, et qui, d'ailleurs, ne voyait ses

jeunes brebis que chaque dimanche, répondit de façon à le rassurer. Les apparences, en effet, étaient favorables à Marguerite : depuis son arrivée dans la maison elle n'avait jamais manqué de rendre témoignage à sa religion bravement, et même avec orgueil, tirant gloire du nom de huguenote qui lui était prodigué, allant chaque matin, d'un pas ferme et la tête haute, à l'heure de la messe, rejoindre derrière une grille celles qui n'entraient pas dans la chapelle. Ce qu'on ne pouvait soupçonner, c'est qu'elle exagérait peut-être les protestations extérieures pour résister à l'ascendant de Mlle de Vardes, excitée dans sa précoce ardeur de prosélytisme par cette résistance même. Pourquoi Marguerite n'avait-elle pu accorder à aucune de ses coreligionnaires la sympathie que lui inspirait cette catholique ardente? On sait que les jeux bruyans n'ont jamais été en faveur à Saint-Denis, où les petites imitent de leur mieux les grandes dans un profond mépris pour tout ce qui n'est pas exercices et plaisirs intellectuels. Tout en se promenant ensemble, tout en travaillant côte à côte au jardinet qu'elles possédaient en commun, les deux amies causaient de choses sérieuses. Marie, toujours première au catéchisme, y faisait provision d'argumens contre la Bible telle que la comprenait Marguerite, et c'étaient entre elles d'interminables discussions où la petite hérétique se montrait souvent la plus forte; il fallut, pour l'ébranler, un incident purement sentimental que Mlle de Vardes n'hésita pas à qualifier de miracle. Cet incident coïncida avec l'imposante cérémonie de la première communion.

— Je prierai pour toi, avait dit mystérieusement Mlle de Vardes à son amie, la veille de la retraite, oh! je prierai tant pour que nous devenions sœurs tout à fait, sœurs comme je l'entends, comme Dieu veut que nous le soyons!

Durant cette retraite de huit jours, les futures communiantes, sous la direction d'une dame et de plusieurs novices, sont absolument séparées des autres élèves, aux récréations, à table, partout, mais leur importance occupe toutes les têtes. Marguerite voyait de loin sa compagne préférée, unique, se mouvoir dans une atmosphère de recueillement toute céleste où elle ne pouvait la rejoindre; Marie lui faisait l'effet d'un ange entré déjà dans le paradis, tandis qu'elle-même languissait dehors au sein des ténèbres. Si longue que fût d'ailleurs cette mortelle semaine, Marguerite eut sans cesse le sentiment d'être comme enveloppée par les effluves d'une prière qui se disait pour elle; en rêve, la nuit, elle entendait une voix caressante lui répéter : « Il faut que nous devenions sœurs. »

Enfin le grand jour arriva, un jeudi. Aucune des dames ne consentant au trop dur sacrifice de garder les protestantes pendant la

cérémonie, celles-ci assistèrent à une messe solennelle et à cette admirable procession qui se déroule dans le cloître quadrangulaire paré d'oriflammes multicolores, jonché de fleurs que jettent les plus petites élèves. Elles marchent en mesure; le chœur des chanteuses qui les accompagne leur donnant le rythme, et aussi la maîtresse de maintien, une ancienne danseuse de l'Opéra dont tous les mouvemens sont étudiés, corrects, parfaits comme autant de modèles d'écriture, et qui, avec des ports de tête ravis aux princesses du *Grand Cyrus,* jouit de sa propre grâce, de son immense responsabilité. Après, viennent les trois vierges, des fillettes de quatorze ans, choisies parmi les plus régulièrement jolies. Sous leurs longs voiles, un livre de prières serré contre la poitrine, elles avancent les yeux baissés, suivies de la file des pensionnaires qui, n'ayant pas de rôle déterminé dans la procession, s'égrènent une à une comme un long chapelet vivant. Aux pieds de la grande Vierge en pierre on avait dressé un reposoir splendide devant lequel les fleuristes, les chanteuses, les porte-cierges, les porte-encensoirs, reconnaissables entre elles par la diversité des couronnes, se rangèrent à droite et à gauche pour attendre les premières communiantes qui entouraient le saint-sacrement et le clergé. On s'agenouilla, on chanta l'hymne; l'officiant gravit les marches, couvertes d'une ancienne verdure à personnages, puis un grand silence se fit: on n'entendait plus que les petits coups grêles du claquoir qui, manié par la maîtresse de maintien, avertissait de jeter des fleurs. Au milieu d'une pluie de pétales parfumés et d'un nuage d'encens, le prêtre présenta l'hostie blanche aux quatre coins du cloître, et, malgré elle, Marguerite sentit ses genoux fléchir et sa tête se courber. En se redressant, elle rencontra le regard radieux de son amie, qui semblait la remercier de cet acte d'adoration involontaire. Déjà le matin, à la messe, quelques paroles du moine étranger, en majestueuse robe blanche, qui venait de prêcher la retraite, l'avaient touchée plus qu'aucun sermon qu'elle eût entendu jamais. Il avait dit aux communiantes d'avoir confiance et de prier pour leurs parens morts en cet instant où elles pouvaient tout sur le cœur de Dieu. La tendresse de la religion catholique s'était dès lors révélée à la petite huguenote, et, sous cette solennelle bénédiction, elle se sentit singulièrement gagnée aux croyances qui pouvaient consoler une orpheline de n'avoir plus de mère. Quand elle raconta depuis ses impressions, Marie s'écria dans un transport de joie: « J'en étais sûre, je l'avais tant demandé à Dieu. » Mais Marguerite lui répondit, malgré l'attendrissement profond qui la tenait encore, qu'elle ne voulait rien croire légèrement. Sa conversion ne fut pas l'effet d'une minute d'extase enfantine, que d'ailleurs elle ne devait jamais renier, et qui resta parmi ses

plus chers souvenirs; elle s'interrogea, elle étudia longuement, elle apporta dans la recherche de la vérité une sorte de rectitude protestante, réprimant en elle-même l'élan trop vif du cœur, entraînée cependant, quoi qu'elle fît. Ces années de lutte mirent leur empreinte sur son front pâli. D'année en année, Marguerite, revenue à Nérac pour les vacances, se montrait plus sérieuse, plus réservée, ce qu'on attribuait généralement à de la fierté, au dédain des habitudes simples du pays. Ses talens, son instruction, éveillaient autour d'elle, dans le petit cercle provincial où une belle dame, disait-on, devait se trouver à l'étroit, l'admiration et l'envie.

Elle ne laissait jamais son frère aborder avec elle, comme il eût souhaité de le faire, les questions religieuses. Évidemment, elle avait un secret pour lui, un secret qui, plus encore que l'absence, la détachait de sa famille tout entière. Le capitaine Duranton lui-même finit par s'en inquiéter, il jugea que le temps était venu de la ramener au foyer, et il allait lui faire part de sa résolution, quand une attaque d'apoplexie l'en empêcha, lui épargnant, comme fait si souvent la mort à ceux qu'elle frappe, des peines imprévues. Tout fut expliqué alors. Marguerite avait ménagé son père jusqu'au bout, parce qu'elle craignait les bourrasques de colère dont il était coutumier, mais à Samuel elle osa, sinon parler, du moins écrire. Dans une lettre fort embarrassée, elle lui avoua que depuis bien longtemps elle se sentait catholique au fond de l'âme, qu'elle s'était instruite en cachette et affermie de plus en plus, jusqu'à ce que la résolution lui fût venue d'obéir, aussitôt qu'elle serait maîtresse de ses actes, à la voix qui l'appelait. Maintenant sa dix-huitième année était proche, son éducation allait prendre fin; comme elle l'avait toujours dit, d'ailleurs, elle désirait rester à Saint-Denis en qualité de novice.

Sa sœur transfuge! sa sœur papiste! Samuel Duranton crut en devenir fou. Ce fut alors qu'il entreprit le seul grand voyage de sa vie, ce mémorable voyage à Paris, pendant lequel il n'avait rien vu, car une idée fixe le possédait, sauver cette malheureuse, l'arracher à l'erreur. Sans doute, elle subissait une fascination; il accusait le zèle indiscret de quelque prêtre, mais son premier entretien avec la surintendante suffit à lui prouver que les aumôniers, pas plus que les maîtresses, n'avaient eu de part à une œuvre accomplie dans le plus grand mystère.

— Soit! personne n'en est responsable et tout y a contribué, pensait-il, en respirant dans les cloîtres de la vieille abbaye une atmosphère chargée, à son avis, de superstitions, l'atmosphère même du moyen âge. — Il fallait s'y attendre. J'avais raison de redouter les influences du milieu... même les influences muettes... chacune de ces pierres noircies distille du poison!

Il employa tous les moyens avec sa sœur. Rappelant le souvenir de leur grand-oncle, un prédicant célèbre, livré à la torture, estrapadé, brûlé au temps des dragonnades, il lui demanda si elle voulait faire cause commune avec ses bourreaux. L'honneur seul, s'il ne restait plus trace en elle des premières leçons de son enfance, aurait dû lui défendre de passer à l'ennemi.

Avec une fermeté douce, mais invincible, Marguerite répondit qu'il ne s'agissait pas d'une résolution à prendre, mais d'un fait accompli, en ajoutant que le cri de guerre de l'ancêtre qu'il invoquait et de tous les Cévenols avait été *liberté de conscience;* elle ne dérogeait donc point aux traditions de sa race en réclamant pour elle-même cette liberté.

C'était là faire appel à l'esprit de justice, qu'aucun sentiment, si vif qu'il fût, n'étouffait jamais chez le pasteur. Il se demanda cependant, l'espace d'une minute, s'il userait de l'autorité que leur père lui avait léguée pour enlever sur-le-champ la rebelle, mais il était clair que cette mesure radicale n'eût remédié à rien ; les yeux noirs de Marguerite portaient à la persécution un défi aussi énergique que celui qu'avaient pu opposer aux chevalets et aux bûchers les vieux Camisards dont le sang coulait dans ses veines; elle ne rentrerait à Nérac que pour y faire scandale par sa résistance. Ce n'était plus une enfant qu'il avait devant lui, mais une femme fortement convaincue, qui pouvait lui reprocher, s'il la contraignait à le suivre, de l'avoir fait manquer à sa vocation. Elle ne cacha pas du reste combien le désir de ne jamais quitter Mlle de Vardes ajoutait au goût naturel qui la portait vers l'enseignement. M. Duranton désira voir cette personne persuasive.

— Vous prenez, mademoiselle, lui dit-il amèrement, la plus lourde des responsabilités, en vous chargeant de remplacer pour ma sœur sa religion, son pays, sa famille, tout enfin. Êtes-vous bien sûre d'être à la hauteur d'une pareille tâche et surtout de savoir vous y maintenir?

Marie de Vardes répondit avec assurance qu'elle ne craignait pas de manquer aux devoirs d'une affection fondée sur des bases plus solides que tous les liens terrestres, et qui, certainement, avait reçu la bénédiction de Dieu.

En la regardant, le pasteur se souvint de l'esprit de prosélytisme de Mme de Maintenon.

— Pèse bien devant ta conscience ce que tu vas faire d'irréparable, dit-il à sa sœur avant de s'éloigner, et, quoi qu'il arrive, n'oublie pas que ton frère te reste malgré tout.

Elle remercia, un peu hautaine, avec l'intime conviction qu'elle n'aurait jamais besoin de lui, et le pauvre Samuel renonça, la mort

dans l'âme, au rôle du bon pasteur qui rapporte, sur ses épaules, la brebis égarée. Il rentra chez lui tout seul, vieilli en un jour, découragé, résolu à chasser l'ingrate de son cœur où elle avait tenu trop de place. Pourtant ni femme, ni enfans ne lui firent jamais oublier que là-bas, bien loin, derrière les grilles d'une espèce de couvent catholique, sa petite Margot était volontairement captive, séparée de lui par un abîme que la mort n'eût pas réussi à creuser entre leurs deux âmes.

Du moins la croyait-il heureuse. Elle le fut en effet pendant près de quatre ans à la suite de son abjuration. La vie des dames de Saint-Denis, modifiée, modernisée depuis, rappelait encore à cette époque, hormis les vœux, celle de leurs devancières de Saint-Cyr. Elle était quasi-religieuse, mais d'abord délicieusement intellectuelle. Tout en s'acquittant de leur charge avec beaucoup de scrupule, Marie de Vardes et Marguerite Duranton avaient des loisirs dont profitait leur amitié, une amitié comme il n'en existe guère, sans jalousie, sans rivalités, sans petitesses et qui était pour l'une comme pour l'autre le plus vif de tous les sentimens. La règle ne permettait que de rares sorties dont Marguerite, pour sa part, ne profitait presque jamais, à moins que Marie ne l'entraînât de force chez sa tante, veuve du général de Vardes, à laquelle chaque mois elle allait rendre ses devoirs avec ennui, disait-elle. La comtesse de Vardes était une vieille femme très mondaine, qui inspirait à Marguerite peu de sympathie. Elle laissait donc son amie s'acquitter seule de ce que Marie, toute la première, appelait une corvée.

Vers la fin de la troisième année du noviciat, il sembla cependant que cette corvée lui devenait plus légère ; elle avait cessé de se moquer des lundis de sa tante et, sans rien changer à l'austérité fondamentale de sa toilette, semblait apporter dans des détails, que seul l'œil d'une femme pouvait reconnaître, quelques velléités toutes nouvelles de coquetterie ; en même temps, elle devenait moins expansive, lorsqu'il était question de l'emploi de son temps à Paris. Ce que l'on ne comprend pas fait toujours peur ; Marguerite, sur la foi de ces changemens presque imperceptibles, pressentait déjà une catastrophe, quand, à brûle-pourpoint, avec cette brusquerie qui trahit souvent les résolutions difficiles et accompagnées d'un remords qu'il s'agit d'étouffer ou de dissimuler, Marie lui annonça son prochain mariage. Elle avait rencontré chez sa tante de Vardes un homme très haut placé, qui recherchait sa main.

— Le baron de Latour-Ambert?..

Marguerite laissa tomber, en tressaillant, ce nom d'un ami de M[me] de Vardes qui, deux fois, était venue à Saint-Denis avec elle.

— Oui, c'était lui-même, l'ambassadeur... Vieux?.. Mais non,

cinquante-cinq ans, bien conservé, grand air; et puis peu importait à Marie, elle tenait compte du rang, de la puissance qu'il donne et préférait aux empressemens d'un jeune homme la recherche discrète de ce personnage mûr qui ne se rendait jamais ridicule en oubliant son âge, qui se bornait à une cour paternelle à demi. Rien de plus flatteur que de fixer un blasé. M. de Latour-Ambert avait eu tant de bonnes fortunes, qu'il valait peut-être mieux ne pas l'avoir rencontré avant l'âge où don Juan prend sa retraite.

Tout cela était dit avec un triomphant sourire. De cette responsabilité redoutable dont le pasteur Duranton l'avait pourtant avertie, la future baronne ne semblait pas se douter; cette fois encore elle obéissait à son instinct dominateur. Les grands conquérans n'ont pas plus tôt remporté une victoire qu'ils se laissent tenter par de nouveaux succès. Comme eux, Marie de Vardes ne s'arrêtait pas à compter les victimes après une action décisive. La douleur contenue de Marguerite lui échappa.

— Rien ne sera changé entre nous, chérie, lui dit-elle en l'embrassant. Tu restes ma meilleure amie.

Et l'abandonnée, trop fière pour se plaindre, répéta comme un écho docile :

— Non, rien ne sera changé, — en dévorant ses larmes.

Au mois d'août suivant, elle accepta l'invitation, renouvelée chaque année par son frère, de venir passer les vacances à Nérac. Jusque-là, elle avait refusé sous différens prétextes, mais tout lui semblait maintenant préférable au poids de la solitude qui l'écrasait depuis le mariage de M[lle] de Vardes. Cette amitié exclusive lui avait fait négliger des relations plus tièdes avec les autres dames qui, la connaissant peu, ne lui marquaient, de leur côté, qu'une certaine indifférence; dans sa tristesse profonde elle n'avait aucun refuge, et découvrait avec effroi que ce qu'elle avait pris pour une sérieuse vocation n'était sans doute que l'entraînement irréfléchi de l'exemple. Tous ses devoirs lui semblaient désormais arides et sans saveur; peut-être n'avait-elle aimé en eux que la présence de Marie, ce contact de tous les instans auquel ne suppléait guère une correspondance qui restait cependant le principal intérêt de sa vie. M[me] de Latour-Ambert avait suivi son mari à l'étranger; dans l'intervalle de ses lettres, Marguerite s'étiolait comme une plante privée de soleil. Jamais l'air de Saint-Denis n'avait été favorable à sa santé, qui s'était graduellement altérée sans qu'elle y prît garde, car le bonheur nous prête des forces physiques et morales qui s'évanouissent avec lui. Maintenant elle souffrait de mille maux inexpliqués. Le souvenir de la bonté, du dévoûment de son frère lui revint dans cette crise, comme il ne lui était pas revenu depuis leur quasi-rupture,

avec une vague nostalgie; elle voulut se rattacher au passé, elle essaya de la vertu de l'air natal contre le désarroi toujours croissant de ses nerfs; d'ailleurs une sorte d'impatience morbide la poussait au changement. Hélas, de nouvelles déceptions l'attendaient! Son frère était toujours l'excellent Samuel d'autrefois; il fêta, sans arrière-pensée, le retour de l'enfant prodigue, mais il y avait dès lors auprès de lui une Mme Duranton, armée de la plus farouche intolérance. Celle-ci sentit redoubler le courroux que lui avait causé le seul récit de l'abjuration de sa belle-sœur en voyant cette grande coupable apparaître, plus ravissante qu'elle n'avait jamais pu le supposer. Edelmone prit Marguerite en grippe pour des raisons auxquelles la théologie n'avait qu'une faible part, quoiqu'elle crût tout le contraire.

En une semaine la réputation de la pauvre dame de Saint-Denis fut établie sans retour: elle était pédante, prétentieuse, ignorante du ménage, elle affectait des manières de reine; il était bien heureux qu'elle eût choisi par goût le célibat, car aucun homme raisonnable n'eût voulu s'embarrasser de cet objet de luxe. La surprise de Mme Duranton fut grande quand elle vit que le docteur Vidal semblait être d'un avis différent.

Le docteur Vidal comptait parmi les plus anciens amis de la famille Duranton. Marguerite l'avait ébloui au premier printemps de sa beauté. Quand il la retrouva un peu amaigrie, d'une pâleur plus nacrée, avec le pli du désenchantement à ses jolies lèvres et l'attrait nouveau d'une mélancolie secrète dans ses grands yeux voilés, le cœur généreux qui se dérobait chez lui sous des manières un peu rudes que la fréquentation du monde n'avait jamais polies, s'émut de tendresse. En même temps, le médecin se promit de disputer cette frêle existence aux funestes symptômes qu'il avait découverts tout d'abord. Peu porté d'habitude à sortir sans nécessité de sa retraite studieuse, il fut très assidu dans la maison du pasteur pendant les jours d'été que sa sœur y passa. Marguerite était grande musicienne; le goût que Philippe Vidal affecta subitement pour la musique dut étonner tous ceux auxquels il avait dit cent fois que ce bruit-là était pour lui le plus incommode et le plus désagréable de tous les vacarmes; à l'entendre, il n'y avait guère que le babil féminin qu'il méprisât autant que le piano; néanmoins il ne se lassait pas de causer avec Mlle Duranton. Était-il donc revenu de ses opinions invétérées sur les femmes en général? Non, peut-être; nos opinions et nos impressions sont choses fort différentes; le docteur avait beau prononcer en lui-même des arrêts scientifiquement raisonnés sur le sexe auquel appartenait Marguerite, il les oubliait tous auprès de cette aimable personne;

ce n'étaient pas ses talens, son esprit, qui le fascinaient ainsi; elle se serait bornée à le regarder et à sourire qu'il eût subi le même enivrement. Et, comme si elle eût pris à tâche de le rendre amoureux tout de bon, elle s'avisa de la plus délicate des flatteries involontaires en lui procurant l'occasion de la soigner, de la guérir. On sait que le bienfait, qui généralement n'est qu'un fardeau pour l'obligé, a pour résultat presque immanquable d'attacher le bienfaiteur. M. Vidal éprouva ceci après une maladie grave dont il réussit à tirer Marguerite. Elle en avait été atteinte vers la fin des vacances, au moment où elle se proposait de retourner à Saint-Denis. Une fièvre de l'espèce la plus dangereuse, compliquée par les premiers signes d'une affection du cœur, la saisit chez les Nougarède, au Parc, où Mme Duranton et ses enfans s'étaient transportés. Le docteur montra en cette circonstance un dévoûment qui dépassait beaucoup celui que peut prescrire le devoir professionnel et qui ne laissa de doute à personne sur le genre d'intérêt qu'il portait à sa malade. Celle-ci, aussitôt qu'elle fut en état d'apprécier tout ce qu'il avait fait pour elle, lui en témoigna sa reconnaissance avec une vivacité attendrie.

— Laissez, répondit-il, ne me remerciez pas, j'ai agi en égoïste, rien que pour mon plaisir et à mon profit. Vous le verrez bientôt du reste.

En effet, le désir secret du docteur était de s'approprier cette belle proie qu'il venait d'arracher à la mort.

Tandis que se poursuivait la convalescence, il eut un sérieux entretien avec son vieil ami Samuel.

— Votre sœur, lui dit-il, est hors d'affaire pour cette fois, mais elle restera délicate, et il lui faudra de longs, d'infinis ménagemens. Les fatigues du professorat doivent lui être défendues et surtout le mauvais régime de Saint-Denis, dont elle s'est ressentie d'une façon si fâcheuse; il ne faut pas qu'elle retourne là-bas.

Le pasteur hocha tristement la tête.

— Faites-lui entendre raison, si c'est possible, répondit-il. Elle sait que je lui garde une place à mon foyer; mais il n'y a pas grande sympathie, vous vous en serez peut-être aperçu, entre Marguerite et ma femme, et puis la différence de religion...

— Aussi, n'ai-je jamais pensé qu'elle pût demeurer chez vous; elle vous embarrasserait fort et serait à chaque instant blessée.

— Où voulez-vous donc qu'elle aille?

— Chez un mari, répondit avec résolution Philippe Vidal, et ce mari est tout trouvé. Vous le voyez devant vous.

— Mon cher ami, une première objection: vous êtes beaucoup trop riche pour épouser une fille sans dot.

— Quel mauvais raisonnement! C'est parce qu'elle n'a rien qu'il faut lui assurer du bien-être. Ma prétendue richesse n'est qu'une assez large aisance, celle que m'a laissée mon père et que je n'ai point augmentée. J'ai fait de la science par goût. A ce métier-là on ne devient jamais ce qui s'appelle riche. Mais une femme raisonnable, qui n'a pas d'exigences mondaines, peut se contenter de ma petite fortune. Du reste, je n'ai rien à vous apprendre, vous me connaissez de longue date. J'offre à votre sœur un nom honorable et tout l'amour dont j'ai fait provision dans une existence où le travail ne laissait pas de place aux folies. Quant à la religion, peu m'importe; je m'en passe pour mon propre compte, — inutile encore de vous rappeler cela.

— Si Marguerite était restée des nôtres, dit le pasteur, ce serait ma seconde objection et peut-être la plus forte.

— Je me félicite donc, répliqua gaîment M. Vidal, qu'elle soit devenue catholique. Elle en sera moins absolue, moins impitoyable. Vous m'avez interrompu, mon cher ami, au moment où je disais que, tout en me passant personnellement de religion, je trouverais bon que ma femme en eût. A mon avis, toute femme libre penseuse possède une grâce de moins... dans le sens profane du mot.

— Voilà une fort louable esthétique, dit en souriant M. Duranton. Espérons que la pratique du dévoûment à nos semblables, que vous l'appeliez ou non par son nom chrétien de charité, espérons que les lumières même de cette science que Dieu ne peut redouter, lui qui sait tout, vous conduiront un jour plus haut encore, beaucoup plus haut.

— Non, Dieu ne redoute pas la science, puisque la science c'est Dieu, riposta le docteur; mais nous n'avons pas le temps de discuter aujourd'hui, et vous prêchez, mon bon Samuel, au lieu de me répondre. Une seule chose importe: croyez-vous que votre sœur veuille de moi?

Samuel Duranton resta muet. Il trouvait Philippe Vidal fort bien, en dépit des approches de la quarantaine, avec sa maigreur vigoureuse et son visage accentué rappelant les traits de bronze du Henri IV qui, sur la place principale de Nérac, dit aux « braves Gascons » d'un geste familier: *Approchez-vous!* Le front un peu dégarni seulement, comme il convient à un homme d'étude, mais la barbe aussi noire que fournie, le regard jeune, les dents superbes. Certes, ce naturaliste dont les travaux avaient hors de son pays une juste renommée, ce médecin des pauvres qui, à force de bonté, s'était fait adorer par les gens les plus incapables de comprendre ce qu'il valait intellectuellement, représentait un mari fort acceptable; mais le pasteur avait toujours pensé que, pour conquérir Marguerite, il faudrait une espèce de parangon qui lui proposât

tout au moins d'aller décrocher la lune et les étoiles. Il transmit cependant à sa sœur la demande qui lui était faite. Elle écouta sans surprise, comme si elle eût déjà deviné, déjà réfléchi, et la soudaineté de son consentement effraya presque M. Duranton.

Marguerite se mariait parce qu'autrement sa situation eût été inextricable. Elle avait peur de retourner à Saint-Denis, où ne l'attendait plus Marie de Vardes, peur surtout de continuer à vivre près d'Edelmone. Quand le docteur vint s'informer du résultat de la conférence, elle mit sa petite main blanche, encore faible et brûlante d'un reste de fièvre, dans la main qu'il lui tendait et posa une seule condition : ses enfans seraient catholiques.

— Ils seront musulmans si bon vous semble, répliqua Philippe avec une joyeuse indifférence et, abbaye pour abbaye, vous trouverez, j'espère, mon vieux Priourat tout aussi habitable que Saint-Denis.

Sa maison n'était autre que le dernier débris d'un prieuré de bénédictins qui, précédé de charmilles noueuses et touffues, restait debout côte à côte avec un monument historique assez curieux, l'ancienne église du couvent, l'un des échantillons d'architecture romane que possède le midi de la France.

Au Priourat, la jeune épouse du docteur passa les quinze années qu'avait encore à fournir sa courte existence, sauf quelques absences passagères motivées par une santé délicate qui exigeait les eaux des Pyrénées. Son mari la croyait heureuse, étant lui-même absolument heureux. Il la portait, disait-il, entre ses bras à travers la vie, afin qu'elle ne sentît ni les épines, ni les cailloux du chemin. Un ami, un médecin, un père, il était tout cela pour elle et d'abord un bon mari fidèle et sûr, incapable de lui donner d'autres rivales que ses collections. D'autre part, Marguerite avait toutes les qualités qui conviennent à la compagne d'un savant, hormis peut-être l'entente consommée du ménage, mais de cette lacune personne ne s'apercevait, grâce à la vieille gouvernante Catinou, qui conservait le sceptre comme au temps où son maître était célibataire.

Un peu sauvage et renfermée en elle-même, mais prompte à s'intéresser, avec cette curiosité aimable de la demi-ignorance dont les femmes très intelligentes et très cultivées ont le secret, aux recherches et aux travaux de son mari, Mme Vidal était sans cesse occupée de sa petite fille dont la venue en ce monde avait enfin satisfait chez elle un impérieux besoin d'aimer. Elle avait bien senti, d'ailleurs, que l'œuvre de la maternité lui prenait ses dernières forces et qu'il fallait se hâter de prodiguer à ce petit être qu'elle devait bientôt laisser seul tout ce qu'elle pouvait lui donner. D'abord, elle lui assura une affectueuse protection en demandant

à Mme de Latour-Ambert d'être la marraine de Marie-Constance, puis elle voulut à tout risque la nourrir de son lait, sa jalouse tendresse ne pouvant souffrir qu'aucune étrangère l'aidât dans cette tâche de l'éducation, poursuivie par la suite, à travers les premiers entretiens, les premières lectures, avec une ardeur fiévreuse qui effrayait le médecin.

— Tu la fatigues, laisse donc pousser en liberté cette pauvre plante humaine, disait M. Vidal.

Mais il y avait une sorte d'égoïsme inconscient dans cette passion maternelle. Marguerite s'empressait de former, de pétrir une autre elle-même qui la comprît et dont le cœur pût s'ouvrir à l'épanchement de ses pensées intimes, à la contagion de sa foi religieuse. Elle lui communiqua ses convictions avec le sentiment qu'aurait pu avoir une chrétienne des premiers siècles, en armant sa fille contre des influences adverses; elle répandit son âme dans cette âme enfantine sous forme d'incessantes causeries.

— Raconte-moi ton histoire, disait Stany à sa mère, comme elle lui eût demandé un conte bleu.

Et Marguerite racontait les impressions si vives de ses premières années de pension, les péripéties de son amitié avec Marie de Vardes, le miracle obtenu par les prières de cette dernière, et comment elle avait senti ses yeux se dessiller au milieu des splendeurs de cette procession de mai dont la description ravissait l'enfant, déjà très exaltée. En songeant que sa mère avait été toute jeune l'objet d'une si grande grâce, Stany se prenait pour elle de vénération presque dévote. Cette mère si belle, si douce, si maladivement éthérée, qui parlait du ciel où elle semblait prête à s'envoler, lui apparaissait comme l'héroïne d'une légende à laquelle son imagination prêtait un cadre imposant, des cloîtres, des tombeaux, des souterrains peuplés de fantômes. C'était le résultat de ces interminables récits qui enchaînaient la fillette loin des jeux de son âge, au pied du lit où était si souvent retenue Mme Vidal, patiente et sereine. — Aimer Dieu, souffrir pour Dieu, tout sacrifier à Dieu, — ces mots, qui revenaient volontiers sur les lèvres de la malade, s'étaient incrustés dans le cœur de Stany, bien avant qu'elle n'en comprît l'entière signification et, quand la messagère d'en haut, dont elle avait toujours entendu parler sans crainte et sans horreur, vint trop vite donner le signal auquel nul n'échappe, en réclamant cette mère adorée, la résignation que l'orpheline témoigna dans sa douleur étonna tout le monde. C'est que celle qui venait de passer du temps à l'éternité lui avait dit : — Nous ne serons pas séparées, pourvu que tu demeures fidèle. Dieu permettra que je ne te quitte jamais, nous nous retrouverons

dans la prière, et tu n'auras qu'à écouter ma voix au fond de toi-même. Je serai là si tu m'appelles.

Stany comprit donc que sa mère lui restait, tandis qu'elle était enlevée à tous les autres qui n'avaient pas le secret de cette union mystérieuse en Dieu. Après la période des larmes que lui arrachait surtout le désespoir irrité, purement humain, de son père, s'ouvrit pour elle l'ère du mysticisme consolateur qui mêlait comme une sorte de béatitude à ses regrets. Il lui semblait que, par une faveur divine, l'âme de sa bien-aimée se fût surajoutée à la sienne, lui dictant sa conduite, dirigeant ses moindres actions; les idées de cette compagne invisible la possédaient, s'étaient substituées aux siennes; chacun reconnaissait le regard, le sourire, la voix de la défunte sur ses lèvres, dans ses yeux. Les gens du pays disaient: — La demoiselle, c'est sa mère toute vive! — Le docteur était tenté de la remercier d'avoir les mouvemens, la démarche, les moindres gestes de sa femme chérie, et M. Duranton ne la voyait guère sans lui répéter, ainsi qu'il l'avait fait ce jour-là :

— Comme tu ressembles à ma pauvre sœur!

IV.

Tandis que son oncle reprenait la classe interrompue par les grands événemens du matin, Constance s'en alla faire un tour de Garenne en compagnie d'Henriette et de M[me] Duranton, qui avait promis à Louisou une promenade pour le consoler tout à fait des coups de martinet immérités dont il prétendait porter les marques.

La Garenne, l'unique allée qui reste du parc royal que créa jadis Antoine de Bourbon, est par excellence l'orgueil de Nérac. A en croire la tradition, les arbres dont elle est plantée remonteraient tous à Henri IV. Quoi qu'il en soit, chênes et ormeaux attestent une majestueuse antiquité. L'avenue fait suite aux anciens jardins du château, témoin des galanteries de la cour de Navarre, des fameuses conférences entremêlées d'intrigues et de fêtes où se distinguèrent scandaleusement les beautés de la suite de Catherine de Médicis. De ce château dont une aile seule reste debout, avec sa belle galerie extérieure à colonnettes torses, elle va, large et droite, en suivant toujours le cours de la Baïse jusqu'à la forteresse en ruines de Nazareth, nom superbe, rapporté des croisades, et d'un bout à l'autre de la grande voie, bordée de fontaines du XVI[e] et du XVII[e] siècle, s'égrènent, comme les perles d'un rosaire profane, les plus voluptueux souvenirs. Cette Baïse, aujourd'hui salie par les minoteries, baigna, en effet, les nymphes de l'escadron volant; un joli pavillon hexagone dont la base trempe dans

l'eau servit en ces circonstances à plus d'un rendez-vous, comme aussi, antérieurement, la petite maison que l'exagération gasconne décore du nom trop pompeux de palais, où Henri I[er] visitait sa maîtresse, Marianne Alespée; *la houn de las Poupetos* ne rappelle plus que par son nom, qu'on est forcé de prononcer en patois, un motif de décoration impudique en l'honneur de cette même Marianne; dans le lavoir de la fontaine Saint-Jean, une légende, contredite en vain par l'histoire, place le suicide amoureux de la pauvre Fleurette, jardinière du roi; tout près de là, deux ormeaux magnifiques que plantèrent Henri IV et la reine Margot, en gage de réconciliation, raillent encore, par leur durée deux fois séculaire, la vanité de ce raccommodement. On voit que les sujets de méditation dont abonde la Garenne ne sauraient être recommandés aux demoiselles. Peut-être Henriette subissait-elle leur perfide influence lorsqu'elle remit l'entretien sur le sujet qui préoccupait le plus sa jeune cervelle, l'amour et le mariage. M[me] Duranton n'était plus là pour interrompre et pour gronder; médiocre marcheuse, elle s'était assise, sous prétexte de surveiller les jeux du jeune Louisou avec d'autres gamins de son âge, tandis que les deux cousines s'éloignaient, bras dessus bras dessous, dans la longue allée déserte. Elle n'est guère fréquentée que le dimanche, par la bourgeoisie de Nérac, et par quelques pêcheurs à la ligne, sauf aux jours fixés où se rassemblent les amateurs nombreux du jeu de mail. Le reste du temps, il y règne une solitude grandiose. D'ailleurs, la Garenne n'était pas encore dans sa splendeur. Le vert tendre du printemps n'égayait que par taches éparses les rousseurs hivernales; il ne fallait pas regarder trop haut au front dépouillé des chênes, mais sous bois, la végétation devenait déjà touffue, les oiseaux s'égosillaient autour de leurs nids, dans les buissons; une fraîche odeur de sève et d'herbe en fleur remplissait l'air tiède et silencieux, un clair soleil faisait étinceler les eaux de la Baïse.

— Tu auras remarqué, Stany, disait Henriette, avec quelle adresse j'ai provoqué cette promenade, mais as-tu deviné pourquoi? Eh bien! j'ai pensé qu'il y avait quatre-vingt-dix-neuf chances sur cent pour qu'un étranger qui ne sait que faire de son temps vînt le perdre un peu ici... M. de Glenne,.. cela sonne bien, n'est-ce pas, M. de Glenne? Il doit avoir un titre, toujours comme dans les romans.

Stany haussa ses fins sourcils noirs avec indifférence.

— Oh! Stany, comme je voudrais te le montrer! s'écria Henriette, en serrant le bras qu'elle tenait sous le sien. Nous le rencontrerons, va! Où serait-il par cette belle après-midi? On ne reste guère à l'hôtel, quand on peut faire autrement. Parions qu'il nous

apparaîtra tout à l'heure... Que parions-nous?.. poursuivit-elle avec animation. Oh! ce petit fichu de dentelle que tu m'as fait essayer l'autre jour, veux-tu?

— J'avais justement l'idée de te l'offrir, dit Constance.

— Que tu es gentille!.. A la maison, c'est toujours le même refrain quand il s'agit de toilette : « Pas d'argent! » Et j'aimerais tant les chiffons, un peu de superflu, un peu de luxe!

— Moi, je ne m'en soucie pas du tout.

— Je sais,.. tu ne ressembles à personne. Quel dommage que ta mère ait fait de toi autre chose qu'une protestante! Tu aurais épousé un pasteur et tu serais devenue l'édification de sa paroisse.

— Folle! dit en riant Stany.

Elle réfléchit un instant, et, redevenue grave :

— Il est certain qu'une femme, quand elle appartient à une religion où le prêtre peut se marier, ne peut souhaiter de meilleur sort.

— Oh! par exemple, je ne suis pas de ton avis. Autant rester vieille fille que d'être heureuse à la façon de maman, quoique papa soit la bonté même,.. mais que de devoirs, grand Dieu, que de devoirs!.. C'est écrasant.

— Avoir la même foi, la même espérance, voilà ce qui me paraît nécessaire avant tout dans le mariage, dit Constance pensive.

— Bah! pourvu que l'on s'aime bien!..

— Qu'appelles-tu s'aimer, quand on n'a pas une pensée, pas une conviction en commun?..

— On peut être d'accord sur tout, sauf sur ces questions de l'autre monde, qui ne sont pas sans cesse sur le tapis, dit irrévérencieusement Henriette. Si mon mari me rendait la vie présente très agréable, je lui permettrais sans peine de différer un peu d'opinion avec moi sur le chapitre de la vie future.

— Tu parles comme une enfant, ma pauvre Henriette.

— Comme une enfant! s'écria l'autre, piquée au vif. Je suis ton aînée, il me semble. D'ailleurs, j'ai une preuve à l'appui de mon dire : n'as-tu pas vu tes parens vivre en parfaite intelligence, bien que ta mère fût dévote et que ton père ne crût à rien?

— Oh! ma mère, si aimée qu'elle fût, pleurait souvent.

Elles firent quelques pas en silence, Henriette se cousant les lèvres pour ne pas répéter ce que Mme Duranton avait coutume de dire sur la mélancolie de sa belle-sœur, qui s'expliquait par le regret d'habiter la province, loin des brillantes relations qu'elle avait laissées à Paris.

— Et puis, poursuivit Stany, elle m'a laissé à moi, à moi toute seule, un trésor qui lui était plus cher qu'aucune autre chose, les lettres de ma marraine. A travers ce que répondait Mme de Latour-

Ambert, je devine ce que maman pouvait lui confier, je vois qu'elle n'était heureuse qu'à demi. Elle a eu besoin de sa fille pour jouir de la vie, comme elle en jouissait au temps où une communion parfaite d'esprit et de cœur existait entre elle et cette amie à qui elle pouvait parler de tout, bien sûre d'être toujours comprise. Oh! quelle joie ce doit être qu'une intimité de cette sorte! ajouta Constance, tandis que la pauvre Henriette prenait l'air triste, comme pour dire : « Ne suis-je donc pas ton amie? »

— Je t'ai bien, toi, ma bonne Henriette, seulement, tu en conviens, nous sommes très différentes, le feu et l'eau!

— Oui, j'ai toujours peur de te scandaliser, fit Henriette en souriant. Enfin, espérons que l'avenir nous donnera des maris selon nos goûts si dissemblables.

— Je n'y ai pas encore pensé. Je me trouve à merveille auprès de mon père et je crois que je lui suis utile : Catinou vieillit. D'ailleurs, ce n'est pas seulement une question de ménage, non... Je l'aide de plus d'une manière; je lui sers de secrétaire maintenant. Il suppose probablement que je ne comprends rien aux rapports, aux mémoires qu'il me donne à copier... Papa, tu le sais, a peu d'estime pour l'intelligence des femmes, quand il s'agit de travaux scientifiques surtout, et en effet, une partie de ce qu'il me dicte est inintelligible pour moi, mais j'en saisis l'esprit, l'ensemble, un mot m'éclaire tout à coup. Je pense : — Voilà ce qui affligeait maman... et voilà ce qui nous sépare au fond, lui et moi, quoique nous nous aimions tant! — Alors je pleure un peu à mon tour, mais il n'en sait rien; c'est ce qu'il faut. Tu vois... je ne peux pas tout lui dire... A ma mère je disais tout... C'était si bon!

Et elle poussa un soupir de regret.

— Si seulement il consentait à me laisser aller une fois, rien qu'une fois à Paris!

— Tu en as envie?.. Moi aussi, s'écria Henriette. Un voyage à Paris, je désirerais cela par-dessus tout... à cause des théâtres, d'abord. Quand on n'a jamais été au spectacle...

— Moi, interrompit Constance Vidal, ce serait pour voir ma marraine.

— La belle curiosité! Une marraine que tu ne connais pas...

— Il me semblerait retrouver quelque chose de maman. Je lui ferais tant de questions sur ce qu'elle est seule à savoir! Mais ce serait trop beau! Mon père ne voudra jamais.

— Ton père ne te refuse rien, et si ta marraine t'invitait...

— Elle m'a invitée bien des fois avec instance, mais papa trouve toujours des prétextes pour retarder... Il a des préventions enracinées contre elle, il prétend qu'elle a fait beaucoup de mal à ma mère par son exaltation religieuse et qu'elle tâcherait de mettre le

grappin sur moi. Quand des lettres de Paris arrivent à mon adresse, il est de mauvaise humeur. — Qu'elle garde donc pour elle ses pattes de mouches! — Voilà comment il traite cette pauvre femme qui n'a pas d'enfant et ne demande qu'à reporter sur moi l'affection qu'elle aurait eue pour eux.

— Cette pauvre femme? répéta Henriette d'un ton interrogateur. Elle est très riche, n'est-ce pas?

— C'est-à-dire que son mari a occupé de hautes fonctions, mais la chute de l'empire a mis fin à l'importance de M. de Latour-Ambert. Il paraît que pour lui le coup a été terrible, il ne s'en est pas relevé. C'est maintenant un vieillard qu'une attaque de paralysie a laissé infirme. La vie de sa femme a dû devenir très triste. Mon père dit que c'est le juste châtiment de son ambition. Il est dur pour elle comme je ne l'ai jamais vu l'être pour personne.

— Chez nous, on ne l'aime pas non plus, dit Henriette à demi-voix.

— Oh! je sais pourquoi, répliqua Constance assez sèchement.

Un silence se fit, pendant lequel on n'entendit que la roue d'un moulin qui, caché à demi derrière les peupliers, battait l'eau de la rivière en écume neigeuse. Les jeunes filles étaient arrivées au bout de l'avenue de deux mille mètres, devant le merveilleux décor dont un donjon planté sur des rochers forme le trait principal. La vieille tour éventrée, sous le manteau de lierre qui l'enveloppe, dresse fièrement sa silhouette arrogante et sombre au milieu de prairies dont la fraîcheur est avivée à la fois par le voisinage de la rivière et par le jaillissement d'une source; c'est, avec les débris d'une enceinte fortifiée qui n'enserre plus que les maisons pittoresques d'un petit village niché dans la verdure, tout ce qui reste du château de Nazareth. Les ruines avaient ce jour-là un admirateur attentif, très occupé, semblait-il, à reconnaître les soubassemens et le plan général d'une forteresse contemporaine de saint Louis. Henriette, en l'apercevant de loin, poussa un cri étouffé.

— J'ai gagné mon pari, dit-elle. Il est là!

— Si nous revenions sur nos pas? proposa tranquillement Constance. Nous sommes allées trop loin. Ma tante doit s'impatienter... viens...

Elle entraîna sa cousine; mais, cinq minutes après, un pas retentit derrière elles et bientôt M. de Glenne, les ayant rattrapées, passa en saluant.

— Comment le trouves-tu? demanda Henriette, qui était devenue rouge comme un coquelicot.

— Je ne l'ai pas regardé.

— Bah! tu y mets de l'obstination. Il t'a bien regardée, lui, en revanche, il s'est même arrêté à demi.

— Sans doute parce qu'il s'est dit que ta figure ne lui était pas inconnue.

— Oh! fit Henriette d'un air de doute. Enfin tu avoueras, dans tous les cas, que je suis bon prophète! Sûrement il meurt d'envie de se retourner... Mais c'est impossible pour un homme bien élevé... Il ne se retournera pas. Bon! le voilà loin. Sais-tu, Stany, à quoi je pense? Je me représente le plaisir qu'il y aurait à errer sous ces ombrages-ci, l'été, par un beau clair de lune qui les percerait mystérieusement et qui donnerait à Nazareth un air si peu réel qu'on ne serait pas surpris de voir sortir du donjon d'anciens chevaliers armés de toutes pièces.

— Oh! oh! voilà de la poésie! Mais tu aurais grand'peur, et moi donc!

— Non, je n'aurais pas peur, parce que je serais appuyée sur le bras d'un Parisien qui, venu à Nérac par miracle, s'y serait vite ennuyé au point de tomber amoureux, ne fût-ce qu'en manière de distraction.

— Tu te contenterais de cela?

— Naturellement les choses deviendraient plus sérieuses à la longue; mais, pour le moment, je borne mes souhaits à ce tête-à-tête, avec accompagnement du chant des rossignols. J'aurais le sentiment d'un certain danger, d'une coupable imprudence, et cependant le crime ne serait pas grand, puisque tout finirait par un mariage. Imagines-tu rien de plus délicieux? Mon cœur bat quand j'y pense. Hélas! cela n'arrivera sans doute jamais.

— Jamais!.. tu peux en prendre ton parti à l'avance, dit Stany avec une parfaite insensibilité.

— Penses-tu seulement que nous rejoignions M. de Glenne? reprit Henriette, qui plaisantait à demi.

— Ceci est peu probable encore, du train dont vont ses grandes jambes... Pourquoi marches-tu si vite? Tu ne te soucierais pas, j'espère, de paraître courir après lui?

Mais cette morale railleuse fut perdue. En approchant de la fontaine Saint-Jean, on aperçut M. de Glenne en contemplation devant ce petit édifice, très simple, dont les chevaliers d'une commanderie voisine dotèrent autrefois la Garenne.

— Décidément, dit Stany à demi-voix, ton père lui a déjà inculqué son goût pour les monumens de Nérac.

Il fallut passer sous le regard de l'étranger, et cette fois Mlle Vidal ne put éviter de s'apercevoir qu'il était bien fixé sur elle, avec le genre d'attention qu'un amateur peut accorder à un objet d'art exquis.

Ce regard l'enveloppa longtemps ; il semblait à Constance qu'il la suivît, elle le sentait sur ses cheveux, sur sa nuque.

— Quelle impertinence ! murmura-t-elle, au moment même où Henriette émettait une observation toute différente, en disant :

— Ne trouves-tu pas étonnant qu'un Parisien soit aussi timide?

— Timide?..

— Eh oui ! rien n'eût été plus facile que de nous aborder, de nous parler... Il m'aurait chargée d'une commission pour mon père, par exemple, à propos du Parc,.. répliqua Henriette avec une effrayante présence d'esprit. A sa place je n'aurais pas été embarrassée !

— C'est qu'il a peut-être, comme moi, la vue longue, et qu'il aperçoit de loin ta mère qui s'avance vers nous en agitant son mouchoir.

En effet, Mme Duranton, lasse d'attendre les promeneuses depuis une heure, s'était mise en marche pour aller à leur rencontre, tout en adressant aux profondeurs de l'allée des signaux qui étaient restés longtemps inutiles.

Toutes les deux, à la vue de ce mouchoir qui les rappelait, s'élancèrent en courant. Constance courait avec une grâce singulière, et M. de Glenne le remarqua; il avait beaucoup admiré la beauté toute sa vie, et cette disposition tenace résistait au mépris que lui inspirait, depuis une dizaine d'années, la femme en général.

Le lendemain, il eut l'occasion de retourner chez le pasteur pour régler quelques détails relatifs à sa nouvelle acquisition. M. Duranton remarqua que, tout en causant, il jetait souvent les yeux sur la porte, comme s'il se fût attendu à voir entrer quelqu'un. Et quelqu'un entra, en effet, Henriette, qui ne résistait pas à l'envie de se montrer embellie par un ruban cerise qu'elle avait noué dans ses cheveux bruns.

— Ma fille, dit le pasteur.

— J'ai eu le plaisir d'apercevoir hier mademoiselle à la Garenne, en compagnie de sa charmante sœur, répondit M. de Glenne en s'inclinant.

— De sa sœur? répéta M. Duranton. Vous vous trompez; si j'ai cinq garçons, je ne possède qu'une fille. Vous parlez sans doute de ma nièce Constance.

— Eh bien ! Nérac peut se flatter d'avoir sa belle Constance, comme Toulouse avait sa belle Paule, dit M. de Glenne avec une connaissance des célébrités du midi qui n'était pas pour déplaire au pasteur.

Henriette, prompte, on le sait, à tout comprendre et à tout amplifier, exagéra de beaucoup sa pensée.

— Le voici amoureux de Stany, pensa-t-elle, amoureux à première vue, ce qu'on appelle le coup de foudre...

Et comme c'était, après tout, une excellente fille qu'Henriette, incapable de jalousie et sans l'ombre d'égoïsme, elle reporta aussitôt sur la tête de sa cousine les chimères dont elle s'était bercée l'espace d'un matin pour son propre compte : elle passa d'un saut, sans trop de regret, du rôle d'héroïne à celui de confidente, encore très amusant, faute de mieux.

Mais ni le premier, ni le second rôle ne lui étaient réservés, apparemment, et aucun de ses pronostics ne devait se réaliser, car, ayant pris gîte à l'hôtel Tertres, M. de Glenne ne s'occupa plus qu'à presser les ouvriers qu'il avait chargés de rendre le Parc habitable. Il fit, pendant le temps que prirent ces arrangemens sommaires, trouvés fort luxueux dans le pays, un ou deux voyages à Paris et répondit poliment par quelques visites aux marques d'obligeance du pasteur, qui non-seulement l'avait initié à l'ensemble des richesses locales que recèle la bibliothèque de Nérac, mais encore le mettait sur la piste de certains documens précieux pour la continuation de ses études historiques.

— Me voilà voué, grâce à vous, au « siècle des Gascons, » avait dit M. de Glenne; je vais, je le sens, une fois installé au Parc, finir dans la peau d'une espèce d'historien régional, d'un déchiffreur de chartes, d'un fabricant de monographies. Cela doit être un régime sain et calmant, après tout; je ne m'y refuse pas.

A trois reprises, il rencontra le docteur Vidal chez son beau-frère Duranton et parut goûter la conversation avec cet homme à cheveux blancs, qui, déclara-t-il, était plus jeune que lui, puisqu'il semblait aimer la vie autant que jamais. Cette remarque avait été provoquée par un mot de Philippe Vidal, se plaignant que les journées fussent trop courtes pour tout ce qu'il eût voulu y faire tenir d'utile.

— Mais qu'est-ce qui est utile au monde? objecta M. de Glenne. Qu'est-ce qui vaut la peine qu'on y pense?

Le docteur se leva, tout bouillant d'indignation :

— Ah! monsieur, vous êtes mordu, je le vois, par le mauvais scepticisme de notre temps! Demander ce qui est utile et ce qu'il importe de faire, tant que nous aurons une patrie à aimer, des malheureux à secourir, quelque chose à apprendre, quelque découverte à faire, quelque vérité à chercher...

— M. de Glenne nous dira peut-être, comme Pilate : Qu'est-ce que la vérité? interrompit le pasteur avec un sourire un peu triste, qui s'adressait à la fois à son beau-frère et à son hôte.

— Vous êtes heureux de savoir ce qu'il faut faire, reprit M. de Glenne, et j'irais volontiers à votre école, s'il en était encore temps.

— Il n'est jamais trop tard, pourvu qu'on ait le souffle, dit M. Vidal avec énergie.

— Vous n'êtes pas dans le mouvement, docteur, vous ne croyez pas aux maladies de la volonté.

— Lâcheté que tout cela,.. des maladies qui ne viennent qu'à ceux qui s'y abandonnent et qui s'y complaisent.

— A ceux encore qui ont beaucoup souffert, repartit M. de Glenne d'un ton sec.

— Ma foi, nous avons tous souffert, dit le docteur, dont le front se creusa d'une grande ride verticale très profonde, comme il arrivait toujours quand on évoquait pour lui, en parlant de chagrins, le souvenir de sa femme morte. Mais il n'y a pas de blessure qui ne guérisse chez un être sain et fort. Au fond, c'est l'égoïsme qui envenime celles que l'on voudrait faire passer pour incurables. Moi, je n'envie et ne souhaite rien, sauf un peu plus de temps pour travailler. Vous vous étonnez... Vous auriez cru qu'un sauvage qui passe toute l'année enfermé chez lui, à la campagne, ne pouvait avoir à se plaindre de l'excès de distractions; mais quand on a eu, comme moi, l'imprudence d'attraper en passant, au cours d'autres études, un brevet de docteur en médecine...

— Et, insinua le pasteur, l'imprudence plus grande encore d'avertir les gens qu'on les soignerait pour rien...

— Eh bien! on ne s'appartient plus, acheva M. Vidal; on est dérangé aussi souvent que si l'on était guérisseur de profession. Il ne tiendrait qu'à moi de venir jusqu'ici couper l'herbe sous le pied à mes confrères de Nérac. J'ai fait une incomparable sottise en me soumettant au préjugé méridional qui veut que, quelque but qu'on se propose, on devienne d'abord médecin ou avocat, quand on n'est pas un âne.

— Une sottise que vous regrettez? demanda le pasteur. Allons, Philippe, la main sur la conscience...

— Si vous le prenez ainsi, non, je ne la regrette pas, répliqua le docteur d'un ton bourru, mais parce que je ne suis qu'un pauvre savant. Sans cela, j'aurais rempli, autrement qu'en coupant la fièvre et en remettant des pattes cassées, notre unique devoir qui est de laisser derrière soi une trace de ses travaux. Parbleu! je me serais moqué de l'humanité souffrante, si j'avais pu mieux faire!

— Nous sommes aises en ce cas que vous ne soyez qu'un pauvre savant, répliqua le pasteur avec une malice gaie.

— Oh! je sais bien que vous me voulez du mal, fanatique que vous êtes, fit le docteur sur le même ton.

Ils s'étaient chamaillés ainsi toute leur vie sans plus d'aigreur.

— S'il y a de braves gens au monde, il me semble que ce sont ceux-là, pensa M. de Glenne en les quittant.

L'opinion que M. Vidal formula sur son compte en parlant de lui à sa fille fut moins avantageuse :

— Voilà le pessimisme à la mode entré dans le pays. Gare la contagion ! Heureusement ce n'est, les trois quarts du temps, qu'une pose.

— Il est peut-être malheureux tout de bon, dit Constance avec l'expression sympathique et troublée que l'idée du mal d'autrui mettait toujours dans ses beaux yeux.

— Provisoirement,.. je n'en doute pas, comme le sont les enfans gâtés. S'il suffisait de la perte de certaines illusions pour conclure que la vie est mauvaise, nous ne verrions que des désespérés.

— Comment savez-vous qu'il ne s'agit que d'illusions ? demanda timidement Constance.

— Et toi, comment veux-tu, ma fille, qu'on soit malheureux pour longtemps, quand on est jeune encore, bien portant, libre, avec de l'intelligence et de l'argent par surcroît ? Malheureux ! Je crois entendre ta pauvre mère me soutenir que Mme de Latour-Ambert, elle aussi, était malheureuse, n'ayant pas trouvé dans la haute vie tout ce qu'elle y cherchait. Que diable ! Il faut savoir choisir et se borner.

— Mais, papa, que l'on ait ou non tout ce que vous dites, si personne ne vous aime ?

— Eh bien ! il ne faut s'en prendre qu'à soi. On est toujours aimé lorsqu'on mérite de l'être. Tu l'es bien, dit le docteur en attirant sa fille sur ses genoux ; et moi aussi... Quand nous ne le serions que l'un par l'autre, je trouverais, ma foi, que cela suffit. Ce monsieur a dû avoir une mère, une sœur, il ne tenait qu'à lui de se marier... Du reste, nous allons être voisins et je finirai bien par savoir ce qu'il y a au fond de son sac.

— Vous l'avez invité à venir vous voir, papa ?

— Parbleu ! puisqu'il va chez ton oncle Duranton. Les amis de nos amis,.. et puis entre proches voisins...

Cette visite de bon voisinage fut singulièrement retardée. M. de Glenne était installé au Parc depuis un mois et davantage qu'il n'avait pas encore eu l'idée de la faire. A peine, durant une de ses promenades quotidiennes, avait-il tourné la tête de son cheval du côté du village, qui pourtant est digne d'attention à sa manière, une ancienne petite ville close, réduite à un nombre d'habitans des plus minimes, mais où l'on dirait que la nature, avant de revêtir le deuil que lui prêtent les pins, a voulu se montrer pour

la dernière fois tout en fleur. Les murailles croulantes, empanachées d'innombrables violiers qui s'y sont semés d'eux-mêmes, servent de terrasses à de petits jardins serrés les uns contre les autres, dans lesquels les roses et le chèvrefeuille forment un fouillis embaumé sous le feuillage sombre des figuiers, tandis que la palette épineuse d'un cactus, débordant de quelque vieille poterie, fait chatoyer au soleil, comme une grande tache rouge, sa corolle solitaire. Parmi ces jardinets suspendus, le cimetière a un aspect particulièrement engageant, propre à réconcilier avec la mort ceux qui l'aperçoivent en cette parure de fête. Les maisons de torchis, à poutres apparentes, cachent leur pauvreté sous des clématites ou des jasmins grimpans et, au milieu d'elles, la grande église, bizarrement disproportionnée, dresse ses contreforts énormes. M. de Glenne avait vu tout cela sans descendre de cheval, sans s'arrêter un instant au Priourat ni chez le curé. Ce dernier, choqué d'un pareil oubli des convenances, dit à sa gouvernante :

— Encore quelque païen comme le docteur Vidal qui vient remplacer ces hérétiques de Nougarède! Le Parc n'a pas de chance!

Le docteur s'était borné à penser :

— Eh bien! voilà un particulier qui me paraît avoir des goûts d'ermite!

Mais la personne la plus indignée de ce manque d'égards avait été la vieille cuisinière Catinou, la plus grande bavarde de l'endroit et qui s'entendait, disait-elle, à tirer les secrets des gens comme une vrille. Pour la première fois, sa pénétration légendaire et sa langue affilée se trouvaient en défaut; les domestiques ne pouvaient lui raconter grand'chose, M. de Glenne les ayant pris dans le pays, sauf un palefrenier qui était arrivé de Paris avec les deux chevaux, et celui-là ne parlait qu'anglais. On savait que le nouveau propriétaire s'enfonçait de préférence dans les landes, sous les chênes-liège qui tordent leurs membres écorchés, rabougris par la torture, ou sous les pins, suppliciés d'une autre façon, saignés aux veines, pleurant des larmes de résine. Il allait ainsi tout seul visiter les vieux donjons, bâtis de côté et d'autre, au temps du Prince-Noir, comme la tour d'Avance ou le moulin de Barbaste, et en fuyant avec soin les rares châteaux habités. Quelquefois aussi, son fusil sous le bras, il gagnait un lac mélancolique situé au sommet d'une colline, au milieu des bruyères, et s'amusait à tirer du gibier d'eau. Voilà tout ce qu'avait pu apprendre Constance; la pensée que le Parc fût occupé par quelqu'un qui ne se laissait pas voir l'intriguait un peu, malgré elle. Pourquoi ce parti-pris de solitude? Quelque chagrin, quelque mystère? Il n'en faut pas plus pour faire travailler une imagination de dix-huit ans,

même quand cette imagination n'est pas excitée par les conjectures et les commentaires d'une cousine Henriette.

— M. de Glenne n'a pas reparu chez nous, disait celle-ci, et il n'a pas invité papa jusqu'à présent à venir le voir. C'est prodigieux !

L'invisible Parisien était devenu, dans un cercle, très restreint d'ailleurs, le point de mire de l'attention publique, lorsque, certain soir de la mi-juin, Escaloup, l'un des domestiques du Parc, se présenta hors d'haleine, l'air effaré, en suppliant le docteur de venir tout de suite, sans perdre une minute, secourir une dame qui allait mourir.

— Une dame ! s'écria Constance, assise avec son père à prendre le frais, sous le porche feuillu du Priourat.

— Oui, une dame arrivée la veille.

— Et qui est malade? Il faut aller à Nérac chercher le docteur Lafourcade. Tu sais bien, M. de Glenne sait aussi que je ne suis pas médecin pour les gens riches.

— Ce n'est pas M. de Glenne qui m'envoie. Ma femme m'a dit seulement de courir chercher le médecin, dit Escaloup embarrassé. Alors, je suis venu ici, comme au plus près.

— Le cas est-il donc si grave? Qu'est-ce qu'elle a, cette dame? demanda le docteur.

Ce fut alors que l'envoyé se décida, non sans peine, à dire ce qu'on lui avait probablement recommandé de ne pas trop ébruiter, que « la pauvre » avait quelque chose de bien grave, en effet,.. un coup de couteau en pleine poitrine.

Stany poussa un cri d'épouvante.

— J'y vais, dit le docteur. Béréto! (C'était le nom de son factotum, ainsi nommé, parce qu'il ne quittait jamais un béret bleu, apparemment vissé sur son crâne.) Allons, Béréto, attelle vite. Et si je passe la nuit, petite, ne va pas m'attendre! Un coup de couteau en pleine poitrine! répétait-il, et ce n'est pas *lui* qui envoie chercher le médecin. Que diable! S'agit-il d'un meurtre ou d'un suicide? Mauvaise affaire dans tous les cas! La dame est jeune? demanda-t-il, chemin faisant, à Escaloup, qu'il avait fait monter auprès de lui.

C'était une jeune dame, une belle dame, avec des cheveux qu'on aurait dit trempés dans de l'or, des cheveux comme on n'en voyait sans doute qu'à Paris.

— Diable! répétait le docteur, en pressant le pas de sa vieille jument.

TH. BENTZON.

(La deuxième partie au prochain n°.)

DANS L'INDE

V[1].

JEYPORE, BOMBAY, ELLORA, LA TRAVERSÉE.

18 décembre.

A Calcutta, l'Inde anglaise; à Bénarès, l'Inde des brahmes; à Agra, l'Inde des grands Mogols; ici l'Inde des rajahs, l'Inde des romans, de l'opéra, féerique et paradoxale. Le Rajpootana est un très vieux royaume hindou, semblable à ceux qui couvraient la péninsule avant les établissemens musulmans aux premiers siècles de notre ère. Il n'a jamais été conquis. Contre les diverses races maîtresses de l'Inde, ces Rajpootes ont maintenu leur indépendance. Ils sont encore le peuple aryen qu'ils étaient aux temps fabuleux du Ramayana. A travers cent trente-neuf générations, le rajah fait remonter sa généalogie jusqu'au Soleil, qui fut père du grand Rama. Il gouverne encore selon la loi de Manou, comme les rois hindous, ses ancêtres, qui vécurent avant César. Les *barons* sont de race aussi bonne, comme lui fils du Soleil et de la Lune, et l'origine des grandes familles rajpootes se perd dans la nuit des temps. Le peuple lui-même, organisé comme aux temps primitifs en clans, en tribus, est de race noble, de race blanche. Tout Rajpoote est kchattrya de naissance; il appartient à cette

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 janvier, du 1er février et du 1er mars.

caste de guerriers aryens qui ne reconnaît de supérieurs que les brahmes. Par suite, un campagnard rajpoote s'estime l'égal de ses princes. Il s'appelle « fils du roi. » Il a des sentimens fiers, mâles, honorables ; il possède un cheval, une lance, un bouclier ; et, au jour du combat, il est prêt à suivre son chef de clan, à se ranger auprès de son père, le roi, pour défendre ses dieux et sa cité.

De l'hôtel à la ville, on en voit assez pour reconnaître un monde très original. Des petites collines blondes, toutes couronnées de châteaux-forts et de tours crénelées, bornent l'horizon. On ne s'attendait pas à trouver un décor moyen âge sous les tropiques. Sur la route, parmi la foule des petits baudets, entre les bandes de femmes qui passent en chantant, des cavaliers galopent sur de fins arabes, le bouclier rond à la ceinture, le sabre au côté, coiffés de turbans rouges, leur grande barbe séparée en deux par une raie verticale étalée, aplatie, hérissée à droite et à gauche, caracolant avec un air de bravoure et de fanfaronnerie suprêmes. Rien de cette expression molle, indolente, rêvasseuse, que j'ai rencontrée si souvent dans l'Inde. Tout ce monde est très actif : piétons, cavaliers, chameaux, éléphans, chars pesans, petits ânes, encombrent la voie, et cela bruit, étincelle au soleil, dans la poussière.

Au bout d'une demi-heure de route, on rencontre la poterne du mur fortifié qui ceint la ville. On passe sous de hauts bastions, on traverse un pont-levis, puis une petite cour intérieure où des chameaux agenouillés attendent qu'on les décharge, et, tout d'un coup, on débouche devant un décor d'opéra brumeux, léger, bizarre, charmant, impossible à décrire.

La première sensation est celle du rose : tout est rose ici. Que le lecteur couvre de rose tout le tableau que je vais essayer de présenter. Qu'il imagine une rue large de cent vingt pieds, longue de trois kilomètres, bordée de maisons roses, de temples roses, de palais roses, de clochetons et de pavillons roses, d'un rose pâle tendre, délicat, si absolument droite que, jusqu'à l'autre bout, maisons, échoppes, façades, on les voit s'aligner, se suivre, se presser, fuir, s'évanouir dans une vapeur de ce même rose fantastique qui baigne tout. Pas une tache noire dans cette vapeur, pas une voiture européenne, rien que le papillotement multicolore de la foule. Sur les trottoirs des deux côtés de la rue, à perte de vue, un bazar en plein vent, une file de marchands accroupis, et, sur les tapis bleus et rouges déployés sur le pavé, un étalage de choses brillantes : pantoufles brodées d'argent, piles d'oranges et de bananes, images peintes, étoffes éclaboussées de soleil. A droite et à gauche, tout est gracieux, tout est lumineux : on

voudrait mettre une journée à traverser cette Jeypore, on voudrait garder un souvenir précis de chaque détail. L'œil n'a pas le temps de se rassasier. J'ai beau crier à mon cocher : *Hasta, hasta* (doucement, doucement), nous allons toujours trop vite, et, à son grand scandale, je mets pied à terre pour flâner à ma guise.

Seigneurs et fonctionnaires rajpootes, parés comme pour une comédie, vêtus de fleurs brodées, chargés de plumes et de joyaux, leurs larges et fières barbes savamment étalées en éventail, jolis chevaux luisans, soldats romantiques portant écus et glaives, étudians, gardes du palais, femmes du peuple chargées d'un enfant nu à cheval sur la saillie de la hanche, tous défilent dans une brume claire faite de rosée qui s'élève. Du seuil de leurs échoppes, de petits marchands me tendent les bras, avec un joli sourire, m'offrent en riant des statuettes de marbre, des images de dieux bâclées, peinturlurées avec une verve charmante. Sur les murailles tout un tatouage de dessins bleus : éléphans, léopards, arbres, locomotives, Européens très raides, sanglés dans des redingotes ridicules. Il y a des hommes de trente ans qui lancent des cerfs-volans et galopent par la rue comme des écoliers. Et tout ce peuple fantaisiste qui joue, qui rit, ce peuple enfant et artiste semble créé par un caprice humoristique de poète dans un monde de rêve où tout serait léger, drôle, heureux, aérien, où rien ne resterait des tristes et vilaines choses qui sont réelles. — Dans ce monde, les gens vivent en frères avec les bêtes, bonnes âmes plus simples et plus calmes que les nôtres. Voici des files de petits ânes trotte-menu, de doux chameaux, à la démarche onduleuse et lente, qui lèvent leurs grands cous féminins au-dessus de la foule, des envolées de singes gris sur les toits, des vaches pacifiques, aux grandes cornes vertes, toutes blanches, sculpturales et comme taillées dans le marbre. Il y a des toutous teints en jaune, en bleu et rose. Plus loin, sur une grande place, un peuple serré de pigeons, abattus par myriades, couvre la terre d'un plancher bleuâtre, dense, ondoyant, qui s'ouvre quand passent les pesantes masses des éléphans caparaçonnés de rouge. Parmi toutes ces bêtes vivantes, çà et là des autels où elles sont divinisées, tabernacles minuscules peuplés de petits taureaux, petits éléphans, petits singes...

Un vaste carrefour, où nous coupons à angle droit une rue aussi large, aussi droite, aussi rose que celle que nous avons suivie. Ici, au pied des temples que gardent des éléphans de pierre, c'est une inexprimable confusion de passans, de fleurs, d'ânes, de chameaux, de cavaliers, de marchands. Parmi le fourmillement des pigeons qui picorent, cent vaches somnolent béatement, indifférentes à l'agitation de la multitude. Debout, de jeunes garçons

soutiennent de hautes branches emplissant l'espace de verdure. Et les dévots achètent ces bambous, les déposent aux pieds des vaches, qui les acceptent comme une dette et les mâchent avec sérénité. Du haut des arbres pendent des vases de terre, verts de mousse, où s'abattent des volées de perroquets, leurs jolies têtes rondes cerclées de rouge...

Tout d'un coup un piaffement de chevaux... Qu'est-ce que cette fière cavalcade qui débouche sur la place? Les jolies bêtes dont le poil brille, les beaux cavaliers dont les armes étincellent! C'est le frère du rajah suivi de ses barons, précédé de ses hommes d'armes qui courent à pied, portant des hallebardes. Bonnet de velours sur l'oreille, en tunique de fleurs vertes, il maîtrise son cheval qui danse. Très rapidement je l'entrevois : noble et hardi visage où l'on sent la race, le sang antique, l'instinct du commandement. C'est un vrai kchattrya, qui descend en droite ligne des premiers conquérans de l'Inde.

Cependant des éléphans rentrent à l'écurie. En voici sept, colosses rugueux et sombres, philosophes taciturnes, pleins de lenteur, supérieurs à tous les êtres qui tourbillonnent au-dessous d'eux. Un à un ils disparaissent sous un portique, frôlant la terre de leurs trompes, berçant trois cornacs sur leurs fronts massifs, où deux grands lobes font saillie. Pliant les jambes avec une démarche humaine, étalant doucement leurs larges pieds mous, ils passent, silencieux comme des ombres. — Quelle profonde pensée dans ces puissantes têtes mornes, et comme ils ignorent le peuple inférieur des hommes et des bêtes qui s'écartent devant eux! On comprend, à les voir, que Ganesh, le monstre à tête d'éléphant, soit dieu de la Sagesse...

A toute seconde, les tableaux changent. J'essaie d'en noter un au vol : devant une haute porte de palais où s'enfoncent les pachydermes, les chameaux, tout un peuple, l'air est épais de faucons. Ils tournoient et crient devant l'image rouge du dieu éléphant, qui sommeille dans une niche au-dessus du portique. Et des trompes aigres font une musique hindoue.

Tout autour de la place, des temples, des monumens, une université, des palais : l'un, entre autres, d'un rose étrangement vif, dressé en pyramide, hérisse une façade de neuf étages faite de cent clochetons et de soixante-quatre fenêtres en saillie, fleurie de colonnettes et de balcons, percée à jour de mille fleurs évidées dans la pierre, une architecture vaporeuse, aérienne, excentrique, impossible. C'est le palais du Vent, — le palais du Vent! Ce nom m'enchante. De même, sur les belles petites collines qui entourent la cité, on aperçoit le palais des Nuages, le temple du Soleil. La

porte rose qui ferme l'autre bout de la ville s'appelle la porte des Rubis. Nous sommes dans un conte oriental de fées.

Un cri de trompette! — un cri de cuivre qui fait détourner la tête. Lancée très vite, au galop, passe une joyeuse bande mortuaire, passe le mort étroitement voilé de gaze blanche, passent les hommes qui l'emportent attaché sur des bambous, passe la famille qui bondit en frappant des cymbales, en hurlant les syllabes sacrées : « *Ram! Ram!* » Envolée, disparue, la troupe bruyante! Maintenant ce sont des lévriers en laisse, vêtus de pourpre, des jardins où, sur des lits de camp, dorment les lynx et les léopards de chasse de sa hautesse, étranges bêtes maigres et souples, très nobles, avec un éclair aigu dans leurs yeux perçans et qui d'un coup de leur langue raboteuse raclent le poing que leur tend leur serviteur. Ailleurs, c'est une noce : cinquante femmes vêtues de jaune soyeux sont assises par terre, psalmodiantes. La mariée, une fillette de dix ans, est seule debout au milieu des chanteuses.— Au bout de la rue, derrière une grille en façade sur le trottoir, devant la foule rapide, dix mangeurs d'hommes, dix tigres royaux, la tête baissée, arpentent à grands pas doux la cage à laquelle ils ont été condamnés après jugement régulier. Ils méritent vraiment leur titre de *sahebs,* de seigneurs, ces fauves. Le plus beau d'entre eux est l'assassin de seize femmes. Même impression devant la tête terrible et morne, la sinuosité de l'échine qui se coule, la souplesse des muscles trapus, la détente possible des jarrets formidables, la splendeur fauve de la robe faite de lumière vivante, qu'à Ceylan, devant une gerbe de cocotiers élancés dans le ciel de feu...

Parmi cette multitude d'images qui se pressent, un spectacle incessamment répété reste toujours beau. On ne se lasse pas d'admirer la souplesse et la fraîcheur des jeunes corps nus. Les torses frêles et bombés des enfans, garçons et filles, sont adorables. Les longues tresses noires coulent sur la jolie figure sauvage, effarée, sur la petite poitrine si délicatement modelée. On sent la force et la santé des jeunes muscles et du beau sang. Cela est parfait. La lumière et l'ombre se marient, circulent harmonieusement sur le bronze uni de la peau tout enveloppée de lumière et de plein air. Les jeunes femmes, nues depuis le bas des seins jusqu'au milieu du ventre, savent se voiler avec une grâce extrême. Rien de doux à l'œil, rien de simple et de tranquille comme les plis de la molle draperie. Chez les fillettes, plus grêles, on voit l'ondulation paisible de la charpente intérieure. Elles aussi, les toutes petites, portent ur la tête de beaux vases ronds qu'elles soutiennent de leurs bras tendus, levés très haut, se cambrant dans l'effort, le brun du torse tendre tout baigné de lumière.

Je suis entré dans un temple qui jette son grand escalier sur la place. En bas, des chameaux agenouillés dorment et des chiens sont étendus au soleil sur les degrés. On monte et l'on arrive devant une cour où des vaches errent en liberté sur le marbre. Dans un coin, les deux arbres sacrés, le mâle banyan et l'arbre femelle, qu'on nomme *pipala*. Une vieille femme tourne rapidement autour du premier, une autre verse un peu d'eau sur les feuilles du second. — A côté, une deuxième cour est ceinte d'une galerie que supportent des piliers. Là, dans l'ombre, un groupe rouge de femmes assises écoute tranquillement la mélopée nasillarde du prêtre qui lit le Ramayana. Les jolies figures régulières qu'on aperçoit sous les capuchons ne semblent guère absorbées par la méditation. Tout ici se passe en famille : le prêtre accroupi, enguirlandé de fleurs, balance son corps au rythme de sa phrase qui monte et qui s'abaisse. Quantités de moineaux picorent familièrement parmi les fidèles, et de grands corbeaux sautillent gauchement sur le dos des vaches assoupies. Tout à fait caractéristique de l'hindouisme, ce culte en plein air, ce lieu sacré qui tient à la fois de l'étable, de la volière et du temple. Une violente lumière frappe les murailles barbouillées de bleu par les aventures de cinq cents dieux. — Derrière le prêtre, au fond de la galerie, un tabernacle obscur où l'on aperçoit l'idole, une petite poupée à figure noire, Parabatti, habillée de rouge, gardée par deux lions. Au-dessous d'elle, son époux, le grand Siva, n'est représenté que par le Lingam, emblème de la vie. Là viennent prier les femmes stériles et les jeunes filles qui désirent un époux.

En face du temple, de l'autre côté de la grande place où bouillonne la multitude des gens et des bêtes, se dresse le collège du maharajah. J'en admirais la façade bizarre et rose comme celle du palais du Vent quand un étudiant m'a invité à entrer. On m'introduit chez le principal, que je trouve assis dans un petit cabinet obscur, devant des piles de livres. Physionomie hindoue très douce, très fine, un peu soucieuse, tournure d'homme d'étude, fluet, voûté, vêtu simplement d'une longue tunique noire. Avec des gestes sobres, en quelques mots simples d'un anglais parfait, il m'a souhaité la bienvenue, puis m'a conduit aux salles de cours. Les examens supérieurs étant tout proches, les étudians qui s'y préparent sont restés chez eux ; nous ne voyons que les élèves de première et de seconde année. Dans de grands halls, à colonnes, de petits groupes d'étudians se serrent autour d'un professeur. Ni chaires, ni bancs, ni pupitres. Tous se lèvent à notre entrée et s'inclinent profondément en touchant deux fois leurs lèvres d'un

geste empressé et gracieux. Pourtant, dans une certaine salle, les élèves sont restés assis : cette classe, me dit le principal, est réservée aux fils du rajah et aux nobles qui, tous descendus de Rama et du soleil, sont trop fiers pour nous saluer.

L'enseignement tout entier donné par des professeurs indigènes est gratuit (*state-supported*) et les examens ouvrent aux élèves les carrières du gouvernement. On professe les mathématiques, l'anglais, la littérature anglaise, les dialectes de l'Inde, le persan. Dans les classes supérieures, me dit le principal, on ajoute le sanscrit, le pâli, les philosophies brahmaniques, bouddhiques, persanes et la philosophie moderne. Stuart Mill et Spencer sont lus comme des classiques.

Le principal, qui est Bengali, cause volontiers et semble au courant de ce qui se fait, non-seulement en Angleterre, mais dans le reste de l'Europe. Il me parle avec admiration de Burnouf, de Barthélemy Saint-Hilaire, de Bergaigne, des grands sanscritistes français. En somme, dit-il ensuite, l'Inde n'aperçoit l'Europe qu'à travers l'Angleterre. « Un jeune étudiant qui aborde les études supérieures commence par les classiques anglais : Shakspeare, Milton (beau début pour une cervelle hindoue), puis et surtout Addison, Pope, plus tard les philosophes et les économistes, Locke, Hume, Adam Smith, Burke, tous les penseurs du XVIIIe et du XIXe siècle, jusqu'à Spencer, dont l'influence est très grande. Quant à la France et à l'Allemagne, nous ne les connaissons que de seconde main. En général, nous ignorons leurs langues. Pourtant nous commençons à admirer autre chose que l'Angleterre. Si Hegel ou Fichte ne nous sont pas familiers, nous étudions les philosophies orientales, surtout les Upanishads, le vieux Védantisme où l'on trouve à la fois Spinoza, Kant, Hegel et Schopenhauer... »

Peu à peu, il s'est animé et j'ai cru voir paraître en lui un fonds d'enthousiasme pour la vieille métaphysique de son pays. « Depuis cinq ou six ans, il se fait une réaction en sa faveur. Sous l'influence anglaise, des écrivains de Calcutta (1) avaient dénoncé l'immoralité et les folies de la religion hindoue. Nous commençons à comprendre que sous son extravagance se cache une pensée profonde, et vous la verrez défendre par nos érudits et nos penseurs. Nous avons l'ambition d'être nous-mêmes. Voici le maharajah qui a introduit des idées anglaises, doté Jeypore d'un collège, d'un musée, d'une école industrielle : il ne fait rien contre l'hindouisme. Dans son palais d'Amber, on sacrifie toujours des chèvres à Kali. Mais par-dessous le symbole, il voit le sens, nous

(1) L'école des Brahmes.

distinguons l'esprit sous la lettre, l'idée que contiennent les formes religieuses qui s'adressent à la multitude. Nous réagissons contre le « théisme » anglais que le *jeune Bengal*, c'est-à-dire l'élite intellectuelle de l'Inde, avait accueilli avec trop d'enthousiasme. Nous sentons que nous possédons quelque chose de plus original et de plus profond. Si nous lisons, si nous aimons Spencer, c'est qu'il dénonce l'idée d'un Dieu personnel comme une des formes de l'anthropomorphisme. C'est que sa matière, inconnaissable en soi, indéterminée, homogène à l'origine et qui, par une série de changemens insensibles, développe par cycles tous les êtres et toutes les formes, rappelle par bien des traits le Brahma de nos Védantistes. »

Cet Hindou dit-il vrai? — l'Inde, reprenant conscience d'elle-même, rejette-t-elle le joug intellectuel de l'Angleterre? Est-elle encore capable de philosopher? Va-t-elle opposer son idée de la vie et du monde aux conceptions nationales anglaises? Est-ce que dans la paix britannique, le cerveau hindou si longtemps paralysé par l'oppression mahométane se reprendrait à fonctionner? Qu'en adviendrait-il? — En attendant, il est curieux de voir en face l'un de l'autre les deux pôles de l'humanité, l'énergie, la volonté pratique, le sens positif anglais, la spéculation hindoue, l'aptitude au rêve métaphysique qui fait la pensée triomphante, maîtresse du désir et de l'illusion, et qui tue les facultés actives.

19 décembre.

Journée consacrée à se faire plaisir aux yeux, en se perdant seul dans l'étonnante rue rose, à se remplir l'âme de la joie des couleurs, à s'enivrer de la fantaisie de cette Jeypore. Puis, dans la campagne nous suivons la route qui mène à Amber, une jolie bande blanche qui circule dans la verdure d'étranges plantes grasses, hautes comme de petits arbres. De leurs raquettes épineuses et charnues, elles couvrent au loin la terre. Végétation immobile et rigide, qui semble d'une autre planète. De là, sortent des architectures d'autrefois, cent pavillons, cent kiosques de marbre qui luisent au bon soleil. Des bandes rouges et bleues d'hommes et de femmes vont gaîment. — Jamais je n'ai vu autant de paons, et de si beaux paons. Ils vaguent sur la route, et le saphir de leurs plumes chatoie doucement dans la lumière. Ces oiseaux sont libres et pourtant apprivoisés, ils n'appartiennent à personne et vivent sans méfiance parmi les hommes. Comme toutes les bêtes inoffensives, ils sont sacrés pour les bons Hindous qui font œuvre pie en leur

offrant de l'orge. « Ils ne font pas de mal, me dit gravement Cheddy, Anglais très méchans, ils leur jettent des pierres. »

Plus loin un palais abandonné, vert d'herbes folles, semble posé sur la glace d'un étang gras, dont l'eau noire, empoisonnée, miroite lourdement. Sur la rive des crocodiles somnolent, inertes. Tout autour, les jolies montagnes dorées sont pleines de clarté et s'arrondissent sur le calme ciel bleu. Le soleil est doux, l'air subtil, léger, plein de bonheur, un peu grisant...

Six heures du soir.

A la hâte, nous visitons le palais du Maharajah, les écuries où piaffent cent chevaux arabes, les chenils, les éléphans à la chaîne, les serres, et puis il faut dire adieu à la ville rose. Près de la gare, un petit écolier rajpoote, chargé de ses livres hindoustanis, nous envoie un délicieux *Good afternoon*.

En wagon, repris tout de suite par le milieu européen, on croit sortir d'un théâtre brillant, d'un spectacle fait pour distraire l'esprit, pour faire oublier le réel, comme une comédie de Shakspeare ou une pastorale de Watteau. Monde d'opérette, monde de rêve, cette société patriarcale, ces clans, ces cavalcades de barons, fils du soleil, ce roi sage, aimé de son petit peuple, tyrannique (1) et paternel, ces guerriers porteurs de lances et de boucliers, leurs barbes fantastiques, leurs vêtemens coquets, la foule heureuse et souriante, les chiens bleus, les lynx et les léopards de chasse. Décor d'opérette, les rues couleur de fraise écrasée, les maisons roses qui ne semblent pas de pierre, les châteaux crénelés sur les collines, les architectures légères et fantaisistes, le temple du Soleil, le palais du Vent, le palais des Nuages, la porte des Rubis, la salle des Splendeurs, les serres humides pleines de la fraîcheur des fougères vaporeuses, la campagne métallique de plantes grasses, les paons bleus qui sortent des fourrés, les kiosques déserts, au bord des étangs sombres. Vie d'opérette, où rien n'est sérieux, où rien n'est lourd, où rien n'est triste, que celle de ce peuple artiste et rieur qui n'a d'autre souci que de sculpter les petits dieux et les petites bêtes de marbre, de broder des pantoufles d'argent, d'enluminer ses murs de dessins bleus, de chevaucher de jolis arabes, de nourrir les oiseaux du ciel, de lancer des cerfs-volans, et qui jouit avec confiance de la lumière et de la bonté des choses ; oui ! vie heureuse, simplifiée, enfantine, à laquelle il ne

(1) Par exemple, défense de prendre des photographies à Jeypore, sans permission spéciale du rajah.

manque qu'une musique perpétuelle, que des chœurs, des ballets, et dont on emporte l'étincelante et poétique vision, au moment de retourner vers l'ombre et la tristesse de notre Europe.

Les collines se sont refermées sur la ville charmante. En ce moment, une poussière d'or flotte dans l'air. Immobile, un héron est seul au bord d'une mare, toute rose et bleue des clartés crépusculaires...

BOMBAY.

21 décembre.

Trente-six heures de chemin de fer. A mesure qu'on descend dans le sud vers la grande ville anglaise, le train s'emplit : de gras babous, de puissans commerçans indigènes encombrent les voitures de leurs valises, vautrent leur sans-gêne et leur indolence sur les banquettes. Les troisièmes sont bondées d'une foule hindoue qui cause, rit, jacasse. Pour tous bagages, ils emportent des vases de cuivre, ciselés des figures de Krishna et de Ganesh. Aux stations, des brahmes chargés d'outres de cuir viennent les remplir. Eux seuls peuvent s'acquitter de ce service, car un kchattrya qui voyage se souillerait en buvant l'eau versée par un çoudra. Au contraire, tout le monde peut toucher ce qu'a touché le brahme. En dépit de ses fonctions serviles, le brahme reste le brahme, il garde ses vertus surnaturelles; et la supériorité de caste subsiste dans l'infériorité du métier.

Pas grand'chose à noter. Pendant ces longs trajets, l'esprit, émoussé par la multitude des images aperçues la veille, somnole, ne s'intéresse plus à rien. Des villes aperçues très vite, Baroda, Ahmedabad, de grandes gares, des tiffins, des déjeuners à l'éternel kari, des silhouettes simples de montagnes bleues. A travers tout cela, la même campagne sèche et toujours les étonnantes bandes de singes qui bondissent dans les hautes herbes.

Le second matin, au réveil, c'est une surprise. Tout d'un coup, on se croit rentré à Ceylan. Voici de nouveau la contrée humide, chaude, orageuse, la grande végétation équatoriale. Partout de l'eau. D'épaisses forêts de palmiers dégringolent vers des lagunes, mirent dans des estuaires bleus leurs colonnades lisses, et les larges palmes vertes qui surgissent dans l'air moite font des voûtes sombres abritant des petites cases. La terre est noire, marécageuse, semée de flaques. Des milliers d'oiseaux à grandes pattes peuplent les bords des marais et des bras de mer. Quelquefois, vers l'ouest les eaux ne finissent pas : des rades se forment, s'élargissent,

d'immenses espaces d'un bleu splendide et calme, tachés d'îles qui semblent des forêts écroulées dans la mer, bordés ici de cocotiers, là-bas de collines que la végétation dense recouvre d'une épaisse brume bleuâtre. A présent, un grand morceau de l'Océan-Indien apparaît, l'espace semble s'agrandir pour contenir tant de lumière...

Puis, des bruits de ferraille, un grand tapage, un vaste terminus vitré. Nous entrons en gare de Boree-Bunder, nous sommes à Bombay.

Cinq heures du soir. — Il fait chaud, très chaud, une chaleur molle, de serre humide. Cela fatigue et énerve. On n'a pas la force de choisir et de grouper ses impressions, et puis, tout est trop varié. La ville est faite de plusieurs villes, étalée sur cinq îlots. On dirait que toutes les races, toutes les religions, toutes les architectures, toutes les industries du globe sont venues se confondre ici, se pénétrer dans un extraordinaire mélange qui grouille et fume dans la lumière.

En ce moment, je suis assis sur la terrasse d'un café de l'Esplanade. Ici, l'île de Bombay se resserre en une langue de terre très mince, en sorte que des deux côtés on voit la mer, — à droite, une profonde rade ceinte de forêts lointaines, à gauche, une grande plage blonde qui, par une courbe délicate, fuit vers un promontoire, vers des masses sombres et luisantes de palmiers. Le long de cette plage, trois ou quatre kilomètres de route droite bordée à gauche de vastes monumens gothiques ou vénitiens que séparent de la ville des pelouses et des jardins.

Sur cette route qui longe la mer, tout le haut commerce se presse vers l'Esplanade pour respirer la brise du soir. Ici, devant la rade, les calèches sont arrêtées dans un encombrement, tandis qu'une musique de cipayes joue des airs européens. Parmi les Hindous ventrus, en tunique blanche, en turbans roses, des Anglais, des Parsis correctement vêtus à l'européenne, mais bizarrement coiffés d'une mitre en carton étoilé, des officiers européens et indigènes s'entassent autour des cafés, sirotent leur limonade ou leur *cocktail.* Il y a aussi beaucoup d'ayas, beaucoup de nourrices et de babies indiens parés comme des châsses, couverts de velours et de brocart.

Dans les calèches immobiles comme sur un champ de course, les dames parsies se prélassent. C'est la première fois que j'aperçois un peu le grand monde féminin de l'Inde. Les Hindoues de haute caste sont toutes mystérieusement enfermées dans les zenanas, et il faut aller chez les marchands pour admirer les soies et

les broderies précieuses de Bénarès et de Delhi. Ici, vous les voyez en plein air, au soleil, drapées autour du corps souple et vivant. Telle vieille dame n'est vêtue que d'une étoffe qui de la tête aux pieds l'enveloppe; mais cette étoffe est un taffetas pourpre frangé d'or. Au moindre mouvement, cela tressaille en grandes ondes lumineuses. Toutes sont ainsi vêtues à la grecque, voilées de mousseline, de soies mauves ou bleues qui suivent la courbe pure de la tête, font saillir de leurs tons simples et puissans la douceur de leurs traits aryens, la blancheur de leurs figures molles. Languissantes, renversées au fond de leurs voitures, les opulentes Orientales, elles attendent, les paupières mi-closes, la brise du soir qui va les ranimer.

Et la foule fastueuse s'épaissit dans une de ces étonnantes clartés qu'on ne voit que devant les grands espaces de mer tropicale, — une clarté qui sort de l'eau aussi bien que du ciel. Je n'ai rien connu de semblable à ce ciel ni en Égypte, ni à Ceylan, ni dans l'intérieur de l'Inde. Il n'est point bleu, mais fait de lumière blanche et liquide, plein de moiteur et chaleur.

... Maintenant, le soleil descend derrière les bois de Malabar-Hill, et dans cet air spécial à Bombay, il y a d'invraisemblables effets d'irradiation. Une vapeur rose envahit tout, circule autour de la mer et de la terre, déborde par-dessus les forêts lointaines qui ne détachent pas leurs palmes sur l'horizon vermeil, mais s'y noient, s'y évanouissent. Le soleil semble fondre en tombant et *tomber devant les arbres.*

Aussitôt, un petit vent se lève et l'eau rose frémit. Les grands *steamers* noirs alignés semblent des choses mortes dans ce frisson universel. Là-bas, vers le large, des nuées de barques ont ouvert leurs ailes et dans le silence et la lumière fuient comme un rêve, si tranquilles qu'on les dirait entraînées par un large courant, comme si toute la mer glissait avec elles, et l'on oublie pour les suivre l'orchestre des cipayes, et la foule chamarrée et les indolentes Parsies, jusqu'à ce que le petit essaim rose soit si loin, si loin qu'il semble sortir de notre monde, monter dans l'espace, entrer dans les bienheureuses régions où il n'y a plus rien que le calme de l'éther...

23 décembre.

Décidément, j'ai du mal à prendre la physionomie de cette Bombay, trop diverse et trop confuse. Les images dont on s'est empli les yeux ne s'ordonnent pas. Je les note au hasard, telles qu'elles surgissent ce soir après une journée passée à courir les rues. Peut-

être est-ce la seule façon de faire voir un peu ce tourbillon de formes et de couleurs, ce pêle-mêle de races et de religions.

Partout, à toute heure du jour, le ruissellement de la foule, plus dense qu'à Bénarès, une foule bigarrée où se confondent tous les costumes de l'Asie, où se coudoient tous les types de l'humanité, Européens en jaquette, Arabes en fez, Persans, Afghans, nègres lippus, grêles Malais, Cinghalais féminins, Parsis, Juifs, Chinois en robes de soie. Probablement, depuis Alexandrie, il n'y a pas eu un tel raccourci de toute l'humanité, de ville aussi cosmopolite. Il y a ici des coins de Londres, des coins de Bénarès, des coins de Shanghaï. Par-dessous ce flux de races étrangères, un fonds indigène d'humanité demi-nue, des fakirs gris de cendres, des scribes agenouillés sur les trottoirs, des écoles en plein vent, des fidèles courbés devant des images sacrées, couvrant les lingams de fleurs votives, des coolies trotteurs qui courent, balançant des paquets au bout d'un long bambou, des barbiers nus qui tondent leurs cliens, tout un peuple de femmes qui servent de portefaix, filles de basse caste, presque nègres, toutes suantes, les jambes nues jusqu'en haut des cuisses, accroupies par bandes au pied des murailles, l'air souffrant, hébété par la fatigue; et tout cela bruit dans une vapeur. — Je vois des chars antiques que traînent patiemment les bœufs pesans au milieu des tramways, des victorias, des palanquins, des chaises à porteurs. Je vois des murailles couvertes d'éléphans bleus, d'affiches en anglais, en persan, en ourdou, en hindoustani; des mosquées, des églises chrétiennes, anglicanes, wesleyennes, catholiques, des temples hindous, des temples parsis. — Des chemins de fer courent au milieu des boulevards, devant les pagodes hérissées de cent mille figures monstrueuses, devant la statue de sa majesté la reine, devant les bâtisses gothiques de l'université, devant l'étendue bleue où sommeillent les grands *steamers* à l'ancre.

De ce fonds d'images répétées pendant toute la journée, fondues les unes dans les autres, j'essaie de détacher quelques tableaux plus saillans. — C'est le grand marché, le matin à six heures : dans un brouillard pénétré de lumière, trois ou quatre mille hommes, femmes, enfans nus ou vêtus de belles couleurs, se débattent parmi les oranges, les bananes, les ananas, les fleurs, dans un tapage assourdissant qui monte des cages de singes et des volières d'oiseaux. Devant des monceaux mous de poissons argentés, des rangs de femmes agenouillées sur des tables, les cuisses luisantes. — Ce sont les bureaux de la gare de Boree-Bunder, une vaste salle où deux cents employés, penchés sur leurs pupitres, noircissent du papier ou, la plume sur l'oreille, feuillettent des registres. Vous vous croyez à Paris dans une grande banque ou dans un mi-

nistère : seulement, tous ces employés sont Hindous, adorateurs de Siva et de Vichnou, marqués au front du signe religieux que l'on trace avec des cendres et de la fiente de vache. — C'est la mer, aperçue à tous les coins de rue, bleue, immmobile comme une toile peinte. — C'est la ville indigène, une cité sous une forêt, un fouillis de rues étroites, tortueuses sous une voûte ininterrompue de palmes. — C'est une ruelle où l'on célèbre un mariage, épaisse d'humanité demi-nue qui coule lentement comme une onde gluante parmi la foule somptueuse des invités dont les vêtemens de soie luisent en reflets opulens. Il y a des rangs pressés de fillettes toutes drapées d'étoffes splendides et ces petites têtes sombres coiffées de bandeaux lisses et brillans, si noirs qu'ils tirent sur le bleu comme l'aile d'un corbeau, sont étrangement enfantines et graves. La pourpre et l'orange des satins sinueux flambent sur un fond blanchâtre de membres polis, de torses gras de brahmes, d'innombrables corps nus. Et ce monde s'agite en remous dans la rue étroite, jette une chaleur suffocante qui monte sous les palmiers épanouis au-dessus des cases, sous les figuiers sacrés où courent les écureuils, où jacassent des perroquets nombreux comme des fruits.

Au bout de cette ville hindoue, près de la mer, est l'hôpital des animaux. Il y a là des meutes de chiens galeux, un vieil aigle très affaibli, beaucoup de pigeons et de perruches, des paons qui traînent par les cours la splendeur de leurs queues, un porc-épic poitrinaire dont les yeux éteints font pitié, un petit daim éclopé et des salles pleines de vaches aveugles. Dans cette étonnante ménagerie errent paresseusement les brahmes, éternels mangeurs de bétel qui vivent en frères avec tous ces souffrans, avec ces bêtes saintes parce qu'elles manifestent un instant l'indestructible Siva, parce qu'elles sont des étincelles dans la flamme vibrante de l'éternelle vie. Comme une vache urinait, un brahme a plongé ses mains dans le liquide sacré et j'ai vu ses lèvres remuer. Sans doute il prononçait le puissant mantra : « Salut, vache! mère de Rudra, sœur de l'Aditrya, source de l'ambroisie. »

En revenant par les larges rues de la ville commerçante, on aperçoit de bien curieux mélanges de vie anglaise et de vie hindoue. De grandes bâtisses sont couvertes d'annonces comme celles-ci : *Theistic Bombay temporary relief association*, — *Hindu cricket club*, — *Parsee cricket association*. Je voudrais bien suivre une partie de cricket jouée par ces Orientaux. Ils ne doivent pas mettre beaucoup d'ardeur au jeu, les Hindous. — Ces cercles de *sportsmen* indigènes sont bien la plus amusante copie de l'Angle-

terre que j'ai vue dans l'Inde, plus comique qu'un article de morale anglaise signé par un babou. Très anglais aussi, ce voisinage d'une « société déiste » et d'un club de cricketers, ce mélange d'athlétisme et de philanthropie. Probablement les joueurs de cricket sont déistes, et les déistes sont joueurs de cricket. De même, dans un magasin de Londres, j'ai vu une photographie d'évêque anglican qui portait cette mention : « L'un des huit d'Oxford, dans la course à la rame des deux universités 18... » En Angleterre, cet exploit complète un personnage d'évêque comme une édition d'Euripide ou un livre de théologie. Il y a même un type idéal qu'on appelle le *chrétien musculeux*.

Ailleurs, des étendards rouges s'agitent au-dessus d'une foule indigène. « *Hallelujah*, disent les étendards. Êtes-vous sauvés? Est-ce que vous luttez? Si non, pourquoi non? Quand vous occuperez-vous de votre salut? (*Ar you saved? Are you fighting? If not, why not? When do you intend to get saved?*) Des hommes-sandwich circulent, annonçant « l'arrivée des salutistes du Canada et une attaque générale dirigée contre le diable par le capitaine Hallelujah Smith, ancien clown. » Au milieu de la foule hindoue, des salutistes anglais forment un petit cercle, tous pieds nus, vêtus à l'orientale, les femmes drapées de rouge, leurs figures claires entourées de mousseline orange, les hommes en bédouins et coiffés de turbans. Bien curieuses les blondes têtes anglaises, les grandes chairs molles et roses dans ces costumes asiatiques.

Une espèce de petit singe hindou se confesse d'une voix nasillarde. Puis, l'un après l'autre, les salutistes viennent témoigner, et chacun tient un parapluie en guise d'ombrelle. Ensuite, tam-tam, castagnettes, cornet à piston. Les Anglaises sont impassibles, les mains tombantes et croisées, chantant des hymnes sur des airs de polka que les hommes accompagnaient avec des accordéons. L'une d'elles a exhorté la foule en hindoustani, une toute jeune fille vêtue de voiles orientaux, les pieds nus dans la poussière, des yeux d'ange, un teint de lis que n'avait pas touché le soleil indien, une expression pensive, si sérieuse (*earnest*), si calme, si chaste : une vierge de Burne Jones.

La conviction et l'effort de ces évangélistes ont quelque chose de comique et de touchant. Ce qui leur manque surtout, c'est l'imagination sympathique qui permet de concevoir des formes d'âmes étrangères. Combien les jésuites, qui eurent tant de succès en Chine au XVIII[e] siècle, leur étaient supérieurs! Avec quel art ils adaptaient le christianisme aux facultés, aux besoins de l'âme chinoise! Ceux-ci emploient les mêmes procédés pour fondre le cœur d'un pauvre journalier de l'East-End, qui roule dans la boue

noire, dans le brouillard piquant des docks, et pour toucher l'une de ces âmes hindoues dont nous savons si peu. Ces grands hymnes wesleyens, chantés sur des airs de bastringue, quelle émotion peuvent-ils éveiller chez ces Asiatiques? Sont-ils touchés par ces jeunes femmes venues de là-bas pour se mêler à la populace de Bombay, pour se vêtir de ses vêtemens, pour vivre de sa vie, non comme des étrangères, mais comme des sœurs, pour les aimer en Jésus-Christ?

Là-dessus Cheddy Lall, que j'ai consulté, m'a dit: « On aime mieux les autres missionnaires. Ceux-ci ne vont pas en voiture, comme doivent faire les Européens; ils s'habillent comme nous. On pense qu'ils sont pauvres, et on les méprise. »

Je suis revenu par la plage qui borde non la rade, mais la grande eau libre. Pas un bateau. D'ici on ne voit rien de la ville, mais seulement ce sable blond, humide de la marée descendante, et le bleu doux de cette mer. Des parfums familiers de goémons et de varechs mouillés respirés dans l'enfance sur les plages bretonnes. Derrière soi, on imagine des falaises grises, des dos sombres de lande éclairés de la pâle flamme des genêts. Ce paysage, le même en Europe et dans l'Inde, apaise l'esprit inquiété par le spectacle des humanités différentes, par le grouillement des races étrangères.

De petites lames accouraient, dressées avec une transparence pâle, tremblaient dans un éclair d'argent pour s'abattre avec un clapotis léger. Un parsi est descendu au bord de l'eau et, les lèvres agitées par une prière, a regardé le soleil dont le disque palpitant tombait. Au moment où l'astre touchait la ligne des eaux, il s'est incliné deux fois, puis a tendu les bras vers la grande clarté rose qui flottait à l'Occident...

24 décembre.

Ce matin, après le *chota hazri,* je suis monté à Malabar-Hill, un promontoire vert chargé de villas et de palmiers à travers lesquels on voit luire le bleu incertain de la mer, étinceler la charmante et brumeuse Bombay. La rosée monte en un brouillard ténu dont la blancheur flotte, ondoie, se déchire mollement comme une gaze et d'où surgissent les grandes palmes fraîches. Par terre, des fleurs comme à Ceylan, fleurs d'azur, fleurs de sang où tremblent et roulent de grosses gouttes d'eau.

Plus loin, un jardin où cette végétation est ordonnée avec un art

raffiné, un jardin comparable à celui du Taj, solennel par sa lumière, son silence et sa beauté. Parmi les massifs verts trois tours se dressent, blanches, basses, massives, qui ne sont ni des temples, ni des lieux d'habitation, énigmatiques, inquiétantes dans cette solitude. Alentour de grands oiseaux planent.

Nous sommes au cimetière parsi ; ce jardin est un lieu funèbre ; sur ces tours on expose les cadavres que déchiquettent les vautours fauves : un prêtre est venu me raconter ces choses.

Vêtus de blanc, me dit-il, deux par deux, chaque couple tenant les deux bouts d'une écharpe de mousseline en signe d'union dans le deuil, à travers les rues de Bombay, au bord de la plage, sous les bouquets de palmiers, le long des parterres de fleurs, les Parsis suivent lentement le mort que les parens portent, enveloppé de linges. Arrivés au pied de la tour, une petite porte s'ouvre, reçoit le cadavre et se ferme aussitôt. Puis le cortège se disperse. Personne n'a jamais vu ce qui se passe derrière la porte, sauf les deux gardiens mystérieux de ce cimetière.

La plate-forme du sommet, dit le prêtre, est divisée en trois zones concentriques inclinées vers un puits central qui communique avec un souterrain. Les cadavres des hommes sont rangés sur le grand cercle extérieur, ceux des femmes sur le cercle moyen, ceux des enfans sur le petit cercle autour du puits. Chaque corps est dépouillé des linges qui le voilaient, car un texte du *Zend Avesta* dit : « Tu es entré nu dans ce monde et tu en sortiras nu. »

A dix heures, le matin, à six heures, le soir, les grands vautours fauves arrivent à tire-d'aile de tous les points du ciel, s'installent sur les tours. En moins de quinze minutes il ne reste rien de la forme humaine qu'un squelette que la chaleur a bientôt fait de disjoindre et que la pluie ou le sang ruisselant dans les rigoles entraîne bien vite dans le puits. Les crânes, comme des gousses trop mûres, éclatent au soleil et la cervelle est bue par les vautours. Au fond du puits, où s'entassent les débris et les poussières, sont des pierres filtrantes qui purifient l'eau du ciel ; en sorte que pas une parcelle humaine ne rentre dans la terre. Le Zend Avesta dit : « Tu ne souilleras point la terre, ta mère... »

En ce moment plus de cinquante vautours siègent très graves au bord d'une tour, et d'ici j'aperçois très bien leurs étranges yeux sauvages, ces yeux fixes où luit une flamme alimentée de matière humaine. Admirable sépulture que ces corps d'oiseaux. Aussitôt mort redevenir vivant, rentrer tout de suite dans un tourbillon de vie, un tourbillon plus rapide, plus brûlant que le premier. Avoir été une pauvre grande dame parsie, une de ces femmes indolentes

qui, dans leurs voiles somptueux, se prélassent au bord des plages pour respirer un peu de fraîcheur, et maintenant fendre impétueusement l'air enflammé d'un vol strident...

Tout autour de nous le calme et la splendeur du jardin tropical. L'air tiède est plein de parfums, les éternels petits écureuils rayés trottent avec confiance dans les allées. Et dans cette douceur et cette beauté des choses, il est difficile à l'esprit de concevoir ce qu'il n'est pas permis à l'œil de contempler. Là, tout à côté, sur les trois plates-formes toutes blanches, sous le soleil tropical, dans un éblouissement de lumière répercutée, les rangées de corps tordus par la chaleur, les poitrines entr'ouvertes, les ventres vidés par les becs de corne, les crânes pelés, les rigoles rouges de sang desséché...

D'ici la vue est bien belle sur Bombay. La mer est d'un bleu voilé très doux sous le ciel qui blanchoie dans son ardeur, vaporeuse, pâlie par la moiteur qu'elle exhale. A gauche, au bord de cette eau, c'est une autre mer, d'un vert sombre et lustré, dont les vagues immobiles sont figées, une mer de palmes d'où sortent des tours lointaines, des beffrois gothiques, des toits de pagodes. — Ce monde est beau.

ELLORA.

26 décembre.

Trois cents kilomètres sur le grand péninsulaire au clair de lune, à travers d'inquiétantes silhouettes de montagnes dressées en grands troupeaux. Forêts, maisons, rochers, le détail du paysage a disparu et les grandes formes silencieuses, brumeuses comme des fantômes sous la lune bleuâtre, semblent les seuls habitans du globe obscur. Puis treize heures de carriole sur une mauvaise route, seul avec mon cocher dans le Nizam, en plein Dekkan, voilà de quoi calmer l'esprit après la chaleur et la confusion de Bombay.

Contrée sauvage, déserte, tapissée de landes et de jungles. Quelquefois un petit hameau hindou, une petite pagode pyramidale, biscornue, compliquée comme toutes les pagodes, un étang sacré où les paysans se baignent le matin suivant le rite.

Sur la route, personne, sauf, vers neuf heures, une troupe d'hommes, d'enfans, de femmes qui suivent une file de pesans chariots antiques tranquillement traînés par de grands bœufs blonds. Où vont-ils? On dirait une migration de tribu aux temps primitifs...

Bien vite dépassée la horde nomade. Vers midi, dans le Sud, se

dessine une ligne fauve de hauteurs. C'est un grand amphithéâtre qui se déploie dans la large plaine, du nord au sud, percé de cavernes par les hommes d'autrefois. Là, au cœur de la péninsule, sont les repaires silencieux des divinités qui, depuis trois mille ans, sont nées et se sont succédé sur cette terre de l'Inde. Là siègent les dieux védiques, Indra et Surya, puis des bouddhas inertes, les yeux clos, les jambes croisées, puis le panthéon brahmanique, Siva, Parabatti, Vichnou et le cortège de leurs incarnations, puis les vingt-quatre sages des Jinas, tous taillés dans le roc antique, découpés dans la montagne dont ils font encore partie, seuls dans le désert, en face du paysage éternel, intacts comme au premier jour.

A cent mètres de la montagne on ne distingue encore rien. Tout est recouvert par une forêt de broussailles impénétrables, par la jungle fauve, qu'on dirait tombée du haut de la colline pour en cacher les secrets. Elle croît dans le sable ardent, dans la chaleur sèche et terrible, concentrée au pied de la falaise. Point de fleurs ici, rien de la mollesse et de la beauté de la végétation de Ceylan ou de Bombay. Tout est aride et brûlant. Nous avançons avec précautions. Sous les buissons épineux, sur le mica embrasé étincelle la fuite des redoutables cobras. Ils défendent l'accès des temples de Siva, et l'on se souvient que, dans les images du dieu, ils foisonnent autour de son cou et de sa ceinture, symboles mystiques du temps destructeur.

Nous voici au pied de la montagne qui s'élève en muraille abrupte. Devant nous, elle s'entr'ouvre, entourant un rocher de pierre grise de même hauteur qu'elle. A mesure qu'on approche, ce rocher prend des allures étranges, il se creuse, s'évide, se hérissant d'aiguilles et d'écailles comme un morne granitique torturé par l'éternel rongement de la mer. Tout d'un coup, on reconnaît les lignes emmêlées d'une pagode. C'est le Kaïlas, le paradis de Siva, un temple hindou fait d'un morceau de montagne : pavillons, terrasses, pyramides, clochetons, escaliers, statues, obélisques, éléphans-gardiens, tout est découpé dans un seul bloc, tout est taillé dans une seule pierre énorme qu'ils ont détachée, fouillée, ciselée, comme un ouvrier chinois fait d'un morceau d'ivoire. Des deux côtés, et par derrière, comme un étui qui doit préserver une chose précieuse, trois falaises brutes et verticales montent à quarante mètres (1) de hauteur et semblent tranchées en trois coups d'une épée magique pour isoler le roc qui glorifie Siva.

Peu à peu, devant ce Kaïlas, on se sent pénétrer d'un sentiment

(1) Mesures du Kaïlas : cour 120 mètres de profondeur sur 60 de largeur. Le bloc isolé a 50 mètres de long sur 30 de large et s'élève à 30 mètres.

étrange et qu'on ne s'explique pas tout d'abord. Cela vient-il du désert et du silence environnans? est-ce parce que rien n'est *construit* dans cette pagode où l'on ne voit pas deux pierres superposées? est-ce parce que sa teinte uniforme est celle de la pierre exposée à l'air depuis le commencement des époques géologiques, celle de la muraille brune qui, au nord et au sud, fuit jusqu'au bout de la plaine? mais rien ici ne fait penser au travail humain. Pas une inscription, pas un détail qui rappelle le culte journalier, pas un logement pour les prêtres. C'est une œuvre de la nature louant le dieu qui la symbolise : cette pagode qui se poursuit dans les assises profondes du globe est une chose éternelle, indestructible, non pas inerte cependant, mais encore vivante de la vie de la terre. Car la toiture d'un roc massif est encore recouverte de sa couche végétale, hérissée de gazons et de grandes plantes rigides qui semblent des candélabres sacrés. Tout autour, l'air surchauffé tremble en ondes blanches et la vie animale palpite: des vols de perroquets qui tournoient en flammes vertes, des corbeaux qui sautillent sur les vieilles statues, des écureuils qui semblent chez eux ici, qui courent sur les degrés, qui trottent dans les tabernacles.

A l'intérieur du Kaïlas, dans la nuit des sanctuaires, creusés au cœur du roc, dans le mystère des chambres nues où se dressent les symboles de l'énergie génératrice, des chauves-souris font des cercles silencieux.

Je fais le tour du monolithe. Ce qui est accablant ici, c'est l'énormité de la boîte de pierre dans laquelle il entre, de la muraille surplombante qui l'étreint et le domine, s'évidant par en bas, se creusant profondément d'une rainure noire, d'une galerie obscure qui en fait le tour et que soutiennent des piliers bruts. Sur cette galerie, la falaise tombe d'aplomb comme un pesant et volumineux manteau de pierre, striée de bleu par le suintement séculaire de l'eau. Des trois côtés, sur cette surface nue de falaise, le Kaïlas enlace ses figures de dieux et d'animaux, découpe ses pyramides, déroule la complication de ses lignes. Rien de grandiose comme cette opposition : ôtez cette pagode de sa gangue, dressez-la en plein air et vous supprimerez la sensation du travail écrasant et aveugle qui l'a séparée de la montagne pour la sculpter. Surtout, vous la détachez de la nature : elle n'en fait plus partie et par là cesse d'exprimer la grande idée qui est au fond du culte de Siva. La puissance, l'énergie constante qui demeure invariable à travers les mouvemens et les arrêts des formes dispersées, l'être inconnaissable et absolu qui se déploie au dehors par l'incessant enfantement des êtres particuliers, de qui sort, en qui s'absorbe toute vie, aucun symbole ne saurait l'exprimer comme cette pierre qui

émerge des profondeurs du globe, affleure en collines, mais ici se dispose suivant les lignes géométriques des terrasses, puis se complique, s'assouplit, ondoie en formes organiques, figure toutes les manifestations de la vie, d'abord une armée d'éléphans gigantesques presque complètement détachés du roc, mais encore engagés dans la matière informe ; — plus haut, parmi des enlacemens de lianes, parmi des processions de singes et de tigres monte, portant accroché à ses flancs le monde animal, déploie enfin les formes humaines, déroule l'épopée du Ramayana, raconte la conquête des races inférieures par les races nobles ; — plus haut encore, multiplie les figures des génies et des dieux secondaires, puis se creuse en salles mystérieuses, et là, dans l'ombre comme centre et comme racine mystique de toute cette floraison vivante qui s'épanouit à la lumière sur les parois extérieures, se dresse en lingam générateur, s'amincit enfin, s'allège, élance sa pointe aiguë de pyramide dans l'espace radieux.

Nous quittons le Kaïlas. A droite et à gauche, sur une longueur de trois kilomètres, les caves religieuses percent les flancs de la montagne.

D'abord, les cryptes sivaïstes, difficiles d'accès, invisibles du dehors. Il faut s'accrocher aux saillies de la falaise, ramper sur des éboulis de pierre, serré par la jungle contre le rocher. Ces caves sont des lieux de mystère où les vieux brahmes ont enfoui leurs secrets religieux, et véritablement celui qui pénétrerait ignorant dans ces sanctuaires en sortirait initié.

Les profondes galeries s'ouvrent, éclairées d'abord par un demi-jour terne et froid qui pâlit sur la pierre grise, s'enfoncent dans une noirceur qui va s'épaississant, entre des piliers rugueux taillés à même dans le roc. Dans ces ténèbres, où le seul bruit est le frôlement des chauves-souris, on voit luire des yeux d'or, saillir en bas-reliefs géans les dieux monstrueux qui dansent ou qui trônent. A mesure qu'on s'éloigne de l'ouverture, leur file, d'abord visible dans la clarté grise de cave, pâlit, devient plus vague, va se perdant dans l'obscurité. Pourquoi donc ces figures ont-elles toutes un air de parenté? — Pourquoi toutes portent-elles les mêmes attributs? N'est-ce pas Siva que nous reconnaissons partout, incarné dans la série entière de ses formes? Oui, toutes ces lignes mystiques, flexibles et sinueuses comme la vie, sont celles de ses corps variés, et chacun de ces vastes bas-reliefs représente une des faces du dieu. Le voici destructeur, et ses trois yeux, qui voient le présent, le passé, l'avenir, brillent d'un éclat blanc, de cet éclat qui fait tomber les créatures en cendres; ses six bras brandissent

des épées où pendent des cadavres transpercés, ses pieds trépignent des squelettes. Ailleurs, il repose immobile, contemplateur, ceint de serpens qui s'enlacent autour de son corps et de son cou, emblèmes de son éternité. C'est encore Siva, dont les formes molles et indécises, dont les hanches qui ondoient sont celles d'un androgyne : il est mâle et il est femelle, il sourit avec mystère. De son flanc sort un corps doucement ondulé de femme, et au-dessus de lui, très vague, avec un relief moins fort de la pierre, à peine indiqué, un nuage de formes animées flotte, s'élève, comme la fumée monte d'une flamme. C'est toujours Siva qui, au bout de la galerie ténébreuse, sourit à Parabatti; c'est lui qui danse joyeusement, entouré de ses bouffons; lui qui, de nouveau féroce, de nouveau meurtrier, les dents serrées par la fureur, transperce un enfant. Et les squelettes, qui signifient la mort, alternent avec les taureaux, qui signifient la vie. Tout au fond du sanctuaire, une pierre nue figure l'éternel Lingam.

Devant cette transparence du symbole, devant cette révélation du dieu, on demeure saisi. L'idée rayonne de ces images et les transfigure. Ce Siva n'est plus une divinité étrangère, particulière à une certaine race, à une certaine époque et que l'on vient regarder en curieux et en voyageur. Nous la connaissons, cette puissance! C'est la nature elle-même qu'expriment ces formes ondoyantes ébauchées dans cette solitude souterraine. C'est la divinité qui se manifeste par l'infatigable éclosion des êtres jeunes et brillans, comme par les hideuses destructions, l'éternelle et l'impassible, qui ne connaît pas la souffrance ou la joie des créatures. Les Brahmes ont conçu la force qui détruit et la force qui renouvelle comme les deux aspects d'une même puissance : ils ont fait un seul dieu du *destructeur* et du *régénérateur*, et c'est là leur grande originalité. Tandis que d'autres races, impuissantes à quitter le point de vue humain, ont fait du mal et du bien, du laid et du beau, des attributs distinctifs, classant ainsi leurs divinités d'après des caractères tous relatifs à notre sensibilité, les Hindous ont pensé qu'au point de vue éternel, il n'y a plus ni Dieu ni diable, mais une puissance absolue qui, créatrice ou malfaisante, reste identique à elle-même. Plus précisément, la mort leur est apparue comme un des changemens dont la série fait une vie. Car selon eux, comme selon la science moderne (1), l'être vivant n'est qu'une *forme*, un mode de groupement; sa matière s'écoule sans cesse : nous vivons de la mort périodique des cellules, des individus dont l'association fait notre corps. Nous sommes

(1) La vie c'est la mort (Claude Bernard).

des *tourbillons*, à tous momens composés de nouvelle substance : aussitôt qu'un de ces tourbillons abandonne une certaine quantité de matière, il absorbe et entraîne une quantité équivalente de la matière qui l'environne, et les morts sont incessamment remplacées par les naissances. Il en est ainsi de tous les ensembles. Partout, dans le monde sensible, on ne voit que des groupes en train de se faire ou de se défaire, mais ne se défaisant que pour former de nouvelles combinaisons, sous la variété desquelles persiste un être éparpillé, mais un et impérissable. Tout l'univers est comparable à un océan où frémissent des millions de vagues. Chacune d'elles, qui s'élève et qui s'abaisse, est une vie qui commence et qui finit. Aussitôt écroulée en écume, une irrésistible puissance la soulève de nouveau vers la lumière. Mais qui ne voit que ces ondulations rythmiques ne sont que des apparences, puisqu'à chaque instant leur matière est différente et qu'il n'y a rien de réel en chacune d'elles que la force unique et générale qui, aveuglément, indifféremment, sans souci des heurts et des froissemens locaux, fait bruire et remue toute cette mer. Un être particulier n'est qu'un fragment momentané de cette force. Qu'il change, qu'il croisse, qu'il meure, elle n'en est pas affectée. C'est le même Siva qui rayonnait dans ce front candide et frais de jeune fille, dans ce sein délicat et ferme, imperceptiblement veiné d'azur et de rose, et qui fait fondre en liquides innomables ce cadavre qu'on n'ose pas regarder. C'est le même Siva qui agissait dans notre nébuleuse primitive, et qui aujourd'hui, déployé en soleil, en planètes, se disperse sur notre globe en continens, en mers, en montagnes, en formes organiques, en races humaines, en sociétés, en villes. C'est le même Siva qui, par la transformation des mouvemens visibles en mouvemens moléculaires, par la chute lente des planètes les unes sur les autres, retourne à son état primitif d'énergie indéterminée, d'où peuvent sortir de nouveau un soleil, des planètes, des mers, des continens, des végétations, toute une vie multiple et lumineuse. Allons plus loin : cette énergie même de notre monde solaire n'est point une puissance isolée ; elle n'est qu'une portion de l'*énergie totale*, puisqu'à travers l'univers entier, tous les astres, bien mieux, toutes les particules matérielles font sentir leur attraction. Notre système se meut dans son ensemble vers un certain point du firmament. Qui sait s'il ne décrit pas une courbe immense, lentement diminuée ; s'il ne tombe pas, lui aussi, avec les autres systèmes, sur un certain point central, comme ses propres planètes tombent sur son soleil, et si l'univers entier ne tend pas à retourner à l'homogène, à l'indifférencié? Cette loi possible, la sagesse hindoue l'a entrevue, quand elle a parlé de ces jours de

Brahma, de ces périodes incalculables durant lesquelles le Brahmă neutre s'épand, se développe, déploie les êtres, arrive à la conscience, se contracte, rentre dans son état primitif et redevient l'inqualifié? Les sivaïstes n'ont-ils pas pensé de même, lorsqu'ils ont dit qu'à la fin de chaque kalpa, Siva détruit les hommes, les dieux, les démons et tous les êtres créés? Que la science considère ou non comme probables ces alternances de développemens et de résolutions de l'ensemble, dès aujourd'hui, elle nous montre une puissance universelle et permanente, agissant à tous momens dans tous les points de l'univers, et dont nous ne pouvons rien dire, sinon qu'elle se manifeste à nous en haut comme en bas, dans le général comme dans le particulier, par des mouvemens, par des cycles d'organisations et de dissolutions, par des phénomènes complémentaires de groupemens locaux et de séparations de la matière, qui, selon le point de vue où l'on se place, apparaissent comme des vies ou comme des morts, comme des fins ou comme des commencemens. Cette puissance, comment la mieux personnifier que n'ont fait les Hindous? Comment la mieux représenter que par ce Siva qu'ils appellent le « destructeur-organisateur, » « celui qui fait sortir la vie de la mort! » Dans une image religieuse que j'ai trouvée à Jeypore, il est assis au fond d'une caverne, dans les profondeurs de la terre. Au-dessus de lui, une riche campagne, des végétations... Ses beaux membres féminins reposent, inertes, et ses lèvres sereines s'entr'ouvrent dans un sourire mystique. Sur son front, un croissant de lune mesure le temps; autour de son cou, un serpent symbolise les révolutions sans fin des années; d'autres, enlacés autour de ses reins, parlent du cercle des morts et des naissances. Ses cheveux tressés portent le Gange nourricier; son trident annonce le triple pouvoir par lequel il crée, détruit et régénère. Il tient un arc, un foudre, une hache, des armes surmontées de crânes. Un taureau dort à ses pieds. Tous ces symboles, je les retrouve ici, dans ces sculptures d'Ellora. Il est la force reproductrice, et par là « l'éternellement béni, » et son emblème est le Lingam. Il est la puissance qui dissout, et des squelettes, des épées le symbolisent. Il est « le grand ascète, » sans passion, l'immobile, l'Immuable, « enraciné au même endroit pour des millions d'années. » Il est le dieu des brahmes, le grammairien, le savant, c'est-à-dire l'intelligence, l'ordre, le verbe. Il est le seigneur de la danse et du vin, roi des orgies, c'est-à-dire l'allégresse de la vie rapide et brillante. Il est mi-mâle et mi-femelle, et les êtres vaguement ébauchés montent autour de lui en processions vaporeuses. Dans les profondeurs obscures de la montagne, sur les rudes parois du rocher, on pé-

nètre le sens de ces images, qui furent laissées là, pour toujours, loin des villes, loin de l'humanité inquiète, par des hommes engloutis dans la nuit du Passé, dont nous ne savons rien, sinon qu'ils furent contemporains de nos ancêtres sauvages et qu'ils vécurent en ce point-ci de l'espace. Mais Celui qu'ils aperçurent au fond des choses, nous le retrouvons aujourd'hui, nous l'entendons à notre tour et nous avons reconnu sa voix dans notre Faust :

« Dans le flot de la vie, dans le tourbillon de l'Action, j'ondoie, je monte, je descends, je me meus en tous sens. Naissance et tombeau, mer éternelle, mouvement changeant, vie brûlante, j'agis sur le métier bruissant du temps et je tisse le vivant manteau de la divinité. »

La montagne recèle dans ses profondeurs toute l'histoire religieuse de l'Inde. Les salles sivaïstes se succèdent surchargées du même luxe de sculptures et de bas-reliefs.

A présent, voici une cave toute nue qui pénètre profondément dans le roc, soutenue par des piliers simples dont l'unique ornement est un cercle symbolique. Les parois sont brutes et rugueuses; on dirait que ce sanctuaire n'a pas été achevé. A mesure que l'on avance, le jour meurt et le fond est plein de nuit épaisse. Allons! il n'y a rien à voir ici, et je m'apprête à m'en aller quand un grand fantôme se lève devant moi, quand une apparition me cloue sur place. Les yeux se sont habitués à l'obscurité, et là-bas, à cent vingt pieds de l'ouverture, une silhouette géante, un Bouddha colossal et pâle, assis, les mains croisées, un sourire figé sur ses lèvres, effrayant dans sa rigidité, se profile vaguement au fond de la cave sur la noirceur d'une niche. Rien d'autre : il siège seul dans ces ténèbres, dans ce silence de tombe, dans cette profondeur creusée au cœur de la pierre froide, loin de la vie qui passe. A ses pieds une flaque d'eau noire, inerte comme lui, reflète son sourire et son immobilité.

Il y a beaucoup de caves, semblables à celle-ci, habitées par des Bouddhas solitaires qui, les yeux mi-clos, sont entrés dans la sérénité. Étrange contraste avec les caves sivaïstes, toutes regorgeantes des formes de la vie, exprimant toutes l'exubérance de l'imagination hindoue. Pourtant, malgré leur différence, elles traduisent des conceptions qui se complètent l'une par l'autre. Celles-là conduisent à celle-ci comme la débauche de la spéculation métaphysique mène à la paralysie de la volonté, à l'arrêt de l'action, comme la méditation sur l'Être unique a poussé le brahme à l'oubli de son être particulier, et, lui montrant partout des illusions, détruisant en lui le désir, l'a délivré de la tentation de faire

effort et de remuer. Siva et Bouddha siègent côte à côte, comme le brahmanisme et le bouddhisme ont pu vivre en harmonie, 'un parlant à l'intelligence, l'autre dictant la pratique, et ces caves sont peut-être contemporaines. Pourtant, l'extrême différence des styles dit plutôt que de longs espaces de temps les ont séparées, que la montagne est demeurée sainte à des cultes successifs, non-seulement aux sivaïstes et aux bouddhistes, mais encore aux jinas, qui, eux aussi, ont creusé leurs sanctuaires dans ces falaises, et que les unes après les autres toutes les religions de l'Inde sont venues s'y inscrire...

Elles peuvent passer et se renouveler et les races disparaître, le Bouddha ne détendra pas son sourire, ce sourire qui flotte sur ses lèvres depuis deux mille ans. Quelle paix dans cette nuit fraîche de cave, au pied de la grande figure sereine! Comme on conçoit le bonheur d'être affranchi enfin, de ne plus sentir la fuite de la vie, la chute continue dans le douloureux passé de toutes les choses aimées, de vaincre le temps comme celui-ci, que n'a pas effleuré l'écoulement de vingt siècles. En ce moment, appuyé à la fermeté de son genou, sous le geste éternel de sa main pâle, j'aperçois la calme vision qui filtre à travers ses paupières depuis le jour où un peuple d'ouvriers, — évanouis depuis combien de temps! — l'a détaché de la montagne : là-bas, à l'autre bout de la longue galerie, c'est le jour, un rectangle lumineux encadré dans la sombre pierre et découpé par les noirs piliers; c'est un paysage lointain et splendide, une vaste campagne qui frémit dans l'air surchauffé. Des vols d'oiseaux raient une bande de ciel torride. Très loin, une petite pagode brille et domine un hameau où depuis longtemps, silencieusement, se succèdent et se poursuivent des vies humaines...

LA TRAVERSÉE.

28 décembre.

A sept heures du matin nous quittons Bombay. On s'installe sur le steamer, on choisit sa cabine, on examine les figures des gens qu'il faudra coudoyer pendant trois semaines, on va regarder la machine et l'on s'aperçoit que l'on est parti. Dans le bleu de l'eau, un grand sillage rigide et blanc, large comme une chaussée, bruit et frémit, conduit là-bas vers des hauteurs déjà brumeuses, vers des toits brillans perdus dans de la verdure. Très vite l'espace d'eau s'élargit derrière nous; toutes les basses terres disparaissent.

Longtemps les montagnes demeurent, pareilles à toutes les côtes lointaines...

Cela est toujours triste, cette disparition soudaine d'un monde dont on a vécu pendant quelque temps. Brusquement, ces choses qui, tout à l'heure, étaient actuelles, entrent dans le passé, en même temps qu'elles s'auréolent de l'inexprimable regret de ce qui n'est plus. Ces souvenirs qui, en ce moment, sont une portion de nous-mêmes, il faut qu'ils pâlissent, que l'émotion les quitte qui maintenant les accompagne, puis qu'ils meurent, et l'on éprouve une très grande indifférence, — qui serait de la haine si ces souvenirs étaient plus chers, — pour ce moi futur, pour cet étranger qui sera fait de sentimens ignorés en ce moment. Le Bouddha avait raison d'enseigner que la douleur vient du temps.

Tout passe avec une vitesse étrange; cette mer, ce soleil qui projette l'ombre de ces agrès, ce navire, semblent les seules réalités. On ne conçoit pas très bien qu'en ce moment il y ait une Jeypore rose faite d'édifices solides, une Bénarès fourmillante éclairée par cette lumière...

Comme on rentre facilement dans le milieu natal! Les choses d'Europe vous ressaisissent si vite que l'on croit ne les avoir jamais quittées. Presque tout de suite on prend plaisir à regarder les passagers. Il y en a une dizaine, très différens les uns des autres, et dont les vies se croisent ici pour quelques jours. Le contact de tous les instans établit une intimité si complète qu'il semble bientôt qu'on se soit toujours connu. On s'abandonne avec confiance. Au bout de cinq jours, on a plus de « documens » qu'après une saison de soirées et de bals parisiens.

Voici un Anglais, officier de hussards. J'essaie de le décrire parce qu'il me paraît un spécimen d'une classe très importante. Vingt-six ans : *a splendid young fellow*, un superbe jeune homme. Figure claire, aux traits nets, semés de taches de rousseur, regard bleu, brillant, direct, plein de hardiesse et de bonté, physionomie heureuse, éclairée par de rapides sourires; quelquefois, brusquement, un grand rire qui se déploie largement. On devine un élan de jeunesse, la verve, la joie habituelle de l'être librement développé. L'après-midi, il lance des palets avec toute l'ardeur et l'entrain d'un enfant. Il se donne au jeu de tout son cœur, et ses mouvemens trahissent la souplesse du corps jeune et frais. Au repos, c'est l'allure alerte et simple de l'homme tranquille, maître de soi, habitué à l'indépendance, avec un fonds de gravité sous le pétillement de la verve animale. Sa jeune femme a pour lui l'admiration de Desdémone pour Othello : elle voit en lui l'homme sûr,

fort, fidèle, qu'aime la jeune fille anglaise, le héros de tous les romans anglais. En effet, on sent en lui comme une assise sérieuse et solide. Sur la religion, le devoir, la famille, il est muni d'idées héréditaires très nettes et très profondément enracinées. Physiquement et moralement il est un *gentleman* de race et d'éducation. « Mes ancêtres, me dit-il avec un accent de fierté, sont arrivés en Irlande avec Cromwell. » Né sur le domaine paternel, il est l'héritier d'une lignée de *squires*. Première enfance passée à la campagne, au milieu des fermiers qui l'aimaient et le respectaient comme le jeune maître; la large vie de famille dans le grand manoir, les premières chasses aux côtés du père et du grand-père, eux en habit rouge sur de grands *hunters*, lui planté sur un petit poney; la Bible apprise et le sentiment religieux établi à demeure, dès la *nursery*, par des images, par des textes qui décorent les murs, par les prières en famille devant les domestiques, par les longs et solennels services entendus au banc d'honneur dans l'église de la paroisse; puis Rugby, le sentiment de liberté et de dignité appris, le contact de camarades dont il faut se faire respecter, beaucoup de *cricket* et de *foot-ball*. Par là-dessus, la préparation aux examens de l'armée, la carrière militaire ayant été choisie comme la plus digne d'un *gentleman*. — A présent, il est lieutenant dans un régiment d'élite (*crack-regiment*). Il parle avec fierté de son corps : « Mon régiment était à la bataille de Quatre-Bras. On chargea trois fois les Polonais, mais sans pouvoir les approcher. Tous nos officiers furent tués. J'ai lu le récit dans la gazette du régiment. »

Dans l'Inde, sa vie a trois grandes occupations, sa femme, dont il est amoureux, son service, le sport. Existence large, coûteuse, celle d'un gentleman qui vit parmi ses pairs. J'ai vu une photographie de sa maison, grande villa fraîche, à colonnes doriques, au milieu d'une vaste pelouse : devant le portique, sa femme conduit une charrette anglaise. — Impossible d'être officier, m'explique-t-il, sans ressources personnelles. Sa solde est de cent soixante-quinze roupies par mois. Or, au mess, les vins et la table en coûtent deux cents. Les chevaux et les uniformes sont chers, le service, l'installation du cercle, les dîners sont luxueux. Bref, ils vivent en aristocrates, en nobles, mais généralement ils sont nobles par la fierté et le courage. Le devoir d'un noble est celui d'un chef, et ces fils de squires savent se conduire en chefs. Le sentiment du devoir soutenu par un fond d'orgueil peuvent en faire des héros. Là-dessus, voyez-les à Lucknow, voyez la conduite de sir Henri Lawrence, leur résignation religieuse, leur intrépidité froide et grave.

« Que fait l'officier indien quand il n'est pas de service ? Com-

ment tue-t-il le temps? *Why! play games, of course.* — A jouer! répond-il avec un éclair de son œil bleu, de sa voix rapide et franche. A jouer au cricket, à chasser à pied et à courre, à jouer au polo! Mon régiment est le plus fort au polo. Nos champions sont allés en Amérique et ils ont défié tous les États-Unis. Les vieux Yankees ont été fameusement battus (*couldn't touch them*). Nous étions joliment fiers. — Est-ce un jeu très rude? — Oh! très rude! On se lance à cheval à toute vitesse en brandissant un maillet pour faire voler une boule dans le camp de l'adversaire. » — Lui-même a eu le crâne fendu, et il me cite un jeune officier du régiment qui a été tué à ce jeu. Il y a aussi le *foot-ball*, le tennis. — Tous les jours, officiers et civilians font la partie de tennis en blancs costumes de flanelle légère. Souvent, les dames font la partie contre les *gentlemen*. Rien n'égale la cordialité et l'entrain qui règnent dans ces réunions. Hier soir j'en avais un exemple. Après le dîner, sur le pont, le capitaine M... nous a chanté des chansons anglaises (*I'll go and tell your father, won't he be angry ; rather!*). *There's a ripper*, en voilà une qui est fameuse, lançait-il de sa grande voix joyeuse, — et de rire!

Trois ou quatre conversations avec mon hussard et sur tous les grands sujets : la religion, la morale, la politique. Il se livre avec une confiance admirable et qu'on rencontre souvent chez les Anglais quand on leur parle leur langue et qu'ils se sentent chez eux. Il causait avec entrain, nul désir de briller ou d'étudier mes idées en curieux et en critique. Il épanchait un trop-plein, il parlait du fond du cœur sur des sujets qu'il considère comme capitaux (*vital subjects*). Ses idées sont très simples, il ne prétend pas à la philosophie. Tout de suite, il me parle de Dieu, du dieu personnel anglais, avec un mysticisme qui est singulier chez un être si actif et bien portant : « Savez-vous, dit-il, ce n'est qu'une affaire de sentiment et rien ne peut prouver que j'aie raison, mais je ne puis imaginer que Dieu ne prend pas soin de nous. Je suis sûr que Dieu nous aime. C'est ainsi qu'un homme ne peut pas prouver que sa femme l'aime, et pourtant il en est certain. — Quant à l'âme, je l'imagine comme une sorte de double à l'intérieur du corps. Lorsqu'un homme rêve, son corps est appesanti par le sommeil, mais l'âme vit, demeure active, vagabonde par le monde. Que croyez-vous que devienne le corps humain quand il est pourri? Pensez-vous qu'il disparaisse entièrement? — Non, ce corps contient une essence subtile qui peut avoir la même forme que lui et qui persiste. » Ce sont là les idées primitives de l'humanité, justement celles qu'Herbert Spencer place au début de la notion du monde spirituel. Il est étrange de les retrouver, exprimées avec cette ferveur,

chez un lieutenant anglais. « Prenez la parabole de la semence, ajoutait-il. Une graine se développe, devient une tige de blé, elle est la même qu'au début, et pourtant elle devient différente. C'est ainsi, j'imagine, que l'âme se développe après la mort. » Il me cite des morceaux de l'Évangile. Il parle de Jésus avec tendresse et enthousiasme. « Comment peut-on lui comparer le Bouddha? — Qu'a gagné Christ, à son enseignement? D'être crucifié. »

Ce soir, il me posait la question suivante, à laquelle un Français doit répondre à tout instant en pays anglais. « Vos romans donnent une triste idée de la France. Pourquoi sont-ils aussi ignobles (*smutty*)? Et comment vous juger si non par les descriptions que donnent de vous vos romanciers, vos Daudet et vos Zola? — Il me semble, ajoute-t-il, que l'œuvre propre, que la mission d'un romancier est d'élever la moyenne de moralité (1), d'être un éducateur. Les vôtres sont des corrupteurs. » J'essaie de lui exposer la théorie du « roman expérimental, » de la méthode scientifique. « Je ne vous comprends pas. — Quel est le but de la science, sinon de rendre l'humanité meilleure et plus heureuse? Vos gens l'avilissent. — D'ailleurs, s'ils veulent peindre la réalité, pourquoi vont-ils remuer cette bourbe? George Eliot, qui est plus réaliste qu'eux, reste pure et ses romans fortifient. La vie n'est pas une chose sale (*life is not filthy*); du moins, telle n'est pas mon expérience. »

Je le crois, sa vie est une de ces réussites auxquelles aboutit le travail de cent générations. Un écrivain américain dit que le gentleman anglais développé au grand air, tranquillement assis sur quelques fortes idées morales, est un des spécimens accomplis de notre humanité, par sa noblesse et par son bonheur. Celui-ci a derrière lui une jeunesse saine et joyeuse, il se respecte, il commande, ses croyances sont arrêtées, son activité et son énergie débordent. Il a épousé une petite fille simple et gaie, une *child-wife*, qui le vénère comme un héros et dont il est amoureux. Il n'a guère vu que de belles et bonnes choses : la littérature qu'il connaît est sérieuse, morale, épurée et, de parti pris, se tait sur les bas-fonds obscurs de l'humanité. Certainement, il n'est pas *compliqué* : il n'a pas la sensibilité frémissante, les perceptions subtiles des héros de nos romans, mais il n'est pas un sceptique attristé et névrosé. Sa candeur, son optimisme, sa fraîcheur de tempérament, sa vitalité heureuse et intacte, sont d'un être vierge et fort dont rien n'a enrayé ou déformé le libre développement.

(1) De même Charles Kingsley dit : *A man has no business to write except to preach.*

Tout ceci s'applique aux trois autres officiers qui sont à bord et qui tous vont passer en Angleterre leur congé d'un an. Le matin, après la douche, vêtus de pujamas fantaisistes, ils arpentent le pont humide. Puis en petits vestons clairs, en bonnets de drap, en pantalons de flanelle, en souliers de toile, jusqu'au soir ils causent, ils jouent, ils rient, ils bourrent éternellement leurs petites pipes droites, de mielleux tabac anglais, ils lisent des romans inoffensifs, de morale simple, et d'intrigue compliquée. D... est le plus jeune, le plus écolier (*boyish*) des quatre. Mais le capitaine M... est plus sérieusement, plus profondément, plus constamment épanoui. Lui aussi est fils de squire, il a grandi dans un coin de cette Angleterre patriarcale et agricole, qui disparaît en ce moment. « J'aimais bien les vieux fermiers, et, quand ils avaient quelque peine (*when they were in trouble*), leur façon de venir demander à ma mère un bout de conseil. » Le matin, quand il s'habille, nous l'entendons chanter comme un merle dans sa cabine. Il cause avec tout le monde, et son grand sourire rayonnant nous met de la joie au fond du cœur. Le soir, lorsqu'il a revêtu son habit, sa vaste poitrine tend la large surface glacée de son plastron. Assis au bout de la table où il découpe les grandes tranches roses de *roastbeef*, il est plus noble, plus heureux que jamais. Aujourd'hui, 1er janvier, comme il avait à ses côtés deux jeunes filles italiennes, avec lesquelles il est en flirtation réglée, il a proposé : La reine Marguerite ! mais d'un ton de voix ordinaire, avec un demi-sourire. Ensuite, il s'est levé, et cette fois, la figure illuminée, regardant lentement autour de lui, solennellement il a dit : « La reine, messieurs ! » et je n'oublierai pas l'élan jeune, avec lequel le lieutenant de hussards a répondu « *God bless her!* Que Dieu la bénisse !.. »

Miss M.., des missions wesleyennes, réside à Jeypore, où son métier est de pénétrer dans les Zenanas, de visiter les dames hindoues en amie, en missionnaire, en maîtresse d'école. Petite, sèche, plate, solide, lèvres minces, un lorgnon campé sur le nez busqué, elle arpente le pont d'un pas de grenadier avec les officiers ou le professeur M... de l'Université de Bombay. Tout d'abord elle déplaît beaucoup. Je pense à ces grands yeux sombres et timides des femmes de l'Inde, à leur grâce, à leur douceur silencieuse. On aperçoit en elles des êtres imaginatifs et passionnés, sensuels et rêveurs. Comme on comprend que l'Hindou soit choqué de l'indépendance et de la démarche virile de la femme anglaise !

Celle-ci me décrit sa vie à Jeypore. Elle habite avec une autre dame des missions une villa confortable, munie de pankahs, de

tatties (1), de tous les raffinemens anglais. Promenades à cheval, suivie de son groom et de ses chiens, parties de tennis avec les résidens européens. Voilà la sœur de charité anglaise, qui se dévoue comme la nôtre pour une idée religieuse vers laquelle convergent tous les actes de sa vie, mais qui garde les dehors, les habitudes, le ton d'une Anglaise de la classe moyenne, d'une femme de fonctionnaire ou de médecin. Le célibat ajoute à son indépendance. Elle ne s'est pas retirée du monde. Elle s'entoure de bien-être matériel. La personnalité n'a point pâli sous l'action d'une règle uniforme : au contraire, elle fait saillie avec un relief qui serait remarquable chez une laïque. On la sent maîtresse et sûre d'elle-même ; elle se respecte et sait se faire respecter : — « Je n'ai jamais été insultée par un indigène, et pourtant je sors souvent seule à cheval. Ils comprennent ce que c'est qu'une lady, et partout on m'a traitée avec le respect qu'on me devait. »

Éducation puritaine sans instruction supérieure et sans idée. Étroite d'esprit, absolue dans ses principes, dépourvue de la faculté sympathique, que connaît-elle de ces femmes hindoues auxquelles elle s'est consacrée? Que comprend-elle des circonstances qui ont déterminé la condition de l'épouse et de la veuve dans l'Inde? Cette religion, qu'elle travaille de toutes ses forces à détruire (*which we must eradicate from the country*), elle la confond avec toutes les formes religieuses qui ne sont pas son christianisme protestant : *idolâtrie*, ce mot suffit pour les désigner. Mais la brave fille est toute pleine de son sujet : « Nous voulons rendre les pauvres femmes plus heureuses, leur gagner un peu de liberté, leur apprendre à penser par elles-mêmes. » C'est-à-dire en faire des Européennes et des Anglaises. Elle ne tarit pas sur son œuvre de missionnaire, sur ses espérances, sur ses moyens de conversion. Avec quelle émotion elle m'a cité ces paroles : « Qui est Dieu? Celui qui te parle. » Texte qui, dit-elle, a produit une grande impression sur un musulman. — Les Hindous sont d'une tolérance qui l'étonne et l'attriste parce qu'elle prouve leur indifférence. Jamais mari ne lui a interdit de visiter ses femmes. Elle se fait aimer dans les zenanas. « Venez nous voir, lui disent les dames hindoues, nous avons besoin de vous. Dites-nous quelque chose de ce Jésus dont les sahebs parlent tant. » Elles chantent des hymnes, mais en somme ce ne sont là que des distractions qui rompent la monotonie de l'emprisonnement. Elles ne songent pas à se convertir. Toutes les conditions morales et psychologiques nécessaires à l'établisse-

(1) Appareil qui sert à la production d'une vapeur d'eau parfumée qui rafraîchit les chambres.

ment d'une foi comme celle de miss M... font défaut chez elles. Il faudrait des générations, un changement complet de milieu pour les établir. L'une d'elles, à qui miss M... venait de donner deux poupées, les a placées au pied de Krichna et s'est inclinée devant elles.

Miss M... me parle religion, me fait lire des livres pieux, me démontre « l'idôlatrie » du catholicisme, me prédit l'extension et la suprématie futures du protestantisme wesleyen, me vante son œuvre (*work*), comme la plus utile et la plus grande. L'excellente et courageuse fille! En ce moment, après sept années de labeur, elle va se reposer pendant une année en Écosse. Puis elle reviendra prendre vaillamment son harnais à Jeypore. Quand viendra la vieillesse, la société des missions lui fera une pension confortable. En attendant, seule, sans famille, elle se suffit; son existence est saine, occupée, digne, appuyée sur une grande idée sérieuse. Elle aide à répandre la civilisation, la civilisation anglaise. Elle travaille pour l'idéal que sa race a conçu. La vie a un sens pour elle. C'est un combat contre le mal. Quand arrivera le dernier jour, elle s'endormira tranquille, Dieu rappelant à lui sa servante (1).

2 janvier.

Étrange curiosité que de s'intéresser aux différences des races humaines, à leurs diverses façons de regarder le monde et d'apercevoir la vie, quand on a devant soi l'incessante présence de cette grande eau monotone qui nous porte depuis huit jours. Au sortir de ces entretiens, peut-être par un effet de ces entretiens, on retourne facilement à la pensée hindoue, au rêve brahmanique.

A sept heures, après le bain, les pieds nus dans des babouches de paille dorée, on flâne sur le vaste pont clair et tout frais de l'arrosage matinal. Un air subtil et jeune se glisse sous les vêtemens légers et vous enveloppe délicieusement. On s'abandonne à cette caresse et l'on est heureux du bonheur qui s'épand des choses. Les espaces du ciel et de la mer sont emplis d'une large clarté calme; l'eau vaste est toute pénétrée de lumière comme d'une grande joie profonde. Sûrement cette eau n'est pas insensible; elle se réjouit ou s'attriste quand le soleil la couvre ou l'abandonne. Cette mouvance universelle, cette rumeur insaisissable, ce souffle léger qui la fait tressaillir, disent qu'elle est vivante. C'est un grand être divin, parce qu'elle est bienheureuse, très antique, la plus simple des choses, parce qu'elle est solitaire et

(1) *And God will gather his servant unto Him...*

que sa présence emplit tout... Par-delà l'horizon, loin dans le Sud, indéfiniment étalée, suivant la courbe du globe, elle luit ainsi, immobile ou frémissante, seule sous le ciel, inaperçue. Nul œil ne la voit, et pourtant elle est encore. Alors, qu'est-elle en elle-même? Peut-être une grande âme élémentaire, limitée au monde du sentiment, à peine capable de rêve, traversée par des émotions très simples et très obscures, joie de vivre, tristesses, colères, abattemens, tendresse, désir, effort...

Tout près du bateau flambent de petites vagues vertes. Mille petites vies se jouent à la surface du grand être solitaire. Elles sortent de lui, elles sont faites de sa substance. Elles montent, s'enflent, tremblent, courent, tourbillonnent, étincellent et ne sont plus. Et d'autres surgissent par multitudes, par générations, et c'est un frissonnement perpétuel où tout devient, où tout paraît et disparaît, où rien n'est, puisqu'à chaque imperceptible fraction du temps, chaque petite vague remuante se fait d'une eau nouvelle, de telle sorte que, pendant les quelques momens de sa vie, rien ne persiste en elle que sa forme. Et pourtant, malgré son néant, chacune est une petite personne distincte qui entend l'existence à sa façon. Il en est de paresseuses, d'entêtées, de violentes, de mutines, de capricieuses. A l'avant, c'est un pétillement clair de joyeuse écume; le long du navire, une course rapide d'eau bruissante; à l'arrière, des ondulations placides de cristal sinueux, des surfaces lisses de grandes glaces qui se tordraient lentement et sans bruit, où d'insaisissables reflets orange s'allument, tournoient, s'éteignent. Et par-dessous cette diversité mouvante dorment les eaux lourdes qui n'ont jamais monté à la surface, qui ne connaissent pas le flamboiement sous le soleil... Pourtant, par ces matinées, elles sont profondément pénétrées de lumière, d'une lumière égale, immobile, non troublée par des agitations d'ombres comme celle qui frémit à la surface. Et toute cette mer épanche une clarté douce et forte qui vient de ses grands espaces intérieurs...

Tout en haut, le ciel est très pâle, blanchâtre, d'une lueur d'opale fondue. Une bande paisible de petits nuages le mesure d'un mouvement insensible. Peu à peu le vide se fait dans l'esprit, la clarté qui sort de tout le traverse, l'habite, l'emplit. Quelquefois on sent passer en soi comme une tristesse vague l'ombre des petites vapeurs qui glissent sur le soleil. — Nul autre événement. La pensée s'est tue,.. et puis on oublie que l'on est, on retourne à la quiétude de ce qui demeure, de ce qui ne change pas.

7 janvier.

Port-Saïd. — Après l'Orient hindou, cet Orient d'Égypte est de bien maigre effet. Où sont les nudités de la foule pullulante sous le soleil indien? Ces gens-ci sont trop vêtus, trop enveloppés de leurs jupes vertes.

Vilaines rues régulières qui se coupent à angles droits, bordées de façades carrées que couvrent des affiches. Une odeur fade monte du sable brun dans lequel on avance. Les cafés-concerts, les boutiques de photographies, les magasins de nouveautés se succèdent. Population de rastaquouères levantins. Cette ville est un hôtel cosmopolite où tous les bateaux lâchent leurs voyageurs, abondamment pourvue de toutes les jouissances que peut convoiter le matelot après de longues traversées, enrichie par ses mauvais lieux et la vente de ses photographies obscènes. Rien de triste et de laid comme ces carrefours banals qui n'ont point d'existence propre, qui ne vivent que du passage continu des étrangers en quête de plaisirs. Il n'y a ici qu'un peu d'écume européenne jetée au bord de ce désert dans lequel finissent étrangement toutes les rues...

Tout au bout de la ville, dans le quartier arabe, nous allons regarder des danseuses qui viennent de la Haute-Égypte. La fumée de tabac, qui se déchire en brouillards bleus, enveloppe dans une salle chaude et basse un curieux mélange de population : des Arabes, des nègres, des Européens, des Coptes. Une Abyssinienne, faite comme une Vénus hottentote, et dont le gros corps brun s'entrevoit sous la transparence de son pagne blanc, avance sur la pointe des pieds, avec un sourire nègre, suivant le rythme insaisissable de la musique. Tout d'un coup elle s'arrête, les jambes fixes, le tronc immobile. Alors une chose hideuse, indescriptible : lentement la croupe tressaille sous le pagne blanc, tremble, s'avance, se détache, s'agite en saccades, vibre d'un mouvement fou. Puis, avec des torsions lascives des hanches, coulée à terre, relevée à demi, les yeux fermés, elle ondule tout entière comme une bête rampante qu'on a blessée, qui va mourir...

Paraît en scène, sans qu'on l'ait vue entrer, une fillette arabe. Un sourire aigu et mystique sur ses lèvres hautaines, les yeux mi-clos, renversant la tête lentement, avec dédain, son jeune corps frêle raidi, cambré, voici qu'elle a déployé ses deux bras et tous ses doigts frémissent. — Cependant, sans bruit, avec une rapidité de mouvemens sinueux qui semblent d'un serpent qui court, une troisième file autour de la salle, décrivant des cercles compliqués. Étroitement drapée de velours rouge, les cheveux noirs collés sur le crâne plat, les lignes anguleuses et précises, le haut du corps très long, impassible, avec un sourire de sphinx, elle a la stature,

les proportions, les traits des vieilles figures égyptiennes. Renversée à gauche avec une saccade brusque des hanches, renversée à droite, monotonement elle glisse en cercles toujours plus rapides, — être sombre dont le silence et la gravité sont énigmatiques, — parfois arrêtée soudain et parcourue par des spasmes lents du tronc, par des ondes qui traversent tout son corps, ou bien, lancée de nouveau, développant une ligne magique qu'elle déroule autour des deux almées. Et dans l'assoupissement que verse la monotonie de la musique orientale, on cesse de distinguer les trois danseuses, on ne voit plus que l'enlacement sans fin des lignes qu'elles décrivent; on reste là, hypnotisé comme devant une jonglerie éternelle de boules brillantes...

A côté, un café chantant. Assis en rangs sur des coussins, les jambes croisées, des musiciens grattent des cordes, et leurs troncs se balancent au rythme. J'en regarde un qui a d'étranges yeux doux et voilés de rêveur, un sourire fin et immobile... Je sens qu'il pourrait rester là toute la nuit, avec le même sourire, tirant de sa cithare son éternelle phrase orientale.

Sur une estrade, trois femmes sont assises. Au centre, une Syrienne grasse, coiffée à la chien, débraillée, immonde. A droite, une Copte vêtue d'un pagne sombre nonchalant, chargée de colliers de cuivre, amollie, affaissée dans une attitude de tristesse et de fatigue inexprimables. A gauche, une toute jeune fille arabe, mince, étroitement serrée dans la blancheur de ses voiles, étonnamment droite, les paupières baissées, frangées de longs cils, l'air impérieux et sauvage. A certains retours de la mélopée, que répètent les cithares, sa voix se lève, et voici que son corps se redresse, se roidit, que tout son être tressaille d'un frémissement imperceptible : les minces narines dilatées tremblent, elle vibre jusqu'au bout des doigts... Dans ce corps frêle, comme dans ce chant, il y a de la dureté, de la volupté, par-dessus tout, une indicible hauteur. Et, pendant une heure, cette musique frissonne, compliquée et enfantine, sans motif reconnaissable, faite de dissonances subtiles, de quarts de tons, impossible à noter. Au bout de vingt minutes, on en sent le charme étrange, triste et voluptueux. Cela est absorbant et monotone, comme ces dessins et ces mosaïques sarrasines, comme ces arabesques dont on se perd à contempler l'enlacement complexe et infini, comme ces danses d'almées dont les Orientaux peuvent suivre pendant une nuit les enroulemens et les ondulations lentes. Cela ressemble à une ivresse d'opium ou de hachich, et l'on demeurerait là pendant des heures, ensorcelé par la succession des chants et de la musique grêle, suivant, à travers une fumée trouble de rêve, les redressemens et les frémissemens

du corps arabe. Nul spectacle, nulle lecture, nulle étude ne fait pénétrer aussi brusquement et aussi à fond dans l'âme d'une race étrangère que dix notes de sa musique. Rien ne donne aussi complètement la sensation de la distance qui nous en sépare. Un chant musulman, entendu tout d'un coup, le soir, en passant devant une mosquée; une sonnerie bouddhiste jetant un appel dans le crépuscule subit, au fond d'une étonnante forêt cinghalaise, tandis que les fûts serrés des cocotiers se mirent dans l'eau rouge des mares; des gongs hindous, des trompettes païennes vibrant sur les hautes terrasses de Bénarès, quand le soleil tombe derrière le Gange rose, sont comme des percées subites, des éclairs brusques qui, pendant une seconde, jettent une grande lueur et font tout entrevoir. Dans ces souvenirs se ramassent, se fondent toutes les sensations d'un voyage. Ici, on sentait la vie arabe, les campemens et les marches des ancêtres dans le silence et la monotonie du désert, l'âme sémite, autoritaire, traversée de secousses subites et d'élans de volonté âpre.

11 janvier.

Hier soir, vers dix heures, entrés dans le mauvais temps. Toute la nuit, roulé sur ma couchette, j'entends le vacarme de l'eau noire au dehors et des meubles lancés à terre. Il finit par engourdir, par stupéfier, ce grand tumulte qui *entre* dans le rêve, et, les yeux ouverts, dans une somnolence bizarre, comme une chose inerte, on subit cette grande force déployée dans la nuit.

A l'aube, il fait froid et l'on frissonne. Nous passons devant la Crète. Mer démontée, livide, comme le ciel; nuées échevelées, profondes, vagues de fond, tout se mêle, court, fuit dans un brouillard gris, dans une vapeur salée, avec une clameur d'eau et de vent. Et, toute la journée, le bateau tombe, tombe dans des vallées noires, se relève assommé d'un paquet glauque d'écume ruisselante, monte au-dessus d'un horizon dénivelé, d'un grand cercle de mer pâle qui oscille sur le ciel blafard, comme secoué tout entier.

Ce soir, un peu de paix se fait là-haut, mais la grande houle court toujours d'un mouvement aussi fou. Au loin, des crêtes d'eau s'allument, comme des éclairs blanchâtres, sur le tumulte gris de toute la mer.

Un crépuscule de septentrion, interminable et froid, une barre rouge, une lueur de sang figée à l'horizon, qui traîne là, douloureusement, pendant des heures... qui semble ne pas vouloir passer, vers laquelle nous avançons toujours. Triste retour dans la sombre Europe...

ANDRÉ CHEVRILLON.

LE
NOUVEAU SILVER-BILL
AUX ÉTATS-UNIS

Il n'est pas en économie politique de problème qui touche à plus d'intérêts et qui, en même temps, soit moins compris et plus débattu que la question monétaire. C'est le cas de dire : *Res nostra agitur*. Tous, tant que nous sommes, depuis le chef de l'état jusqu'au manœuvre à la campagne ou l'ouvrier dans l'usine, nous recevons nos revenus en numéraire, et c'est en numéraire aussi que nous payons tout ce que nous achetons. Si la valeur de la monnaie, c'est-à-dire sa puissance d'acquisition, augmente, avec la même quantité d'unités monétaires je pourrai me procurer plus d'objets, et avec le même revenu je serai donc plus riche. Si, au contraire, le pouvoir d'achat de la monnaie diminue, tout devenant plus cher, je ne pourrai plus obtenir autant de choses utiles. Une baisse générale des prix est désavantageuse pour les vendeurs et avantageuse pour les acheteurs; désavantageuse aussi pour les débiteurs et avantageuse pour les créanciers; car pour acquitter une même dette, il faudra livrer l'équivalent de plus de travail ou de plus de denrées. Tel propriétaire rural doit par an 20 francs de contribution foncière à l'état et 20 francs à un créancier hypothécaire : si le froment vaut 20 francs les 100 kilogrammes, il s'acquittera de ses deux obligations moyennant 200 kilogrammes de froment, tandis qu'il devrait en livrer 400, si le prix du blé tombait à 10 francs.

La découverte de l'Amérique, ayant amené en Europe un afflux considérable d'or et d'argent, alors que notre continent n'en possédait plus qu'une quantité très réduite, il en résulta, à partir du

milieu du XVI[e] siècle, une hausse rapide de tous les prix. Les conditions d'existence des différentes classes de la société se trouvèrent ainsi modifiées profondément, sans que personne en soupçonnât la cause. Ceux qui vendaient des denrées s'enrichissaient, ceux qui devaient les acheter, surtout au moyen d'un revenu fixe, s'appauvrissaient et ne parvenaient plus à vivre. Avant que tout ne s'équilibrât sur la base des prix nouveaux, il se produisit une perturbation intense et une crise permanente. Pour mettre un terme à ces souffrances parfois très dures, les classes dirigeantes eurent recours à toute sorte de mesures aussi absurdes qu'inutiles. On attribuait ces maux surtout aux accapareurs et aux exportateurs. On crut donc arrêter la hausse des prix en fixant un maximum et en frappant de droits élevés l'exportation des produits. Cela se fit principalement en Espagne, où l'arrivée de l'argent du Pérou et du Mexique provoquait d'abord le renchérissement.

Blanqui, dans son *Histoire de l'économie politique*, montre comment cette révolution monétaire contribua à la formation et à l'élévation de la classe moyenne, et Dupont-White met en relief d'une façon un peu excessive, mais très vraie au fond, une autre face du phénomène, quand il dit que Christophe Colomb apporta à l'Europe la quittance des anciennes dettes. En effet, il est admis que la moyenne des prix augmenta alors trois ou quatre fois : ainsi, un hectolitre de blé, qui, au moyen âge, s'échangeait contre la quantité d'argent contenue dans 5 ou 6 francs, valut de 16 à 18 francs. Celui qui devait une rente de 18 francs et qui pour s'acquitter devait vendre trois ou quatre hectolitres de blé, en livrait désormais un seul et en gardait deux ou trois pour lui.

Nous avons assisté à des faits économiques du même ordre, quoique dans des proportions moindres, après 1850, quand, par suite de l'exploitation des *placers* de la Californie et de l'Australie, la production annuelle de l'or fut décuplée, s'élevant jusqu'à 750 millions de francs, au lieu de 75 millions comme dans la période précédente. Il en résulta une hausse des prix sensible que les deux statisticiens les plus compétens en cette matière, MM. Jevons et Soetbeer, estiment avoir été de 18 à 20 pour 100. Si elle ne fut pas plus considérable, c'est parce qu'un accroissement prodigieux des entreprises, de la production et des échanges fit presque équilibre à l'augmentation si brusque et si inouïe des agens métalliques de la circulation. Les contribuables, les industriels, les fermiers, les propriétaires et surtout les états obérés en retirèrent un grand avantage, à ce point que M. Paul Leroy-Beaulieu a pu dire, peut-être avec quelque exagération, que c'est grâce à l'or des placers et au progrès des machines que la France échappa alors à la banqueroute (*Science des finances*, II, p. 232). Mais,

d'autre part, ceux qui avaient un revenu fixe se trouvèrent gênés par la cherté croissante de la vie. Il fallut même, en plusieurs pays, augmenter le traitement des fonctionnaires. Ces exemples prouvent à quel point ce qui concerne la monnaie a d'influence sur les conditions d'existence de tous.

L'intime solidarité que le commerce établit aujourd'hui entre tous les peuples rend ce fait encore plus sensible. Un grand état ne peut modifier sa législation monétaire sans que tous les autres pays en ressentent le contre-coup. Quand, après 1816, l'Angleterre, abandonnant définitivement l'emploi simultané de l'or et de l'argent, adopta l'étalon d'or et qu'en même temps, pour reprendre les paiemens en espèces, elle attira à elle plus d'un demi-milliard de francs d'or, précisément au moment où les mines de l'Amérique livraient une quantité notablement réduite des deux métaux, il en résulta dans le monde entier une intense et longue crise de contraction monétaire et de baisse des prix, caractérisée par les souffrances de l'agriculture et de l'industrie que signalent les écrits du temps. Après 1870, l'Allemagne, grâce à l'indemnité de guerre de 5 milliards, crut pouvoir passer facilement à l'étalon d'or, à l'exemple de l'Angleterre, et elle commença à démonétiser l'argent. Les états de l'union latine, ne voulant pas continuer à maintenir leurs hôtels des monnaies ouverts à l'argent que le gouvernement allemand vendait, suspendirent la frappe libre de ce métal; les autres pays, sauf l'Inde et le Mexique, en firent autant, et depuis ce moment l'or seul doit faire l'office d'instrument d'échange international qui était naguère accompli par les deux métaux. Il en est résulté, — d'après un grand nombre de financiers et d'économistes dont je fais partie, — une contraction monétaire et une baisse des prix tout à fait semblables à celles de la période 1820-1830.

Au mois de juillet dernier, les États-Unis adoptent une loi qui oblige le trésor à acheter chaque mois 4,500,000 onces d'argent. Ce nouveau *silver-bill* a pour effet de faire remonter, en septembre, le prix de l'argent sur le marché de Londres de 42 à 54 pence l'once *standard*. Aussitôt les conséquences de cette hausse se font sentir dans le monde entier. Nos écus de 5 francs qui ne valaient plus intrinsèquement que 3 fr. 50 reprennent une valeur d'environ 4 fr. 50. Cela ne nous touche guère, car ces écus, investis par la loi du plein pouvoir libératoire, circulent au pair de l'or; mais cette hausse du métal blanc engage les états qui l'ont pour étalon, la Russie et l'Autriche, à chercher les moyens de passer à l'étalon d'or. D'autre part, le commerce avec l'extrême Orient et même avec l'Autriche est soumis à des perturbations violentes qui entravent les exportations. Les exportateurs de Trieste et de Fiume, de la Chine, de l'Inde et du Japon se plaignent de ne plus trouver

d'acheteurs. Et, en effet, le commerçant européen, qui pouvait faire venir des marchandises de ces régions quand il les payait avec de l'argent à 42 pence, ne le peut plus quand ce métal lui coûte plus de 50 pence. Si à Washington la chambre des députés, bientôt renouvelée, en arrivait à voter la frappe libre de l'argent, comme l'a fait déjà le sénat, le prix de ce métal remonterait probablement, relativement à l'or, à l'ancien rapport de 1 à 16, c'est-à-dire à 59 pence à Londres, et les changemens qui en résulteraient dans la circulation universelle, dans les prix des marchandises et dans les relations commerciales du monde entier seraient si considérables qu'il est difficile d'en prévoir toute la portée. La nouvelle législation monétaire des États-Unis offre donc pour tous un intérêt si direct et si important qu'il est urgent de l'étudier attentivement et dans ses principes et dans ses effets ultérieurs. Pour bien comprendre les motifs qui l'ont dictée, il faut résumer rapidement l'histoire de la monnaie dans l'Union américaine.

I.

Avant la guerre de l'indépendance, la monnaie en circulation dans les colonies de la Nouvelle-Angleterre se composait principalement de dollars mexicains. Pendant la guerre, le numéraire devint si rare qu'on fut obligé de se servir de pesées de tabac comme instrument d'échange. A peine constitué, l'un des premiers soins du gouvernement fédéral fut d'adopter un système monétaire complet. Les hommes politiques du temps étaient favorables à l'emploi simultané des deux métaux comme monnaie principale. Hamilton, le premier secrétaire du trésor, dans son célèbre rapport au congrès sur cette matière (1791), recommande d'établir l'unité de valeur à la fois sur l'or et l'argent, et la raison qu'il en donne est remarquable : « Annuler, dit-il, l'emploi de l'un des deux métaux comme monnaie, c'est diminuer la quantité des intermédiaires de l'échange et s'exposer à toutes les objections qui ressortent d'une comparaison entre les bienfaits d'une circulation pleine et les maux d'une circulation insuffisante. » Le souvenir des souffrances résultant d'un manque d'instrumens d'échanges était encore présent dans tous les esprits et révélait les vrais principes à cet égard. Jefferson partageait la même manière de voir : — « Je vous retourne votre rapport sur la *Mint*, écrit-il à Hamilton, et je pense comme vous que l'unité doit avoir pour base les deux métaux. Février 1792. »

La loi monétaire adoptée par le congrès, le 2 avril 1792, et intitulée : *An act establishing a Mint and regulating the coins of the united-states,* établit ce que l'on appelle maintenant le bimétal-

lisme, par des prescriptions semblables à celles de l'an XI en France, mais plus précises encore. L'unité monétaire est le dollar contenant 371 4/16e grains d'argent pur ou 416 d'argent standard, le dollar d'or contenait 24 grains 75 de métal pur. L'article 15 de la loi portait que « la proportion de valeur » *(proportional value)* serait de 15 à 1 dans toutes les pièces de monnaie, « c'est-à-dire que 15 livres de poids d'argent pur seraient, en tout paiement, d'égale valeur qu'une livre d'or pur. » L'article 14 autorisait toute personne à apporter à l'hôtel des monnaies des lingots, soit d'or, soit d'argent, lesquels seraient restitués monnayés gratuitement. Ce régime constituait donc le bimétallisme parfait, à savoir la frappe libre et gratuite des deux métaux précieux investis également d'un pouvoir payant sans limite d'après un rapport de poids déterminé par la loi.

Le rapport de 1 à 15 établi entre les deux métaux fixait la valeur de l'or trop bas, car déjà alors régnait en France le rapport de 1 à 15 1/2, que la loi de l'an XI (1803) devait définitivement sanctionner et maintenir jusqu'en 1873. Il s'ensuivit qu'il était profitable d'exporter l'or en Angleterre et en France; l'argent seul resta dans la circulation aux États-Unis. Cependant, de 1793 à 1834, il y fut frappé pour 11,988,890 dollars d'or, ce qui avait absorbé presque toute la production, qu'on estime avoir été de 14 millions de dollars pendant la même période.

En 1834, une nouvelle loi monétaire fut adoptée. Elle réduisit l'or pur contenu dans l'aigle de 10 dollars de 249 1/2 à 232 grains, en portant l'alliage de 1/12e à environ 1/10e. Il résultait de ce changement que le rapport entre les deux métaux était de 16 à 1, décision que l'on n'a pu expliquer, car depuis trente-quatre ans le rapport français de 15 1/2 à 1 était devenu la règle générale. La frappe libre et le pouvoir payant illimités avaient été conservés à l'or comme à l'argent. La loi monétaire de 1837 codifia les lois précédentes et adopta définitivement pour toutes les monnaies l'alliage de 1/10e en usage en France. Le rapport entre les deux métaux précieux fixé à 1:16 portait trop haut la valeur de l'or et trop bas celle de l'argent. Il y avait donc avantage à porter ce dernier métal en Europe, où il avait une puissance d'acquisition plus grande. Il s'ensuivit qu'on exporta même les pièces divisionnaires d'argent qui étaient au même titre que le dollar étalon. Pour les conserver en faveur des menus paiemens, il fallut réduire l'argent contenu dans le demi-dollar de 206 1/4 à 192 grains et de même pour les pièces plus petites.

En 1873, le congrès vota une loi qui modifia du tout au tout le système monétaire, sans que ni députés ni sénateurs s'en rendissent compte. L'unité fut désormais le dollar d'or contenant 24.75 grains de métal pur; l'ancien dollar d'argent « des pères »

fut supprimé et on y substitua un dollar « commercial » de 420 grains, mais qui ne pouvait être valablement offert en paiement que jusqu'à 25 dollars, et, en même temps, la frappe libre de l'argent était interdite. Les États-Unis passaient ainsi à l'étalon d'or, au moment où la circulation se faisait uniquement au moyen de papier-monnaie jusqu'à concurrence de 902,953,635 dollars et où la dette s'élevait à 2,678,103 dollars. La charge pesant sur les contribuables, déjà si énorme alors, se trouvait ainsi augmentée dans une proportion considérable et inconnue, au profit des détenteurs des fonds d'État, la plupart étrangers et surtout Anglais. Le *bill* qui démonétisait l'argent ne fut ni lu, ni discuté sérieusement. Comme le dit le professeur Loughlin dans son *Histoire du bimétallisme aux États-Unis* : « Le sénat s'occupa principalement de la question du frai et du seigneuriage, et la chambre des députés de celle du salaire des fonctionnaires de la *Mint*. » — A une question posée par M. Potter, député de New-York, le premier rapporteur, M. Kelley, répondit que la loi ne changeait nullement la valeur des monnaies. Quelques années plus tard, il dit : « Je ne connais pas de mystère comparable à celui du vote qui supprima l'ancien dollar d'argent; personne n'a jamais pu me dire comment et pourquoi cette mesure a été votée. » En 1877, le général Garfield dit dans un discours à ce sujet : « Il n'y eut pas d'appel des *oui* et des *non*. Il n'y avait pas d'opposition. Ce *bill* fut voté par le congrès, comme le sont des douzaines de *bills*, sur le rapport du président du comité spécial. » Cela s'explique; le second rapporteur, M. Hooper, obtint la suspension du règlement, ce qui permettait de ne pas lire le *bill*. « Il est très long, dit-il, et ceux qui s'y intéressent en ont pris connaissance. »

Je rapporte ces détails comme un curieux exemple de la marche du mécanisme parlementaire aux États-Unis : il montre sur le vif comment le congrès, accablé de besogne, expédie les votes, et il le faut bien : plus de 16,000 *bills* ont été « introduits » durant la dernière session.

Aussitôt que la portée de la nouvelle loi fut connue, une surprise mêlée d'indignation s'empara du public. C'est un tour que nous ont joué les créanciers anglais, dit-on de toutes parts : l'oncle Sam s'est laissé voler en dormant par John Bull. Un mouvement d'opinion irrésistible se fit dans tout le pays en faveur de la réhabilitation de l'argent et du « dollar des pères. » Le congrès dut y obéir. En novembre 1877, M. Bland proposa un *bill* autorisant « la frappe libre du dollar d'argent *standard* et lui restituant le caractère de monnaie-étalon (*legal tender*). » Il fut adopté par 164 voix contre 34. Le sénat, sur le rapport de M. Allison, maintint la restauration de l'ancien dollar, avec pouvoir illimité de paiement; mais

à la frappe libre il substitua l'obligation pour le trésor d'acheter chaque mois de l'argent à monnayer en dollars pour une somme de 2 millions de dollars au moins et de 4 millions au plus. C'est là la loi si connue en Europe sous le nom de *Bland-bill*, désignation inexacte, car le député Bland avait obtenu à une énorme majorité le rétablissement de la frappe libre de l'argent. Le président Hayes, on s'en souviendra, opposa à l'*Allison-bill* un *veto*, qui fut annulé le jour même, 28 février 1878, à la majorité des deux tiers, par la chambre, 196 *oui*, 73 *non*, et par le sénat, 46 *oui* contre 19 *non*.

En même temps, un sénateur de l'Ohio, M. Matthews, obtint des deux chambres, 29 janvier 1878, le vote d'une résolution peu connue en Europe, quoiqu'elle soit de première importance pour tous ceux qui détiennent des titres quelconques des États-Unis. Ce bill porte que les obligations (*bonds*), ayant été stipulées remboursables, capital et intérêts, en monnaie légale (*coin*), à une époque où le dollar d'argent de 412 grains 1/2 avait cours légal, les États-Unis ont, à leur option, le droit de faire tout remboursement en cette monnaie. Il s'ensuit que, quelle que puisse être un jour la dépréciation de l'argent, l'Union aura toujours le droit de payer ses dettes en ce métal.

Depuis 1878, le trésor américain a régulièrement acheté, chaque mois, pour 2 millions de dollars d'argent, au fur et à mesure monnayés en dollars *standard*. Comme, depuis la guerre de la sécession, le peuple s'était habitué à se servir principalement de papier-monnaie, ces dollars eurent peu de succès et ils allèrent s'entasser en montagnes dans les caves publiques, qu'il fallut sans cesse agrandir, jusqu'au moment où l'on s'avisa de les représenter par des *silver-certificates*, certificats de dépôt. Sous cette forme, ils entrèrent peu à peu, presque en totalité, dans la circulation, à l'égal des autres billets de banque.

Malgré le succès de cette dernière combinaison financière, l'*Allison-bill* ne produisit aucun des effets qu'en avaient espéré ses partisans : il n'arrêta ni la dépréciation du métal blanc, ni la baisse continue du prix des denrées. Aussi l'agitation en faveur de la réhabilitation complète de l'argent recommença bientôt avec une intensité croissante. Les États-Unis essayèrent d'abord de s'entendre avec l'Europe, et spécialement avec la France, pour l'adoption du bimétallisme international, sur la base d'un rapport identique entre les deux métaux, ce qui impliquait le rétablissement de la frappe libre de l'argent. Mais les deux conférences monétaires de 1878 et de 1881 n'ayant abouti qu'à des vœux platoniques en faveur de la continuation de l'emploi de ce métal, les Américains commencèrent à se persuader qu'ils pourraient agir seuls, sans le concours de l'Europe.

La conviction se répandit partout que la cruelle détresse de

l'agriculture tant dans le midi que dans l'est, conséquence de la baisse générale des prix, était due à l'insuffisance des moyens de circulation. La population de l'Union, disait-on, s'accroît, chaque année, de plus d'un million et demi d'habitans; des régions entières se peuplent et s'ouvrent au commerce; le réseau des chemins de fer s'étend si rapidement que parfois en trois ans on construit autant de milles de chemins de fer qu'il en existe dans la France entière; la production et les échanges s'accroissent par conséquent d'une façon inouïe et, d'autre part, les agens de la circulation ne se multiplient pas en proportion des besoins; il en résulte une contraction monétaire qui écrase principalement les producteurs et les débiteurs. Sans doute pendant les onze dernières années, on a monnayé pour 343 millions de dollars d'argent; mais, comme, d'un autre côté, le total des billets des banques particulières est tombé de 356 millions de dollars, en 1878, à 128 millions de dollars, en 1890, la frappe de l'argent n'a fait que compenser cette énorme réduction, et la circulation ne s'est accrue que de la quantité d'or monnayée chaque année, ce qui est manifestement insuffisant. Avec un territoire qui embrasse tout un continent, de l'Atlantique au Pacifique, avec une population de 65 millions d'habitans, avec un réseau de voies ferrées plus étendu que celui de toute l'Europe, les États-Unis ont, comme monnaie étalon, moins d'or et moins d'argent que la France, qui n'a pas 39 millions d'habitans et qui est moins grande qu'un seul des états qui forment l'Union, c'est-à-dire que le Texas.

Le mouvement en faveur de l'argent entraîna, non-seulement tout l'ouest, mais le centre et le sud, surtout depuis qu'il reçut l'appui énergique de la puissante *Alliance des fermiers*. Les pétitions en faveur de la frappe libre affluèrent au congrès. Le secrétaire des finances, M. Windom, quoique au fond hostile, se vit obligé, dans son rapport annuel pour 1889, de recommander certaines mesures favorables au métal blanc. Mais elles furent jugées insuffisantes. En 1890, un grand nombre de bills autorisant la frappe libre furent introduits dans le sénat et dans la chambre des députés. Celui de M. Culverson, du Texas, était le plus simple et le plus efficace. Il ne contenait que cette phrase : « Toutes les lois ou parties de lois qui limitent le monnayage du dollar d'argent sont rappelées. » Il serait trop long de suivre le sort de ces différens projets dans la mêlée des débats et des amendemens au sein des deux chambres. Il nous suffit de constater les résultats.

Le sénat adopta, par 43 voix contre 24, un article qui rétablissait le système bimétallique, en des termes si précis qu'ils méritent d'être reproduits : « L'unité de valeur aux États-Unis sera le dollar, qui sera monnayé de 412 grains 1/2 d'argent *standard*, ou

de 25 grains 8 d'or *standard*, et les pièces ainsi frappées seront monnaie légale (*legal tender*) pour toutes dettes publiques ou privées. Tout propriétaire de lingots soit d'or, soit d'argent, pourra les déposer à l'hôtel des monnaies pour y être convertis en dollars *standard*, sans frais pour lui, etc. » Cet article fut repoussé dans la chambre des députés par 152 voix contre 135. Après une conférence des délégués des deux chambres, le *silver-bill* actuel fut voté, le 11 juillet dernier (1890), par 122 voix contre 90, tous les *oui* émanant des républicains, tous les *non* des démocrates. Comme ceux-ci n'ont émis un vote négatif que parce qu'ils voulaient la frappe libre, on peut dire que l'unanimité des membres du congrès voulait au moins les mesures actuelles en faveur de l'argent.

Ces mesures, en substance, sont celles-ci : le secrétaire du trésor est tenu d'acheter chaque mois 4,500,000 onces d'argent, au prix du jour, jusqu'à la limite de 1 dollar par 371 grains 25 de métal pur, ce qui correspond à la valeur légale ou au rapport avec l'or de 1:16. Le paiement en sera fait en billets du trésor, remboursables à vue, en monnaie légale (*coin*), c'est-à-dire en or ou en argent, à l'option du secrétaire du trésor, « la politique monétaire des États-Unis étant de maintenir entre les deux métaux la parité sur la base du rapport légal ou de tout autre rapport qui peut être établi par les lois. » Deux millions d'onces seulement seront monnayés chaque mois jusqu'au 1er juillet 1891, et après cette date, autant d'onces seulement qu'il sera nécessaire pour le remboursement des billets du trésor prévus dans cet *act*. Telle est la loi qui apporte, depuis qu'elle a été votée, des perturbations si grandes et si soudaines dans le monde financier et commercial de l'univers entier.

II.

Le nouveau *silver-bill* a été jugé sévèrement en Europe : ce n'est rien moins, a-t-on dit, qu'une immense escroquerie commise aux dépens du peuple américain et en faveur des producteurs d'argent. Rien n'est moins justifié que cette appréciation. Ce qui le prouve manifestement, c'est que les seuls opposans que le *bill* ait rencontrés sont, comme nous l'avons vu, ceux qui voulaient davantage. Sans doute, il est contraire aux principes concernant la monnaie généralement admis aujourd'hui. Il paraît absurde d'obliger l'État d'acheter chaque mois une quantité fixe d'argent, surtout pour l'entasser sans le monnayer. Mais les Américains répondent à cela : cet argent acheté, — monnayé ou non, — circulera sous forme de certificats ou de billets du trésor, et il nous procu-

rera les moyens d'échange qui aujourd'hui font défaut à l'expansion économique du pays, et c'est là l'essentiel.

Les motifs qui ont imposé l'adoption du bill, même aux républicains les moins favorables à l'argent et à toute « inflation, » ont été très clairement exposés dans la discussion. Tout d'abord on a fait valoir l'intérêt de l'agriculture. Elle subit, on le sait, une crise désastreuse qui n'a fait que s'aggraver depuis quinze ans et que récemment M. de Kératry a si bien décrite ici même. On peut en lire aussi les navrans détails dans les revues américaines (1). Fermiers et propriétaires, très entreprenans, ont beaucoup emprunté, et, par suite de la baisse des prix des denrées, la valeur, soit de la terre, soit du matériel d'exploitation, n'équivaut plus à la dette. C'est donc, en quelque sorte, la banqueroute de la classe agricole, qui est encore prédominante aux États-Unis. « Supposons, dit le député Lind, une ferme du Minnesota produisant 1,000 bushels de froment en 1873 et en 1889. Les frais de production seront les mêmes, disons 700 bushels ; il restera ainsi au cultivateur 300 bushels, soit le même surplus disponible aux deux époques. Mais il résulte de la table des prix que ce surplus valait à New-York, en 1873, 393 dollars, et en 1889 269 dollars seulement. C'est donc la misère pour l'exploitant. En 1873, un bushel de froment équivalait à 33.41 grains d'or, et à 20.89 seulement en 1889. La baisse générale des prix a atteint toutes les classes, mais sur-

(1) Pour montrer l'importance qu'on attache à cette question, il suffit de noter que le même numéro de l'une des principales revues américaines, le *Forum* pour novembre dernier, contient deux importans articles relatifs à ce sujet : *Embattled farmers* par le révérend docteur W. Gladden, et *Western farm mortgages* par D. Reaves Goodloe. La baisse du prix des fermages et des terres est un fait général, et on ne sait que trop à quelles plaintes elle donne lieu et à quelles mesures de protection on a partout recours pour y porter remède. J'estime que dans toute l'Europe la valeur du sol cultivé a diminué d'un quart au moins, et plutôt d'un tiers. Nul pays n'a été plus durement atteint sous ce rapport que l'Angleterre. Et voici quelques exemples curieux empruntés à l'année qui vient de finir (1890). Le domaine de Brackenburgh, Lincolnshire, est hypothéqué, il y a vingt ans, pour 36,000 livres sterling ; on y dépense 10,000 livres sterling ; il est évalué aujourd'hui 19,000 livres sterling. Tilshead-manor, North-wilts, acheté 12,000 livres sterling, hypothéqué pour 10,000 livres sterling, ne trouve pas acquéreur à 5,400 livres sterling. Le duc de Newcastle a vendu à un brasseur pour 137,000 livres sterling le magnifique domaine de Worksop-manor, acheté par son père 375,000 livres sterling en 1840. Le domaine de Bandirran en Écosse, acheté 90,000 livres sterling en 1870, est offert en vain pour 43,000. La terre d'Auchterhouse, Forfarshire, achetée, il y a quinze ans, 31,500 livres sterling, est vendue 16,000 livres sterling. Parmi les vendeurs de terres patrimoniales, on voit les plus grands noms : le duc de Fife, le duc de Buccleugh, lord Clinton, lord Carlisle, le comte d'Egmont, le comte de Devon, le comte Amherst, lord Ashburton, le marquis de Huntley, etc. En Écosse, cinq grands domaines, évalués chacun plus de 200,000 livres sterling (5,000,000 de fr.), sont à vendre sans trouver d'acheteur ; beaucoup de fermes restent en friche, faute de fermiers. En Irlande, la baisse des denrées, en ruinant les tenanciers, a fait naître la crise agraire actuelle.

tout les cultivateurs, et elle est due à la proscription de l'argent. »

Un autre député, M. Steel, montre l'influence exercée par cette proscription sur toutes les dettes hypothécaires. « Au moment où le propriétaire contractait la dette, il pouvait payer 1 dollar au moyen d'un demi-bushel de froment ou de 5 livres de coton. Aujourd'hui il doit donner 1 bushel 1/2 de froment ou 12 livres de coton. C'est donc la ruine de tout propriétaire et de tout fermier endetté. »

Au sénat, M. John Jones faisait remarquer que ce sont précisément les gens qui empruntent qui forment la partie active de la nation. « La dette, disait-il, est la caractéristique de la société moderne. C'est par la dette que s'est accompli le merveilleux développement de la civilisation au XIXe siècle. Qui emprunte dans notre pays? qui sont les débiteurs? Les hommes entreprenans et industrieux, ceux qui travaillent, qui créent des industries, qui, prévoyant l'avenir, se lancent dans des entreprises nouvelles. Partout ce sont les débiteurs qui représentent l'énergie « constructive. » Ce sont eux qui créent la richesse et assurent la prospérité des nations. C'est en empruntant qu'ils enrichissent la communauté. Ils forment cette foule active, toujours en mouvement, toujours occupée à faire valoir notre fonds productif, et c'est à elle que les États-Unis doivent leur grandeur et leur puissance. En augmentant le poids de la dette, c'est donc la force dynamique de notre pays que vous écrasez. »

Le député Wickham, se plaçant au point de vue juridique, faisait ressortir combien il était injuste de donner pour base à tous les contrats une unité monétaire, l'or, dont la valeur allait croissant, en raison de sa rareté relative. La qualité essentielle de toute monnaie, disait-il, est de conserver une valeur stable : en empêchant, par la proscription de l'argent, l'instrument des échanges de s'accroître en raison des besoins de la circulation, on provoque une hausse continue de l'unité monétaire, et par conséquent on fausse la base de tous les contrats et on lèse gravement l'intérêt de tous les producteurs.

Il est encore une autre considération qui a exercé une influence décisive sur les résolutions du congrès. L'importation du blé de l'Inde en Europe est favorisée par une prime qui est d'autant plus considérable que le métal blanc est plus déprécié. En effet, supposons que le froment se cote à Bombay 8 roupies ou 16 shellings les 100 kilogrammes. Comme je le vendrai payable en or à Londres, si l'argent est déprécié de 25 pour 100, je pourrai me procurer ces 16 shellings ou 8 roupies moyennant 12 shellings or. Je pourrai donc vendre en Angleterre le blé indien à 12 shellings,

plus les frais. En vertu de la loi de l'offre et de la demande, le prix moyen sur le marché d'une denrée est déterminé par la quantité de cette denrée qui s'offre à meilleur compte. Par conséquent, c'est le blé indien qui règle le prix du blé anglais et du blé américain, et cela d'autant plus que les exportations de blé de l'Inde augmentent sans cesse et s'élèvent presque à la moitié de celles des États-Unis. C'est ainsi que la baisse de l'argent ruine les cultivateurs de l'Amérique et de l'Europe. Si la valeur de l'argent était ramenée à son ancien taux, pour se procurer 16 shellings ou 8 roupies argent à Londres, il faudrait vendre le blé de l'Inde 16 shellings-or, et ce serait ce prix que les cultivateurs américains et européens obtiendraient désormais pour leur grain. Il en est de même pour le coton. On voit donc quel colossal intérêt pousse les États-Unis à favoriser la hausse du métal blanc, et l'on s'explique l'unanimité que rencontre dans les deux chambres du congrès toute mesure qui paraît devoir amener ce résultat.

Il nous faut examiner maintenant quels seront les effets du nouveau *silver-bill* et pour l'Amérique et pour l'Europe. Et d'abord, l'achat de 4,500,000 onces d'argent imposé au trésor suffira-t-il pour ramener l'argent à l'ancien rapport légal, relativement à l'or, de 16 à 1, soit à 59 pence l'once à Londres, comme l'espèrent les partisans du bill ? Les résultats obtenus par le *Bland-bill* de 1878 ne sont guère encourageans à cet égard.

Les États-Unis ont d'abord, de 1873 à 1876, acheté 31 millions 603,905 onces d'argent, au prix de 37,571,148 dollars, pour en faire de la monnaie divisionnaire (*subsidiary coins*). Du 28 février 1878 au 1er novembre 1889, il a été acquis 299 millions 889,416 onces d'argent, pour 286,930,633 dollars, qui ont été frappées en 343,638,001 dollars *legal-tender*, avec plein pouvoir payant. Sur ce total, 60,098,480 dollars, ou moins de 1 dollar par tête, étaient en circulation au 1er novembre 1889; 283 millions 539,521 dollars étaient déposés dans les caves du trésor, mais 277,319,944 dollars circulaient sous forme de *silver-certificates;* l'excédent n'agissant pas comme instrument d'échange n'était que de 6,219,577 dollars. On peut donc affirmer que la tentative de faire emploi de l'argent comme moyen de paiement sous forme de certificat a complètement réussi, et c'est même l'un des motifs qui a engagé le congrès américain à donner une place encore plus large dans la circulation au métal blanc.

Mais, d'un autre côté, les achats si considérables faits par les États-Unis n'ont pas empêché la baisse continue du prix de ce métal, comme le montre un rapport récent de M. William Windom, secrétaire du trésor. (*Silver. — Washington, Printing office*, 1889.)

« En 1873, date où commencent les achats d'argent pour la

monnaie divisionnaire, la valeur marchande du dollar, contenant 371.25 grains d'argent fin, était d'environ 1 1/2 cent (le *cent*, centième partie du dollar, vaut un peu plus de 5 centimes) plus élevée que celle du dollar d'or. Au 1[er] mars 1878, quand commencèrent les achats pour le monnayage des dollars, la valeur du dollar d'argent n'était plus que de 0.93 dollar or, et maintenant (novembre 1889) elle est tombée à 0.72 dollar or. En d'autres termes, l'argent est tombé, relativement à l'or, de 28 pour 100 dans ces dernières seize années, et de 20 pour 100 depuis le commencement des achats de 1878. »

Cette baisse continue s'est produite, quoique la quantité d'argent acheté augmentât à mesure que le prix en baissait, puisqu'en vertu du *Bland-bill*, il fallait en acquérir pour 2 millions de dollars par mois. Au 1[er] mars 1878, au prix de 54 15/16 pence l'once *standard,* ou de 1.20429 dollar par once de fin, les 2 millions de dollars employés mensuellement achetaient 1,660,729 onces de fin, qui livraient 2,147,205 dollars *standard.* Au prix moyen de l'année fiscale, finissant au 30 juin 1889, soit au prix de 42 pence 49 l'once *standard*, équivalant à 0.93163 dollar l'once de fin, les 2 millions de dollars employés mensuellement achetaient 2 millions 146,755 onces de fin, qui livraient 2,775,628 dollars *standard.*

Certes, si les États-Unis continuent à acheter chaque mois 4 millions 500,000 onces d'argent, le prix s'en relèvera, puisqu'il a suffi, l'an dernier, en mai-juin, de la perspective encore incertaine de certaines mesures favorables à l'argent qui pouvaient être adoptées par le congrès pour faire monter de dix pence environ le prix de ce métal. Mais maintenant, dans quelle mesure se produira cette hausse? Nul ne peut le dire. Ce qui est certain, c'est que le prix de l'argent ne sera pas stable tant qu'il n'aura qu'un marché à prix débattu, car le moindre excédent dans l'offre suffira pour amener une baisse hors de proportion avec l'accroissement de la production. Il n'y a évidemment que la frappe libre et illimitée, d'après un rapport légal avec l'or, qui puisse donner aux métaux précieux une valeur fixe. Reste à voir si les États-Unis pourraient, par ce moyen, rendre à l'argent son ancienne valeur? En tout cas, il est hors de doute que nul pays ne pourrait tenter cette entreprise avec autant de chances de succès que la grande république transatlantique, pour les motifs suivans.

Premièrement, le rapport de 1 à 16 entre l'or et l'argent empêcherait les envois d'argent en échange d'or faits par l'Europe pour le compte des arbitragistes, puisque, l'argent n'ayant aux États-Unis qu'un pouvoir payant seize fois moindre que l'or, au lieu de quinze fois et demie en Europe, il faudrait envoyer à New-York

16 kilogrammes d'argent pour obtenir 1 kilogramme d'or qui, monnayé en Europe, n'équivaudrait qu'à 15 kilogrammes 1/2 d'argent. Donc, la perte sur l'opération serait de 1/2 kilogramme d'argent ou 100 francs, plus les frais. Il n'y aurait à redouter que les ventes pour compte des gouvernemens, auxquelles ceux-ci renonceraient peut-être, comme l'Allemagne le proposait au congrès monétaire de 1881. Secondement, les États-Unis, étant le plus grand producteur d'argent (1,227,141 kilogrammes sur 3,137,175 kilogrammes de production totale en 1888), ne feraient qu'ouvrir un débouché au produit de leur sol. Troisièmement, la puissante confédération, se développant d'une façon inouïe en population, en territoires défrichés et peuplés, en richesses de toute sorte créées et échangées, a besoin d'instrumens de circulation en quantité rapidement croissante, ainsi que le prouvent et l'emploi sans cesse plus grand des *silver-certificates* et les mesures proposées par les différens partis pour augmenter les agens de l'échange. Il serait donc possible que tout l'argent monnayé par la frappe libre pénétrât dans la circulation sans rendre inutile l'or existant et, par conséquent, sans en amener l'exportation.

D'ailleurs, le bilan général de l'argent nous montre que la quantité disponible est minime. Voici le calcul très frappant que fait, à ce sujet, un statisticien dont c'est la spécialité, M. Ottomar Haupt.

La production de l'argent, en 1889, a été de 125 millions d'onces et l'emploi de 130,480,000 onces pour la monnaie et de 17 millions 600,000 onces pour les arts; total : 148,080,000 onces (1). La consommation dépasse ainsi la production de 23,080,000 onces.

(1) D'après M. Haupt, l'emploi de l'argent dans les différens pays sera pour les quelques années suivantes en onces de métal fin :

États-Unis	54,000,000
Inde anglaise	41,600,000
Chine	12,800,000
Japon	7,680,000
Cochinchine	640,000
Singapour (*straits settlements*)	3,200,000
Angleterre et ses colonies	3,200,000
Autriche	3,840,000
Serbie et Bulgarie	1,920,000
Balance restant au Mexique	1,600,000
Total	130,480,000
Emploi par les arts	17,600,000
Total général	148,080,000

Rien n'est compté pour la Russie, l'Amérique méridionale et l'Afrique.

La frappe libre se trouvant en présence, non d'un excédent, mais d'un manquant, devrait donc, en vertu des lois économiques, ramener le prix de l'argent au taux légal, soit à dollar 1.29 ou 59 pence l'once. Quand même les 70 millions de dollars d'argent qu'on pourrait frapper ne seraient pas absorbés par les besoins croissans de numéraire et élimineraient une quantité égale d'or, comme les États-Unis possèdent pour 700 millions de dollars de ce métal, il en résulterait qu'il faudrait dix ans pour que, tout l'or étant exporté, l'action de la frappe bimétallique libre perdît son action régulatrice sur le prix de l'argent. C'est seulement quand une traite tirée sur New-York ne pourrait plus être payée qu'en argent, que le prix de ce métal et le change sur les États-Unis se règleraient d'après le cours variable du métal blanc à Londres.

D'ailleurs, l'or ne serait pas soustrait aux États-Unis aussi facilement et aussi vite qu'on serait tenté de le croire. Les 120 millions de francs (24 millions de dollars) d'argent frappés sous l'empire du *Bland-bill* n'ont pas empêché l'Amérique d'enlever de l'or en Europe et d'en accumuler pour 3 milliards et demi de francs en dix-sept ans. Le métal jaune ne pourrait être exporté par des opérations d'arbitrage sur l'argent, car à l'état de monnaie en Europe il a une moindre valeur qu'en Amérique, et à l'état de lingots, comme l'a souvent affirmé M. Freemantle, directeur de la *Mint* anglaise, il n'en existe nulle part d'approvisionnement considérable.

L'or serait sans doute exporté en vertu d'un change défavorable, dans le cas où l'abondance du numéraire amènerait une notable hausse des prix et favoriserait par suite les importations de marchandises étrangères, mais le fameux bill Mac-Kinley a pourvu à ce danger. Déjà précédemment, la balance du commerce était, en général, favorable aux États-Unis. Elle le sera bien plus, maintenant que les droits protecteurs ont été relevés d'une façon exorbitante et que les formalités les plus vexatoires et les plus arbitraires dans l'exécution entravent l'envoi des produits européens. Des mesures de représailles sont impossibles, car nous ne pouvons nous passer de leur blé, de leur coton, de leur lard, de leur pétrole, et ils peuvent, eux, se dispenser d'acheter nos objets manufacturés, car ils les fabriquent eux-mêmes plus chèrement, il est vrai, mais mieux que nous. Il est donc possible que, grâce au prodigieux développement de la population, de la richesse et des échanges, l'Union puisse maintenir son rapport légal entre l'or et l'argent, même avec la frappe libre des deux métaux, pendant un certain nombre d'années dont il est impossible de prévoir le terme. Néanmoins, comme il n'est pas probable qu'elle puisse, à défaut

d'une convention internationale bimétallique, annuler la loi de Gresham et garder, en droit et en fait, le double étalon pendant soixante-dix ans, comme l'a fait la France, de 1803 à 1873, ainsi que l'affirmait récemment encore M. Léon Say, il nous faut examiner ce qui adviendrait le jour où les États-Unis deviendraient pratiquement un pays à monnaie d'argent, en regard de l'Europe, où la base des transactions resterait l'or. Les conséquences en seraient graves, surtout pour notre continent.

III.

Les États-Unis ayant, comme la France, le droit de payer en argent l'intérêt et le capital de leurs *bonds*, en vertu de la teneur même des titres, confirmée par la résolution Matthews de 1878, il en résulterait d'abord que la valeur de ces titres se déprécierait dans la même proportion que le métal blanc. Il en serait de même pour le change sur l'Amérique. Supposons que le taux de l'argent, qui ne serait plus soutenu par l'action de la frappe libre bimétallique, retombe au même niveau que l'an dernier, soit à 42 ou 43 pence, il s'ensuivrait que toute traite tirée sur New-York ne se négocierait qu'avec une perte d'environ 25 pour 100. On sait combien un semblable état de choses est désastreux pour tout pays qui est tenu de payer à l'étranger des intérêts en or, et qui doit faire des emprunts au dehors, car cet or, il ne peut l'obtenir que moyennant une forte prime, et les banquiers ne lui font de nouvelles avances que sur promesse de s'acquitter en or, ce qui aggrave encore sa situation. Mais tel ne serait pas le cas des États-Unis. La dette fédérale est stipulée payable en *coin*, c'est-à-dire en monnaie légale, donc soit en or, soit en argent, puisque tel était le régime monétaire au moment où les *bonds* ont été créés. Le gouvernement fédéral paierait en argent ; il ne devrait donc pas acheter de l'or à cet effet. Il n'aurait pas non plus à s'inquiéter des exigences des banquiers étrangers, puisqu'il a chaque année un excédent de recettes d'un demi-milliard et qu'il rembourse sa dette avec une hâte dont on commence à se plaindre.

La perte que subiraient les traites sur New-York serait bien plus préjudiciable à l'Europe qu'à l'Amérique. Elle entraverait l'importation des marchandises européennes aux États-Unis, puisque le prix n'en serait plus payé qu'en argent déprécié et, d'autre part, elle favoriserait l'exportation des denrées américaines, puisque le prix de celles-ci serait acquitté en Europe en or ou en argent maintenu par le cours légal au pair de l'or. Ainsi le blé américain

jouirait de la même prime que le blé indien aujourd'hui et il pourrait se vendre sur le marché de Liverpool à meilleur compte que maintenant; car l'exportateur, recevant de l'or qui jouirait d'une prime de 20 à 25 pour 100 relativement à l'argent, monnaie légale de l'Union, pourrait diminuer son prix dans la même proportion. Les cultivateurs de l'Angleterre et de notre continent se trouveraient donc frappés plus durement encore qu'actuellement par la concurrence de l'Amérique.

Une autre considération mérite aussi l'attention. Les États-Unis dans le commerce avec l'Asie : Chine, Japon, Indo-Chine, etc., jouiraient d'un avantage évident relativement aux pays à étalon d'or, car ils auraient pour les transactions avec tout l'Orient la même base monétaire, l'argent. Quand les Anglais vendent leurs produits aux Indes, ils doivent en augmenter le prix en raison de la dépréciation de l'argent, puisqu'ils sont payés en ce métal et qu'ils doivent, eux, acquitter les frais de production en or. Il n'en serait pas de même pour les Américains : ils pourraient livrer leurs produits à Tokio ou à Shanghaï au même prix qu'à San-Francisco, moins le fret et les profits, car ils rétribueraient leurs ouvriers au moyen du même métal qu'ils auraient reçu. Probablement les effets que je signale seraient en partie contre-balancés par une certaine hausse de tous les prix qu'amènerait une circulation plus abondante au sein de l'Union. Toutefois cette influence ne se ferait sentir qu'après que trois milliards et demi d'argent auraient remplacé les trois milliards et demi d'or qu'elle détient maintenant.

Pour fortifier leur situation, les États-Unis s'efforcent d'obtenir de tous les pays des deux Amériques l'adoption d'une même unité monétaire en argent, et des délégués sont réunis actuellement à Washington à cet effet. Si même cet accord était obtenu, il n'en résulterait pas grand avantage, car, sauf au Mexique, partout circule du papier-monnaie et il n'est frappé ni or ni argent. Certains financiers argentins engagent, il est vrai, avec instance leur gouvernement à se prévaloir de leur système monétaire qui est bimétallique pour rembourser les billets et toutes les dettes publiques en argent. Mais un semblable décret serait illusoire, puisqu'il n'y a dans le trésor pas plus de métal blanc que de métal jaune. Il n'aurait quelque effet que le jour où les financiers de New-York consentiraient à faire aux banques argentines des avances en argent suffisantes pour leur permettre de reprendre leurs paiemens en ce métal. Ce serait aussi un moyen de vider un peu les caves du trésor public, ce dont on ne se plaindrait pas. Mais la garantie qu'offrirait Buenos-Ayres paraîtrait-elle suffisante?

La Chine pourrait offrir à l'argent un champ d'emploi bien au-

trement vaste que l'Amérique méridionale. Jusqu'à présent, les échanges s'y faisaient, comme on le sait, au moyen de billon de cuivre et de petits lingots d'argent, qu'il fallait, à chaque paiement, essayer et peser. C'était donc le régime du troc, avec toutes les entraves qu'il apporte à la circulation. Récemment, la Chine a frappé des monnaies impériales en argent, et si elle continue à le faire, il faudra une quantité supplémentaire notable de ce métal pour fournir un instrument d'échange suffisant à ses 400 millions d'habitans.

Il est une autre considération que les partisans du métal blanc peuvent faire valoir en sa faveur. Des économistes de grande autorité, et parmi ceux-ci Michel Chevalier en France, MM. Frère-Orban et Pirmez en Belgique, les ministres des finances en Hollande, ont soutenu, après 1850, que le meilleur métal monétaire est l'argent, et même, sous l'empire de cette opinion, la Belgique et la Hollande avaient adopté l'étalon d'argent. A mon avis, ils n'avaient pas tort. Sans doute, l'argent est plus encombrant que l'or; mais du moment qu'il est représenté par des certificats ou des billets de banque, cet inconvénient disparaît. Quoique sous le régime bimétallique, la Néerlande, le pays le plus commerçant du monde, possède très peu d'or, et les transactions s'y règlent presque exclusivement au moyen de billets et d'argent. La qualité principale d'une monnaie est la stabilité de sa valeur. A cet égard, l'or présente un grave défaut: comme l'a montré M. Suess, professeur à l'université de Vienne, dans son livre si intéressant: *Zukunft des Goldes* (*l'Avenir de l'or*), sa production, provenant pour les sept huitièmes du lavage des sables aurifères, est extrêmement irrégulière. De nouveaux *placers* livrent subitement des quantités énormes et puis s'épuisent rapidement; tandis que la production de l'argent, opération industrielle, s'accroît régulièrement, à peu près dans la mesure des besoins croissans de l'échange dans le monde entier. A ne garder qu'un seul métal comme monnaie libératoire, mieux vaudrait encore choisir l'argent.

Quoi qu'il en soit, la cause du *free-coinage*, c'est-à-dire de la frappe libre de l'argent, semble avoir fait aux États-Unis des progrès si rapides et si décisifs qu'elle pourrait bien l'emporter dans la session prochaine du congrès, où les démocrates, les amis de l'argent, seront en beaucoup plus grand nombre.

Au mois de juillet dernier, la frappe libre, qui avait été adoptée, nous l'avons vu, à une majorité de 17 voix au sénat, n'a été repoussée dans la chambre basse par les républicains votant contre les démocrates, qu'à la même majorité de 17 voix. Or les dernières élections ont donné aux démocrates une prépondérance écrasante. L'une des

causes principales de l'échec inoui subi par les républicains a été leur vote contre le *free-coinage*. Les partisans de cette mesure le leur avaient bien prédit au cours des débats. Vous voulez, leur disaient-ils, maintenir le privilège inique de l'or en faveur des banquiers. Vous proscrivez « le dollar de nos pères,» notre monnaie nationale depuis la fondation de la république. Le peuple, qui veut pour l'argent le même traitement que pour l'or, vous proscrira à son tour. Bientôt, vous ne reparaîtrez plus dans cette enceinte.

Le président de la puissante association agricole, *the Farmers Alliance*, qui se vante de disposer de 3 millions de voix, le colonel Polk, dans un discours récent attribuait la défaite des républicains à leur refus d'adopter le libre monnayage de l'argent (1).

On sait qu'un *bill* décrétant la frappe libre de l'argent a été voté récemment par le sénat, mais qu'il vient d'être repoussé par la chambre des députés. Quand même il serait adopté dans la prochaine session, le président y opposerait, dit-on, son *veto*, quoique la *Tribune*, organe assez fidèle de la « Maison-Blanche, » prétende qu'il se contentera de blâmer. Il faudrait voir alors s'il se trouverait dans chacune des deux chambres une majorité des deux tiers pour annuler ce *veto*. Le président aurait, d'ailleurs, à compter avec la pression de l'opinion publique. Le parti qui réclame le bimétallisme sans restriction avec frappe libre de l'or et de l'argent est fortement organisé. Outre la *Farmer's Alliance*, si influente dans toute l'Union, il a un organe central à Washington, le *National executive silver Committee*, qui menace, si on ne fait pas droit à ce qu'il appelle la volonté du peuple, de convoquer une convention nationale à ce sujet. Jamais, on n'a vu la question

(1) Voici un extrait de ce discours qui montre clairement les idées qui dominent en ce moment aux États-Unis à ce sujet : « Nous savons que l'argent était l'étalon de valeur, lorsque Jefferson a formulé le programme du parti démocrate. Lorsque le parti républicain s'est formé et a grandi, l'argent était l'étalon, et les grands hommes d'état des deux partis n'ont jamais rêvé de n'avoir qu'un étalon d'or. Nous prétendons que nous avons autant de droit de porter notre argent à la monnaie et de le faire frapper que les détenteurs d'or. De plus, cela augmenterait le volume de la monnaie. Pour ces raisons et d'autres, le peuple réclame le libre monnayage de l'argent.

« Le congrès a voté une loi plaçant dans les mains du secrétaire de la trésorerie le pouvoir de décider l'importance de la frappe. Nous avons combattu ce pouvoir arbitraire donné à un seul homme. Nous avons combattu le bill. Le congrès n'a pas fait attention à nous. »

Le député Springer disait le 5 juin dernier, dans la chambre, en s'adressant aux républicains : « Vous voulez empêcher les représentans du peuple de mettre à exécution les volontés du peuple. Eh bien ! vos électeurs vous répudieront aux prochaines élections. » M. Mac-Kinley, l'auteur du fameux bill ultra-protectionniste, avait voté contre le *free-coinage;* il n'a pas été réélu.

monétaire agiter à ce point l'opinion publique dans un grand pays, car elle figure dans presque toutes les *platforms* électorales (1).

Les Américains qui ont le plus approfondi ce grave problème, ainsi les sénateurs Aldrich, Bland, Teller, Jones, les députés Kelly, Wickam, Williams, se rendent bien compte que le meilleur moyen de régler définitivement cette question est d'amener l'Europe à s'entendre avec l'Amérique, pour adopter le bimétallisme international, sur la base d'un rapport légal identique à établir entre l'or et l'argent, comme le voulait Newton. Mais ils pensent, — et beaucoup d'économistes et de financiers européens partagent cette opinion, — qu'en ramenant le prix de l'argent à l'ancien taux et en montrant ainsi que la loi, qui a amené la dépréciation de ce métal, peut aussi en assurer la réhabilitation, on arriverait à faire disparaître la défaveur dont il est frappé. Si l'argent, sous l'empire de la frappe libre aux États-Unis, conservait une valeur stable, les états européens qui l'ont proscrit pourraient, espèrent-ils, lui rouvrir leurs hôtels des monnaies, et ainsi les échanges dans le monde entier se règleraient, comme cela s'est fait de tout temps, au moyen des deux métaux. Je suis de ceux qui restent convaincus que rien n'est plus désirable, mais je ne crois pas que la politique monétaire adoptée récemment à Washington soit le meilleur moyen d'atteindre le but désiré.

Il est hors de doute que l'Allemagne, en démonétisant l'argent, après 1870, a provoqué une crise économique intense et persisante, qui a donné lieu, en tous pays, à des enquêtes parlementaires et dont les conséquences fâcheuses se sont fait sentir dans le monde entier. Les autres états ayant suspendu la frappe libre de l'argent, il en est résulté que l'or seul a dû faire l'office d'instrument international des échanges, au lieu des deux métaux réunis, alors que, d'une part, la production annuelle de ce métal tombait de 700 à 500 millions et que, d'autre part, le mouvement général des affaires, s'accroissant sans cesse, exigeait plus de moyens de les régler. Un changement aussi brusque et aussi intempestif devait nécessairement amener de profondes perturbations, auxquelles l'Amérique cherche à porter remède, au moins pour son compte.

Le système monétaire bimétallique, j'ai essayé de le montrer à diverses reprises (2), offre de grands avantages : il sanctionne la coutume immémoriale et tient compte des faits actuels; s'il est

(1) Un télégramme nous apprend que la lettre que Cleveland vient de publier contre la frappe libre de l'argent l'empêchera d'être désigné pour la présidence à la prochaine élection.

(2) Voir mon volume : *la Question monétaire en* 1881 et plus récemment : *la Question monétaire en* 1890, *échange de vues*, par MM. Frère-Orban et Émile de Laveleye.

généralisé, il assure la parité du change de pays à pays; il procure au commerce un taux de l'escompte plus stable, ainsi que le démontre la comparaison des variations de ce taux à la Banque d'Angleterre et à la Banque de France; même, au point de vue scientifique, il est préférable, car il fournit aux prix et aux échanges une base plus stable que l'or ou l'argent seul. Mais cette opinion, quoique admise aujourd'hui par beaucoup d'économistes et notamment par tous les professeurs d'économie politique d'Angleterre, est loin encore d'être assez puissante pour s'imposer aux gouvernemens européens.

Il se présente, d'ailleurs, certains obstacles pratiques à la réalisation de cet accord, que deux fois déjà l'Amérique est venue proposer à l'Europe aux conférences monétaires de Paris en 1878 et en 1881. Et d'abord, le rapport légal entre l'or et l'argent est de 1 à 16 aux États-Unis et de 1 à 15 1/2 en France, en Allemagne et dans la plupart des pays de notre continent. Il s'ensuit que, comme dans la période 1834 à 1873, tout l'argent accumulé dans l'Union viendrait affluer à nos hôtels des monnaies, ce qui ne serait pas toléré. Il faudrait donc que les États-Unis adoptassent le rapport français, avant que la France pût songer à reprendre la frappe libre de l'argent. Ils s'y préparent, m'écrit-on; mais même dans ce cas, il se peut que la France hésite et veuille l'adhésion de l'Allemagne, de même que l'Allemagne voudra celle de l'Angleterre. La redoute à enlever est donc l'Angleterre. On y trouve, il est vrai, d'actifs et influens alliés dans une puissante *Ligue bimétallique* qui a pour président l'un des financiers les plus éminens de l'Europe, M. Henri Gibbs, directeur de la Banque d'Angleterre, et comme adhérens plus de cent membres de la chambre des communes et un grand nombre de ducs et de lords. Mais, contrairement à l'avis de cette ligue, je ne crois pas que la récente politique monétaire de l'Amérique soit la plus propre à vaincre les résistances anglaises. Les maux dont se plaignent les Anglais et qui résultent de la dépréciation du métal argent: 100 millions de francs de perte annuelle pour le trésor indien; perte pour tous ceux qui tirent un revenu quelconque de l'Inde; primes d'exportation en faveur des producteurs indiens; variations incessantes du change sur l'Asie; ruine des fermiers et des propriétaires dans les trois royaumes, tous ces motifs qui pouvaient déterminer l'Angleterre à reprendre l'emploi simultané des deux métaux, définitivement abandonné après 1816 seulement, auront moins d'influence à mesure que l'argent se rapprochera de son ancienne valeur. Pour arriver au but que désire atteindre le congrès américain, il aurait fallu faire le contraire de ce qu'il a fait: vendre à Londres, et à tout prix, chaque mois, pour 2 millions de dollars d'argent, enlever à la Banque une somme égale d'or, provoquer ainsi le retour pé-

riodique sur le marché monétaire d'une crise semblable à celle de novembre dernier, déprimer le prix de l'argent à 30 pence, c'est-à-dire à la moitié de sa valeur précédente, et rendre ainsi la culture du blé impossible sous l'action de la concurrence de l'Inde, favorisée par une prime d'environ 50 pour 100. Il est vrai que l'agriculture américaine aurait été aussi atteinte, quoiqu'à un moindre degré, et c'est là précisément ce que les électeurs aux États-Unis n'ont pas voulu.

Si, pour les différentes raisons que nous venons d'indiquer, une entente internationale reste impossible, il est probable qu'après un temps plus ou moins long, il se formera dans le monde deux groupes de peuples : les uns, en Europe et en Australie, ayant pour monnaie principale l'or, et les autres, en Amérique, en Asie et en Afrique, l'argent. Sans doute, cela n'empêchera pas les échanges; ils se règleront moyennant perte ou avance sur le change, comme aujourd'hui quand on vend ou qu'on achète aux Indes. Mais il en résultera des inconvéniens sérieux, et surtout un antagonisme d'intérêts très fâcheux et même inquiétant. Tant qu'en France l'hôtel des monnaies, de 1803 à 1873, livrait à tout venant 3,100 francs pour 1 kilogramme d'or et 200 francs pour 1 kilogramme d'argent, ce rapport faisant loi dans le monde entier, un commerçant de n'importe quelle nation pouvait calculer exactement ce que lui rapportait une traite tirée sur un pays, soit à étalon d'or, soit à étalon d'argent. Elle valait autant de fois 200 francs qu'elle représentait de kilogrammes d'argent, ou autant de fois 3,100 francs qu'elle représentait de kilogrammes d'or dans le pays débiteur. Aujourd'hui, que vaut une traite de 1 kilogramme d'argent sur un pays qui a ce métal pour étalon? Nul ne peut le dire : 150 francs, 160 francs; peut-être, dans peu de temps, 190 ou 200 francs; cela dépend du cours du métal blanc à Londres, lequel, en ce moment, dépend des votes du congrès de Washington. A défaut du bimétallisme international, la même incertitude continuera à régner, et ainsi, dans toute transaction avec l'Amérique, l'Asie ou l'Afrique, il y aura un élément aléatoire, la valeur du paiement restant toujours variable.

Le côté grave de cette situation, c'est qu'elle rendra permanent, en l'accentuant encore, ce mouvement protectionniste qui sévit, hélas! partout. Je l'avais prédit de la façon la plus précise dans une lettre ouverte adressée à mes collègues du *Cobden Club*, en avril 1881, et il n'était pas difficile de le prévoir.

La production de l'or est manifestement insuffisante pour faire face aux besoins croissans de l'industrie et du monnayage. En voici le bilan annuel. Production : 500 millions de francs. Emplois : industrie, 300 millions de francs (90,000 kilogrammes net, d'après

Soetbeer); absorption par l'Orient, 100 millions de francs; frai, pertes, etc., 25 millions de francs : total, 425 millions de francs. Restent 75 millions disponibles pour répondre à l'accroissement si rapide de la population, de la richesse et des échanges dans le monde, et que d'états, à commencer par la Russie et l'Autriche, qui aspirent à remplacer leur papier-monnaie par de l'or! Il n'est pas un seul pays, sauf la France, qui ait assez d'or, pas même la riche Angleterre. Au printemps dernier, lors de la discussion, dans la chambre des communes, au sujet du bimétallisme, le chancelier de l'Échiquier, M. Goschen, la plus haute autorité en la question, disait : « Je ne puis songer, sans un sentiment de honte (*shame*), que notre marché monétaire est à la merci d'un retrait de quelques millions sterling. » Et la crise de novembre dernier lui donnait raison, puisque la Banque d'Angleterre a dû emprunter 3 millions sterling à la Banque de France. De cet or relativement si rare et si disputé, chaque état veut avoir sa part, parce que c'est désormais le seul métal qui ait une valeur universelle. De là ce que les Anglais ont appelé le *struggle for gold*, mot que M. de Bismarck traduisait en cette image brutale, mais juste : « Quand la couverture est trop étroite et que chacun veut en avoir son coin, on se cogne. »

Lorsqu'un pays veut attirer à lui ou conserver de l'or, l'expérience a montré qu'il y a pour cela deux moyens : élever le taux de l'escompte, ce qui attire les capitaux (c'est ce que fait l'Angleterre); ou élever les droits de douane pour se créer une balance favorable (c'est ce que font les autres états). La hausse de l'escompte frappe le national, la hausse des droits frappe l'étranger; on préfère donc naturellement celle-ci. La baisse générale des prix qui a caractérisé la crise de 1873 à 1889, et qui est due, d'après moi, à la contraction monétaire, a été attribuée par les industriels et par les agriculteurs de chaque pays à la concurrence étrangère : ils ont donc voulu s'en défendre par la protection. Au contraire, quand, après 1850, l'abondance de l'or des *placers* a provoqué la hausse des prix, tous les producteurs en bénéfice étaient disposés à accepter le libre échange. On ne s'explique pas comment les économistes partisans du *free-trade* ont pu approuver la proscription de l'argent, qui méconnaissait à la fois les lois de la nature, mettant à la disposition de l'homme deux métaux monétaires, et l'usage immémorial consacrant leur emploi simultané, et qui devait par conséquent provoquer le réveil du protectionnisme, en contribuant à abaisser tous les prix.

Il est certain que l'Amérique, si même elle va jusqu'à a frappe libre de l'argent, ne se laissera pas dépouiller de son or sans une

lutte à outrance. Elle entravera de toutes façons les importations de l'Europe, afin de n'avoir pas à les lui demander et à les lui payer, lors même que les prix monteraient chez elle. Le bill Mac-Kinley est un bel échantillon de ce que nous réserve en ce sens l'esprit ingénieux des Yankees. Si l'Autriche et la Russie passent à l'étalon d'or, elles agiront de même pour conserver le précieux métal, chèrement acheté et toujours réclamé par les intérêts de la dette payables au dehors. Aussitôt que le rouble a haussé en Russie, les industriels menacés ont réclamé et ont obtenu une aggravation des droits d'entrée. C'est donc à une guerre économique sans merci et sans terme qu'il faut s'attendre. Que nous sommes loin de ces années où Cobden et ses disciples sur le continent allaient prêchant aux nations, qui volontiers les écoutaient, l'évangile de la liberté du commerce et de l'harmonie universelle, au nom de cet admirable mot d'ordre : *Peace and good will amongst men*, « paix et affection réciproque parmi les hommes. »

Les États-Unis s'apprêtent, paraît-il, à nous offrir une troisième fois la branche d'olivier, comme en 1878 et en 1881. Si nous la repoussons, ce sera la lutte économique sur le terrain monétaire et industriel. Alors, dans ce conflit, entre l'Europe, d'une part, surchargée de dettes et d'impôts, accablée sous la charge de ses armemens toujours augmentés, morcelée et entravée par des barrières douanières de plus en plus infranchissables, minée par l'antagonisme des races et des animosités nationales, et, d'autre part, l'Amérique une de race, de langue et d'idées, presque sans armée, sans flotte et bientôt sans dette, éclairée par un nombre incalculable d'écoles de tous les degrés, prompte à inventer tous les perfectionnemens des engins du travail et surtout à les appliquer, possédant des mines de fer et de charbon cinq fois plus riches que les nôtres et deux fois plus faciles à exploiter, disposant encore d'immenses étendues de terres vierges où peuvent se multiplier à l'aise et s'enrichir des populations si rapidement croissantes, ce n'est pas nous, je le crains, qui souffrirons le moins. Toutes les dettes étant payables en or, en Europe, et en argent, en Amérique, la charge en deviendra plus lourde pour l'Européen et plus légère pour l'Américain. L'Angleterre, — elle a déjà pu s'en apercevoir, — sera le pays qui en pâtira le plus. Et ce ne sera que juste, car c'est elle qui, par l'adoption et le maintien de l'étalon d'or unique, force les autres états à en faire autant, et qui rend ainsi la lutte inévitable. La lutte pour l'or a provoqué une marée montante de protectionnisme qui emportera jusqu'aux derniers vestiges du libre échange.

ÉMILE DE LAVELEYE.

LA CRISE

DE

L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE

LA SCIENCE ÉDUCATRICE.

I. *Bulletin officiel de l'Instruction publique.* — II. *Journal officiel :* Discussions parlementaires, programmes d'études, décrets, arrêtés, circulaires du ministre de l'instruction publique, 1880-1891, etc. — III. *Musée pédagogique,* mémoires et documens scolaires. — IV. *Revue pédagogique.* — V. *Revue de l'enseignement secondaire.* — VI. *Revue internationale de l'enseignement.* — VII. Statistiques de l'enseignement primaire, secondaire, supérieur, publiées par le ministère de l'instruction publique. — VIII. B. Buisson, *l'Instruction primaire à l'exposition universelle de la Nouvelle-Orléans,* 1886. — IX. A. Fouillée, *l'Enseignement au point de vue national,* 1891. — X. Platon, *la République,* liv. VII. — XI. Ch. Thurot, *De l'organisation de l'enseignement dans l'Université de Paris au moyen âge,* 1850. — XII. Liard, *l'Enseignement supérieur en France,* 1789-1889; *Universités et Facultés,* 1890.

L'enseignement secondaire traverse en ce moment une crise générale, en France et en Allemagne principalement. Les principes sur lesquels l'enseignement classique repose depuis le XVI[e] siècle sont aujourd'hui contestés par l'esprit démocratique et utilitaire qui domine de plus en plus nos sociétés modernes : la protestation élevée par les encyclopédistes du siècle dernier n'a cessé de grandir et de trouver un appui de plus en plus puissant dans l'opinion publique.

La nécessité impérieuse des connaissances scientifiques et pratiques, pour toutes les carrières ouvertes à l'activité des citoyens, a fait éclater les vieux cadres, et les hommes chargés de diriger l'enseignement public se débattent entre cette nécessité inéluctable, proclamée par tous les organes de l'opinion, et leur désir de conserver une organisation éprouvée, qui a donné à la France, depuis deux siècles, sa prééminence littéraire et artistique dans le monde. De là une fluctuation des systèmes, des méthodes et des programmes, continuellement remaniés depuis dix ans, sans que l'on entrevoie un terme fixe à cet état de perturbation. De là aussi le trouble des familles, indécises sur la direction à donner à leurs enfans : trop souvent elles sont portées à se rejeter vers les représentans attitrés de l'ancien régime, assis avec constance dans une sorte d'immobilité intellectuelle et morale, qu'ils ont l'habileté de concilier avec une fructueuse préparation mécanique aux examens et concours de nos mandarinats modernes.

Je veux essayer d'exposer aux lecteurs de la *Revue* l'état de la question de l'enseignement secondaire, ses données présentes, et de signaler, sinon une solution absolue, du moins les directions vers lesquelles me semble incliner le courant de l'opinion des hommes éclairés. Tant que les idées de la majorité d'entre eux ne seront pas nettement fixées sur ce qu'il y a à faire, on continuera à osciller entre ces termes extrêmes : le maintien presque intégral du vieil enseignement classique, maintien auquel ont abouti en effet les derniers remaniemens de programmes, et la suppression des langues mortes, opérée dans un enseignement spécial perfectionné, que l'on désigne en ce moment sous le nom d'enseignement classique français. Il faudrait, à mon avis, pour sortir de ces données étroites, accomplir une révolution radicale, changer les méthodes et rompre tous ces moules surannés, en transformant notre système présent de diplômes et de concours. Mais les temps ne sont pas mûrs pour une révolution aussi profonde. Quand ils viendront, et leur avènement pourrait être plus proche qu'on ne le croit, notre enseignement secondaire, sous ses formules présentes, est sans doute destiné à disparaître dans la nouvelle évolution scientifique et utilitaire qui se prépare; comme a disparu l'enseignement scolastique et dialectique du moyen âge, en présence de l'enseignement classique inauguré par la renaissance. Quoi qu'il en soit, je n'ai pas l'intention de construire ici le système de l'avenir, tel que je l'entrevois, et il serait prématuré d'examiner d'une façon précise de semblables prévisions, nécessairement conjecturales, et auxquelles d'ailleurs mes sympathies et mon éducation personnelles m'empêcheraient d'accorder une complète adhésion. Nous n'en sommes

pas encore là d'ailleurs : auparavant, on essaiera des régimes transitoires et des conciliations; c'est aussi ce que je me propose de faire aujourd'hui.

Il convient de présenter d'abord, d'après les statistiques officielles, quelques brèves indications numériques sur l'état de l'enseignement public en France à ses divers degrés, état qu'il est nécessaire de connaître dans toute son étendue, pour bien limiter le problème de l'enseignement secondaire. Puis je chercherai quelle est, aux yeux des familles et au point de vue de l'État, la destination effective de l'enseignement secondaire. Pour en faire mieux comprendre l'état actuel, je rappellerai sommairement les phases dialectique, puis classique, qu'il a traversées depuis le moyen âge jusqu'à notre temps : ce qui nous amènera à examiner le problème du jour, celui des deux formules fondamentales de l'enseignement secondaire, ainsi que les rôles respectifs des langues anciennes et des langues vivantes, et celui de l'enseignement des sciences, toutes questions agitées dans ces derniers temps. J'insisterai surtout sur l'opposition qui existe entre l'éducation fondée sur les données littéraires et l'éducation fondée sur les données scientifiques, discipline dont le véritable caractère me paraît avoir été souvent méconnu, sinon même ignoré, par quelques-uns des défenseurs des anciennes formules d'enseignement. Tel est même l'objet principal du présent article et sa conclusion : je me propose d'établir que la science a sa vertu éducatrice propre, au sens le plus complet du mot, et que, si l'on veut constituer à côté des humanités anciennes une culture originale, qui ne soit pas la contrefaçon affaiblie de l'enseignement classique, cette culture doit avoir un caractère essentiellement scientifique.

Le sujet est si vaste qu'il serait téméraire de prétendre l'embrasser tout entier dans le cadre d'un article de revue. Tout ce que je désire, c'est exposer certaines vues personnelles, qu'une étude et un maniement prolongés des affaires de l'instruction publique m'ont suggérées : je réclame l'indulgence du lecteur pour ce que ces vues pourront avoir d'incomplet ou de contraire à ses propres idées.

I. — STATISTIQUE DE L'ENSEIGNEMENT PUBLIC EN FRANCE.

La place véritable de l'enseignement secondaire dans la société française ne saurait être appréciée exactement que si l'on connaît la répartition des enfans entre les divers genres d'enseignement : c'est la base nécessaire de toute discussion. Elle est facile à établir, car le ministère de l'instruction publique publie de temps en

temps, à des intervalles d'une dizaine d'années en moyenne, des statistiques de l'enseignement public en France, dans ses diverses branches, primaire, secondaire et supérieure : les nombres que je vais citer sont empruntés aux statistiques imprimées à l'occasion de l'Exposition universelle de 1889. Elles expriment l'état des choses en 1887.

A cette époque, la France comptait 38 millions d'habitans, parmi lesquels les enfans d'âge scolaire, c'est-à-dire de six à treize ans, étaient au nombre de 4,729,511, soit 1 enfant pour 8 habitans en moyenne. Le nombre des garçons (2,375,417) surpassait un peu celui des filles (2,354,094). Tel est le chiffre des enfans auxquels l'État s'est engagé à donner l'instruction primaire, rendue obligatoire par les lois républicaines : 80,209 écoles publiques, desservies par 103,000 maîtres, et des écoles privées, desservies par 42,660 maîtres, étaient consacrées à ce service. Le nombre même des enfans inscrits dans les écoles se trouvait supérieur d'un dixième environ au précédent, car il s'élevait à 5,526,365 ; écart qui s'explique parce que les écoles primaires acceptent les enfans dès l'âge de quatre ans et en conservent quelques-uns jusqu'à l'âge de seize ans. Entre quatre et seize ans, il existe en réalité 8,059,789 enfans; mais, parmi les élèves, le chiffre de ceux qui devancent l'âge de six ans et surtout de ceux qui passent treize ans est limité : il en résulte seulement dans nos écoles un excédent de 800,000, ainsi que je viens de le dire. En fait, d'ailleurs, la présence effective est toujours inférieure au chiffre des inscriptions : elle s'élevait à 88 pour 100 en 1887. Ces données montrent combien il est difficile de définir en toute certitude le nombre exact des enfans qui pourraient échapper encore au réseau de nos lois et règlemens sur l'obligation de l'enseignement primaire ; d'autant plus qu'il faudrait en déduire les incapables, les idiots, les malades, etc.

Quoi qu'il en soit, on peut admettre que tous les enfans français, ou sensiblement, reçoivent aujourd'hui l'enseignement primaire sous diverses formes, dans leurs familles, ou dans les établissemens publics ou privés. Le devoir assumé par un État démocratique se trouve ainsi rempli : dans certains pays, aux États-Unis notamment, l'intervention de la loi et du gouvernement ne va pas plus loin, le reste étant abandonné à l'initiative privée.

L'État français, pour des raisons historiques que je n'ai pas à examiner ici, a compris autrement ses devoirs : il étend sa sollicitude jusqu'à assurer l'instruction de cette élite qui poursuit ses études au-delà de l'instruction primaire.

Il s'agit d'une proportion bien plus limitée. En effet, sur les

2,375,000 garçons soumis annuellement à cette instruction, la grande majorité, assujettie à la nécessité de gagner sa vie, entre immédiatement dans l'apprentissage des professions manuelles. Mais il en est un certain nombre à qui l'état d'aisance de leur famille ou, dans des cas exceptionnels, les secours de l'État, des villes ou des départemens, permettent de pousser plus loin leurs études et de les perfectionner, soit en vue de l'industrie ou du commerce, soit en vue des professions dites libérales : l'instruction primaire supérieure et l'instruction secondaire répondent à ces besoins. Je ne parlerai pas ici de la première, et je ne dirai rien non plus de l'instruction secondaire des filles, à peine ébauchée en France depuis la loi du 21 décembre 1880, et dont les cadres ont été, à mon avis, trop exactement calqués sur ceux de l'enseignement secondaire des garçons.

Au 31 décembre 1887, il existait en France 106 lycées, renfermant 53,816 élèves, et 246 collèges, établissemens d'un ordre inférieur, renfermant 36,086 élèves, dont il convient de déduire 7,083 qui y reçoivent l'enseignement primaire. Cela fait, en nombres ronds, 89,000 garçons (1) recevant l'enseignement secondaire dans les établissemens publics. Pour avoir une idée complète, il faudrait connaître le nombre des enfans qui reçoivent l'éducation dans les établissemens secondaires libres, et principalement dans les établissemens ecclésiastiques, petits séminaires, etc., ainsi que le nombre, beaucoup plus restreint, des enfans élevés dans leurs familles par des précepteurs, ou par des parens instruits; mais je ne possède pas, à cet égard, de données suffisantes. Peut-être pourrait-on, au moins comme première donnée, évaluer ce nombre à une valeur égale à celui des établissemens publics : ce qui donnerait 180,000 enfans mâles dans les cadres de l'enseignement secondaire. Ce serait à peu près les 7.5 centièmes du chiffre total : soit 1 garçon sur 13 environ. C'est à cette proportion considérable que s'applique la discussion sur les systèmes anciens et nouveaux de l'enseignement secondaire, dont nous allons nous occuper.

Pour achever de fixer les données de la question, je relève encore les chiffres suivans : sur les 53,000 élèves des lycées, on compte 25,000 internes, dont 4,600 boursiers, et 28,000 externes, dont 1,100 boursiers; cela fait, en tout, 1 boursier sur 9 élèves en moyenne. D'autre part, sur les 36,000 élèves des collèges, il y a 2,300 boursiers internes et 2,400 externes, soit 1 boursier sur 8 à peu près. En définitive, sur deux cents jeunes garçons, en France, il

(1) Au même moment les lycées de filles contenaient 3,330 élèves et les collèges 2,678.

en entre un dans l'enseignement secondaire, comme boursier élevé aux frais de la communauté. Cette proportion donne une idée des sacrifices faits par la République française pour utiliser toutes les capacités et mettre en valeur, par l'éducation, les forces latentes de la démocratie.

Les élèves de l'enseignement secondaire se partagent en deux groupes, qu'il est essentiel de définir pour comprendre l'importance de la discussion engagée aujourd'hui sur la direction à donner à l'enseignement secondaire : à savoir les élèves qui suivent l'enseignement classique, et les élèves qui suivent l'enseignement spécial.

L'enseignement classique, particulièrement dirigé en vue des professions dites libérales et des grandes écoles du gouvernement, comptait, en 1887, dans les lycées : 42,594 élèves; dans les collèges, 17,568 élèves; en tout, 60,162 élèves.

L'enseignement dit spécial, dirigé en vue des carrières industrielles, commerciales et agricoles, et qui se confond parfois avec l'enseignement primaire supérieur, comptait, au même moment : dans les lycées, 11,222 élèves; dans les collèges, 11,665 élèves; en tout 22,887 élèves, sans préjudice des 7,083 enfans qui reçoivent l'enseignement primaire dans les derniers établissemens, lesquels feraient monter le total vers 30,000.

Le rapport entre les élèves de l'enseignement classique et les élèves de l'enseignement spécial ou autres serait donc, dans les établissemens publics, approximativement celui de 60,000 à 30,000, ou de 2 à 1.

Examinons maintenant brièvement ce que deviennent ces enfans, formés dans les établissemens et par les méthodes de l'enseignement secondaire.

Près des deux tiers ne dépassent pas la classe de quatrième dans les collèges, où l'enseignement est à la fois moins coûteux et plus faible. Une proportion d'enfans moins considérable à la vérité, mais toujours notable, s'arrête au même terme dans les lycées.

Arrivés à ce degré, un grand nombre de parens regardent la culture de leurs enfans comme suffisante, et ils les font entrer de suite dans la voie professionnelle. Ce départ s'accentue de plus en plus à mesure que l'enfant avance en âge. A la fin de la seconde ou de la rhétorique s'opère de nouveau un grand partage, celui des jeunes gens qui suivent la carrière des sciences mathématiques et physiques en vue des écoles du gouvernement : Marine, Polytechnique, Saint-Cyr, Centrale, etc.; tandis qu'un autre groupe de jeunes gens poursuivent et réclament une culture littéraire plus forte, en vue de l'enseignement du droit ou de la médecine. Ce

partage joue un grand rôle dans la marche et les programmes de l'enseignement secondaire. Il aboutit, en définitive, aux résultats suivans, caractérisés par les chiffres des jeunes gens qui adoptent les diverses directions signalées : Facultés de droit, 5,152 étudians; Facultés et écoles de médecine et de pharmacie, 6,455; Facultés des sciences, 1,174; Facultés des lettres, 1,622. Dans les écoles spéciales, 1,000 à 1,200 concurrens entrent chaque année; par suite, elles comprennent en tout 2,500 élèves environ.

Cela fait, à un moment donné, à peu près 17,000 jeunes gens engagés définitivement dans les carrières de l'enseignement supérieur ou équivalentes : soit le dixième du chiffre des enfans qui suivent au même moment l'enseignement secondaire, et 7 pour 1,000 du chiffre total des enfans assujettis à l'enseignement primaire. Ces chiffres ne peuvent être regardés que comme une première indication, les données numériques précises faisant défaut sur plus d'un point. Mais ils caractérisent cependant l'état général de notre enseignement et ils donnent une image de cette sorte de pyramide, dont l'instruction primaire est la base et l'instruction supérieure constitue le sommet : pyramide morale dont l'État a accepté, en France, la charge principale, la direction et la responsabilité.

Tels sont les faits qu'il m'a paru opportun de constater d'abord, parce qu'ils résultent du jeu naturel des institutions existantes, combinées avec la volonté des familles et les besoins et nécessités de la société française. La solution du problème de l'enseignement secondaire est liée intimement avec leur connaissance.

II. — LA DESTINATION DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE.

L'objet de l'enseignement secondaire et sa destination ont été souvent définis, *a priori*, d'après l'opinion ou le système que chacun se fait sur le but idéal de l'éducation et sur le caractère qu'elle doit imprimer à l'individu. Je demanderai la permission de me placer à un autre point de vue et d'examiner *a posteriori* ce que recherchent d'une part et veulent les familles, en faisant élever leurs enfans, et ce que la société a le droit de réclamer de son côté, au double point de vue des carrières particulières et de l'éducation générale.

Je parlerai seulement de l'organisation française, où l'État fait une grande partie des frais de l'instruction à tous ses degrés; en même temps qu'il assure à la jeunesse instruite, par ses diplômes et par ses fonctions, les principaux débouchés. Que ce soit là une situation désirable, plus ou moins avantageuse par rapport à

celle des autres pays, il ne s'agit pas de le discuter ici : à moins de nous lancer dans des constructions chimériques, nous ne pouvons que constater les faits présens et les prendre pour point de départ des réformes et des progrès futurs.

Quand un père de famille amène son enfant dans un établissement d'enseignement secondaire, sa principale préoccupation est d'assurer l'avenir de l'enfant, c'est-à-dire de lui faire donner une éducation qui lui permette plus tard l'accès à une carrière utile et dont il puisse vivre : médecine, droit, professorat, industrie, commerce, armée, marine, professions administratives. Mais il désire aussi que son fils soit compris dans les classes réputées supérieures et pour cela, il cherche à lui assurer les connaissances et l'éducation générale d'un galant homme, ou tout au moins le vernis de cette éducation : c'est ce que l'on est censé posséder quand on a fait ses humanités.

Tel est le double point de vue qui domine les familles, lorsqu'elles livrent leurs enfans à l'enseignement secondaire public : point de vue pratique et utilitaire et point de vue d'opinion, lesquels agissent à leur tour pour fixer l'idéal de cet enseignement et en définir le caractère. Ils le règleraient même entièrement, en vertu de la loi de l'offre et de la demande, si l'enseignement secondaire, en France, était donné uniquement par des institutions privées, sans aucune intervention de l'État, comme en Amérique et, jusqu'à un certain point, en Angleterre.

Nous arrivons ici à un autre des caractères fondamentaux de l'enseignement secondaire en France. Il s'agit de l'intervention de l'État, représenté par le parlement, les ministres et les conseils chargés par la loi de la direction de l'enseignement. L'État français, en effet, n'a jamais envisagé cet enseignement comme une chose dont il pût se désintéresser, ni au point de vue général du gouvernement, ni au point de vue spécial des professions. Il le peut d'autant moins qu'il se charge lui-même de le donner à la moitié, au moins, des enfans, et qu'il en détermine en outre l'objet par ses programmes, diplômes et concours. Ceci demande à être développé, pour montrer au nom de quelles idées l'État réclame la direction de l'enseignement secondaire.

Au point de vue général, nous avons toujours conservé quelque chose des conceptions de la cité antique, d'après lesquelles l'État a pour devoir d'être l'éducateur des citoyens et de les façonner suivant un certain type conforme au but social que l'État regarde comme le meilleur. Au moyen âge, et jusqu'à la fin du XVIII[e] siècle, l'État se considérait comme destiné à assurer l'autorité exclusive des principes catholiques et monarchiques, envisagés comme la

base même de la société. Aujourd'hui, ces principes ont perdu leur force et ils ont été remplacés par un objectif bien différent, celui de la libre pensée et de la démocratie. L'idée de la patrie, que le moyen âge avait presque oubliée, a reparu depuis le xve siècle en France et elle a pris une force qui s'accroît tous les jours. C'est l'une des conceptions dominantes des peuples modernes, et leur constitution en grands corps de nationalités, dans ces derniers temps, n'a fait que la fortifier davantage; quelle que soit d'ailleurs la destinée que lui réserve un lointain avenir. Ainsi, la majorité des Français regardent l'État comme tenu d'assurer à l'enseignement secondaire public un caractère national, moderne et républicain. L'État en a d'autant plus le droit, que les frais des établissemens qui y sont consacrés sont assumés, pour une part considérable, par le budget.

Attachons-nous maintenant aux objets spéciaux de l'enseignement secondaire. Les familles comme l'État tendent vers un même but, le but professionnel. Il est bien peu d'enfans, je le répète, qui suivent les cours uniquement pour développer leur culture intellectuelle, sans avoir en vue aucun objet pratique ou profession. C'est ce qui rend un peu illusoire toute polémique *a priori* sur les buts généraux de l'enseignement secondaire, telle que celle qui a été soulevée dans ces derniers temps.

En fait, l'enseignement secondaire a deux degrés, suivant l'âge auquel les enfans doivent terminer leur culture générale pour entrer dans les carrières productives.

Dans son degré inférieur, c'est-à-dire jusque vers l'âge de quatorze à quinze ans, qui répond à la fin de la quatrième, il prépare les enfans à des professions privées : agricoles, commerciales ou industrielles, ouvertes à tous sans réserve, et d'application immédiate. Il confine sous ce rapport à l'enseignement primaire supérieur, et même, dans une certaine mesure, à l'enseignement technique proprement dit, lesquels aboutissent aux mêmes professions.

Dans son degré supérieur, le problème est plus complexe. En effet, on s'est proposé d'une part de maintenir la culture au plus haut degré intellectuel et moral, afin de former des hommes éclairés, des citoyens dévoués à la patrie et à ses institutions et, d'autre part, on a prétendu diriger cette culture de façon à réaliser une préparation encyclopédique de l'ensemble des professions libérales, vers lesquelles les jeunes gens se dirigent au sortir de nos écoles.

Le premier but a donné naissance à bien des discussions : j'y consacrerai l'un des chapitres de la présente étude. Mais je dois m'attacher pour le moment au second objet, qui répond à une destination plus clairement définie, et plus universellement acceptée.

En effet, nous pouvons aisément dresser le tableau des connaissances élémentaires qu'il est indispensable de posséder pour pouvoir entreprendre ensuite avec fruit, soit les études spéciales aux professions d'avocat, de médecin, de pharmacien, d'ingénieur, etc., soit la préparation aux concours des grandes écoles de l'État : Normale supérieure, Polytechnique, Saint-Cyr, Centrale, Agronomique, etc. Nous avons affaire à des données clairement définies par les programmes de concours et d'examen, et par là même, l'orientation des études secondaires qui y conduisent est déterminée avec précision.

Cependant ici s'est présentée une difficulté qui domine toutes les discussions relatives aux enseignemens classique ou spécial; difficulté à laquelle on n'a su donner jusqu'ici aucune solution satisfaisante, ni même acceptable en principe. Elle résulte de l'obligation que l'on s'est imposée de préparer à la fois, par un même enseignement, à l'ensemble des professions libérales et des grandes écoles. Par suite, on a été forcé d'enseigner simultanément à tous les enfans, au moins jusqu'à la rhétorique, les élémens de toutes les sciences; tandis que l'on se regardait comme obligé de maintenir simultanément pour tous un enseignement littéraire élevé. De là, la surcharge des programmes et des études, qui écrase à la fois les professeurs et les élèves; surcharge aggravée encore par les prétentions des spécialistes, chargés de rédiger les programmes, et qui s'indignent contre toute tentative pour en restreindre le détail indéfini. Un conflit funeste s'est élevé à cet égard entre la destination générale de l'enseignement et ses objets spéciaux, et la première a été en grande partie sacrifiée. Je demande la permission d'insister sur le caractère de ce conflit.

L'enfant et l'homme qu'il est appelé à devenir ne sont pas des êtres passifs, des récipiens dans lesquels on emmagasine de gré ou de force une certaine somme de doctrines et de sciences, distribuées d'une façon plus ou moins harmonique; doctrines et sciences qu'ils retrouveront plus tard dans leur mémoire, telles qu'on les leur aura enseignées, au moment des examens et plus tard dans les écoles d'application et dans la vie toute entière. Loin de là : ce qu'il s'agit de développer dans l'enfant, en même temps que la mémoire et l'habileté momentanée à répondre à un examinateur, c'est l'aptitude au travail et l'activité personnelle; il s'agit d'exciter la curiosité et l'initiative du jeune homme, et de provoquer dans son esprit l'élaboration propre et en quelque sorte la digestion de ces connaissances hâtivement accumulées. Par là seulement on mettra réellement en valeur les facultés individuelles et les capacités latentes.

Platon disait déjà : « Les leçons qu'on fait entrer de force dans l'âme n'y restent pas. N'use donc pas de violence envers les enfans dans les leçons que tu leur donnes; fais plutôt en sorte qu'ils s'instruisent en jouant; par là tu seras plus à portée de connaître les dispositions de chacun. Il faut mener les enfans à la guerre sur des chevaux, les approcher de la mêlée. Tu mettras à part ceux qui auront montré plus de patience dans les travaux, plus de courage dans les dangers, et plus d'ardeur pour les sciences. »

En un mot, on doit solliciter par de premiers essais d'instruction les goûts et les aptitudes, afin de pouvoir les discerner et les mettre à profit; mais on ne peut arriver à ce résultat essentiel qu'en laissant à l'enfant un certain loisir pour se développer suivant le sens particulier qu'il préfère : il faut seulement l'obliger au travail.

Or, c'est ce loisir du travail et des goûts personnels qui tend à disparaître dans nos systèmes d'enseignement secondaire. Pendant les années de l'adolescence, les plus fructueuses peut-être pour l'évolution intellectuelle, on se hâte de faire entrer l'enfant dans des moules obligatoires : la critique que je formule ici s'applique à l'enseignement des établissemens libres, aussi bien et plus peut-être encore qu'à l'enseignement officiel. Au lieu d'avoir pour premier objet les sciences ou les lettres en elles-mêmes, c'est-à-dire la recherche de la vérité scientifique et de la beauté littéraire, qui sollicitent l'enfant par leur attrait propre, sauf à le déterminer ensuite vers tel ou tel but pratique d'une façon plus particulière, l'enseignement est tout d'abord et presque exclusivement dirigé en vue des programmes d'examen. Les mobiles les plus élevés de l'intelligence sont ainsi, dès l'enfance, supprimés ou déviés de leur destination. Les baccalauréats et les concours des écoles spéciales gâtent les dernières et les plus précieuses années de l'adolescence, celles où devraient apparaître les initiatives et les vocations individuelles.

S'agit-il d'un examen proprement dit, subi sans limitation du nombre des admissibles, le jeune homme est mis en présence de programmes indéfiniment étendus. Au lieu d'être invité à approfondir une science qui lui plairait, il doit, en théorie du moins, aborder l'universalité des connaissances humaines : il s'en tire le plus souvent en apprenant par cœur un manuel, et il perd pour jamais le goût de toutes ces sciences, réduites pour lui à de stériles formulaires.

Dans les concours, le mal est autre et d'autant plus grave qu'il s'agit ici des enfans les plus distingués et les plus laborieux. Or, ceux qui se préparent à subir les concours pour entrer dans une école supérieure, telle que l'École polytechnique, n'ont pas trop de

tout leur temps et de tout leur effort pour bien connaître le détail indéfini des questions d'examen, définies à la fois par les programmes et par la routine ou la fantaisie personnelle des examinateurs; questions soigneusement notées à mesure, dans des cahiers spéciaux, par les professeurs ou répétiteurs qui assistent aux examens. Tandis que les candidats futurs s'y consacrent tout entiers, souvent avec un effort excessif qui épuise leur santé, ils abdiquent leur individualité et, absorbés par le mécanisme de la préparation, ils perdent, eux aussi, la curiosité et l'amour de la réflexion originale.

C'est là le plus profond défaut peut-être du système d'éducation secondaire adopté en France : il atteint à la fois l'enseignement public et l'enseignement libre, parce qu'ils aboutissent au même ensemble d'examens et de concours. Le remède serait facile à concevoir, mais non à appliquer, parce que le mal résulte de notre organisation sociale. Il est difficile d'ailleurs de se faire entendre, à cet égard, des personnes formées par ces procédés abusifs et qui se sont accoutumées à résumer l'idéal de l'instruction dans les concours auxquels elle aboutit. L'objet essentiel devient alors le concours même et les épreuves destinées à classer les candidats, l'égalité des conditions assurée pour tous. « Quelle objection faites-vous? me disait un jour un examinateur de l'École polytechnique : notre système, c'est la justice absolue. » — Un directeur des études que je ne désignerai pas, — il est mort aujourd'hui, — ajoutait : « Peu importe de nommer dans notre école un professeur médiocre, de préférence à un homme supérieur : car ce sera le même pour tous les élèves; le classement n'en sera pas changé. » Les idées de justice et d'égalité, qui sont les fondemens légitimes de l'institution des concours, produisent ainsi des effets particulièrement nuisibles au développement général de la nation, aussi bien qu'au recrutement même des fonctions auxquelles ces concours aboutissent : car ce que l'État réclame, ce sont les hommes les plus intelligens et les plus capables de remplir les services publics, et non ceux qui ont été façonnés avec la plus parfaite perfection mécanique à un certain examen. Cette conception étroite des concours et programmes d'examen est assurément la cause principale qui concourt à altérer la marche de notre enseignement secondaire et à en fausser les résultats.

Nous venons de résumer les destinations que l'esprit public et l'opinion des familles ont attribuées à l'enseignement secondaire en France, tel qu'il existe à l'heure présente. Avant d'entrer dans des détails plus circonstanciés sur la double formule littéraire et scientifique que tend à affecter cet enseignement et dont la prédominance

relative, l'association ou la séparation suscitent aujourd'hui les plus vifs débats, il me paraît utile de rappeler comment on est arrivé à l'état actuel et par quelles phases successives l'instruction des adolescens a passé depuis quelques siècles. La connaissance du passé est indispensable pour bien comprendre l'état présent et préparer les directions de l'avenir.

III. — L'ENSEIGNEMENT DES ADOLESCENS AU MOYEN AGE ET DEPUIS LA RENAISSANCE.

Le nom d'enseignement secondaire est moderne; mais la chose est ancienne et elle a existé de tout temps; car de tout temps on a cru nécessaire de donner à l'enfant une certaine éducation, qui le préparât aux devoirs de l'âge viril. Sans remonter jusqu'à l'antiquité, que nous ne connaissons pas bien, il suffira de rappeler qu'avant la Révolution, l'Université prenait comme aujourd'hui l'enfant dès l'âge de neuf à dix ans et le rendait, vers dix-sept à dix-huit ans, avec le titre de maître ès arts; dès l'âge de vingt et un à vingt-deux ans, il pouvait être gradué en théologie, en droit ou en médecine. Les méthodes générales d'instruction avaient traversé dans le cours des siècles, au moyen âge, puis aux temps modernes, diverses phases qu'il n'est pas superflu de rappeler.

On sait que c'est vers la fin du XII[e] siècle que se constitua le régime des universités et que ce nom même apparaît pour la première fois : les cadres généraux constitués à cette époque, successivement étendus et perfectionnés, subsistèrent jusqu'au XVI[e] siècle. L'objet principal de l'enseignement était alors la logique, réputée l'art par excellence. Quand l'écolier avait appris la lecture, l'écriture, les élémens de la grammaire latine, il commençait vers l'âge de douze ans à faire un cours de logique, soit à Paris, soit dans une autre université comptant au moins six régens, et il pouvait ainsi se mettre en mesure de subir, dès l'âge de quatorze ans, les épreuves qui lui conféraient le titre de *déterminant* (1), c'est-à-dire de bachelier dans notre langue actuelle. Cet âge de quatorze ans était inférieur de deux ans à la limite fixée par nos règlemens présens, et il représentait également une limite, l'âge moyen étant, alors comme aujourd'hui, un peu plus élevé. Le candidat devait justifier, par des certificats plus ou moins sérieux, avoir suivi un cours ordinaire et au moins deux cours extraordinaires sur l'Introduction de Porphyre, le livre des Catégories, l'Interprétation, la Syntaxe de Priscien, un cours ordinaire et un cours

(1) *Determinare :* passer des thèses, dans le latin de cette époque.

extraordinaire sur les Topiques et les *Elenchi* d'Aristote, etc. Il devait en outre avoir fréquenté pendant deux ans, non-seulement les cours dogmatiques, mais les *disputes* ou argumentations des maîtres et avoir disputé lui-même pendant le même temps dans les écoles. — On voit que cet enseignement était essentiellement logique et dialectique, et combien il était vide de substance et de notions positives. Dès 1275, on compliqua les épreuves, en établissant un examen particulier d'admissibilité et une argumentation ou dispute soutenue avant Noël, sur un sujet de morale, contre un maître régent, en présence des élèves. Dans l'épreuve principale, le déterminant disputait tous les jours jusqu'à la fin du carême, rue du Fouarre, dans les Écoles de sa nation (1). Ce devait être un étrange spectacle que ces disputes, — nous dirions dans le langage familier de nos classes, ces *colles* perpétuelles, — soutenues pendant des mois par des écoliers de quatorze ou quinze ans. Elles ne leur déplaisaient pas; car Platon observait déjà que l'enfant a un goût particulier pour les disputes vaines : il exerce ainsi à vide son instrument cérébral, comme le nouveau-né exerce son appareil musculaire, sans but apparent, ni utilité déterminée. Cependant, nous avons peine à nous figurer ce régime scolastique, cet entraînement perpétuel de l'adolescent vers les subtilités formelles de la dialectique. En fait, cependant, la plupart des jeunes gens, de manière ou d'autre, arrivaient à se dispenser de ce fatigant exercice; si bien qu'en 1472 on supprima officiellement les disputes du carême. Ce fut vers la même époque que le nom de bachelier se substitua à celui de déterminant. Les études qui précédaient ce premier grade répondaient, en réalité, à notre enseignement secondaire, à cela près que la durée en était plus restreinte et le caractère stérile.

L'adolescent pourvu de son titre était admis à suivre les leçons de la faculté des arts et à continuer l'acquisition des connaissances qui devaient le conduire à obtenir, après vingt et un ans accomplis, la licence, c'est-à-dire la permission d'enseigner (*licentia docendi*); et, plus tard, à être admis à la maîtrise, c'est-à-dire à l'exercice effectif, par ses nouveaux collègues. — Les Facultés de théologie, de droit (décrétistes), de médecine, présentaient des filières analogues.

Les études préparatoires à la licence, données dès lors à l'Université, comprenaient des enseignemens qui se sont partagés depuis entre notre enseignement secondaire et notre enseignement supérieur : par exemple, les mathématiques et l'astronomie.

Les cadres de l'enseignement universitaire, purement logiques

(1) L'Université était divisée en nations ou provinces d'origine.

et grammaticaux au début, s'étaient élargis peu à peu dans le cours des temps. Les théologiens eux-mêmes, au xve siècle, commencent à mépriser la scolastique et à remettre en honneur le culte des lettres et de l'éloquence; on établit à cette époque, à côté des cours de logique, des cours de morale et de rhétorique. En 1452, on ajouta aux études les règles de la versification : c'est la date de l'apparition du vers latin, qui a pris dans l'enseignement une importance croissante aux XVIIe et XVIIIe siècles, pour être éliminé seulement de nos jours. Cinq ans après, la faculté des arts institua des leçons extraordinaires de grec. Malgré tout, l'exercice fondamental dans les études et dans les examens était toujours la dispute orale, qui parfois dégénérait en rixe : les compositions écrites, d'ailleurs, n'étaient point en usage. On exigeait en principe cet usage incessant de l'argumentation, comme éminemment propre à aiguiser l'esprit et à donner aux jeunes gens l'habitude de la parole; l'enseignement de l'enfance et de l'adolescence étant alors réputé avoir pour objet principal de former l'instrument de l'esprit, indépendamment de la matière même enseignée.

Vers la même époque s'opéra, d'une façon d'abord inaperçue, un changement dans la discipline qui devait avoir les plus profondes conséquences; je veux parler de l'institution des internats. Les élèves étaient libres dans les vieilles écoles du moyen âge, logés chez leurs parens, ou dans des familles privées, ou autrement, comme ils pouvaient. Ils suivaient dans ces conditions les cours publics ou privés. Mais peu à peu les désordres qui naissaient d'un tel état de choses, surtout pour les enfans isolés, donnèrent lieu à une institution nouvelle. Au xve siècle, en effet, nous trouvons établie l'institution des pensionnats et collèges, sous la direction des *Pédagogues*. Les cours libres de la rue du Fouarre, si célèbres du temps d'Abélard, disparaissent. En 1503, voici quelle était, par exemple, l'organisation des études du collège de Montaigu : de quatre heures à six heures du matin, à six heures, messe; de huit à dix heures, leçon, répétition; de dix à onze heures, discussion et argumentation; à onze heures, dîner et repos; puis examen et dispute; de trois à cinq heures, leçon; à cinq heures, vêpres, puis dispute; à six heures, souper; à sept heures, examen sur les leçons du jour, etc.; à huit heures du soir en hiver, à neuf heures en été, coucher. Les élèves étaient partagés suivant leur âge en plusieurs *lectiones* ou classes. Ce régime était plus dur que le nôtre; les mœurs générales étaient, d'ailleurs, plus rudes.

Cependant une évolution générale s'effectuait dans les esprits. En même temps que les institutions féodales et religieuses du

moyen âge tombaient en décadence, l'idéal antique reparaissait avec la renaissance et l'objet de l'éducation se trouvait par là même changé; il prenait un caractère nouveau, qui a persisté jusqu'à notre temps et qu'il convient de définir, parce qu'il joue un rôle capital dans nos discussions actuelles.

Au moyen âge, l'éducation, essentiellement scolastique et théologique, aboutissait à la dialectique, envisagée comme son but supérieur. La renaissance changea le but, et elle introduisit dans l'éducation cette idée de la prépondérance de la culture littéraire, sur laquelle nous avons vécu jusqu'au siècle présent. La transformation fut rapide.

Dès la fin du XVIe siècle, nous lisons dans les programmes d'étude pour 1583 du collège de Guyenne (*schola aquitanica*) tout un système organisé, comprenant dix années, de la dixième à la seconde et à la première (notre rhétorique), système absolument pareil à celui de notre enseignement secondaire actuel, à cela près que les programmes en étaient purement littéraires. La seule différence essentielle dans l'organisation d'alors et la nôtre ne se manifeste qu'après la rhétorique : il s'agit des enseignemens de la philosophie et des mathématiques, qui étaient donnés à cette époque dans les facultés des arts, tandis que de notre temps ils font partie intégrante de l'enseignement des lycées : je ne sais si l'on ne reviendra pas plus tard sur ce dernier système. Au début donc, dans les collèges du XVIe siècle, on enseignait seulement les langues anciennes et surtout le latin; car l'enseignement du grec a toujours été imparfait, et dès les XVIIe et XVIIIe siècles, on entend les mêmes plaintes que de nos jours sur l'imperfection de cet enseignement et le peu de fruit qu'il produit. Malgré l'enthousiasme justifié des lettrés pour l'hellénisme, il n'a jamais été adopté et poursuivi avec zèle que par quelques élèves exceptionnels. Le latin demeurait donc l'objet fondamental. Dans les statuts de 1598, destinés à consacrer une première réforme de l'enseignement, l'histoire, la géographie, la langue et la littérature française ne sont pas présentées comme objets obligatoires; mais ces études ne tardèrent pas à le devenir, les idées sur le but de l'instruction s'élargissant sans cesse.

Au XVIIe siècle, dans le collège de Juilly, puis à Port-Royal, le français est déjà le but et l'instrument général de l'enseignement. Le développement et la constitution définitive de la littérature française, envisagée comme une nouvelle culture classique, de valeur comparable à celle des langues anciennes, datent du temps de Louis XIV; elle a eu son contre-coup nécessaire sur l'enseignement. Ainsi, dans le plan de réforme de Rollin, au commencement du XVIIIe siècle, le français prend une part considérable; l'histoire

ancienne y joue un grand rôle et on y voit apparaître un petit abrégé d'histoire de France. Il semblait que l'introduction de l'esprit moderne et la connaissance des choses actuelles fussent regardées jusqu'alors comme contraires à la dignité de l'enseignement.

Par une conséquence inévitable, la place du latin et du grec dans les études diminue. En lisant les écrits de l'époque, on croirait déjà assister aux discussions de notre temps sur la meilleure répartition des heures de travail, entre des sujets d'étude devenus chaque jour plus nombreux. Le rôle des langues anciennes dans l'éducation allait, d'ailleurs, par la force des choses, en s'amoindrissant. On avait cessé depuis longtemps de parler le latin, dans l'usage courant des classes, et son emploi comme langue universelle des savans, déjà restreint au XVIIe siècle, cesse au XVIIIe. Résultat extrêmement grave, car, en perdant son emploi pratique, l'enseignement du latin perd aussi cette vitalité qui l'avait soutenu si longtemps. C'est à ce moment qu'il passe de l'état de langue vivante, parlée et écrite, à l'état définitif de langue morte. Les méthodes suivies dans son enseignement ont subi le contre-coup de ce changement et se sont trouvées dépouillées du caractère efficace qu'elles avaient autrefois. Il y a plus : par une étrange conséquence, l'enseignement des langues modernes de notre temps, trop fidèlement modelé par la coutume sur l'enseignement traditionnel du latin, en a pris quelque chose de gauche et d'artificiel, qui fait obstacle au progrès et s'oppose à ce que les professeurs apprennent aux enfans les langues modernes d'une façon pratique et fructueuse.

Quoi qu'il en soit, la fin suprême de l'éducation des enfans pour les professeurs dans les collèges du XVIIIe siècle demeure la même qu'au XVIe siècle. Ce sont toujours les humanités, et l'idéal consiste à former des rhétoriciens, rompus à l'art de bien dire.

L'enseignement scientifique se donnait alors tout entier dans les deux années de philosophie, au sein de la faculté des arts, en dehors de l'éducation classique proprement dite. A l'exception des mathématiques, cet enseignement était bien plus restreint qu'aujourd'hui. Il ne comprenait ni la chimie, ni les sciences naturelles, non constituées encore, ni les vastes théories de la physique moderne relatives à la chaleur et à l'électricité. Aussi, se réduisait-il en grande partie à des discussions vaines sur la nature et les propriétés générales de la matière.

C'était, d'ailleurs, au sein des universités que l'éducation s'accomplissait sans distinction nominale entre l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur; bien que cette distinction existât en fait, quoique avec des limites un peu différentes, dans les ma-

tières et le mode d'enseignement. L'enfant, pris dès dix ans et même dès neuf ans, pouvait aboutir, à l'âge de vingt et un ou vingt-deux ans, à obtenir ses grades en théologie, en droit ou en médecine. On voit combien nous avons reculé de notre temps la limite d'âge pour la terminaison des études et l'acquisition des diplômes définitifs.

D'après l'ouvrage de M. Liard, il existait en France, en 1789, 22 universités, dont les cadres répondaient à la fois à nos 106 lycées et à nos 16 groupes de facultés actuelles.

« A Paris, la faculté des arts formait encore, au moins nominalement comme au moyen âge, quatre nations : France, Picardie, Normandie, Allemagne, vivant dans 16 collèges. De ces collèges, 10 seulement, les collèges d'Harcourt, du Cardinal-Lemoine, de Navarre, de Lisieux, du Plessis-Sorbonne, de La Marche, des Grassins, de Montaigu, Mazarin et Louis-le-Grand, jouissaient du plein exercice. Ils avaient chacun à peu près le même nombre de maîtres : un professeur pour chaque classe, de la sixième à la rhétorique ; parfois deux pour la philosophie, qui durait deux ans et réunissait ensemble philosophie, proprement dite, mathématiques et physique. Il n'y avait de professeurs spéciaux qu'au collège Mazarin pour les mathématiques, au collège de Navarre et à Louis-le-Grand pour la physique expérimentale. » Au collège Mazarin, six professeurs, de la rhétorique à la sixième, recevaient, sur les revenus du collège, 100 livres pour enseigner la géographie.

Ajoutons, pour compléter ce tableau, que la gratuité de l'enseignement dans les collèges de la faculté des arts avait été établie par le roi en 1719, moyennant l'octroi du vingt-huitième du produit de la ferme des postes, qui représentait 300,000 livres en 1763. Cette subvention était destinée à donner aux régens des gages fixes, substitués aux rétributions individuelles des élèves ; 800 à 900 boursiers étaient entretenus dans ces collèges, ce qui répondait à la fois aux boursiers de nos lycées actuels et à nos boursiers de licence. On voit que l'institution de ces deux ordres de boursiers repose sur une longue tradition, qui date d'ailleurs du moyen âge. C'est une nécessité sociale reconnue de tout temps et plus indispensable que jamais dans une démocratie.

Cependant, un nouvel esprit commençait à animer la société française au XVIIIe siècle. La conception de la renaissance avait renversé deux siècles auparavant celle du moyen âge, au nom des traditions renouvelées de la civilisation antique ; elle pâlissait à son tour devant les idées nouvelles de la philosophie, réclamant l'égalité des droits de tous les hommes et l'avènement du règne de la science et de la raison. Aussi, le système suranné d'une éducation purement classique et rhétoricienne ne tarde-t-il pas à être contesté

comme le reste. « Pourquoi, s'écriait Diderot, étudier dans nos écoles, sous le nom de belles-lettres, des langues mortes qui ne sont utiles qu'à un très petit nombre de citoyens; les étudier six à sept ans, sans même les apprendre, et sous le nom de rhétorique enseigner l'art de parler avant l'art de penser et celui de bien dire avant que d'avoir des idées? » L'objet des écoles publiques, ajoutait-il, est l'utilité.

Il y a dans ces quelques lignes toute une nouvelle conception du but de l'enseignement, et cette conception va grandir et jouer un rôle de plus en plus considérable au temps de la Révolution d'abord, puis à notre époque. Nous serions entraînés trop loin si nous prétendions exposer ici en détail les idées et les tentatives théoriques d'organisation présentées à l'époque de la Révolution, au moment où, après avoir détruit les anciennes institutions et fait table rase, on imagine de reconstruire des organismes appropriés à la nouvelle société.

Quelques idées fondamentales d'alors doivent pourtant être mises en évidence, parce qu'elles ont continué à jouer un rôle important, même de notre temps. La première est celle-ci : l'État doit à tous l'instruction, mais il ne leur doit que l'instruction primaire. D'après Sieyès et Daunou (1789-1793), « l'État ne doit que l'instruction nécessaire à des citoyens français, la lecture, l'écriture, les règles de l'arithmétique, l'art de se servir des dictionnaires (!), les premières connaissances de géométrie, de physique, de géographie et d'ordre social... Nul ne peut s'en passer; mais c'est là tout ce que la république doit. Quant aux lettres et aux sciences, il suffit de les honorer; mais il convient de s'en remettre pour les cultiver à l'industrie particulière et à la liberté... » — « La république, disait un autre, n'est pas obligée de faire des savans; de quel droit demanderait-elle pour eux un privilège? On ne doit faire payer à la bourse commune que l'instruction commune à tous. » Bourdon déclare de même qu'il s'agit d'élever à la place des universités des écoles d'arts et métiers, où l'on enseigne les moyens de perfectionner les enfans dans les fonctions utiles. L'utilité d'une culture générale, celle de la culture des sciences en particulier, pour maintenir le prestige moral et la force matérielle des sociétés, étaient ainsi complètement méconnues.

Cependant, ces conceptions étroites n'ont pas cessé d'être combattues au temps même de la Révolution. Le Lycée conçu par Condorcet réunissait dans son plan tout ce que réclame le travail intellectuel, aussi bien pour l'enfance que pour la jeunesse: mathématiques, sciences physiques, sciences de la nature vivante, science de l'homme, morale, science des sociétés, langues, littéra-

tures, beaux-arts et arts mécaniques. Les deux degrés de l'enseignement secondaire et supérieur s'y trouvaient rassemblés.

Mais tout demeura dans le vague des théories jusqu'au moment où les lois de l'an III et de l'an IV se proposèrent de constituer les organes d'un enseignement nouveau, à la place des anciennes universités anéanties. Il s'agit du système des écoles centrales, qui devaient prendre l'enfant à l'âge de onze à douze ans pour le conduire, vers dix-huit ans, jusqu'au seuil des carrières de la vie civile. Dans la conception des auteurs de la loi de l'an III, nous trouvons déjà plus d'une idée qui a continué à avoir cours jusqu'à nous. L'école centrale, au lieu d'être un internat où l'élève vit nuit et jour, devait être un externat, où il viendrait seulement pour recueillir la parole du maître. Conception plus élevée, sans doute, mais que nos mœurs n'ont pas permis de réaliser.

Les cours y auraient été ainsi substitués aux classes, avec une discipline plus libre, quoique moins adaptée à l'âge des enfans. La notion de l'équivalence et du choix entre des enseignemens multiples y figure également. — Au lieu de recevoir l'enseignement dans une série de classes, étagées de la sixième à la rhétorique et à la philosophie, l'élève devait pouvoir choisir à son gré, suivant ses besoins, ses aptitudes et ses goûts, entre un système de cours parallèles, faits chacun par un professeur spécial. Ce système souvent préconisé et qui a été réalisé effectivement dans des institutions privées, en Angleterre et aux États-Unis, n'a cependant jamais pu être mis en vigueur en France, à cause de la lourdeur réglementée de nos programmes et de nos organisations scolaires.

Tandis que dans les anciens collèges, le latin avec la rhétorique et la scolastique d'une philosophie essentiellement logique formaient le fond de l'enseignement, sauf à y joindre un peu de grec, de français, d'histoire, de sciences; dans les écoles centrales, les langues anciennes et les belles-lettres, tout en étant conservées, cessaient pourtant d'être les agens principaux de l'éducation. Les mathématiques, les sciences physiques et naturelles, l'économie politique, la législation, la grammaire générale, la logique, l'analyse des sensations, l'histoire philosophique des peuples, l'agriculture et le commerce, les arts et métiers, l'hygiène et le dessin devaient y jouer un rôle plus essentiel.

En lisant cette énumération et en faisant la part des opinions et préjugés de l'époque, on croirait déjà parcourir le tableau des programmes qui se discutent de notre temps au conseil supérieur de l'instruction publique.

Dès l'an IV il a fallu, toujours comme de notre temps, remanier ces programmes : on en fit sortir les parties trop techniques,

telles que les arts et métiers, ou trop spéculatives, telles que la logique et l'analyse des sensations, la méthode des sciences, l'histoire philosophique, etc. Les cours, d'abord au nombre de treize, furent réduits à dix. Au lieu d'être maintenus dans un système parallèle, offert simultanément à tous les élèves sans distinction d'âge ou de capacité, on les répartit en trois groupes; on dirait aujourd'hui trois cycles superposés. Le premier débutait à douze ans et comprenait le dessin, l'histoire naturelle, les langues anciennes et les langues vivantes. Le second, à partir de quatorze ans, était constitué par les élémens des mathématiques, la physique et la chimie expérimentale. Le troisième, qui débutait à seize ans, embrassait la grammaire générale, les belles-lettres, l'histoire et la législation. Au-dessus vient alors le système des écoles spéciales, destinées aux services publics, et définies par la loi du 3 brumaire an IV; système que je n'ai pas à exposer ici, quoiqu'il ait été l'origine de nos grandes Écoles : polytechnique, Saint-Cyr, navale, des mines, normale, des sciences politiques, des beaux-arts, de santé, etc. L'examen de ces plans et les modifications successives qu'ils ont subies dans leur réalisation nous entraîneraient trop loin du domaine de l'enseignement secondaire. Après diverses péripéties, Napoléon I[er] organisa enfin l'Université française, avec les cadres essentiels de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur, tels qu'ils ont subsisté jusqu'à notre temps. Ce sont ces cadres, maintenus dans l'enseignement secondaire, dont nous poursuivons aujourd'hui la réforme.

IV. — LES DEUX FORMULES DE L'ENSEIGNEMENT SECONDAIRE : ENSEIGNEMENT CLASSIQUE, ENSEIGNEMENT SPÉCIAL.

L'enseignement secondaire a eu pendant longtemps un caractère exclusivement classique et semblable pour tous ses élèves : on s'y proposait avant tout, disait-on, de former des hommes, et de maintenir la haute culture littéraire. Cette culture en effet constitue une partie de la force morale des peuples, et elle concourt par là même à leur puissance et à leur prospérité matérielle; nul peuple plus que la France peut-être, dans les temps modernes, n'a profité davantage de ce prestige. C'est sur l'étude des chefs-d'œuvre littéraires et artistiques créés par les Grecs et par les Romains que cette culture est principalement fondée; c'est par là qu'elle se maintient. Telle a été la conception de l'enseignement classique, depuis l'époque de la renaissance : elle y domine encore et elle est fondée sur cette opinion courante, d'après laquelle un jeune homme qui n'a pas fait ses humanités n'appartient pas à l'élite de sa génération. Elle engage ainsi bien des familles à faire donner à leurs

enfans un genre d'éducation, qui peut-être leur rendra plus tard bien peu de services dans la vie pratique.

Des protestations diverses se sont élevées de bonne heure contre cette conception, les unes proclamées au nom de la théorie du progrès et de l'évolution indéfinie de l'esprit humain, les autres dictées par des sentimens purement utilitaires. Deux courans très différens d'idées se sont rencontrés ici pour combattre l'enseignement classique, dès la fin du siècle dernier. Ces deux courans existent encore de notre temps; leur coexistence et le mélange des argumens tirés de ces deux manières de voir ont jeté sur les questions agitées une confusion extrême.

Les uns, en effet, reprennent au nom du progrès la vieille querelle de prééminence entre les anciens et les modernes, soulevée par Perrault au temps de Louis XIV. C'était la première protestation contre l'esprit de la renaissance, attaquée à son tour au moment même où elle venait à peine de triompher définitivement, en invoquant l'antiquité, de la scolastique du moyen âge. Quand nos contemporains soutiennent la culture moderne et française, comme instrument d'éducation classique, contre la culture traditionnelle tirée des Grecs et des Latins, ils nous font entendre l'écho d'une opinion qui n'a pas cessé depuis deux siècles d'avoir des partisans.

Cette opinion même repose toujours, aussi bien que la thèse officielle qu'elle prétend combattre, sur la notion d'une culture littéraire, envisagée comme fondement essentiel de l'éducation. Elle la voudrait française et moderne, mais toujours universelle et exclusive. Elle tient peu de compte de la culture scientifique et elle semble regarder comme une quantité négligeable la destination professionnelle de l'enseignement secondaire.

Une semblable destination, au contraire, prédomine dans les préoccupations de beaucoup de bons esprits, et elle a donné naissance à une conception différente, qui est devenue l'origine de l'enseignement spécial, juxtaposé à l'enseignement classique depuis un quart de siècle.

La nécessité d'une certaine division dans l'enseignement secondaire, en vue des carrières spéciales auxquelles il doit conduire, a été reconnue depuis longtemps. Déjà, avant la Révolution, le président Roland accusait l'enseignement d'être trop uniforme : « Il serait nécessaire, ajoutait-il, de varier les instructions pour que tous les enfans pussent s'appliquer soit à la science pour laquelle ils ont du goût et de l'aptitude, soit à l'état qu'ils embrasseront par la suite. » Condorcet voulait également que dans les écoles on donnât à la fois un enseignement général, destiné à permettre à l'élève de reconnaître ses véritables aptitudes parmi

la variété des objets dont les élémens lui sont enseignés, et un enseignement spécial, approprié aux vocations ainsi révélées. Dans sa manière de comprendre l'instruction des enfans, le grec et le latin ne devaient plus jouer qu'un rôle minime; mais leur place n'était pas prise par les lettres françaises, installées dans le vide créé par l'amoindrissement des humanités proprement dites.

De telles conceptions n'ont pas prévalu tout d'abord, la formule de l'enseignement classique ayant reparu dans sa plénitude, au sein des lycées de l'université impériale. Néanmoins les nécessités sociales qui leur avaient donné naissance n'en subsistaient pas moins. « Il nous faut des marchands, des agriculteurs, des manufacturiers ; notre éducation ne semble pas propre à en faire, » s'écriait Cousin, dans des termes qui rétrécissaient beaucoup le problème, et il proposait pour combler la lacune une éducation dite intermédiaire ; d'autres l'ont appelée spéciale, non-seulement de notre temps, mais dès l'époque de la Révolution.

Pour répondre à ces besoins, il s'organisa dans la première moitié de ce siècle des institutions privées, où l'on enseignait surtout le français, les élémens des langues vivantes, de l'histoire, des mathématiques : enseignement modeste destiné aux enfans qui n'aspiraient pas aux carrières libérales proprement dites. C'est cet enseignement privé qui a servi de base et de modèle à un enseignement d'état, destiné à le relever et à lui donner une formule officielle, sous le nom d'*enseignement spécial*, institué par M. Duruy. Son fondateur n'avait pas pour intention de créer une institution rivale et parallèle à l'enseignement classique ; il visait, comme Cousin, les professions commerciales, agricoles et industrielles, dont il voulait faire précéder l'apprentissage par une préparation littéraire et surtout scientifique plus forte, quoique tournée principalement vers la pratique.

Il se proposait en même temps de mettre fin à une tentative malheureuse de réforme, inaugurée quelques années auparavant sous le nom de *bifurcation*, et où l'on avait allié des tendances restrictives et illibérales, avec une ébauche d'éducation scientifique proprement dite. Après la quatrième, les élèves devaient se partager en deux groupes : ceux qui poursuivent l'éducation classique et ceux qui se destinent aux écoles spéciales, auxquels l'étude des sciences était principalement réservée. Mais en même temps les programmes de la bifurcation dépouillaient systématiquement l'enseignement des sciences de son caractère élevé et philosophique. Renouvelant les déclarations de Napoléon Ier contre les idéologues, on prétendait exclure de l'enseignement des sciences qu'on appelait « des abstractions propres à égarer l'esprit. »

La réforme, rendue suspecte par les tendances de ses auteurs,

fut mal accueillie et peu soutenue par les professeurs chargés de l'appliquer. Avant même qu'elle eût pu entrer complètement en vigueur, M. Duruy y substitua une organisation nouvelle. Tandis qu'il rétablissait l'enseignement classique proprement dit, il créait l'enseignement spécial, envisagé comme d'un ordre inférieur et subordonné à la conception professionnelle. Pour éviter toute confusion, il donna au nouvel enseignement des organes propres : programmes, système de classes coordonnées, diplôme, école normale de professeurs (Cluny). Le tout se développa d'abord librement pendant douze à quinze ans.

Mais l'institution nouvelle n'a eu qu'un succès incomplet : d'une part, parce qu'elle ne résolvait qu'une partie du problème, et d'autre part, parce que son organisme ne tarda pas à être dévié de sa destination primitive pour diverses causes, dont les principales sont attribuables à la tendance instinctive des administrations françaises vers l'uniformité. En effet, l'enseignement spécial ne se distinguait pas suffisamment de l'enseignement primaire supérieur, lequel aboutit aux apprentissages techniques. Il s'en distinguait d'autant moins que le diplôme qui ouvrait l'accès de l'enseignement spécial était directement accessible pour les élèves des écoles normales de l'enseignement primaire. Mais on y entrait en même temps par la voie de l'École normale supérieure de l'enseignement secondaire classique. De là une inégalité frappante entre les professeurs du nouvel enseignement, choisis tantôt parmi les sujets les plus capables de la pédagogie primaire, tantôt parmi les sujets déclassés de la pédagogie classique. Entre ces deux tendances, la seconde finit par l'emporter : l'école de Cluny devint de plus en plus stérile et insuffisante pour le recrutement auquel elle devait fournir; tandis que l'École normale de la rue d'Ulm fournit presque exclusivement, et souvent par ses meilleurs élèves, les professeurs de l'enseignement spécial. Dès lors on tendit à mettre sur le même niveau hiérarchique le nouvel enseignement spécial et le vieil enseignement classique. Les cadres se rapprochèrent; l'agrégation de l'enseignement spécial réclama et obtint les mêmes avantages comme traitement, classement et prérogatives que l'agrégation classique. On a même créé, il y a peu d'années, un baccalauréat de l'enseignement spécial, parallèle au baccalauréat classique et qui, dès à présent, est regardé comme équivalent pour l'ouverture d'un certain nombre de carrières. L'enseignement spécial ainsi constitué est suivi en ce moment par une multitude de jeunes gens, un tiers environ de la jeunesse des lycées et collèges, d'après les chiffres présentés au début de cette étude.

Aujourd'hui il s'agit d'aller plus loin dans les rapprochemens

des deux enseignemens: on se propose de les rendre parallèles et sur la plupart des points équivalens, mais en changeant la durée, le nom et par là même la destination de l'ancien enseignement spécial, qui deviendrait un second enseignement classique, dominé par des humanités purement françaises et rendu symétrique avec l'enseignement des humanités grecques et latines. Ce serait le triomphe de l'uniformité réglementaire : peut-être au détriment de l'enseignement classique proprement dit, qui se trouverait ainsi nivelé avec un enseignement d'ordre inférieur, s'abaissant d'autant que celui-ci se trouverait relevé. L'enseignement spécial actuel n'en souffrirait pas moins sans doute; car il perdrait ce caractère propre de brièveté d'études et d'application pratique, qui a fait jusqu'ici son succès auprès d'un grand nombre de familles peu fortunées et désireuses de voir leurs enfans aboutir dans un temps plus court que celui des études classiques proprement dites. Je ne sais si le résultat définitif d'une semblable réforme ne serait pas de faire déserter une partie des classes de nos collèges et lycées, au profit des établissemens privés ou congréganistes, qui se prêteraient avec plus de souplesse à la satisfaction de besoins sociaux incontestables, en conduisant les enfans plus rapidement au but pratique auquel ils aspirent.

Malheureusement pour ces conceptions, elles se heurtent à un autre ordre de difficultés, celles qui résultent de la préparation aux écoles scientifiques du gouvernement; préparation essentiellement mathématique et qui sort à la fois des cadres de l'enseignement classique ancien et de ceux que l'on voudrait donner au nouvel enseignement français. En effet, la préparation aux Écoles polytechnique, de Saint-Cyr, centrale, attire une grande partie de la jeunesse intelligente, laquelle cherche à s'assurer les avantages et la stabilité des fonctions de l'État.

Or, pour les jeunes gens préparés aux concours d'accès de ces grandes écoles, la durée des études nécessaires est trop grande pour qu'ils consentent à s'assujettir à la lente filière des études classiques, sous quelque forme que se soit. A part une faible minorité, la plupart de ces élèves sont obligés de prendre une voie plus courte; ils quittent les classes littéraires dès la troisième ou la seconde, pour passer dans les classes de mathématiques dites préparatoires. De là, ils entrent dans les deux classes successives des mathématiques élémentaires et des mathématiques spéciales, affectées à la préparation immédiate aux Écoles polytechnique et de Saint-Cyr. Voici les chiffres officiels des jeunes gens qui suivent cette route abrégée dans les lycées des départemens. Le nombre des élèves entrés l'an dernier en mathématiques élémentaires s'élevait à 1,676, dont 189 avaient fait leur philosophie; 118 ve-

naient directement de rhétorique, 93 avaient passé par l'enseignement spécial et 1,265 par les mathématiques préparatoires. Dans la classe préparatoire à Saint-Cyr, on comptait 859 élèves, dont 207 avaient fait leur philosophie; 52 venaient de rhétorique, 110 de l'enseignement spécial, 479 de la classe de mathématiques préparatoires. Les proportions relatives, parmi les élèves de Paris, étaient à peu près les mêmes.

On voit par ces chiffres que la grande majorité des élèves qui veulent concourir pour les écoles du gouvernement échappent, vers la fin de leurs études, aux cadres de l'enseignement classique actuel, aussi bien qu'à ceux de ce futur enseignement français, et on aperçoit en même temps combien sont complexes les problèmes de l'enseignement secondaire et combien serait téméraire la prétention de résoudre à la fois par une formule unique, telle que celle d'un enseignement classique purement français, des questions aussi différentes que le problème d'une culture littéraire moderne, supposée équivalente à la culture fondée sur les langues anciennes; le problème d'une culture scientifique élevée, réclamée par un grand nombre de vocations; le problème d'une culture plus courte et plus pratique, exigée par les nombreux enfans qui quittent nos collèges vers l'âge de quatorze ans; enfin le problème particulièrement impérieux de la préparation aux concours des grandes écoles scientifiques.

Il n'est pas possible aujourd'hui, tous les hommes compétens le reconnaissent, de concilier des destinations aussi diverses et de faire rentrer, de gré ou de force, l'enseignement secondaire dans un cadre unique, celui de l'éducation intégrale, comme on dit quelquefois; éducation dans laquelle les enfans seraient préparés, par un enseignement encyclopédique, à l'ensemble des carrières. C'est cependant cette unité idéale de l'enseignement secondaire que prétendraient maintenir les partisans absolus de la vieille éducation classique, fondée sur les humanités grecques et latines. Les partisans absolus et exclusifs d'une éducation dite moderne, et qui serait fondée uniquement sur l'étude du français et des langues vivantes, maintiennent de leur côté la même prétention. Seulement, en présence de la nécessité sociale qui réclame des connaissances chaque jour plus nombreuses et plus approfondies, les partisans exclusifs de l'enseignement moderne veulent leur faire place en supprimant dans l'ensemble général des études le grec et le latin; sauf pour une minorité, pour laquelle on conserverait provisoirement le vieux type classique, réclamé par quelques familles, en attendant qu'il tombe de lui-même en décadence.

Dans un système comme dans l'autre, on proteste contre une spécialisation anticipée, et on invoque la nécessité de ne pas pré-

juger trop tôt les aptitudes des enfans et de laisser les capacités se révéler avec l'âge.

Il est certain que l'esprit de l'enfant éprouve un changement profond vers l'époque de la puberté, et que c'est seulement vers quatorze à quinze ans que se manifestent les facultés rationnelles proprement dites : jusque-là, sauf des cas exceptionnels, il serait téméraire d'assujettir l'enfant à une éducation trop particulière et exclusive. Mais, à partir de cet âge, la lumière commence à se faire et on conçoit la possibilité de plusieurs directions différentes appropriées au vœu des familles, les meilleurs juges après tout des aptitudes et de la destination qu'elles désirent voir suivre par leurs enfans.

Ce n'est pas tout : pour bien faire apercevoir toutes les données de la question, il convient d'entrer dans des considérations pédagogiques d'un ordre non moins général, et qui interviennent chaque jour dans nos discussions relatives à l'orientation et à la réforme de l'enseignement secondaire.

Une première donnée, qui complique le problème, c'est la question du surmenage intellectuel, soulevée par les hygiénistes dans ces dernières années. A surcharger l'esprit des enfans par l'acquisition réelle ou prétendue de tant de connaissances diverses, on risque de le fatiguer avant l'heure et d'en empêcher l'évolution normale. On ruine en même temps par là la santé et l'étendue à l'âge du développement physique; risque plus marqué encore pour les jeunes filles que pour les jeunes garçons. De là la nécessité de réduire le nombre de ces connaissances, ainsi que la durée du temps quotidien consacré aux études; l'obligation d'assurer aux enfans un temps suffisant pour se livrer aux exercices physiques. Je n'examinerai pas ici si cette réaction légitime contre la surcharge intellectuelle n'a pas été poussée trop loin; et si le surmenage était aussi réel qu'on l'a dit dans les classes inférieures; s'il ne se produit pas surtout dans les classes mathématiques, destinées à la préparation aux grandes écoles, et même si ce n'est pas le système excessif des concours et de leurs épreuves, chaque jour multipliées, qui fatigue et épuise l'adolescence.

Pour répondre à ces réclamations, on a réduit tout récemment la durée de la classe à une heure et demie, au lieu de deux heures : mesure contestable, qui ne permet plus guère au professeur de veiller au développement individuel de ses élèves, à la récitation des leçons et à la correction des devoirs; elle tend à transformer les classes anciennes en cours proprement dits, où l'action du professeur est purement collective et destituée par là même d'une partie de sa vertu éducatrice.

En même temps, en effectuant ce changement, on a perdu de

vue l'utilité du développement matériel de la mémoire et l'avantage de ces exercices spéciaux, destinés à fixer pour jamais dans l'esprit les chefs-d'œuvre des grands poètes et des grands écrivains. La substitution des explications orales et des devoirs dits extemporanés aux compositions écrites d'autrefois, malgré certains avantages, n'en a pas été moins fâcheuse, par l'excès avec lequel elle a été appliquée. Si elle est utile pour développer les facultés d'improvisation, la vivacité d'esprit et la faculté de la parole, en revanche, elle nuit à la réflexion et à la méditation, au travail soutenu, prolongé et solitaire que réclament les compositions écrites. L'esprit perd ainsi sa véritable force individuelle et l'énergie profonde de ses réserves, aux dépens des facultés superficielles d'improvisation.

Ces diverses réformes, hâtivement introduites dans l'enseignement secondaire classique, ont contribué à l'énerver; elles ont diminué la capacité de travail et le goût de l'effort personnel, chez le professeur aussi bien que l'enfant.

Elles avaient pour but, répétons-le, de maintenir à tout prix, par certains sacrifices, un type unique d'éducation encyclopédique, approprié à la préparation de toutes les carrières. La campagne menée depuis quelques années contre l'enseignement du grec et du latin tend aux mêmes conséquences. En effet, dans l'esprit de ses promoteurs extrêmes du moins, il s'agirait surtout de remplacer le vieil enseignement classique par un nouveau type général d'enseignement secondaire, allégé par la suppression des langues anciennes, mais destiné de même à la généralité des enfans.

Ces prétentions excessives et qui dépassent les nécessités réelles de l'enseignement ont rencontré des résistances et l'on tendrait aujourd'hui, ainsi que je l'ai dit plus haut, à réaliser un système mixte, dans lequel coexisteraient deux enseignemens parallèles : l'un classique ancien, fondé sur l'étude du grec et du latin et conservant les traditions reçues; l'autre dit classique français, qui prendrait la place de l'enseignement spécial. On créerait deux types parallèles, de même durée, à sanctions similaires et équivalentes.

La multiplicité nécessaire des types d'enseignement est respectée dans cette combinaison: mais elle repose toujours sur une conception *a priori* de ce que devrait être, au gré de ses auteurs, l'enseignement secondaire, et elle n'est pas déduite directement de la destination effective de ces enseignemens, c'est-à-dire des vœux et besoins des familles. Ce n'est pas un second enseignement classique, symétrique et parasite du premier qu'elles réclament; mais leurs désirs ne seront réellement remplis, je ne saurais trop le répéter, que lorsqu'il existera, à côté du vieil enseignement

classique, que beaucoup de familles désirent conserver, des formules nouvelles d'un ordre tout différent, appropriées aux vœux d'un autre groupe de familles. Les unes de ces formules permettraient d'aboutir en un moindre nombre d'années à un objet professionnel; les autres conduiraient plus directement à la préparation scientifique, réclamée par nos grandes écoles. Or dans le nouveau système, on a été conduit à prolonger sans cesse la durée des études de l'enseignement spécial, dont on veut faire l'enseignement des lettres françaises. Il avait été déjà porté d'abord de cinq ans à six ans; on voudrait ajouter aujourd'hui une septième année, une année de rhétorique française, afin d'en égaliser la durée avec celle de l'enseignement parallèle des lettres latines. En même temps on va jusqu'à proposer d'imposer cette année de rhétorique française aux jeunes gens qui désirent entrer dans les classes de mathématiques élémentaires. Ce serait là, sans aucun doute, aller contre la force des choses et, par un besoin artificiel de symétrie, risquer de faire le vide dans les établissemens de l'État.

Quant aux enfans qui suivraient, quand même et pour elle-même, cette nouvelle route établie sous le nom d'enseignement classique français; si elle demeurait ainsi entendue, elle ne leur fournirait, en réalité, pas d'autre ouverture que celle de l'ancien enseignement classique. Avec une culture inférieure et une dépense de travail, c'est-à-dire d'énergie intellectuelle, moindre, ils aboutiraient de même, par une préparation rhétoricienne et dialectique, vide de substance positive, à un baccalauréat nouveau : vain leurre donné à ces aspirans aux fonctions officielles, parmi lesquels on ne tarde pas à compter tant d'ambitieux déclassés.

Pour avoir une valeur véritable, le nouvel enseignement, quelque nom qu'on lui donne, doit ouvrir des carrières auxquelles ne conduise pas directement l'enseignement classique proprement dit, telles que celles des sciences, de la haute industrie, du commerce, etc.; il doit en outre se composer des deux degrés successifs imposés par le besoin des familles. Je demande la permission de dire comment je le comprendrais.

Une première période continuerait, comme dans l'enseignement spécial d'aujourd'hui, à conduire jusque vers quatorze ou quinze ans les enfans que les familles moins fortunées veulent engager de bonne heure dans une direction professionnelle. Loin de tendre à supprimer cette étape, il convient de la maintenir et de l'accentuer dans la transformation de l'enseignement spécial. Or l'une des caractéristiques essentielles de cette première période, c'est en effet que ni le grec ni le latin n'y sont nécessaires; mais les familles réclament à la place une culture française et une étude plus développée et plus pratique des langues modernes.

Ce dernier point mérite toute notre attention. Dans nos lycées, on enseigne trop les langues modernes d'après les types grammaticaux et littéraires auxquels les langues anciennes ont été réduites, par la suite des temps et la désuétude de leur emploi pratique. Le système d'une agrégation de langues modernes a concouru surtout à en fausser l'enseignement, par la conformité routinière de ses épreuves conventionnelles avec celles de l'agrégation des langues anciennes. Au lieu de tenir à honneur de former avant tout des maîtres de langues, dont le mérite et les services seraient appréciés d'après les résultats obtenus, c'est-à-dire d'après la perfection avec laquelle leurs élèves auraient appris à parler et à écrire l'allemand et l'anglais, les personnes qui dirigent cet enseignement ont trop cédé, peut-être, au désir de faire prévaloir dans l'enseignement des langues modernes les méthodes essentiellement littéraires, qui constituent aujourd'hui l'enseignement des langues mortes. On prétend former également les enfans par la culture allemande ou anglaise, fût-ce en diminuant la part faite à notre propre culture nationale. Certes, je suis loin de faire fi du côté littéraire; mais ce n'est pas là ce que réclament les familles. Il importe de rompre le plus tôt possible avec ces procédés, déjà surannés dans l'enseignement des langues classiques, et qui empêchent notre jeunesse de parvenir à une connaissance effective des langues modernes. Cessons de regarder comme un but idéal ce savant échelonnement des classiques modernes, dans le parcours duquel on épuise l'intérêt et les efforts des enfans; sans leur apprendre tout d'abord et substantiellement les langues vivantes. On a trop perdu de vue qu'ici l'objet essentiel est à la fois différent de celui de l'étude du grec et du latin et de celui de l'étude de notre histoire et de notre littérature nationales. Ce sont les dernières études qui importent avant tout et qui doivent dominer le système. Quant aux langues anciennes et mortes, il est certain que, par leur étude, on se propose surtout d'exercer l'esprit, de lui fournir une gymnastique, en même temps que de maintenir les traditions d'origine de la culture française. Mais dans les langues modernes nous n'avons pas à rechercher une tradition de ce genre, ni même une gymnastique; dans l'étude des langues modernes, on réclame avant tout un objet réel et un emploi immédiat. Tant que ce but ne sera pas atteint, on aura droit de se plaindre hautement du vice des méthodes et du détriment réel apporté aux élèves.

Mais revenons au nouvel enseignement général qu'il s'agit d'instituer. Dans l'ordre d'idées que je développe, et où un enseignement purement français serait destiné aux enfans qui suivraient cette route jusqu'à l'âge de quatorze ans environ, la culture littéraire ne serait nullement abandonnée; elle y serait moins forte,

sans doute, que dans l'enseignement classique, mais suffisamment maintenue par l'étude du français, auquel on joindrait l'histoire, la géographie et les premiers élémens des sciences, indispensables à tous. La première période de cet enseignement étant ainsi accomplie, les enfans qui s'y limitent se disperseraient comme aujourd'hui, mais avec une connaissance plus solide des langues modernes et des élémens des sciences.

La seconde période qui s'ouvrirait ensuite devrait également être organisée de façon à répondre aux besoins des familles et aux vocations scientifiques, et à conduire les enfans soit vers les carrières techniques, soit vers la préparation aux écoles. Telle que je la conçois, elle reposerait principalement sur l'étude des sciences, sans exclure un certain degré de culture littéraire; celle-ci, d'ailleurs, étant désormais subordonnée.

En même temps que ces études aboutiraient aux écoles où la culture est surtout mathématique, peut-être pourrait-on, avec certaines précautions, leur ouvrir une seconde issue vers les carrières des sciences naturelles; carrières auxquelles on parviendrait d'ailleurs aussi par la voie de l'éducation classique ordinaire. Il y aurait là des ponts à établir, c'est-à-dire des passages entre les deux ordres d'enseignement, passages dont le caractère et l'étendue ne sont pas encore suffisamment étudiés pour en parler ici. L'esprit des enfans, ainsi dirigé, trouverait dans cette seconde période des formules éducatrices nouvelles, non moins essentielles au point de vue de la culture générale de l'esprit humain que les formules purement littéraires. Ce point de vue n'a pas été généralement compris jusqu'à présent dans les discussions relatives à l'enseignement secondaire et je vais essayer d'en montrer le véritable caractère et l'importance capitale.

V. — LA SCIENCE ÉDUCATRICE.

Le rôle des sciences dans l'éducation générale de l'esprit humain et dans les progrès de la civilisation a été souvent méconnu par les pédagogues, cantonnés dans les formules traditionnelles de l'enseignement classique. Je me rappelle avoir assisté, il y a un quart de siècle, à une conversation entre M. Duruy, alors ministre de l'instruction publique, et un inspecteur-général des études, que je ne veux pas nommer ici. M. Duruy, esprit ouvert au progrès, parlait de l'importance des sciences expérimentales et de la nécessité de les faire intervenir pour une plus large part dans l'enseignement; il apercevait les notions à la fois pratiques et philosophiques qui se dégagent de leur étude. Mais le cuistre, son interlocuteur, fermé aux idées générales et méprisant des résul-

tats utilitaires dont il était incapable de comprendre l'importance, ne voyait dans tout cela qu'une cuisine, bonne tout au plus à enseigner aux futurs marchands de pétrole et de charbon de terre. Il ne serait pas difficile de retrouver des opinions pareilles chez un certain nombre des partisans aveugles de l'enseignement classique, fondé sur l'étude du grec et du latin.

Cependant, si les conditions matérielles de la vie humaine ont été changées ; si l'accumulation des capitaux et l'accroissement de la force productive du labeur humain ont accru graduellement l'aisance générale et donné aux travailleurs une indépendance relative et des droits qu'ils ne possédaient pas autrefois et qui tendent à s'accroître chaque jour pour le bonheur de la race humaine ; ces progrès, il ne faut pas cesser de le rappeler, ne sont dus ni aux études littéraires, ni aux discussions scolastiques, religieuses ou philosophiques. Non ! ils sont attribuables essentiellement au développement de la science et à celui de la richesse générale, créée par ses découvertes. Vérité aperçue surtout depuis le XVIII[e] siècle, qui a proclamé l'avènement prochain du règne de la science et de la raison : elle éclate aujourd'hui de toutes parts, depuis la transformation rapide de la civilisation qui s'est accomplie de notre temps et qui se poursuit sous nos yeux.

Cet immense développement de la richesse et de l'industrie, ainsi que le développement corrélatif de l'esprit libéral et démocratique, sont dus, proclamons-le bien haut, aux découvertes de la science moderne. Si la somme des alimens mis à la disposition de l'espèce humaine va sans cesse en croissant, ce n'est pas par l'effet d'un raisonnement logique ou d'une déclamation de théologie, mais c'est par la suite nécessaire des découvertes de la chimie, de la mécanique et de la physiologie, qui ont déjà transformé l'agriculture et la transformeront encore bien davantage dans un prochain avenir. Quelle que soit la lenteur avec laquelle se modifient les pratiques traditionnelles des paysans, nous leur avons appris à faire rendre à un champ, dans un temps donné, avec une même somme de travail humain et une même dépense, une quantité de blé bien plus forte que celle que ce champ produisait autrefois, et nous sommes à cet égard encore loin du terme que la science permet d'annoncer. C'est par suite des progrès de la science, que tout le monde aujourd'hui, ou à peu près, en France, mange ce pain blanc, jadis réservé à quelques privilégiés. Le nombre des bestiaux que nous élevons dans nos prairies ne s'est pas accru dans une moindre proportion depuis deux siècles, toujours par l'application des méthodes créées par la science : c'est par leur bienfait que la nourriture animale a été rendue accessible à nos ouvriers et à nos paysans, auxquels elle demeurait encore presque inconnue il y a soixante

ans. C'est en vertu des découvertes de la chimie que le sucre, denrée rare et exceptionnelle au siècle dernier, est produit aujourd'hui par quantités colossales et qu'il est devenu l'un des alimens usuels des populations. Il me serait facile de poursuivre cette énumération de l'amélioration, par la science, des conditions de la vie humaine.

Or, tous ces progrès, je le répète, sont dus non à des dissertations dialectiques ou littéraires, mais aux découvertes positives des sciences physiques, mathématiques et naturelles : je ne veux pas parler seulement des découvertes purement pratiques, nées de l'empirisme, car la part principale de ces progrès est attribuable aux conceptions théoriques les plus élevées des sciences positives. C'est ainsi que toutes les industries modernes des métaux, des pierres, du bois, du travail des matériaux de tout genre, reposent sur les découvertes générales de la chimie et de la mécanique. Le développement immense des voies de communication a ouvert au commerce et à l'industrie des domaines indéfinis; il a permis une répartition générale des produits et des richesses entre tous les peuples civilisés, en même temps qu'il tendait vers une certaine communauté des idées et de l'éducation intellectuelle et morale des nations : le caractère fondamental des sciences, c'est de n'appartenir en propre à aucune secte ni à aucune nationalité et de constituer le domaine général de l'humanité.

Pour préciser davantage cette mise en commun des ressources du globe, qui résulte du développement des voies de communication, rappelons que c'est par les inventions de la physique moderne, par la recherche des lois théoriques des vapeurs et de la thermodynamique; c'est par les travaux de la chimie sur la combustion et sur la préparation du fer et de l'acier; c'est par les inventions de la mécanique rationnelle et appliquée sur la construction des navires et des locomotives, que de tels progrès ont été accomplis.

Je ne veux parler ici ni des facilités étranges données à la vie, à l'art et à l'industrie par les subtiles découvertes de la physique de nos jours, telles que la télégraphie électrique, le téléphone, la photographie, l'éclairage électrique; et je ne rappellerai que pour mémoire la modification complète des conditions de la guerre par les découvertes de la science relatives aux matières explosives, si récemment connues et étudiées.

Mais je ne saurais passer sous silence la prolongation même de la vie humaine, dont la durée moyenne a été doublée depuis deux siècles chez les peuples civilisés par les découvertes de la physiologie, de l'hygiène et de la médecine; chaque jour marque dans

cet ordre des progrès nouveaux, aux applaudissemens unanimes.

Tous ces progrès, toute cette transformation de la vie, ne se sont pas accomplis, et ne continuent pas à s'accomplir chaque jour, au hasard et par accident : ce sont les fruits réfléchis de la science moderne. Et voilà pourquoi l'esprit public réclame chaque jour une part croissante de la science dans l'éducation publique. Cette part d'ailleurs n'est pas destinée seulement à profiter à la communauté ; mais, par une conséquence forcée, elle profite tout d'abord aux individus, formés à la culture scientifique par l'enseignement secondaire, et auxquels elle ouvre chaque jour de nouvelles carrières professionnelles. Voilà pourquoi les familles réclament chaque jour une introduction croissante de la science dans l'éducation de leurs enfans.

Si la nécessité de la science dans l'enseignement secondaire est ainsi justifiée au point de vue matériel par les raisons les plus impérieuses, il ne faudrait pas croire, comme on l'a dit quelquefois, que la science soit peu propre à l'éducation intellectuelle et morale de l'individu et qu'elle ne puisse former, ni des esprits capables de conceptions élevées, ni de bons citoyens. L'accusation serait trop facile à retourner contre une éducation purement sophistique et rhétoricienne, fondée sur une culture exclusivement littéraire. Il n'est peut-être pas inutile d'entrer à cet égard dans quelques développemens et de montrer comment la science est véritablement, et à un degré éminent, éducatrice, aussi bien dans l'ordre moral et intellectuel que dans l'ordre matériel.

A cet égard, il existe dans la science deux directions répondant à des aptitudes distinctes, mais non contradictoires : la direction mathématique, essentiellement déductive et rationnelle, et la direction physique et naturaliste, fondée sur l'observation et l'expérimentation combinées avec le raisonnement. Toutes deux sont indispensables pour une bonne culture de l'esprit. Déjà Platon (1) faisait observer que la science des nombres, en obligeant l'homme à raisonner sur les nombres en soi et sur des vérités qui ne sont ni visibles, ni palpables, a la vertu d'élever l'âme. Les mathématiques donnent au jeune homme la claire notion de la démonstration et l'habituent à former de longues suites d'idées et de raisonnemens, méthodiquement enchaînés et soutenus par la certitude finale du résultat. Aussi a-t-on pu dire que celui qui n'a point fait de géométrie n'a pas le sentiment rigoureux de la certitude. Au point de vue purement moral, rien n'est plus propre que cette notion

(1) *République*, liv. VII.

pour donner à l'homme le respect absolu et fanatique de la vérité.

Les mathématiques, l'algèbre et l'analyse infinitésimale principalement suscitent encore à un haut degré la conception des signes et des symboles, instrumens nécessaires qui augmentent la puissance et la portée de l'esprit humain, en résumant sous une forme condensée et en quelque sorte mécanique tout un ensemble de relations : ces auxiliaires sont surtout précieux en mathématiques, parce qu'ils y sont adéquats à leurs définitions; caractère qu'ils ne possèdent pas au même degré dans les sciences physiques et naturelles. Quoi qu'il en soit, il y a là tout un ensemble de facultés qui ne sauraient être pleinement mises en jeu que par l'enseignement des mathématiques : elles le seraient encore davantage, si cet enseignement était dirigé de façon à laisser libre jeu au travail personnel de l'élève, au lieu de le forcer à entrer dans les cadres minutieux et tracés à l'avance d'un système de concours obligatoires.

Les mathématiques sont l'instrument indispensable de toute recherche physique. Mais les sciences physiques reposent principalement sur d'autres méthodes, dont la discipline concourt d'une façon propre à l'éducation de l'enfant et développe en lui des facultés nouvelles et non moins essentielles, aussi bien au point de vue intellectuel qu'au point de vue moral.

Je veux parler des facultés d'observation et d'expérimentation. En effet, elles ont pour objet la connaissance de la nature, et celle-ci, contrairement à celle de la géométrie, ne s'acquiert point par le raisonnement. Nous sommes les esclaves d'une vérité qui nous est extérieure et que nous ne pouvons connaître qu'en l'observant. C'est d'abord un enseignement de choses qui prévaut ici; il peut et doit être donné dès la plus tendre enfance. Par ce côté l'éducation scientifique et surtout les leçons de l'histoire naturelle sont nécessaires dès les premières années de l'enseignement secondaire; et c'est une grande faute, à mon avis, que de prétendre, comme on l'a fait quelquefois, les rejeter dans les dernières années d'études. C'est, au contraire, par là qu'il faudrait débuter. Rien n'est plus suggestif, plus propre à développer le goût de la connaissance des choses et le sentiment de leur comparaison que l'étude de la zoologie et de la botanique. Les enfans ont de bonne heure la fantaisie des collections, et les notions morphologiques, si utiles pour le développement des arts ainsi que des sciences, pénètrent ainsi d'une manière pour ainsi dire insensible et sans effort dans ces jeunes esprits. Ils acquièrent en même temps la notion générale de la classification, qui joue un grand rôle dans toutes les connaissances humaines, ainsi que la notion plus générale

encore de la combinaison harmonieuse des systèmes organiques dans les êtres vivans. Un sentiment esthétique délicat s'insinue ainsi peu à peu dans leurs intelligences.

Mais pour que les élémens des sciences naturelles aient toute leur vertu éducatrice, il est indispensable qu'ils ne soient pas présentés aux enfans sous la forme de nomenclatures arides, dictées et apprises par cœur, comme une sorte de pensum; chose propre à leur donner le dégoût des sciences qui sont, au contraire, les plus intéressantes et les plus amusantes. C'est surtout sur la vue des choses elles-mêmes que l'enseignement de l'histoire naturelle doit s'appuyer.

L'enseignement des sciences expérimentales proprement dites, telles que la physique et la chimie, ne doit venir qu'ensuite, et ne peut guère être donné avant l'adolescence et associé avec une certaine connaissance, au moins élémentaire, des mathématiques. Cet enseignement, présenté convenablement, est propre au plus haut degré à former l'intelligence et la moralité du jeune homme; car il lui fournit à la fois la notion précise de la vérité positive, celle du fait constaté par l'observation, et la notion plus générale de la loi naturelle, c'est-à-dire de la relation des faits particuliers, relation déterminée, non par le raisonnement et la dialectique, mais par l'observation. La vérité s'impose ainsi avec la force inéluctable d'une nécessité objective, indépendante de nos désirs et de notre volonté. Rien n'est plus propre que cette constatation à donner à l'esprit cette modestie, ce sérieux, cette fermeté, cette clarté de convictions qui le rendent supérieur aux suggestions de la vanité ou de l'intérêt personnel et qui sont liés étroitement avec la conception même du devoir. L'habitude de raisonner et de réfléchir sur les choses, le respect inébranlable de la vérité et l'obligation de s'incliner toujours devant les lois nécessaires des choses, communiquent à l'esprit une empreinte ineffaçable. Elles l'accoutument à respecter les lois de la société, aussi bien que celles de la nature, et à concevoir les droits et le respect d'autrui comme une forme même de son propre droit et de sa propre indépendance personnelle.

La science joue surtout un rôle capital dans l'éducation intellectuelle de l'humanité. C'est par la connaissance des lois physiques que la science, depuis deux siècles, a renouvelé la conception du monde et qu'elle a renversé sans retour les notions du miracle et du surnaturel. La science, je le répète, n'a pas seulement pour but de former des hommes utiles; mais elle forme en même temps des citoyens affranchis des préjugés et des superstitions d'autrefois. Elle leur apprend comment on combat les forces fatales de la nature, non par des imaginations miraculeuses, mais par le travail et

la volonté humaine, appuyés sur la connaissance et sur la direction des lois naturelles elles-mêmes. Par là la science forme des esprits libres, énergiques et consciencieux, avec plus d'efficacité que toute éducation littéraire et rhétoricienne. Quand l'éducation scientifique aura produit tous ses effets, la politique elle-même en sera transformée, comme l'industrie l'a déjà été si profondément. L'une comme l'autre deviendra, suivant un mot célèbre, expérimentale.

Nous touchons ici à un autre ordre d'idées : non-seulement l'observation et l'expérience conduisent à reconnaître les lois des choses, mais en même temps elles donnent la puissance sur la nature. Or c'est par là surtout que la jeunesse peut être séduite et entraînée d'un enthousiasme invincible, dans une éducation vraiment scientifique. Dominer le mal physique et le mal moral, dans l'ordre industriel comme dans l'ordre économique, lutter pour diminuer la souffrance, la pauvreté, la misère dans tous les ordres, et lutter en vertu des lois immanentes des choses, c'était le but généreux des philosophes du XVIIIe siècle ; ils s'appuyaient pour y parvenir, comme ils n'ont cessé de le proclamer, sur des conceptions scientifiques : c'est aussi le but que doit se proposer notre éducation nouvelle, c'est par là que la science deviendra pleinement éducatrice.

L'éducation scientifique a donc sa vertu propre, et c'est par une méconnaissance profonde de son caractère et de ses effets qu'on a prétendu réserver à l'éducation littéraire le monopole du développement complet de l'esprit. Ce n'est pas le lieu d'examiner ici si les études philosophiques qui forment le couronnement de l'éducation littéraire ne sont pas appelées aussi, et à un titre mieux justifié peut-être, à former le couronnement de l'éducation scientifique. Je ne crois pas, en effet, que l'éducation puisse être complète si l'esprit du jeune homme n'a pas été placé au terme de ses études à ce point de vue général, qui domine et coordonne l'ensemble des connaissances particulières enseignées jusque-là. Il y aurait bien des choses à dire à cet égard, surtout au point de vue de la méthode par laquelle la science conduit à ces conceptions générales et métaphysiques ; mais ce sujet m'entraînerait trop loin.

Résumons le présent article en quelques mots.

L'éducation littéraire a trouvé sa formule la plus élevée et la plus efficace à mon avis pour la formation de l'esprit dans l'enseignement des langues anciennes. Celui des langues modernes n'aurait pas la même efficacité, parce que la culture littéraire moderne dérive de la culture antique et lui demeure subordonnée, au moins en principe. Quels que soient l'éclat et l'originalité de nos cultures modernes, elles n'ont réalisé, ni dans la littérature ni dans les

arts, de modèles supérieurs à ceux de la culture antique, de celle des Grecs principalement. Tant que l'on proposera comme but essentiel à l'enseignement secondaire de former des esprits cultivés, il n'y a donc pas lieu d'espérer des résultats équivalens par la simple substitution de l'enseignement du français, ou des langues vivantes, à celui des langues anciennes.

Cependant un enseignement purement littéraire, même en lui conservant sa forme et sa destination, ne répond plus suffisamment aux besoins des sociétés modernes. Tout le monde, jusqu'aux partisans les plus enthousiastes des études littéraires, réclame qu'il y soit adjoint un certain enseignement scientifique subordonné, comprenant au moins les élémens des sciences auxquelles aucun homme cultivé de notre époque n'a le droit de demeurer étranger, quel que soit le rôle qu'il se propose de jouer dans notre société.

Nous devons aller plus loin; car il est certain que la formule de l'enseignement littéraire classique, même ainsi comprise, ne répond plus à l'ensemble des carrières et des besoins fondamentaux de l'époque moderne. Un très grand nombre de citoyens réclament une autre discipline, fondée sur une connaissance plus approfondie des sciences, devenues indispensables pour la vie pratique aussi bien que pour la direction générale des sociétés. Les sociétés humaines ne vivent plus uniquement d'art et de littérature, comme autrefois; aujourd'hui elles vivent surtout de science et d'industrie. De là la nécessité d'un enseignement scientifique, non moins nécessaire que l'enseignement littéraire et qui doit être donné parallèlement. Ceci étant admis, je pense qu'il doit l'être par d'autres méthodes, et peut-être par une organisation différente, que l'on n'a point d'ailleurs cherché à réaliser jusqu'à ce jour. En tout cas, cet enseignement scientifique ne saurait, pas plus que l'enseignement littéraire proprement dit, être exclusif : il convient de le compléter, lui aussi, par un enseignement littéraire subordonné, auquel nul homme cultivé ne saurait non plus demeurer étranger. Mais pour réaliser cet ordre spécial d'enseignement littéraire, les langues anciennes ne sont plus indispensables, parce qu'il ne forme plus l'objet fondamental du nouvel organisme.

Deux enseignemens parallèles et doués des mêmes prérogatives, l'un fondé essentiellement sur les lettres anciennes, mais avec une certaine culture scientifique; l'autre fondé essentiellement sur les sciences, mais avec une certaine culture littéraire moderne, telle me paraît la formule la plus désirable de notre temps et celle à laquelle on sera ramené par la force des choses.

M. Berthelot.

LA

VIE ET LES MŒURS

DANS L'ALLEMAGNE D'AUJOURD'HUI

I.

PREMIÈRES IMPRESSIONS.

Il y avait une fois un Allemand nommé Michel. C'était un homme grand et robuste, avec des épaules carrées, des pieds énormes, une grosse tête ronde et bouffie. L'éducation ni l'expérience de la vie n'avaient pu alléger la lourdeur native de son allure, donner de la grâce à son maintien, rendre ses gestes plus souples et ses mouvemens plus alertes. Son esprit aussi était resté pesant, dénué de finesse, indifférent aux nuances. Mais c'était un esprit solide et résistant, tout occupé par la passion de la pure vérité. A la conquête de cette vérité, il marchait par les chemins les plus droits, poussant à fond le développement de ses idées sans souci de l'opinion d'autrui.

Son caractère était comme son esprit : ferme et libre. Le sentiment naturel de la justice s'en était à jamais emparé pour en interdire l'accès à toute intention mauvaise. Ni l'espoir de gros bénéfices, ni l'assurance de l'impunité, ni les pires exemples ne pouvaient le faire dévier de la route que lui traçait sa conscience.

Et cet homme, avec ses allures rudes, son esprit sévère

et son caractère inflexible, avait un cœur simple, naïf, un cœur d'enfant ou de poète, largement ouvert à toutes les souffrances des hommes et des choses. Sa compassion était active, effective, toujours prête au dévoûment. Toutes les émotions humaines avaient en lui leur contre-coup : elles y faisaient couler un large flot de symboles et de mélodies, si bien que sa voix même, à l'origine dure et grossière, s'était peu à peu imprégnée d'un délicieux parfum poétique.

Il vivait une vie régulière et tranquille, parfaitement remplie de joies innocentes. Le soir, après s'être patiemment acquitté de sa tâche quotidienne, il rentrait dans sa maison. Il embrassait avec une tendresse mêlée de respect sa jeune femme Marguerite, blonde comme lui, mais toute frêle et délicate. Puis, quand il avait mangé et bu copieusement, et donné cours en toute façon à sa grosse gaîté, le sentiment de la souffrance humaine s'emparait à nouveau de son âme. Une langueur l'envahissait, vague d'abord, sans cesse plus précise. Et il chantait. Il improvisait un *lied* lent et mélancolique, s'apitoyant sur la douleur d'un amant délaissé, ou bien il entonnait une de ces légendes aux rythmes variés, où les elfes et les nixes dansent avec les follets sous le clair de lune.

Que l'on ne croie pas au moins que ce Michel est un être d'exception : au dire des Allemands, il est le type parfait de la nation allemande tout entière. *Der Deutsche Michel*, c'est l'équivalent, dans son pays, de ce qu'est en France Jacques Bonhomme, en Angleterre John Bull. Au temps où le prince de Bismarck faisait encore quelque bruit dans le monde, l'Europe l'appelait le chancelier de fer; mais, pour les Allemands, il restait le *Grand Michel*, l'expression la plus haute du caractère national. Qu'on ne nous accuse pas non plus d'avoir idéalisé le tableau. C'est un des exercices favoris de la critique et de la philosophie allemandes de se demander « ce que c'est que d'être Allemand? » et tous ont répondu à cette question en donnant, tel à peu de chose près que nous l'avons donné, le portrait de Michel. Chacun s'est contenté seulement d'ajouter au portrait un détail à son goût. Pour le publiciste libéral Johannes Scherr, l'Allemand véritable est un Michel libéral; pour Wagner, c'est un Michel wagnérien; pour l'auteur anonyme d'un livre récent, *Rembrandt als Erzieher*, philosophe idéaliste et politicien prussophobe, l'Allemand véritable est un Michel antipositiviste et antiprussien. Mais, sur le fond du caractère, tous sont d'accord. Tous développent la phrase célèbre de Tacite, définissant la nation allemande : *propriam et sinceram et tantum sui similem gentem;* tous la traduisent par cette phrase non moins célèbre du grand Fichte : « Avoir du caractère et être allemand sont deux termes synonymes. » Voici, par exemple, comment l'au-

teur de *Rembrandt als Erzieher* résume le caractère de ses compatriotes : « Musique et honneur, sauvagerie et douce piété, ingénuité d'enfant et amour de l'indépendance, individualisme et idéalisme, tels sont les traits essentiels de la nature allemande. »

Les Français impartiaux qui nous ont parlé de l'Allemagne ont mis dans leur jugement plus de réserve et moins d'enthousiasme. Ce qu'ils ont dit pourtant confirmait sur plus d'un point l'opinion des écrivains allemands. Déjà Voltaire, après s'être amusé de la grossièreté d'allure des Allemands, de leur gloutonnerie et de la facilité de leurs mœurs, reconnaissait qu'en aucun autre pays la vertu et la probité populaires ne s'étaient conservées aussi pures. Pour Mme de Staël, « les Allemands ont en général de la sincérité et de la fidélité, ils ne manquent presque jamais à leur parole et la tromperie leur est étrangère... » — Ailleurs : « La nation allemande, nous dit-elle, a l'incapacité de cette souplesse hardie qui fait plier toutes les vérités pour tous les intérêts ; ses défauts, comme ses qualités, la condamnent à l'honorable nécessité de la justice. » — C'est elle encore qui nous fournit ce trait typique : — « La bonne foi des Allemands est telle qu'à Leipzig un propriétaire ayant mis sur un pommier qu'il avait planté au bord de la promenade publique un écriteau pour demander qu'on ne lui en prît point les fruits, on ne lui en vola pas un seul pendant dix ans. J'ai vu ce pommier avec un sentiment de respect : il eût été l'arbre des Hespérides qu'on n'eût pas plus touché à son or qu'à ses fleurs. »

Henri Heine, Prussien libéré, qui parle des Allemands aux Français et qui fait voir à tout moment la honte et le regret qu'il ressent d'être né en Allemagne, lui-même rend hommage à la loyauté du caractère germanique. Il a beau mépriser la sottise des Allemands, qui seule, d'après lui, les fait rester vertueux, jamais il ne manque à reconnaître la réalité et même la commodité pratique de cette vertu dont il rit. Il définit les Allemands des *chênes sentimentaux ;* mais, pour prouver que sa définition n'a rien d'injurieux, il exalte en Luther *le plus Allemand des Allemands*, c'est-à-dire « le mélange d'un rêveur mystique et d'un homme d'action. » Jamais il n'omet non plus de signaler la source de rêve et de poésie qui jaillit spontanément de toute âme allemande. Son livre de l'*Allemagne* est en somme, et peut-être à son insu, une glorification de la poésie nationale germanique opposée à la précise et prosaïque poésie de nos races gallo-romaines.

Avec quelle tendresse Michelet, dans son *Histoire de la réforme,* nous a entretenus de l'Allemagne ! Combien de fois M. Renan nous a vanté le génie des races germaniques, leur attachement au devoir, la liberté hardie de leur pensée, leur force et leur douceur ! En face du juif alsacien Nucingen, Balzac nous présentait le modèle de

l'Allemand, Schmucke, l'ami de Pons, qui passe au travers de la comédie humaine les bras croisés sur la poitrine et les yeux levés au ciel. En face des Parisiens et pour mieux démontrer le néant de leurs agitations, M. Taine, lui aussi, nous a présenté le modèle de l'Allemand : il nous a fait voir, dans le dernier chapitre de *Graindorge*, une façon de saint, un sublime résigné partageant sa vie entre la science et la musique.

C'est à l'école de ces maîtres que j'avais appris à juger l'Allemagne. Le type idéal qu'ils m'offraient me séduisait davantage que le type, manifestement enlaidi à plaisir, que me présentaient par ailleurs des écrivains d'une autorité fort suspecte ; et, malgré tout, j'avais gardé l'habitude de le croire plus réel. Au surplus, c'était un sujet où j'aurais été en peine de m'expliquer. J'étais allé souvent en Allemagne, j'y avais même longtemps vécu, je n'étais pas entièrement sûr de n'y avoir rencontré que Michel, mais la vérité est que je n'y avais jamais rencontré personne.

On sait l'histoire charmante des *willies :* ce sont de jeunes fiancées mortes avant leur mariage ; chaque nuit elles dansent au bord des routes, et tout homme qui passe près d'elles est tenu de se mêler à leur ronde jusqu'au lever du soleil. L'Allemagne est ainsi une vaste plaine nocturne où dansent des *willies ;* les choses mortes, les monumens, les peintures, les chansons et les légendes d'autrefois y gardent un pouvoir de séduction plus captivant et plus tenace qu'en aucun autre pays. Et ainsi je n'avais point cessé d'y vivre avec les morts ; avec les architectes des églises romanes du Rhin et ceux des fontaines gothiques de la Souabe, avec les vieux peintres et les vieux sculpteurs, avec les musiciens, avec les poètes du moyen âge et leurs dignes continuateurs romantiques. Ces saintes gens me parlaient de leur pays avec bien plus de charme et de douceur que Mme de Staël, mais au fond ils m'en disaient, à peu de chose près, ce qu'elle m'en avait dit. La probité et la gaucherie, l'ingénuité et la lourdeur, la tendresse et la brutalité, la vigueur logique et un peu de niaiserie, la faiblesse des sensations et la force des émotions m'apparaissaient de plus en plus comme les traits distinctifs de la nature allemande. Je voyais bien autour de moi, dans les rues, des Allemands d'aujourd'hui ; sous leurs ridicules, dont je m'amusais, je devinais avec attendrissement les mêmes qualités que j'aimais chez leurs ancêtres. Mais je dois ajouter que tous me faisaient plus ou moins l'impression d'être des gardiens de musées et que je leur savais gré surtout de tenir en si bel ordre les précieuses collections de monumens et de souvenirs confiés à leur soin.

Je me suis bien aperçu de mon ignorance le jour où j'ai voulu me faire une idée d'ensemble des mœurs et des caractères de l'Allemagne contemporaine. Je connaissais parfaitement les mœurs et

le caractère de Rübezahl, le malin génie des montagnes, de Gœtz de Berlichingen, le chevalier au poing de fer, du vieux pêcheur qui avait perdu sa fille Berthalda, et recueilli à son foyer Ondine, la blonde enfant sans âme, de maître Martin le tonnelier de Nuremberg et de son ami le maître cordonnier Hans Sachs, de l'organiste saxon Jean-Sébastien Bach, du philosophe Fichte et du poète Novalis; mais de quelle façon les Allemands d'aujourd'hui comprennent la vie, ce qui les amuse et ce qui leur déplaît, ce qu'ils ressentent et ce qu'ils font, j'en avais une notion toute de fantaisie, à peu près la notion que doit en avoir dans son Kyffhaüser l'empereur Barberousse, qui attend là depuis des siècles qu'on ait fini de ferrer ses chevaux.

I.

Il me fallait maintenant retourner en Allemagne, mais y arriver en plein jour, quand s'agitent les vivans, et non plus comme autrefois à l'heure du clair de lune, lorsque dansent au son du *cor enchanté* les mortes willies. Je dus faire table rase de mes imaginations, ou plutôt les suspendre, proprement enveloppées, dans un coin de ma pensée, avec l'espoir d'être bientôt autorisé à les y reprendre. Et je partis, résolu à observer de mon mieux, sans préjugé d'aucune sorte, les caractères, la vie et les mœurs de l'Allemagne d'aujourd'hui.

Un soir de juillet, je pris à la gare du Nord un billet pour Cologne. Dans le compartiment où je m'installai, il y avait déjà deux voyageurs : la fumée de leurs cigares m'empêcha d'abord de distinguer leurs figures. Je vis tout de suite en revanche la masse énorme de paquets dont ils avaient encombré les banquettes : des valises, des boîtes à chapeaux, des sacs de toutes les formes. J'eus grand'peine à me trouver un coin parmi ces bagages, et mes deux compagnons mirent assez de mauvaise grâce à m'y aider; mais, dès que je fus assis, je les vis qui, tous deux, braquaient sur moi de bons regards affectueux, exprimant le plaisir qu'ils éprouvaient à faire la route en ma société. Je pus les regarder à mon aise. Tous deux étaient vêtus de redingotes, et portaient de lourdes chaînes de montre en or, avec une infinité de breloques. La ressemblance, d'ailleurs, s'arrêtait là. L'un était un gros homme massif, avec une face ronde et réjouie, des yeux brillans sous des lunettes à branches dorées, des cheveux châtain plantés au haut du front et rejetés en arrière, et une large barbe blonde, coupée en ligne droite. Le second voyageur avait, au contraire, la mine assez chétive. Son visage osseux, au nez pointu, s'encadrait d'une petite barbe rousse peu fournie; et son front bas et

bombé était à demi couvert par d'épais cheveux d'un blond incolore. En guise de manteau de voyage, il avait pris avec lui deux couvertures; l'une d'elles, jetée sur ses épaules par-dessus sa redingote, achevait de lui donner une apparence de malade.

Je compris bientôt cependant qu'il se portait le mieux du monde, ainsi que son compagnon : car le train était à peine en route, que tous deux poussaient à fond une connaissance engagée tout à l'heure sur le marchepied du wagon, parlant assez haut pour me forcer à les entendre. Ils se présentaient l'un à l'autre. « Mon nom, disait le maigriot, est *Musikdirektor* L. de Hambourg. — Mon nom est *Weinhändler* C. de Dresde, » répondait son nouvel ami. Un quart d'heure après, ils n'avaient plus rien de secret l'un pour l'autre. Ils étaient venus tous les deux à Paris pour voir la *Riesenstadt*, la ville géante. Ils s'en retournaient dans leurs pays, où les attendaient leurs femmes et leurs filles. Chacun avait acheté quelque chose pour les siens : ils n'eurent point de repos qu'ils ne se fussent montré leurs emplettes. Ils bousculèrent de nouveau le monceau de leurs paquets. Leurs valises, leurs boîtes et leurs sacs étaient bien les choses les plus ornées et les plus laides, les plus ingénieuses et les plus incommodes que je pouvais rêver. Chacun de ces ustensiles portait un dessin ou des initiales en clous dorés; chacun avait à l'intérieur une foule de compartimens, avec des soupapes, des boucles se fermant d'elles-mêmes, toute sorte d'inventions imprévues. Mais les dessins et les initiales s'étalaient juste où on aurait aimé ne pas les voir : et les compartimens, les soupapes et les boucles occupaient tant de place, que je comprenais maintenant pourquoi il fallait à ces voyageurs un si grand nombre de paquets. Quant aux souvenirs qu'ils rapportaient de Paris, jamais je n'ai pu deviner où ils les avaient découverts. A part les inévitables reproductions de la tour Eiffel, c'étaient des objets de camelote que je n'avais guère vus qu'en Allemagne : des boucles d'oreilles à allégories, des albums des célébrités européennes, des réveille-matin avec boîte à musique. Le prix de tous ces achats était soigneusement rappelé, vérifié sur un carnet de poche, admiré en des intervalles de silence.

Bientôt mes deux compagnons se remirent à parler de Paris, de la vie qu'ils y avaient menée, de l'enchantement qu'ils y avaient trouvé. L'un et l'autre y étaient venus pour la première fois. L'un y était resté quinze jours, l'autre à peine cinq jours, mais ils paraissaient avoir vu exactement les mêmes choses. Ils se redisaient, carnet en main, les endroits qu'ils avaient visités : et comme tous deux étaient allés le même soir dans un café-concert des Champs-Élysées, ils insistèrent beaucoup sur cette coïncidence, s'attendrissant à l'idée des suites qu'elle aurait pu avoir. « *Ach Gott, es ist*

doch nur ein Paris! Dieu! il n'y a tout de même qu'un seul Paris! » à tout moment ils répétaient ce proverbe de leur pays.

L'enthousiasme les tenait en éveil : à minuit, ils parlaient encore de Paris et de ses magnificences. L'intensité absolue de leur admiration m'abasourdissait : le fait est que ni l'un ni l'autre ne paraissaient avoir trouvé à Paris une seule chose qui ne fût *herrlich, famos, wunderbar*, en un mot surnaturelle. Notre pays était à leurs yeux l'incarnation de l'élégance, de la richesse et de la majesté, les trois qualités qu'ils me semblaient le plus enclins à apprécier. Mais ce qui augmentait ma surprise, c'était de voir ce que ces Allemands avaient admiré à Paris. Aucune des véritables grandeurs de la ville, ils ne semblaient l'avoir seulement remarquée. Ils ne faisaient mention que d'endroits dont je ne me doutais point, d'un grand café sur le boulevard où la bière était excellente, d'un restaurant à très bon marché servi par des dames, et puis des cafés-concerts et des filles. Sur ce dernier point ils ne tarissaient pas, avec une indiscrétion plus naïve que plaisante, la même qu'ils avaient mise tout à l'heure à parler de leurs femmes. L'idée qu'ils se faisaient de Paris, après de telles expériences, me déconcertait. Je finis pourtant par y distinguer deux choses superposées : une admiration *a priori*, fatale, héréditaire, et puis une profonde incapacité de rien comprendre à ce pays qu'ils avaient besoin d'admirer. Je songeais à ces dures paroles de Mme de Staël : « En toute chose, les Allemands ont trop de considération pour les étrangers et pas assez de préjugés nationaux. Les Français leur ont fait peur à jamais. » Je me rappelais l'effort constant de tous les écrivains allemands pour exciter leurs compatriotes à être des Allemands, au lieu de s'attarder dans le mépris d'eux-mêmes et l'admiration inintelligente des étrangers. « Ayez donc une fois enfin le courage de vous abandonner sans honte à vos impressions, de ne pas rougir de vos vrais sentimens naturels ! » leur disait Goethe. Hélas! tous ces écrivains, et Goethe plus que tous les autres, pourquoi ont-ils donné eux-mêmes dans ce funeste travers, dont ils voulaient guérir leur pays?

Cependant mes deux compagnons continuaient à égrener leurs souvenirs. Ils s'interrompaient seulement de temps à autre pour manger. Chacun s'était muni de provisions pour la route : ils mangeaient en même temps, sans d'ailleurs se rien offrir. Et entre deux bouchées, de nouveau ils me regardaient de leurs bons yeux ingénus, sollicitant ma sympathie pour la jouissance qu'ils goûtaient.

Enfin, le sommeil eut raison de leur émotion. Après la douane allemande d'Herbesthal, l'un, le gros, se remit à dormir, l'autre, toujours vêtu de sa couverture, fit mine quelque temps de regarder le paysage. Les collines boisées de l'Ardenne peu à peu

s'abaissaient ; le joyeux soleil levant réveillait au-dessous de nous une grasse vallée parsemée de fleurs rouges. J'avais pris un livre, résolu à ne pas me laisser ressaisir par le charme de cette terre allemande : je savais que la chanson de Loreley s'entend à très grande distance du Rhin, surtout par ces fraîches et limpides matinées d'été. Mais la voix du directeur de musique de Hambourg, mieux que tous les livres du monde, m'empêcha d'entendre l'appel enchanté. Le digne homme m'apostropha en français, me déclara que l'habitude de lire dans le wagon était funeste pour les yeux. Après quoi, il me demanda si je comprenais l'allemand ; et, mis à l'aise par ma réponse, il me fournit les renseignemens les plus divers sur les pays que nous traversions. Il me fit voir dans le lointain les promenades de la Karlshöhe, me raconta les embarras qu'avaient eus les ingénieurs pour creuser la rampe si rapide qui descend vers Aix-la-Chapelle, et aussi comment le secrétaire de Charlemagne, Éginhardt, enleva la fille de son maître, Emma, dans le castel d'Emmabourg, que d'ailleurs nous ne pouvions distinguer. Je fus stupéfait de l'abondance de ses informations : il connaissait à fond toute l'Allemagne, du nord au midi. Il avait une extrême faculté d'admiration, ne pouvait parler d'un pays ou d'un monument sans le déclarer merveilleux. Mais je le soupçonnai d'être en réalité plein de mépris pour ces choses merveilleuses, car il me suffit de lui dire que je les admirais aussi pour m'attirer un coup d'œil étonné et méfiant. « Nous, Allemands, c'est notre devoir d'admirer notre pays, semblait-il dire ; mais c'est un devoir, où vous autres Français n'êtes point tenus, et que vous seriez bien fous de vous imposer. » Mon culte des peintres primitifs allemands, surtout, lui parut supect. Lui, il n'y avait pas jusqu'à la musique où il n'avouât la supériorité des compositeurs français d'aujourd'hui.

A Aix-la-Chapelle, une jeune femme monta dans notre wagon. Les deux Allemands ne firent pas un geste pour la saluer, ni pour délivrer les banquettes des paquets qui les encombraient : et la malheureuse n'obtint pas même, une fois assise, l'affectueux sourire dont on m'avait gratifié à la gare du Nord. Mes compagnons se contentèrent d'allumer chacun un cigare, d'ouvrir toutes grandes les fenêtres, et de se carrer dans leur coin, pour échapper au courant d'air. Et comme, après un quart d'heure de souffrances résignées, la jeune femme s'enhardit à fermer l'une des fenêtres, le gros Saxon, fâché, la rouvrit aussitôt. Il se pencha au dehors, feignit de chercher quelque chose, puis grogna que sans doute c'était le vent qui avait emporté de notre compartiment l'écriteau : *Dames seules*. Cette plaisanterie tint en joie les deux amis jusqu'à Cologne, où je les quittai.

II.

Août 1890.

Me voici arrivé à Berlin. Il pleut, le ciel est gris et triste. La Friedrichstrasse, sous mes fenêtres, est tellement obstruée d'omnibus, de camions et de parapluies qu'il doit être dangereux de s'y hasarder. J'attendrai à demain pour commencer mon exploration : les plus beaux endroits me sembleraient mornes par ce morne temps de pluie et de brume. Aussi bien je voudrais d'abord résumer les impressions diverses que j'ai recueillies pendant ce mois employé à parcourir l'Allemagne. J'ai remonté le Rhin de Cologne à Fribourg, j'ai visité Darmstadt, Francfort, Cassel, Magdebourg, Leipzig, les bourgades et les villages des provinces de l'ouest, observant du mieux que j'ai pu les mœurs et les manières de toutes les classes de la société. Sous la différence des lieux et des conditions, il me semble avoir reconnu plusieurs traits communs. Sont-ils les traits distinctifs du caractère allemand, et vais-je les retrouver à Berlin, où l'on m'a dit qu'était aujourd'hui le cœur de l'Allemagne? J'imagine, du moins, que je comprendrai mieux Berlin après les avoir notés : car j'ai le sentiment d'avoir assisté à une façon de lutte entre des principes contraires, et que c'est à Berlin que se décide en ce moment la victoire. Mais est-ce le seul bruit monotone de la pluie sur les vitres qui me pénètre ainsi d'une vague tristesse, tandis que je m'apprête à comparer l'Allemagne que j'ai vue avec l'Allemagne que j'avais rêvée?

Il me paraît, d'abord, que dans tous leurs actes les Allemands apportent une gaucherie, une lourdeur et une inélégance que ni la civilisation ni le contact des autres peuples ne sont encore parvenus à modifier. La découverte n'est pas nouvelle : mais c'est le premier trait qui frappe en Allemagne, et le plus constant. Si le mot de grossièreté n'avait pas aujourd'hui un sens assez confus et une portée injurieuse, on dirait volontiers que les Allemands sont un peuple grossier. Encore faudrait-il avouer que tous les peuples le sont, pris en masse, et que du moins la grossièreté des Allemands n'implique absolument ni la violence, ni la brutalité, ni l'exagération passionnée des désirs inférieurs. Je crois qu'elle consiste simplement en ceci : que les cinq sens des Allemands sont restés, pour ainsi dire, à l'état primitif, sans que l'usage séculaire ait pu les accoutumer à percevoir les nuances des sensations.

Et je crois la chose vraie, sans exception, pour chacun de leurs

cinq sens. Tous sont au même point. Pas un ne s'est affiné sous l'influence de ce que les psychologues appellent l'éducation sensible. Leurs données sont devenues plus intenses, avec le cours des générations, jamais plus complexes.

« Les Allemands, disait Montaigne, ne goûtent pas, ils avalent. » Il est curieux de voir, en effet, à quel point le détail de ce qu'ils mangent a pour eux peu d'importance. La cuisine allemande est d'une monotonie et d'une insipidité singulières. Toutes les viandes ont le même goût, toutes accommodées de la même façon, avec la même sauce épaisse et lourde, toutes invariablement escortées des mêmes pommes de terre cuites à l'eau. Aucun désir de varier les mets : une énorme portion de veau rôti ou de jambon suffit à constituer un repas. Les hors-d'œuvre et le dessert sont une simple concession à la mode française. Lorsque, dans un restaurant, un Allemand n'a pas assez d'un plat, il y a toute chance qu'il demande une seconde portion du même mets qu'il vient de manger.

La sensation du charme particulier d'un beau repas semble une chose à peu près inconnue en Allemagne. On n'y aime pas, comme chez nous, à s'installer deux fois le jour devant une table bien servie, à savourer en petites portions une grande variété de mets, à introduire ainsi dans la satisfaction du désir naturel de manger une part d'artifice et de divertissement. Les Allemands ont bien coutume de dîner entre une et deux heures; mais en dehors de ce repas régulier, où d'ailleurs ils ne tiennent pas, ils mangent à toute heure, dans n'importe quel endroit qu'ils se trouvent. Ils mangent au café, au théâtre, au musée : j'en ai vu stationner, au milieu du trottoir, devant une échoppe de rôtisseur, et avaler debout une tranche de roastbeef. Les trains express allemands n'ont guère de grands arrêts où les voyageurs puissent déjeuner et dîner : à chaque station on mange une part de jambon arrosée d'un verre de bière. Je suis allé jadis de Breslau à Francfort, un trajet de vingt-quatre heures, sans que le train s'arrêtât une seule fois plus de dix minutes.

Aucun besoin non plus d'intimité et de confort. Beaucoup de familles ont l'habitude de ne jamais souper à la maison. On s'en va à la brasserie; on choisit, par un goût bizarre, les tables déjà les plus encombrées : femmes, enfans, domestiques, se tassent de leur mieux. Les garçons, toujours en habit, et presque toujours en habit crasseux, ne se pressent pas de venir prendre les ordres : ils se pressent moins encore d'aller chercher à la cuisine ce qu'on leur a demandé. Et lorsqu'enfin les portions sont venues, on les mange avec une lenteur somnolente; à peine si l'on échange quelques mots. Après quoi, les hommes allument des cigares; les

femmes restent immobiles, les bras croisés, devant les assiettes sales et les verres vidés; les enfans dorment, la tête sur la table. A dix heures, on paie et on rentre se coucher.

Aucune délicatesse dans la façon de manger. Les tables et les assiettes des meilleurs restaurans sont souvent à peine nettoyées. L'usage des nappes et des serviettes reste encore assez exceptionnel : quelquefois on obtient, en guise de serviette, un petit carré de papier portant l'inscription : *Bon appétit!* J'ai vu de jeunes hommes manifestement soucieux de leur tenue, qui se peignaient les cheveux et la barbe à table avant de se mettre à manger. Se servir de son couteau pour porter les morceaux à sa bouche est en Allemagne un usage à peu près universel.

Même absence de goût et de variété en ce qui touche la boisson. Les Allemands n'ont qu'une boisson, la bière. Ils affectent souvent de boire du vin à leurs repas, mais c'est pur mépris de soi-même et pure affectation. Rien de comique, du reste, comme cette résistance à l'amour de la bière. Récemment encore, tous les restaurans convenables étaient des *Weinrestauration* où la bière était interdite. Dans un hôtel de Cassel, quelqu'un a vainement offert 10 marks pour avoir au dîner une bouteille de bière : cet hôtel est une brasserie, porte le nom de la bière qu'il fabrique; mais de la bière au dîner, cela n'est pas distingué. En général, cependant, le penchant naturel paraît l'avoir emporté sur la recherche de la distinction : j'ai trouvé la bière admise, cette année, dans des restaurans d'où elle avait été jusqu'ici sévèrement exclue.

La bière suffit à la soif des Allemands, comme leurs monotones rôtis suffisent à leur faim. C'est de bière qu'ils arrosent leurs repas, c'est de bière qu'ils s'enivrent. Les séances des *vereins* d'étudians n'ont pas d'autre but que de boire de la bière. On n'y a point d'autre plaisir, et la bière y est encore la seule forme de punition, tout délit entraînant l'obligation de vider un certain nombre de chopes supplémentaires.

Le sens du goût, chez les Allemands, est resté simple et primitif : l'habitude n'a fait que consolider ses sensations naturelles, sans aucunement les affiner ni les diversifier. Le sens de l'odorat occupe si peu de place dans l'ensemble de nos sensations, — physiologistes et psychologues sont d'accord là-dessus, — que le mieux serait peut-être de n'en point parler. J'ai cru discerner, cependant, que ce sens joue, dans la vie allemande, un rôle plus considérable que chez nous. Les parfums sont, en Allemagne, d'un usage absolument universel à tous les degrés de la société. Nulle part je n'ai vu faire une telle consommation de pastilles du sérail, de musc, de patchouli. Dans les rues, les colonnes automatiques offrent le plus

souvent, au choix, du chocolat ou de l'eau de Cologne, et j'ai vu des moutards déguenillés mettre leurs 10 pfennigs du côté *eau de Cologne,* pour avoir de quoi se parfumer la tête et les mains. Mais si les sensations de l'odorat m'ont ainsi paru assez fortes et constantes, il m'a semblé qu'elles n'en restaient pas moins à l'état primitif. Même absence de finesse dans le choix des parfums que dans celui des alimens. C'est à peu près la même eau de Cologne que l'on trouve dans les grands et les petits magasins; et Dieu sait de quoi elle est faite! Les femmes les plus élégantes supportent à merveille l'odeur du cigare et de la pipe. Chacun fume en leur compagnie, et l'horrible atmosphère des brasseries ne paraît pas les incommoder.

Peut-être en est-il du sens de l'ouïe comme du sens de l'odorat: j'imagine que les sensations auditives sont, chez les Allemands, plus fortes, mais moins nuancées que chez les autres peuples. Le timbre même de la voix suffirait à le faire croire. Les Allemands ont une voix très vibrante et très nette, mais dure, monotone. Leurs acteurs déclament avec une extrême précision, mais d'un ton égal et continu qui aurait vite fait de nous lasser. Leur rire, lui aussi, est tout d'une pièce. Il éclate bruyamment, garde la même note tout le temps qu'il dure.

Mais la musique? Elle est chez les Allemands un véritable besoin naturel : un Allemand se passera plutôt de boire que d'entendre chanter ou jouer. Dans les villages même, il y a des orchestres, des sociétés chorales; les paysans, à la brasserie, soupent en musique. Dans les villes, le nombre des concerts est incalculable : il y en a pour ainsi dire un par maison où l'on boit, à moins que les violons ne soient remplacés par un orgue mécanique, joie des soldats et des ouvriers. Toutes les jeunes filles de la bourgeoisie, même les plus pauvres, apprennent le chant et le piano. Il est indispensable aux Allemands d'avoir toujours l'oreille caressée de musique.

Mais leurs oreilles, si elles ont besoin de musique, sont demeurées incapables de distinguer les fines nuances musicales. Les programmes des concerts sont à ce point de vue bien instructifs : ils comprennent les œuvres les plus diverses, depuis des symphonies de Beethoven et de Schumann jusqu'à des valses de Suppé. Et le public goûte tous les morceaux avec un égal plaisir, il goûterait avec un égal plaisir des exercices ou des gammes. Dans des concerts de musique de chambre, j'ai vu les fugues de Bach acclamées avec le même enthousiasme que les chansonnettes de l'Anglais Sullivan. Les théâtres jouent tour à tour *Tristan et Yseult, Euryanthe, l'Étudiant pauvre, Alceste, les Dragons de Villars,* sans que les auditeurs trouvent à l'une de ces pièces plus ou moins d'agrément qu'à une autre. Ils acceptent tout ce qu'on leur donne,

pourvu qu'on leur donne de la musique. Pourvu qu'on leur donne de la musique, ils acceptent aussi toutes les façons de la jouer. Ils n'exigent point, comme par exemple les Belges, une perfection rigoureuse dans l'exécution des morceaux : et sauf d'admirables exceptions, qui d'ailleurs se font tous les jours plus rares, l'exécution, dans les concerts allemands, reste le plus souvent très médiocre. Les chefs d'orchestre ont un grand sentiment de la mesure, mais les délicatesses des timbres et les détails des nuances ne semblent pas les inquiéter beaucoup. La conscience, à dire vrai, et la patience suppléent en partie au défaut de talent naturel : elles n'y suppléent qu'en partie, et toujours on se prend à désirer quelque chose de plus délicat. Les acteurs ont de bonnes voix franches et solides : eux non plus ne savent pas mettre de nuances dans leur chant, ménager les effets, assouplir les modulations. Il n'y a pas de peuple qui aime la musique autant que les Allemands, mais les Allemands aiment la musique d'une façon absolue, sans assez de finesse et de discernement.

Aucun de leurs sens, pourtant, ne s'est moins développé que leur vue. C'est du moins l'impression que donnent leurs maisons, leurs boutiques, leurs costumes, tous les dehors de leur vie.

Leurs maisons nouvelles sont le comble du mauvais goût. Les rues où elles s'élèvent déconcertent et affligent les yeux par l'incohérence de leurs constructions. Tous les styles s'y présentent côte à côte, depuis le dorique et le roman jusqu'au rococo. Il y a des maisons de banque qui ressemblent à des églises, des études de notaires qu'on prendrait pour des forteresses. Pas une de ces maisons qui ne manifeste la prétention à être un monument. L'idée de se faire bâtir une maison qui ne soit qu'une maison, c'est une idée qui jamais n'entrera dans le cerveau d'un Allemand. Les architectes, ici, sont uniquement des archaïsans. Ils offrent à leurs cliens le choix entre vingt styles d'autrefois, et le pire malheur est que leurs cliens ou eux-mêmes s'arrêtent le plus souvent à un style mixte, à demi ancien, à demi moderne. Encore y mettent-ils une inintelligence de l'effet d'ensemble, une indiscrétion et une maladresse qui achèvent de tout gâter. A Cassel, que les Allemands appellent *la Florence de l'Allemagne*, le mélange des styles atteint des proportions fantastiques. On y voit jusqu'à de véritables châteaux-forts crénelés, bâtis en briques de couleur, avec des ponts-levis, des coulevrines, des chapiteaux corinthiens, des balcons vitrés à l'allemande et des vérandas.

Même incohérence et même mauvais goût dans la décoration intérieure de ces maisons nouvelles. Beaucoup d'ornemens, trop, et disposés au hasard. Toujours, la commodité sacrifiée à la recherche de l'effet monumental, mais toujours une parfaite impuis-

sance à produire un effet qui satisfasse les yeux. Les couleurs sont trop voyantes et mal harmonisées : il y a trop de dorures, trop de cariatides, trop de meubles à jamais disparates. Ces gens-là, évidemment, n'ont pas réussi à faire l'éducation de leurs yeux, et ils ornent leurs demeures à tâtons, sans rien voir de ce qu'ils y emploient.

Les vitrines des magasins sont d'une laideur navrante. Les objets s'y entassent les uns sur les autres, ou bien s'écartent démesurément les uns des autres. Aucun sens de l'harmonie des couleurs : tout est posé pêle-mêle, sans égard pour les yeux. Encore les marchands de confections, les propriétaires de bazars et les débitans de tabac sont-ils les seuls commerçans qui se donnent la peine d'organiser un étalage. Les boucheries et les boulangeries, qui mettent dans nos rues françaises un si vif élément de fraîches couleurs, sont ici de misérables échoppes sans devanture extérieure. Et partout, même dans les boutiques les plus somptueuses, on sent que le seul objet vraiment destiné à être vu est la plaque de carton annonçant le prix des denrées.

Les Allemands n'ont pas le goût naturel de la toilette. Ils ont beau affecter de mettre de l'art dans la négligence de leur tenue, la vérité est qu'ils trouvent plus commode de la négliger. D'ailleurs, la *tenue soignée*, telle qu'on l'entend en Allemagne, est plus fâcheuse encore pour notre goût français que le laisser-aller. Elle consiste à être sanglé dans une redingote, à se rembourrer au besoin les épaules, à prendre une apparence trapue et monumentale. Mais ce sont les toilettes des femmes surtout qui prouvent une incapacité foncière du sens de la vue. Les femmes allemandes non plus n'aiment guère à s'occuper de leur toilette. La plupart, — même dans la haute bourgeoisie, même dans la noblesse, — se bornent à acheter au bazar des robes toutes faites, qu'elles portent le long de la saison. Celles qui se piquent d'élégance imitent les modes parisiennes ; mais les modes parisiennes continuent à mettre le même temps pour venir en Allemagne que si l'on était encore au siècle des pataches et des messageries ; et dès qu'elles y sont venues, elles apparaissent tout autres qu'à Paris. L'abus des couleurs vives et contrastées, la profusion des ornemens ne manquent pas de les défigurer : et plus encore une répugnance manifeste devant la part de contrainte qu'impose toujours une mise élégante. Et les robes des Allemandes ne sont rien en comparaison de leurs chapeaux et de leurs bottines. Je ne crois pas qu'il y ait au monde un pays où l'on sache moins se coiffer et se chausser qu'en Allemagne.

Le toucher n'est pas plus affiné que la vue. La démarche est lourde, maladroite, embarrassée. Les bras restent ballans le long

du corps, les mains sont grosses, empotées. Jamais rien de léger ni de spontané dans les gestes. Pas d'autre danse que la valse, une valse lente et monotone, qui rappelle la régularité automatique des exercices militaires. Les duchesses françaises, quoi qu'en ait dit Musset, savent tout de même danser avec plus de charme que les bouviers allemands.

Peut-être est-ce encore à un défaut de finesse sensuelle qu'il faut attribuer le trait dominant, et en vérité le seul trait tout à fait déplaisant de la rudesse allemande : le mépris profond, continu, invariable de l'homme pour la femme. A tous les degrés de la société, et, sauf de rares exceptions, partout en Allemagne, la femme est considérée comme un être inférieur et maintenue dans un état de complète sujétion.

La chose ne date pas d'hier. Les anciens Frisons comprenaient leurs femmes et leurs filles parmi les marchandises qu'ils livraient en tribut aux Romains. Les contes populaires du moyen âge, lorsqu'on les voit au naturel, dépouillés des embellissemens romantiques, expriment à tout instant le mépris de la femme. Dans l'un d'eux (recueilli par Simrock), un soldat, mis en possession d'un talisman, n'imagine rien de plus spirituel que de faire venir la fille du roi pour préparer son souper et balayer son taudis. Encore ne la renvoie-t-il pas sans l'avoir battue, et c'est le sel de l'histoire. Au XVI[e] siècle de même qu'aujourd'hui, la naissance d'une fille était regardée par les parens comme un malheur. Et pour voir combien ce sentiment de dédain à l'égard de la femme est resté fort en Allemagne, il suffit de jeter un coup d'œil au hasard, autour de soi.

Dans les jardins publics, les petits garçons et les petites filles ne jouent pas ensemble. Ils forment des groupes séparés, et pareillement font leurs parens, qui, sitôt entrés dans une salle, s'en vont chacun de son côté, le père avec d'autres hommes, la mère avec des femmes à une table voisine. Les étudians, dans les universités, n'aiment guère à parler de leurs maîtresses : ils ne les voient qu'à leurs momens perdus et s'en cachent comme d'une action honteuse. Jamais les plus intimes amis ne s'entretiennent de ce genre de sujets. La femme occupe moins de place dans leur pensée, ou une place moins relevée, que la bière et le tabac. Plus tard, devenus médecins ou professeurs, ils gardent la même attitude à l'égard de leurs femmes. Chez un jeune avocat nouvellement marié, la femme mange d'avance à la cuisine, les soirs où son mari invite quelqu'un à dîner. Les propriétaires des hôtels président la table d'hôte, tandis que leurs femmes dînent avec les domestiques. Et le manque de sujets de conversation entre mari et femme est si complet que j'ai vu des couples rester des heures entières dans une

brasserie ou dans un wagon sans se dire un seul mot. Le grand satiriste des mœurs allemandes, Oberländer, a donné quelque part le parfait symbole des mœurs conjugales de ses compatriotes. Son dessin représente un gros homme attablé dans un café, et disant à sa femme, assise immobile auprès de lui : « Tiens, Marguerite, tu peux boire ma bière: elle est chaude, et je vais en demander de plus fraîche. »

III.

Il me semble bien, d'après cela, que les Allemands que j'ai vus sont des êtres d'une sensibilité très particulière. Leurs instincts sensuels sont restés à l'état primitif, sans se pervertir, mais sans s'affiner, se bornant à devenir toujours plus tenaces et plus impérieux. Voilà, je crois, le premier élément de leur psychologie.

Un second élément, non moins typique, semble d'abord contraster avec celui-là. J'ai trouvé dans les âmes allemandes une certaine poésie rêveuse et sentimentale, plus étroitement mêlée qu'en aucun autre pays aux menus détails de la vie. C'est cette disposition poétique que les Allemands nomment le *gemüth:* mais la chose est plus difficile à définir qu'à nommer.

Un dimanche soir, revenant de Schwarzrheindorf à Bonn, j'étais monté sur le grand bac qui traverse le fleuve toutes les vingt minutes. Il était neuf heures : la lune éclairait les eaux d'une lumière pâle, et le bac glissait avec tant de lenteur qu'à peine on le sentait se mouvoir. J'aperçus tout à coup, debout derrière moi, un jeune homme et une jeune fille qui restaient immobiles, appuyés au rebord, les mains dans les mains. La jeune fille avait la tête découverte. Ses cheveux blonds s'argentaient sous les rayons de lune, et je voyais son petit profil dans un demi-jour qui me le faisait paraître plus charmant. Les deux amoureux ne se dirent pas un mot pendant toute la traversée. Ils continuaient à se tenir les mains, et tantôt se regardaient dans les yeux, tantôt semblaient considérer le fleuve au-dessous d'eux. Sans doute, ils étaient allés manger et boire abondamment dans une taverne des environs : maintenant, ayant rassasié leur estomac, ils offraient à leur âme sa ration hebdomadaire de rêve et de poésie.

Mais le *gemüth* est une chose si flottante, comme une vapeur bleue et rose répandue sur tous les actes de la vie usuelle, qu'on risque de le voir s'évanouir dès qu'on essaie de le saisir. Tous les exemples que je pourrais me rappeler resteraient toujours assez peu significatifs. Il n'en est pas moins sûr pourtant que l'âme allemande imprègne naturellement ses idées d'une façon d'atmosphère idéale tout à fait caractéristique.

Cela se reconnaît dans la façon même de parler. « L'allemand, dit Mme de Staël, est une langue très brillante en poésie, très abondante en métaphysique, mais très positive en conversation. » Positive, sans doute, mais avec un mélange incessant de métaphores et d'abstractions. La conversation des Allemands manque de netteté sensible; les idées particulières y restent vagues, sans contours arrêtés; mais à tout moment arrivent les idées générales, sous la forme de proverbes ou de comparaisons. Rien n'est curieux comme d'entendre en Allemagne des paysans illettrés citer, à propos de choses toutes vulgaires, les oiseaux, les fleurs, les étoiles.

Cent formules d'un usage quotidien attestent la même disposition sentimentale. A table, toute personne qui s'assied près de moi commence par me souhaiter *gesegnete Mahlzeit,* un repas béni de Dieu. Les nappes, les assiettes, les pots, portent des inscriptions en vers de mirliton exprimant des vœux de bienvenue et des souhaits de bonheur. Les murs sont couverts d'images attendrissantes: je n'ai vu que jeunes filles levant les yeux au ciel, enfans célébrant la fête de leur père, amies de pension s'embrassant après des congés.

Partout, de vieilles coutumes fidèlement conservées. Lorsque les maîtres d'une maison reviennent d'un voyage, les domestiques tapissent les chambres de branches et de fleurs, avec des inscriptions parmi les feuillages. Lorsqu'une jeune fille doit se marier, toutes ses amies viennent faire un point à sa robe de noce, pour qu'elle garde à jamais un souvenir de leur amitié. Lorsque deux jeunes gens sont fiancés, ils doivent, avant le mariage, faire un certain nombre de *promenades de clair de lune* (*mondscheinspaziergang*), etc.

Les jeunes filles que j'ai pu approcher m'ont toutes paru exactement pareilles l'une à l'autre. Elles avaient le cœur plein de poésie. Leur conversation s'ornait à tout moment de phrases d'une émotion délicieuse, où se mêlaient à dose égale l'imagination et les souvenirs des poètes. Je ne les sentais jamais passionnées ni ardentes au plaisir, mais je lisais dans leurs yeux une douce rêverie sans objet, un vague besoin de tendresse, quelque chose comme l'attente d'un beau chevalier qui viendrait à elles le long du fleuve, sur une nacelle d'or traînée par un cygne.

Le Lohengrin qu'elles attendent, c'est presque toujours un officier de la garnison, un élégant lieutenant serré dans sa tunique bleue. Elles l'ont aperçu un soir au concert ou au bal, peut-être ont-elles eu le bonheur de danser avec lui. Certain journal berlinois avait mis au concours la question de l'utilité de la guerre. « Oui, la guerre est utile, avait répondu une jeune fille; car sans la guerre, il n'y aurait pas d'officiers, et est-ce que l'on peut se

passer d'officiers? » Malheureusement, le mariage d'une jeune fille de la bourgeoisie avec un officier est en Allemagne chose difficile, plus difficile qu'en France, la dot exigée par la loi militaire étant d'un chiffre plus haut. Et ce sont les professeurs qui profitent de ce régime. Les jeunes filles se résignent à transporter sur eux l'enthousiasme romanesque qui agite leur cœur. Plusieurs professeurs de l'université, à Bonn et à Fribourg, ont épousé de belles jeunes filles qui s'étaient éprises d'eux avant de les avoir vus, sur le seul bruit de leur renommée.

A y regarder de près, je crois que la sentimentalité des Allemands n'est pas incompatible avec l'épaisseur de leurs sens. Leur pensée, n'étant pas occupée à l'analyse des sensations, se laisse plus facilement envahir par la rêverie. Faute d'une notion exacte et détaillée des formes réelles, elle se peuple de formes fantastiques, flottantes et brumeuses, évoluant sur un rythme d'une douce mélancolie. Le *gemüth* est formé de deux élémens, d'un rêve et d'une émotion, mais l'un et l'autre sont tout intellectuels. Le rêve naît de l'absence de sensations précises, l'émotion ne s'adresse qu'au rêve, comme lui informe et superficielle. Dans un champ caillouteux, où le blé pousse au ras du sol, une petite fleur bleue a germé, toute frêle sur sa tige mouvante. Elle a résisté jusqu'ici, à peine si sa couleur s'est un peu pâlie. Mais je crains qu'il ne suffise, pour la déraciner, de la première bourrasque venue du Nord.

IV.

Après la sensibilité et l'intelligence, l'activité. La matière est d'une étude infiniment plus difficile; mais c'est la nature spéciale de l'activité d'une race qui fait le fond essentiel de son âme et de sa vie.

Une chose me paraît certaine : les Allemands n'ont pas de volonté; l'initiative, l'autonomie morale, sont aussi peu développées chez eux que les sens. Et le trait le plus caractéristique de l'activité allemande est le besoin d'obéir. Peut-être est-ce pour l'avoir trop senti que le grand Frédéric se disait « fatigué de régner sur des esclaves. »

En aucun autre pays l'esprit de réglementation n'est porté aussi loin. Il avait naguère suffi aux journaux berlinois de prêter à la France des intentions belliqueuses pour animer de haine contre la France l'Allemagne tout entière. Pendant six mois, il n'y eut pas un Allemand qui ne nous détestât; et après un semestre, lorsqu'il fut prouvé que la France ne désirait pas la guerre, il n'y eut pas un Allemand qui ne se reprît à nous estimer.

Tout se fait ainsi avec un ensemble automatique (1). On m'a raconté que le socialisme présente en Allemagne le même caractère d'épidémie. A côté de villages où tous les ouvriers sont socialistes, on m'en a cité d'autres voisins où pas un ne l'est. Mais il suffira qu'un seul ouvrier de ces villages se décide un jour à devenir socialiste pour que tous ses compagnons d'atelier le deviennent aussitôt.

L'organisation militaire des étudians n'est pas moins caractéristique. Dès qu'un étudiant arrive dans une université, il est invité à faire partie d'un *verein*, ou cercle spécial. Quelques-uns refusent, mais ceux-là sont mal vus, et souvent ne trouvent personne pour leur tenir compagnie. Il y a des *vereins* de toute sorte : les uns réservés aux étudians riches, et où l'on n'est pas admis si l'on ne reçoit pas de ses parens plus de 300 marks par mois; d'autres réservés aux étudians de telle ou telle province, ou de telle ou telle faculté. Il y a le *verein* des catholiques pratiquans, qui ne permet pas le duel; il y en a d'autres, la plupart, où l'on ne devient membre actif qu'après avoir eu des duels. Tous les membres d'un *verein* sont frères, ont l'obligation de se tutoyer, de vivre le plus possible en commun. Ils ont pour les distinguer des casquettes et des écharpes variant suivant les *vereins*. Ils tiennent chaque semaine deux séances, où l'on est tenu d'assister : l'une, sérieuse, pour discuter les questions d'ordre, admissions, souscriptions, etc.; l'autre, plus sérieuse encore, pour boire de la bière.

Ces séances des *vereins* sont en vérité l'une des choses les plus étonnantes qui se puissent imaginer. Tout s'y fait d'une façon unanime, sur un signal donné par le président. C'est le président seul qui agit : ses surbordonnés abdiquent entre ses mains leur personnalité. C'est lui qui ordonne de boire, et comment il faut boire, de chanter, et ce qu'il faut chanter, de parler, et ce que l'on doit dire. La plupart des sujets de conversation sont interdits, politique, religion, questions personnelles, etc. Défense de manger, défense de boire autre chose que de la bière. Et tous les détails de la séance réglés par un code d'une complication invraisemblable, plus hérissé de clauses diverses que les règlemens militaires ou juridiques.

Ces *vereins* sont destinés à donner aux étudians le goût de la fraternité. En réalité, ils ont pour unique effet de fortifier en eux le goût naturel de la réglementation, et les soldats ne sont pas plus enregimentés dans leurs casernes que ces libres étudians. On s'en aperçoit lorsqu'on les interroge sur leurs professeurs : ils les

(1) Cela n'empêche point qu'il y ait en Allemagne des partis opposés. Mais ce sont toujours des partis nettement tranchés, organisés avec une discipline quasi militaire; et à l'intérieur d'un même parti, sentimens et idées sont à peu près unanimes.

vénèrent tous. Ils reconnaissent bien qu'un tel n'a pas d'idées, que tel autre n'est pas capable de se faire comprendre; mais en fin de compte, ils les vénèrent tous également, et ils méprisent également tous ceux dont ils ne suivent pas les cours.

Ceci d'ailleurs est un trait constant, et non le moins singulier, de l'esprit allemand. Les Allemands n'ont pas comme nous l'habitude de subordonner les conclusions aux prémisses. Ils ont les idées les plus ingénieuses sur les défauts d'un écrivain, d'un artiste; leurs considérans sont souvent personnels, et parfois originaux. Mais lorsqu'il s'agit de juger, leur jugement se trouve être celui de tout le monde, sans relation aucune avec les raisons qu'ils ont énoncées. On dirait que leurs impressions personnelles n'ont aucune part dans leur décision. C'est ainsi qu'ils vont écouter avec un recueillement profond les tragédies classiques imitées des Grecs, les choses du monde le moins faites pour eux. Ils avouent que Raphaël ne les intéresse pas, mais ils l'admirent plus que personne et ne font d'études que de lui. Un musicographe qui a consacré sa vie à Beethoven m'a déclaré avec le plus parfait sérieux que la musique de Beethoven était trop métaphysique pour lui plaire.

L'éducation est faite encore pour aggraver ce défaut naturel. L'enseignement donné dans les gymnases et les universités fait la part très petite à la personnalité des élèves. C'est un enseignement où le professeur se charge seul de tout donner : l'élève reçoit les sujets dont il doit s'occuper, la méthode qu'il doit y employer, et l'indication de la route qu'il doit suivre. Un professeur de l'université de Fribourg avait distribué entre ses élèves les divers temps des verbes grecs dans l'*Anabase* de Xénophon : l'un devait étudier les imparfaits du subjonctif, un autre les optatifs, et ainsi de suite. Chacun des élèves passait un mois à ce travail, d'où il sortait parfaitement renseigné sur un temps particulier des verbes grecs, mais assez peu au courant des autres temps et du grec en général.

Le défaut d'initiative amène chez les Allemands le goût de la réglementation : il entraîne aussi le mépris de soi-même et le respect des réputations consacrées. C'est ce qui explique le culte des Allemands pour la France et l'esprit français, culte que mes deux compagnons de voyage partageaient, je l'ai vu depuis, avec la presque totalité de leurs compatriotes : *être heureux comme Dieu en France* est encore ici un proverbe populaire (1). Par là s'explique également leur culte pour les anciens Grecs, et pour cette *forme pure* dont ils sont foncièrement incapables d'apprécier la beauté.

(1) L'auteur anonyme de *Rembrandt als Erzieher* signale pourtant comme un trait caractéristique un goût croissant d'anglomanie chez les jeunes Allemands qui se piquent d'être à la mode.

Enfin je crois qu'il ne faut pas chercher d'autre explication au caractère universel de la célébrité de leurs grands hommes. En Angleterre même il y a des critiques qui discutent Shakspeare : personne en Allemagne n'oserait jamais discuter le génie de Goethe, de Schiller, de Mozart, de Beethoven. La critique, dès qu'il s'agit de ces noms fameux, prend aussitôt la forme d'un commentaire.

N'est-ce point l'Allemagne, cependant, qui a produit les penseurs les plus libres et les plus hardis? Sans doute, mais cela encore me paraît un effet de sa docilité native; car les plus libres et les plus hardis des penseurs allemands n'ont fait que pousser à l'extrémité de leurs conséquences logiques des principes qu'on leur avait imposés, et c'est faute de les avoir d'abord spontanément discutés qu'ils ont abouti à des résultats si singuliers. Leibniz, — le plus autonome de tous, — a, comme Spinoza, donné pour point de départ à ses déductions une idée de Descartes. L'histoire de la philosophie allemande, depuis Kant jusqu'à Schopenhauer, n'a été que le développement ininterrompu d'un même principe importé d'Angleterre. Que l'on imagine un ministère des circonlocutions où dix employés s'occupent tour à tour de perfectionner le style d'une lettre, d'abord rédigée en dehors des bureaux : chacun essaie de rendre la lettre plus conforme à un idéal convenu de style administratif. C'est un travail du même genre où se sont livrés à l'égard des doctrines de Hume, l'un après l'autre, Kant, Fichte, Schelling, Hegel et Schopenhauer : l'idéal proposé ici était la logique, la mise en système, et à mesure que chacun s'écartait davantage de la simple observation, les résultats obtenus devenaient plus complexes et d'aspect plus paradoxal (1).

J'ajoute que, dans la philosophie, le public allemand se meut avec plus d'ensemble encore que dans la politique. En France, la philosophie de Victor Cousin, malgré l'incohérence de ses élémens, a conservé des adeptes. En Allemagne, les systèmes se succèdent dans la faveur universelle, et, dès qu'un nouveau système s'est résolument affirmé, il ne reste plus trace de celui qui l'a précédé. L'Allemagne tout entière a été successivement kantienne, fichtéenne, schellingienne, hégélienne. Elle est aujourd'hui, à l'exception de quelques vieux professeurs démodés, tout entière empiriste et phénoméniste. Hegel lui-même est devenu un mythe. La psychophysique de M. Wundt et l'évolutionnisme de M. Hæckel, deux perfectionnemens d'importations anglaises, règnent d'un pouvoir absolu dans les universités. L'impulsion vient du dehors. L'Alle-

(1) Ce n'est pas que la philosophie de Kant ressemble à celle de Hume; mais la philosophie de Fichte ne ressemble pas davantage à celle de Kant, et personne ne nie qu'elle en soit directement sortie.

magne se borne à commenter, à systématiser des principes étrangers.

Dans l'ordre littéraire et artistique, ce défaut d'initiative a eu des suites très fâcheuses. Il a jeté les poètes et les peintres allemands, depuis des siècles, hors de la voie qui aurait convenu à leur tempérament national. Au lieu d'un art allemand, il les a dotés d'un art soi-disant classique, imité des Grecs et des Italiens, n'ayant ni la perfection formelle de l'art étranger qu'il copie, ni la franche et naïve bonhomie des œuvres allemandes primitives.

Mais le dommage causé est encore plus profond. Le défaut d'initiative et le respect de l'étranger n'ont pas seulement perverti l'art de l'Allemagne : ils ont corrompu le goût national, et c'est à eux que les Allemands doivent en partie de paraître aujourd'hui si dépourvus d'élégance dans tous les actes de leur vie extérieure. Leur vision naturelle n'était pas nuancée, mais ne manquait pas, dans sa rudesse, d'un certain sentiment artistique. Les villages des bords du Rhin, de la Hesse et de la Saxe sont presque toujours jolis, d'un charme naïf et original, avec leurs blanches maisons aux volets verts gracieusement entourées de jardins fleuris. Les costumes populaires sont vifs en couleur, mais d'un art simple, franc, dénotant un instinct d'harmonie. Les Allemands sont encore le peuple du monde qui sait le mieux aimer et comprendre les fleurs. La fleur joue dans la vie allemande un rôle plus important que nulle autre part : elle y est un objet plus intime, plus familier. Elle est l'ornement indispensable de toute chambre ; pas une maison de riches ou de pauvres qui n'en soit remplie. Peut-être même, s'ils n'avaient pas avant tout le souci de singer les modes étrangères, les Allemands auraient-ils trouvé dans leur instinct natif le secret d'arranger plus élégamment leurs bouquets, et de ne pas donner aux parterres de leurs jardins la lourde apparence de tartes ou de pièces montées qu'ils leur donnent presque toujours. Ce n'est point par une incapacité foncière aux impressions personnelles, c'est par l'effet de leur mépris pour eux-mêmes ou de leur besoin d'obéir que les Allemands ont perdu la réelle originalité que leur avait accordée la nature.

Au point de vue moral, au contraire, il semble que le défaut de volonté et l'esprit de soumission aient été longtemps précieux pour l'Allemagne. Les choses inertes ne se meuvent pas d'elles-mêmes ; mais, une fois en mouvement, elles ne s'arrêtent plus. L'inertie de la nature allemande l'a rendue tenace, et, sous l'influence des faits extérieurs, l'a portée à maintenir à travers les siècles ses habitudes morales. Tandis que, dans le reste du monde, la lutte pour la vie devenait sans cesse plus âpre, créant des moyens nouveaux destinés à satisfaire de nouveaux désirs, les Allemands ont gardé

la simplicité lente et tranquille de leurs mœurs d'autrefois. Ils ont subi, suivant l'expression de Mme de Staël, « l'honorable nécessité de la justice. » La probité, la franchise, la modération des désirs, la patience, pour résulter surtout chez eux, non point de sottise, mais d'attachement un peu machinal à de vieilles façons, n'en ont pas moins continué à être la règle constante de leur vie pratique. La division des classes sociales s'est conservée, en Allemagne, plus stricte qu'en aucun autre pays; et à l'intérieur d'une même classe, tous ont eu à peu près les mêmes besoins, les mêmes ressources, les mêmes ambitions.

Malheureusement, ce bel état de choses était l'effet d'une habitude et non d'un libre consentement réfléchi. Les Allemands restaient loyaux, sincères, peu exigeans, mais ils ne l'étaient que sous le poids des circonstances qui les avaient entretenus dans cette précieuse disposition. Le ressort moral intérieur, cette conscience autonome qui permet l'idée du mal et en empêche la réalisation, c'est une qualité qui ne se trouve pas naturellement au fond de l'âme allemande. Une obéissance séculaire aurait suffi à l'en déraciner; et je crois, en outre, qu'elle ne s'y est trouvée à aucune époque de l'histoire. Les contes populaires allemands, en même temps qu'ils proclament la richesse de l'invention poétique et l'exubérance du sentiment, dénotent une absence singulière de conscience morale. Le parfait voleur, le traître parfait, y sont considérés avec la même émotion respectueuse que les jeunes princes changés en corbeaux. Un fils, qui avait quitté tout enfant la maison paternelle, y revient, après vingt ans, en somptueux équipage. Il raconte à ses parens qu'il s'est enrichi dans la profession de brigand de grand chemin : et les dignes vieillards furent, dit le conte, « remplis, à cette nouvelle, de joie et de frayeur. » Il y aurait à citer dix exemples non moins caractéristiques. C'est ce manque absolu de moralité dans les contes populaires qui faisait dire à Heine : « Nous autres Allemands, nous réclamons la morale dans la vie privée, mais non pas dans les fictions de la poésie. »

Hélas! le moment est prochain où ils ne la réclameront même plus dans la vie privée. Une crise d'une intensité inouïe s'est produite depuis vingt ans en Allemagne. Au milieu de ce pays jusque-là divisé en petites provinces séparées, une immense capitale a brusquement surgi : le chef-lieu des Marches prussiennes, qui, en 1870, avait cinq cent mille habitans, est soudain devenu le centre politique, intellectuel, commercial de l'Allemagne, avec une population de bientôt deux millions. Il en est résulté un bouleversement des habitudes anciennes. Les mœurs que des siècles n'avaient pu altérer se sont trouvées changées du jour au lendemain.

Rien de saisissant comme la rapidité de cette évolution. Dans une ville d'eaux des bords du Rhin, la vieille partie, celle où ne viennent pas les étrangers, est restée exactement telle qu'elle était autrefois. Tout y est demeuré lent, méthodique, simple, familier, d'une probité scrupuleuse. De l'autre côté de la rivière, la ville neuve, la ville des hôtels et du Casino, est devenue une tanière de voleurs. Les habitans y paraissent avoir une aisance dans la supercherie égale à la naïve honnêteté des habitans de la rive opposée. Même phénomène si l'on compare les mœurs des grandes et des petites villes. A peine l'on a fait quelques lieues, et on a la sensation d'entrer dans un monde absolument différent. Je ne puis assez marquer l'intensité, la promptitude déconcertante du changement opéré, changement en vérité si radical qu'il m'a semblé modifier de fond en comble non pas seulement les habitudes morales, mais l'attitude même et les tendances de l'esprit, et chacun des aspects de la vie. J'ai désiré voir, à Leipzig, le pommier fameux dont parle Mme de Staël : on l'a entouré d'une barrière de fer soigneusement close, et, dès que les gendarmes ont le dos tourné, chacun franchit la barrière pour voler des pommes. Encore le propriétaire de cet arbre mémorable n'est-il pas dépouillé par ses concitoyens aussi effrontément que je l'ai été par le cocher qui m'avait conduit, malgré que le tarif officiel imprimé dans sa voiture lui donnât droit déjà à un salaire tout à fait abusif.

La démoralisation de l'Allemagne me paraît ainsi procéder d'une façon épidémique, comme la conversion au socialisme des ouvriers d'une usine. Chaque jour, un pan de l'ancienne probité allemande se détache et tombe, pour être aussitôt remplacé par une disposition morale toute nouvelle. Le manque d'initiative et l'esprit de respectueuse imitation, qui avaient si longtemps sauvegardé les vieilles traditions, contribuent aujourd'hui à l'effrayante vitesse de leur déchéance.

Lorsque l'on commença les fouilles de Pompéi, on découvrit parmi les ruines un certain nombre de citoyens romains qui semblaient dormir. Leurs corps s'étaient maintenus entiers à travers les siècles, préservés du contact destructeur de l'air par la couche de cendres. Mais à peine les eut-on découverts qu'on les vit noircir et s'en aller en poussière : le premier souffle d'air les avait anéantis. C'est de Berlin que va souffler sur l'Allemagne, je le sens, la bouffée d'air meurtrière qui risque de dissoudre d'un seul coup le lent travail des générations.

T. DE WYZEWA.

LA

JEUNESSE DE LA FAYETTE

DERNIÈRE PARTIE (1).

I.

Parti de France en rebelle et en fugitif, La Fayette y rentrait acclamé et triomphant. A peine se donna-t-on le temps de punir par huit jours d'arrêts sa désobéissance, encore ne fut-ce qu'après lui avoir permis de causer avec M. de Maurepas. Le prince de Poix lui avait fait connaître tous les ministres.

Ce fut l'enceinte de l'hôtel de Noailles qui tint lieu de Bastille à La Fayette. Quelques jours après, il écrivit à Louis XVI pour lui avouer « son heureuse faute, » et il reçut la permission d'aller recevoir à Versailles une « douce réprimande. » — « En me rendant la liberté, on me conseilla d'éviter les lieux où le public pourrait consacrer ma désobéissance. » Ce fut surtout parmi les femmes de la cour que son succès fut grand. « Toutes l'embrassaient. » Et Marie-Antoinette elle-même, entraînée un instant par le tourbillon, lui faisait donner le régiment du roi-dragons.

L'ivresse de Mme de La Fayette fut au-delà de toute expression. Son bonheur fut bientôt troublé par des alarmes. Elle ne put jouir longtemps en paix du bien qu'elle avait retrouvé. Le séjour de son

(1) Voyez la *Revue* du 15 février.

mari à Paris fut toujours employé à préparer de nouvelles entreprises. Par la force des choses, il se trouvait, en effet, le lien entre les États-Unis et la France, il avait la confiance des deux pays. Sa faveur dans les salons était encore plus grande qu'à la cour. Il l'employait à servir la cause des Américains, à détruire la mauvaise impression qu'on cherchait à répandre contre eux (1).

Les correspondans du parti anglais à l'étranger imprimaient, dans les gazettes à la solde de la Grande-Bretagne, que Louis XVI abandonnait les rebelles et rappelait La Fayette. Il fit alors publier les résolutions du congrès à son sujet, les lettres officielles écrites par le président Laurens et par Washington au gouvernement français et au docteur Franklin. Il avait donc pris pied. Après quelques conversations, il s'était convaincu que le ministère, craignant la trop grande extension des États-Unis, se refuserait à toute entreprise sur le Canada. Comme M. Necker redoutait toute entreprise qui pouvait augmenter les dépenses, La Fayette avait essayé d'organiser une expédition, à la tête de laquelle il aurait placé Paul Jones. Le célèbre corsaire aurait transporté, sous pavillon américain, un corps de troupes sur les côtes d'Angleterre, pour y lever des contributions destinées à fournir aux États-Unis l'argent qu'on ne pouvait tirer du trésor en France. Cette idée fut bientôt abandonnée. La Fayette lui en substitua une autre. Grâce aux encouragemens de l'ambassadeur de Suède, il songea à faire prêter aux Américains quatre vaisseaux de ligne suédois avec la moitié de leur équipage, la France répondant du loyer; mais le plus sérieux de tous ces projets fut une tentative de descente en Angleterre. Le grade d'aide maréchal général des logis eût été attribué au jeune marquis. On réservait à son audace, mêlée de prudence, le soulèvement de l'Irlande.

Il s'était rendu à Saint-Jean-d'Angély, où se trouvaient, avec le roi-dragons qu'il commandait, quelques régimens d'infanterie, momentanément sous ses ordres. Il était avide d'action (2). Il apprend que le lieutenant-général comte de Vaux est désigné pour commander les troupes destinées à l'expédition. Aussitôt, il écrit à M. de Vergennes (août 1779) : « Ce qui me convient est une avant-garde de grenadiers et de chasseurs et un détachement de dragons du roi, le tout faisant 1,500 à 2,000 hommes qui me mettent hors de la ligne et à portée de m'exercer. D'ailleurs, je connais les Anglais et ils me connaissent aussi, deux choses importantes à la guerre... Je

(1) *Mémoires de ma main; Vie de Mme de La Fayette; Mémoires historiques de La Fayette* et le tome IV de *l'Histoire de la participation de la France à l'indépendance des États-Unis*, par M. Doniol. (Annexes, archives des affaires étrangères.)

(2) Lettre à M. de Vergennes, p. 293, t. Ier, *Mémoires;* — lettre à Washington, 12 juin 1779.

ne suis point de la cour. Je suis encore moins courtisan, et je prie le ministre du roi de me regarder comme sortant d'un corps de garde. » Et dans une autre lettre au même : « Vous me trouverez peut-être bien ardent, mais puisque vous voulez bien être mon ami, songez que j'aime avec passion le métier de la guerre, que je me crois particulièrement né pour ce jeu-là, que j'ai été gâté pendant deux ans par l'habitude d'avoir de grands commandemens et d'obtenir une grande confiance ! Songez que j'ai besoin de justifier les bontés dont ma patrie m'a comblé. Songez que je l'adore, cette patrie et que l'idée de voir l'Angleterre humiliée, écrasée, me fait tressaillir de joie. Songez que je suis particulièrement honoré de l'estime de mes concitoyens et de la haine de nos ennemis. Après tout cela, monsieur le comte (je ne vous le dirais pas comme ministre du roi), jugez si je dois être impatient de savoir si je suis destiné à arriver le premier sur cette côte et à planter le premier drapeau français au milieu de cette insolente nation. »

On sent déjà dans ces lignes courir cette flamme qui devait, douze ans après, échauffer dans leurs glorieux faits d'armes nos généraux de vingt-cinq ans, prodigues de leur sang et sauvant la patrie à force d'audace, de désintéressement et d'amour. La Fayette était de leur race. Aussi, s'indigne-t-il à la pensée d'une trêve : « Je ne crois pas à la nouvelle telle qu'on me la mande. Pour Dieu ! battons-les une bonne fois, ayons la force de vouloir être craints, et nous penserons alors à une paix qui deviendra honorable. » Enfin, dans une dernière lettre au même M. de Vergennes, lettre datée du Havre, son patriotisme fait explosion : « Me voici au Havre, monsieur le comte, en face du port et dominant surtout les vaisseaux qui nous conduiront en Angleterre. Jugez si je suis content de ma position et si mon cœur appelle les vents du sud qui nous amèneront l'amiral d'Orvilliers ! Je ne puis être tranquille que sur la côte anglaise, et nous n'y sommes pas encore. »

Deux mois se passèrent ainsi à regarder s'ils arrivaient, ces vaisseaux qui devaient porter nos soldats en Angleterre. On dut bientôt perdre toute confiance en cette entreprise. Le projet d'invasion tombait à l'eau ; celui d'envoyer des troupes en Amérique était accepté et subsistait seul. Notre amour-propre y était du reste engagé. L'escadre française avait été impuissante à enlever Savannah aux Anglais (septembre 1779). Les Américains avaient laissé passer, sans se soucier d'y mettre obstacle, les troupes qui venaient appuyer l'assiégé. L'amiral d'Estaing avait été obligé de reprendre la mer, sans tenter le sort d'un nouveau combat. Il nous en avait coûté 700 hommes, tués ou blessés grièvement.

C'était La Fayette qui avait ramené M. de Vergennes au plan de

porter des troupes en Amérique. Mais à Philadelphie, quand il fut pour la première fois question d'associer des régimens français aux troupes américaines, les susceptibilités s'éveillèrent. Des craintes de mauvais accueil se manifestèrent dans l'entourage de Washington. Déjà La Fayette dans une lettre importante à M. de Vergennes, du 18 février 1779, avait écrit : « On dira sûrement que les Français seront mal reçus en Amérique et vus de mauvais œil dans son armée. Je ne peux pas nier que les Américains ne soient un peu difficiles à manier, surtout par des caractères français ; mais, si j'étais chargé de ce soin, ou que le commandant nommé par le roi s'y prît passablement bien, je répondrais sur ma tête d'éviter ces inconvéniens et de faire parfaitement recevoir nos troupes. »

Une grande circonspection et une extrême bienveillance lui paraissaient donc nécessaires pour ménager l'amour-propre en éveil du pays de Washington. Toutefois, lorsque, le 17 octobre, l'ordre de licenciement des troupes du comte de Vaux avait été transmis aux ports où elles avaient été rassemblées, La Fayette avait demandé que l'on y triât du moins 3,000 hommes pour les jeter à propos en Amérique (1).

Attribuerait-on le commandement au jeune major-général des logis? Ne ferait-on pas plutôt de lui l'introducteur du corps auxiliaire et ne l'enverrait-on pas à cette fin reprendre simplement le commandement d'une division américaine? Une lettre qu'il écrivit le 2 février 1780 à M. de Vergennes, devenu son ami, contient les bases du plan qui fut définitivement adopté. Certes, à beaucoup de points de vue, il eût voulu commander la petite armée française : « Si je commande, disait-il, vous pouvez agir en toute sécurité, parce que les Américains me connaissent trop pour que je puisse exciter de fausses inquiétudes. Je prends, si l'on veut, l'engagement de ne demander ni grade, ni titre et même de les refuser pour mettre à son aise le ministère. — Dans le second cas, celui où je reprendrais une division américaine, il faut d'abord prévenir en Amérique le mauvais effet que ferait l'arrivée d'un autre commandant. L'idée que je ne puis pas mener ce détachement est la dernière qui se présenterait là-bas. Je dirai donc que j'ai préféré une division américaine. Il faut que je sois dans le secret pour préparer les moyens et instruire le général Washington. Un secret que je ne saurais pas paraîtrait bien suspect à Philadelphie. » Quelques jours avant, il avait écrit à M. de Maurepas, en soulignant ces mots : « C'est à la fin de février qu'il faudrait être prêt. »

Les convenances militaires ne permirent pas de placer à la tête

(1) Voir Doniol, *Histoire de la participation de la France à l'indépendance des États-Unis*, Annexes, t. IV, p. 276, — et *Correspondance de La Fayette*, t. Ier, p. 328.

du corps expéditionnaire un jeune général de vingt-deux ans, ayant, par nature, trop de confiance dans les témérités. Parmi les officiers supérieurs, à la tête des troupes destinées à une descente en Angleterre, Louis XVI choisit un officier général nouvellement promu, dont les qualités de tacticien avaient été appréciées durant la guerre de sept ans et qui avait été désigné par le comte de Vaux pour commander son avant-garde. Il se nommait le comte de Rochambeau.

On décida de mettre sous ses ordres une petite armée dont La Fayette irait d'avance annoncer aux États-Unis l'arrivée. L'ordre était expédié, le 20 février 1780, à la frégate l'*Hermione* de le transporter à Boston.

Les rapports du commandant du navire au ministre de la marine font juger de la considération enthousiaste dont jouissait le jeune gendre de la maison de Noailles. « J'aurai, dit le capitaine, pour M. le marquis de La Fayette, tous les égards et toutes les attentions non-seulement que me prescrivent vos ordres, mais ceux que mon cœur me dicte pour un homme que ses actions m'ont inspiré le plus grand désir de connaître. Je regarde comme une faveur l'occasion de me trouver à portée de lui donner des marques de la grande estime que j'ai conçue pour lui (1). » La Fayette se trouvait donc mis au service des États-Unis et il était chargé de préparer les voies auprès de Washington et du congrès pour que les troupes françaises que Louis XVI mettait à la disposition de ses alliés fussent engagées dans une action efficace.

La nomination de Rochambeau ne fut rendue officielle que le 9 mars, et dès le 11, La Fayette était embarqué sur l'*Hermione*. Il lui avait fallu une année d'efforts pour amener la détermination du gouvernement.

Mme de La Fayette, qu'il quittait une seconde fois, souffrait cruellement de pareilles secousses. Après une grossesse pénible, elle avait mis au monde, le 24 décembre 1779, un fils, George, dont Washington fut le parrain. Cette naissance avait comblé la famille de joie, et il fallait qu'un bonheur si court fût encore troublé. La douleur de la séparation avait été plus profonde dans le cœur de Mme de La Fayette qu'au premier voyage. Son sentiment, comme le dit Mme de Lasteyrie, s'était accru par ses inquiétudes et par le charme des momens passés près de son mari. Elle avait alors dix-neuf ans. Ses impressions étaient devenues plus fortes et plus intenses. Une confiance plus intime, plus soumise, avait associé son esprit plus mûr aux opinions et aux desseins de cet époux si adoré. Elle lui avait donné toute sa raison et tout son cœur. Elle

(1) Voir Doniol, t. IV, p. 280, archives de la marine, annexes.

était fière de lui. Ç'avait été pour elle une fête inoubliable, le jour où le petit-fils de Franklin, celui que Voltaire mourant avait béni au nom de Dieu et de la liberté, remit solennellement à La Fayette l'épée d'honneur que les États-Unis lui offraient à titre de reconnaissance nationale. Mais M[me] de La Fayette n'était pas faite pour les émotions de la gloire et pour les secousses de l'imagination. Le calme de la vie domestique et recueillie était son rêve. Elle ne put le réaliser que quelques années avant de s'éteindre, au milieu de privations qui lui pesaient si peu.

La Fayette emportait en Amérique de bonnes nouvelles. Son intervention n'avait pas eu seulement pour résultat de faire porter la force de la petite armée de Rochambeau de 4,000 hommes à 6,000 hommes; grâce à lui, un prêt de 6 millions avait été mis à la disposition de Franklin pour des achats d'armes et de vêtemens. Il était temps pour les Français d'agir (1).

Pendant que Florida-Blanca demandait notre intervention auprès du congrès pour procurer à l'Espagne les avantages qu'elle souhaitait au sud des États-Unis, la situation s'y montrait sous les aspects les plus graves. Les suites de notre échec à Savannah avaient été funestes. Lord Cornwallis s'était emparé de la Géorgie et des deux Carolines. Le parti des tories, les royalistes, relevait la tête. Les patriotes semblaient consternés. Heureusement, le courage et l'héroïsme des femmes américaines relevèrent leurs époux, leurs pères, leurs fils de leur abattement. Bientôt, de toutes parts, on courut aux armes, et les républicains, par un redoublement d'ardeur et de fermeté, se montrèrent dignes du secours que la France leur envoyait.

Dans le nord, Washington, inébranlable au milieu des revers, rassurait le congrès et contenait, sans se compromettre, les forces redoutables de Clinton. Enfin, la fortune allait seconder son génie. Le 27 avril 1780, il recevait de La Fayette ce billet daté de *l'entrée du port de Boston :*

« Je suis ici, mon cher général, et au milieu de la joie que j'éprouve à me retrouver un de vos fidèles soldats, je ne prends que le temps de vous dire que je suis venu de France à bord d'une frégate que le roi m'a donnée pour mon passage. J'ai des affaires de la dernière importance que je dois d'abord communiquer à vous seul. En cas que ma lettre vous trouve de ce côté-ci de Philadelphie, je vous supplie de m'attendre et vous assure qu'il pourra en résulter un avantage public. Adieu, vous reconnaîtrez aisément la main de votre jeune soldat. »

Le retour de La Fayette produisit la plus vive sensation. Toute

(1) Voir lettre à M. de Maurepas, 25 janvier 1880.

la population de Boston courut au rivage pour le recevoir. Il fut conduit en triomphe chez le gouverneur Hancock, d'où il partit sur-le-champ pour le quartier-général. Washington apprit avec une vive émotion l'arrivée de son jeune ami. A la réception du courrier qui lui apporta cette nouvelle, des larmes coulèrent de ses yeux.

La Fayette fut reçu avec les manifestations les plus joyeuses par l'armée américaine. Il apprit alors au commandant en chef ce qui avait été résolu par le cabinet de Versailles et l'arrivée du secours si attendu. L'histoire doit l'enregistrer avec satisfaction : Louis XVI, avec un grand sens de la politique extérieure, n'avait pas eu besoin d'être stimulé par ses ministres. Il avait dû souvent prendre les devans. Les documens publiés font ressortir de la façon la plus honorable son rôle personnel dans la question américaine. Washington sentit toute l'importance de ces communications et regarda cette heureuse nouvelle comme décisive pour les affaires de son pays (1).

L'amour-propre des Américains était sauvegardé par les instructions confidentielles de M. de Vergennes. Il avait été réglé que le corps commandé par le lieutenant-général de Rochambeau serait entièrement aux ordres de Washington et ne ferait qu'une division de son armée. Les Français ne seraient jamais regardés que comme auxiliaires, prenant la gauche des troupes des États-Unis, et le commandement devait appartenir, à parité de grade et de date, au commandant américain.

Le secret fut bien gardé. Mais les préparatifs furent longs, et le vent fut contraire au départ de Brest pendant presque autant de semaines encore qu'il en avait fallu pour effectuer l'embarquement. Le 2 mai seulement, le chevalier de Ternay, commandant l'escadre, prit le large avec six vaisseaux, cinq frégates et son convoi. Dans la lettre adressée le 3 juin à La Fayette par le ministre de la marine, il est dit : « Le convoi vous mène 5,500 hommes effectifs; le défaut de bâtimens de transport n'a pas permis d'embarquer plus de monde, et la saison est bien avancée pour envoyer tout de suite le reste. Il est probable qu'on ne pourra faire partir qu'en automne les deux autres régimens. Peut-être est-ce un bien? Nous saurons comment les premiers auront été accueillis et si on en désire plus. » Les deux régimens ne furent pas envoyés.

L'escadre du chevalier de Ternay entra le 17 juillet dans le port de Rhode-Island, après soixante-dix jours de navigation. La petite armée de Rochambeau campa près de New-York. Le général anglais Clinton s'embarqua aussitôt avec 10,000 hommes pour

(1) Instructions remises à La Fayette, le 5 mars 1780; annexes, p. 314, t. IV. Doniol.

descendre à Rhode-Island, mais le corps expéditionnaire renforcé par trois mille Américains que La Fayette et le général Heats amenèrent s'était mis en telle mesure de défense, que Clinton ne persista pas dans son projet. Il en fut d'ailleurs détourné, en apprenant la marche de Washington qui se rapprochait de New-York.

II.

Les troupes françaises étaient remplies d'ardeur, et le bon accord des deux alliés justifiait les prévisions et la conduite politique de La Fayette. Jamais il n'avait cependant trouvé Washington plus victime de l'âpre rivalité des intérêts de son pays et des jalousies démocratiques. Ce grand citoyen voyait l'armée, avec laquelle, depuis cinq ans, il défendait l'indépendance nationale, toucher aux derniers sacrifices. Comme l'écrivait La Fayette à M. de Vergennes, le 23 juillet, le congrès n'avait ni argent, ni papier. « Les officiers et soldats de l'armée américaine n'ont pas un schelling. Les premiers ne reçoivent qu'une ration et n'ont point d'habits, sans avoir, comme les soldats, l'espérance d'en recevoir de France (1). »

Les Français s'étant fortifiés à Newport et Clinton ayant renoncé à les attaquer, La Fayette put entretenir Rochambeau et son état-major du projet d'opérations offensives, combiné par Washington pour la réduction de la ville et de la garnison de New-York. La Fayette en désirait l'accomplissement avec beaucoup d'ardeur, et le général en chef y ajoutait un grand prix. Cependant la chose était difficile. Quoique la prise de New-York eût toujours été dans les vues du ministère français, les instructions de Rochambeau lui prescrivaient d'attacher une importance capitale au poste de Rhode-Island et d'en faire sa base d'opérations. Il répugnait donc à s'en éloigner pour marcher sur New-York (2).

D'autre part, le chevalier de Ternay ne pouvait avoir la supériorité maritime qu'après l'arrivée de la seconde division de la flotte impatiemment attendue de France, ou par la jonction avec l'escadre de M. de Guichen, alors dans les Antilles. Plusieurs conférences se tinrent vers la fin de juillet et le commencement d'avril entre Ternay, Rochambeau et La Fayette. Ce dernier, dans une longue lettre officielle, datée du 9 août 1780, avait résumé, comme dans un procès-verbal, toutes les questions, afin d'en présenter un compte-rendu à Washington. Le 12, Rochambeau fait connaître au marquis qu'il a sollicité directement du général en chef un rendez-vous, pour

(1) Archives des affaires étrangères, annexes; Doniol.

(2) *Correspondance de La Fayette*, t. Ier, p. 346, 357 et 365.

que l'amiral et lui discutent verbalement un plan définitif. « On fera plus en un quart d'heure de conversation que par des dépêches multipliées... Sur ce que vous me mandez, mon cher marquis, que la position des Français à Rhode-Island n'est d'aucune utilité, je vous observerai que je n'ai pas encore ouï dire qu'elle ait nui à aucun d'entre eux. Je crains les *Savannah* et autres avertissemens de cette espèce, dont j'ai tant vu dans ma vie. Il est un principe en guerre comme en géométrie, *Vis unita fortior*. Au surplus, j'attends les ordres de mon généralissime... Je vous embrasse, mon cher marquis, du meilleur de mon cœur. »

Cette ardeur naturelle de La Fayette ne faisait actuellement que correspondre aux dispositions de Washington, désireux de sortir d'une inaction fatale à sa cause.

Dans ses Mémoires (1), Rochambeau dit, pour la justification de La Fayette, qu'il rendait « substantiellement » les sentimens du général en chef, et que ce dernier se servait de la jeunesse et de l'ardeur de son lieutenant pour les exprimer avec plus d'énergie. La Fayette, en effet, insiste. Il a rendu compte à Washington des conférences, et il a reçu de pleins pouvoirs pour arrêter définitivement le plan de campagne. On avait du reste créé exprès pour lui un corps d'élite destiné à être l'avant-garde de l'armée. Le marquis parlait donc aussi avec l'autorité d'un général des États-Unis.

Cette insistance, qu'il ne tenait pas seulement de sa jeunesse, mais aussi de son optimisme, de cette confiance heureuse faite d'enthousiasme et de persistance, qui était le fond de sa nature, cette insistance auprès d'un officier supérieur plus expérimenté que lui, aurait fini par tourner en acrimonie, et aurait pu amener entre les deux armées des divisions fâcheuses. La Fayette le comprit, et avec une spontanéité qui tenait à la fois de sa modestie et de sa bonté, il écrivit au général Rochambeau : « Si je vous ai offensé, je vous en demande pardon, pour deux raisons ; la première que je vous aime, la seconde que mon intention est de faire ici tout ce qui pourra vous plaire. Partout où je ne suis que particulier, vos ordres seront pour moi des lois, et pour le dernier des Français qui sont ici, je ferais tous les sacrifices plutôt que de ne pas contribuer à leur gloire, à leur agrément, à leur union avec les Américains. Tels sont, monsieur le comte, mes sentimens, et quoique vous m'en supposiez de bien contraires à mon cœur, j'oublie cette injustice pour ne penser qu'à mon attachement pour vous... Mon tort a été d'écrire avec chaleur, officiellement, ce que vous auriez pardonné à ma jeunesse, si je vous l'avais écrit en

(1) Voir *Mémoires de Rochambeau*, p. 248 et 249.

ami, et à vous seul, mais j'étais tellement dans la bonne foi, que votre lettre m'a surpris autant qu'elle m'a affligé, et c'est beaucoup dire. »

La réponse de Rochambeau mérite d'être citée. Elle montre bien ce que l'amabilité et la politesse ajoutaient à la vaillance de la vieille armée française, et comme la générosité d'âme s'y mêlait à toutes les vertus militaires :

« New-York, le 27 août 1780.

« Permettez, mon cher marquis, à un vieux père de vous répondre comme à un fils tendre, qu'il vous aime et vous estime infiniment. Vous me connaissez assez pour croire que je n'ai pas besoin d'être excité, qu'à mon âge, quand on a pris un parti fondé sur la raison militaire et d'état, forcé par les circonstances, toutes les instigations possibles ne peuvent rien faire changer sans un ordre positif de mon général. Je suis assez heureux, au contraire, pour qu'il me dise dans ses dépêches que mes idées s'accordent *substantiellement* avec les siennes, sur toutes les bases qui permettront de tourner ceci en offensive, et que nous ne différons que sur quelques détails, sur lesquels la plus petite explication et certainement ses ordres trancheront toute difficulté. — Vous êtes humilié, mon cher ami, dans votre qualité de Français, de voir une escadre anglaise bloquer ici, par une supériorité marquée de vaisseaux et de frégates, l'escadre du chevalier de Ternay; mais consolez-vous, mon cher marquis, le port de Brest est bloqué depuis deux mois par une flotte anglaise qui a empêché de partir la seconde division, sous l'escorte de M. de Bougainville. . . .
. . . .

« C'est toujours bien fait, mon cher marquis, de croire les Français invincibles ; mais je vais vous confier un grand secret, d'après une expérience de quarante ans : *Il n'y en a pas de plus aisé à battre, quand ils ont perdu la confiance en leurs chefs*, et ils la perdent tout de suite, quand ils ont été compromis à la suite de l'ambition particulière et personnelle... Soyez donc bien persuadé de ma plus tendre amitié, et que, si je vous ai fait observer très doucement les choses qui m'ont déplu dans votre dernière dépêche, j'ai jugé tout de suite que la chaleur de votre âme et de votre cœur avait un peu échauffé le flegme et la sagesse de votre jugement; conservez cette dernière qualité dans le conseil, et réservez toute la première pour le moment de l'exécution.

« C'est toujours le vieux père Rochambeau qui parle à son cher fils La Fayette qu'il aime, aimera, et estimera jusqu'au dernier soupir. »

Il ne resta pas trace de cet incident, entre le vaillant soldat de la guerre de sept ans et le chevaleresque ami de Washington.

La conférence, si désirée par Rochambeau et longtemps différée, fut enfin accordée. Le rendez-vous fut fixé à Hartford, dans le Connecticut. La Fayette et Washington, pour s'y rendre, quittèrent l'armée le 18 septembre. C'est à la suite de cette entrevue qu'il fut décidé qu'on enverrait à Paris le colonel américain Laurens, fils de l'ancien président. Il fut choisi, presque unanimement, par le congrès. Son dévoûment à la cause de l'indépendance, ses longs services militaires, la réputation qu'il s'était acquise, le firent balancer à se charger de cette mission. Il voulait qu'on donnât la préférence à M. Hamilton, aide-de-camp de Washington. Il partit néanmoins, muni de toutes les instructions. Nul ne voyait plus clairement l'état de détresse de son pays et le besoin extrême qu'il avait non pas d'un cordial accueil, mais de secours prompts et puissans dans tous les genres, qui missent en état de prendre New-York et d'y faire signer enfin une paix glorieuse (1).

C'est en revenant de la conférence de Hartford que fut découverte la conspiration d'Arnold. Washington aurait encore trouvé ce général à son quartier, si le désir de montrer à La Fayette le fort de West-Point, construit pendant son absence, ne l'avait point porté à s'y rendre avant d'arriver à Robinson's house, où logeait le général Arnold. C'est le seul officier américain qui ait jamais pensé à se servir de son commandement comme d'un moyen de fortune. Tous les autres faisaient la guerre à leurs dépens. Les affaires commerciales ou industrielles étaient ruinées par leur absence, et ceux qui avaient des professions en avaient perdu l'exercice. Qui ignore que Washington, sachant la pénurie du trésor, ne voulut jamais accepter d'émolumens, se contentant de se faire rembourser les dépenses les plus nécessaires?

Tous les historiens américains ont rendu un compte détaillé de la trahison d'Arnold, nous n'en referons pas après eux le récit. Nous ne rappellerons que la réponse pénétrante de M. de Vergennes à l'amiral de Ternay, qui lui annonçait cet événement : « C'est moins l'exemple que j'appréhende, que les motifs sur lesquels a été appuyée la trahison. Ils peuvent trouver faveur dans un pays où la jalousie est en quelque sorte l'essence du gouvernement (2). »

Dans une lettre, à sa femme, des 7 et 8 octobre 1780, La Fayette lui rendait compte des principaux faits accomplis depuis son arrivée à Boston. Il était moins seul. Le vicomte de Noailles, le second gendre du duc d'Ayen, avait suivi le comte de Rochambeau. Il était

(1) Rapport de M. de La Luzerne, p. 391; dépêches publiées par M. Doniol.
(2) Dépêches publiées par M. Doniol.

enfermé à Rhode-Island. Les deux beaux-frères s'écrivaient souvent; mais c'est dans la correspondance avec Mme de Lafayette qu'il faut chercher le fond du cœur de son mari : « Tant que notre infériorité maritime durera, lui disait-il, vous pourrez être tranquille sur la santé de vos amis d'Amérique... Vous aurez su que, depuis mon arrivée, je trouvais l'armée du général Washington fort exiguë en nombre, et plus encore en ressources. Mais le désir de coopérer avec leurs alliés donna aux états un nouvel essor. L'armée du général Washington augmenta de plus de moitié et l'on y ajouta plus de 10,000 hommes de milice, qui seraient venus, si nous eussions agi offensivement. Il y eut des associations de marchands, des banques patriotiques pour faire subsister l'armée. Les dames firent et font encore des souscriptions pour donner quelques secours aux soldats. Dans le temps que cette idée fut proposée, je me fis votre ambassadeur auprès des dames de Philadelphie et vous êtes pour 100 guinées sur la liste... M. de Rochambeau et M. de Ternay, ainsi que tous les officiers français, se conduisent fort bien ici. Un petit excès de franchise m'a occasionné un léger débat avec ces généraux. Comme j'ai vu que je ne persuadais pas et qu'il est intéressant à la chose publique que nous soyons bons amis, j'ai dit à tort et à travers que je m'étais trompé, que j'avais commis une faute, et j'ai, en propres termes, demandé pardon, ce qui a eu un si merveilleux effet que nous sommes mieux que jamais à présent... Je vais fermer ma lettre, mais avant de la cacheter, je veux vous parler encore un petit moment de ma tendresse. Le général Washington a été bien sensible à ce que je lui ai dit pour vous. Il me charge de vous présenter ses plus tendres sentimens; il en a beaucoup pour George. Il a été fort touché du nom que nous lui avons donné. Nous parlons souvent de vous et de la petite famille. — Adieu! adieu! »

Comme si ce n'était pas assez de l'épreuve de la trahison, les États-Unis voyaient le manque de paie et d'entretien produire des soulèvemens dans les troupes de Pensylvanie. Le congrès et les ministres engagèrent La Fayette à se rendre au milieu des révoltés avec le général Saint-Clair. Il fut reçu avec respect, et écouta les plaintes, qui n'étaient que trop fondées. L'affaire fut apaisée par la conciliation, mais une révolte semblable dans la brigade de New-Jersey fut comprimée avec plus de rigueur par Washington. La souffrance et les désappointemens de cette brave armée étaient faits pour lasser toute patience humaine.

La campagne s'était passée en reconnaissances, tout plan de diversion avait été écarté. L'année 1781 s'ouvrait sous les plus fâcheux auspices. Arnold était descendu avec les troupes anglaises en Virginie, et il y commettait les plus honteux excès. Malgré tous

les désavantages de la position de l'armée française, le chevalier Destouches, qui avait remplacé M. de Ternay, décédé à Newport, forma une petite escadre sous les ordres de M. de Tilly. Tandis que Washington envoyait La Fayette avec 1,200 hommes d'infanterie légère, Rochambeau faisait conduire, par M. de Viomenil, un détachement de la même force. Déjà, La Fayette cernait Portsmouth, où s'était enfermé Arnold, lorsque l'issue du combat entre l'escadre anglaise et l'escadre française rendit les Anglais maîtres de la Chesapeake.

Pendant que le chevalier Destouches et M. de Viomenil revenaient à Newport, La Fayette, reconduisant son détachement au camp, le trouva bloqué par des frégates ennemies qui étaient en forces beaucoup trop considérables pour ses bateaux; mais ayant placé du canon sur deux vaisseaux marchands, et mis des troupes à bord, il éloigna par cette manœuvre les frégates, et, profitant d'un bon vent, il arriva avec ses embarcations à Head-of-Elk, où d'importantes dépêches de Washington l'attendaient. Le plan de campagne des ennemis venait d'être connu. La Virginie en était l'objet. Le général Philipps, d'après les ordres du commandant en chef des forces anglaises, Clinton, étant parti de New-York avec un corps de troupes pour rejoindre Arnold, Washington mandait à La Fayette de marcher au secours de la Virginie. C'est cette campagne qui mit en évidence ses hautes qualités militaires et le classa au premier rang.

La tâche n'était pas facile. Il avait à peine 2,000 hommes. « Je ne suis pas même assez fort, écrivait-il au général en chef, le 23 mai, pour me faire battre. Nous sommes comme rien, devant une force aussi considérable. » Et quels hommes! Ils n'avaient ni souliers, ni chemises. Les négocians de Baltimore prêtèrent à La Fayette 2,000 guinées, pour avoir de la toile. Les femmes, les jeunes filles, qu'il alla visiter à un bal donné en son honneur, se chargèrent de coudre les chemises. Les jeunes gens de la même ville formèrent un escadron de dragons volontaires. La désertion commençait dans les rangs de l'infanterie légère. La Fayette mit à l'ordre du jour de son armée qu'il partait pour une opération difficile et dangereuse, qu'il espérait que ses troupes ne l'abandonneraient pas, mais que quiconque voudrait s'en aller le pourrait à l'instant ; et il renvoya deux soldats qui devaient être punis pour des fautes graves. Dès ce moment, la désertion cessa, et pas un seul homme ne voulut le quitter.

Il marcha avec une telle rapidité pour protéger Richmond, capitale de la Virginie, qu'il devança le général anglais Philipps, envoyé par Clinton pour prendre le commandement du Sud. A la nouvelle d'une fausse attaque sur Petersburg, La Fayette fit filer un convoi

de munitions et d'habillemens dont son collègue, le général Greene, avait un besoin urgent; ce fut durant cette reconnaissance que Philipps mourut. Chose étrange, ce général Philipps commandait à la bataille de Minden la batterie dont un boulet avait tué le père de La Fayette.

Après la mort du chef des troupes anglaises, il était arrivé, en négociateur, un officier porteur d'un passeport et de lettres du général Arnold. La Fayette refusa toute communication avec un traître. Ce refus fit grand plaisir à Washington et à l'opinion publique et plaça Arnold dans une situation difficile vis-à-vis de ses propres troupes. Mais l'apparition inattendue de lord Cornwallis, qui venait le 20 mai d'opérer sa jonction avec Arnold, rétablit les affaires des Anglais dans la Virginie. Pour activer la marche, il s'était débarrassé de tous ses équipages pour ses soldats et pour lui-même. La Fayette se mit au même régime, et pendant toute cette campagne, les deux armées couchèrent au bivouac, ne portant avec elles que le strict nécessaire.

Le commandant de l'infanterie légère américaine avait pour mission de harceler les Anglais et de prolonger la défense le plus longtemps possible. Il s'acquitta habilement de sa tâche. Washington lui envoyait, comme renfort, les Pensylvaniens avec le général Wayne. Cornwallis, en se mettant aux trousses de La Fayette, avait écrit une lettre qui fut interceptée et où il se servait de cette expression : *The boy can not escape me : l'enfant ne peut m'échapper.* L'*enfant* lui échappa et le suivit pas à pas, sans compromettre dans une seule affaire l'infériorité de ses forces et trompant son formidable adversaire, comme il l'appelait, sur le nombre de ses troupes.

Il n'avait guère le loisir, durant cette audacieuse et active campagne, d'écrire à Mme de La Fayette. Depuis sa lettre du 2 février 1781, où il lui recommandait le colonel Laurens, envoyé en mission à la cour de France, et où il disait gentiment : « Pour être vagabond, je ne suis pas moins tendre, » il n'avait pu lui adresser d'autres missives; mais le 24 août, au camp devant Yorktown, il dépêche à sa chère femme un courrier : « Le séjour de Virginie, dit-il, n'est rien moins que favorable à ma correspondance ; ce n'est pas aux affaires que je m'en prends, et trouvant tant de temps pour m'occuper de ma tendresse, j'en trouverais bien aussi pour vous en assurer. Mais il n'y a point d'occasion ici, nous sommes forcés d'envoyer les lettres au hasard à Philadelphie; ces risques-là, réunis à ceux de la mer, et le redoublement de retards doivent nécessairement rendre plus difficile l'arrivée des lettres; si vous en recevez plus de l'armée française que de celle de Virginie, il serait injuste d'imaginer que je suis coupable.

« L'amour-propre dont vous m'honorez a peut-être été flatté du rôle qu'on m'a forcé de jouer; vous aurez espéré, mon cher cœur, qu'on ne pouvait pas être également gauche sur tous les théâtres; mais je vous accuserais d'un terrible accès de vanité (car, tout étant commun entre nous, c'est être vaine que de me trop estimer) si vous n'aviez pas tremblé pour les dangers que je courais; ce n'est pas des coups de canon que je parle, mais des coups de maître beaucoup plus dangereux que me faisait craindre lord Cornwallis. *Il n'était pas raisonnable de me confier un tel commandement;* si j'avais été malheureux, le public aurait traité cette partialité d'aveuglement... Mon ami Greene a eu beaucoup de succès en Caroline, et cette campagne a pris partout une beaucoup meilleure tournure que nous ne devions espérer. Peut-être pourra-t-elle finir fort agréablement... »

C'est avec cet enjouement et cette modestie, et en faisant allusion à sa gaucherie d'autrefois, qu'il rendait compte à Mme de La Fayette de ces heureuses nouvelles.

Le dénoûment, en effet, était proche.

On avait cru jusqu'à ce jour qu'après les deux vives escarmouches de Williamsburg et de Jamestown, l'armée anglaise avait été forcée, par d'habiles manœuvres, à se concentrer à Yorktown. Les archives aujourd'hui se sont ouvertes, et les documens nouvellement publiés rectifient sur ce point des opinions insuffisamment éclairées. On sait maintenant le secret de l'abandon de Williamsburg, puis de Portsmouth, par lord Cornwallis et de son recul devant des forces inférieures aux siennes. Toute cette conduite était l'exécution d'un plan que la jalousie du commandant en chef Clinton et la crainte des succès d'un subordonné et d'un rival avaient imposé. Si La Fayette ignora pourquoi Cornwallis ne lui avait pas opposé plus de résistance dans cette campagne de Virginie, il avait exactement opéré comme si la résistance devait se produire. Il a été heureux, mais ses qualités militaires ne reçoivent pas d'atteinte.

C'était un projet fortement conçu que de débloquer Rhode-Island, de tromper Clinton, de se renfermer dans New-York et de retenir Cornwallis en Virginie. C'était permettre à la France d'envoyer assez à temps du port de Brest, et ensuite des Antilles, dans la baie de Chesapeake, une flotte destinée à ôter à l'armée anglaise tout espoir de retraite et d'embarquement, à l'instant précis où Washington, Rochambeau et La Fayette viendraient forcer les Anglais dans leurs derniers retranchemens. Ce grand projet, qui décida du sort de la guerre, ne put être conçu que par des hommes d'un talent supérieur. « Il fallut, dit M. de Ségur, pour le faire réussir, toute l'audace de l'amiral comte de Grasse, toute

l'habileté de Washington, soutenue par la vaillance de La Fayette, par la sagesse du comte de Rochambeau, par l'héroïque intrépidité de nos marins et de nos troupes, ainsi que par la valeur des milices américaines. »

Tandis que Washington et Rochambeau réunis établissaient leur camp à Philippsburg, à trois heures de Kingsbridge, premier poste des Anglais dans l'île de New-York, ce mouvement amenait un résultat très avantageux. Le général Clinton avait, en effet, reçu de Londres l'ordre de s'embarquer pour opérer une descente sur les côtes de la Pensylvanie. L'approche des armées ennemies, en l'empêchant d'exécuter ce projet, le retenait dans New-York. En même temps, dans le sud, Cornwallis, n'ayant pu parvenir à empêcher la jonction de La Fayette avec la brigade de Pensylvanie, se conformait aux ordres qui lui avaient été donnés et se repliait par la rivière de James sur Williamsburg et Yorktown. L'amiral de Grasse ayant débarqué avec 3,200 hommes, d'autre part Washington et Rochambeau étant arrivés, toutes les forces combinées investirent York.

Les premiers jours d'octobre, ce siège mémorable commença. Tous les historiens en ont raconté les incidens. On sait qu'il devint nécessaire d'enlever les redoutes de la gauche des ennemis. L'infanterie légère américaine, sous le commandement du marquis de La Fayette et de Hamilton, les grenadiers et chasseurs français, sous les ordres du baron de Viomenil et du marquis de Saint-Simon, marchèrent à l'assaut. Les Américains entrèrent dans le premier retranchement à la baïonnette. Comme le feu des Français durait encore, La Fayette envoya demander au baron de Viomenil s'il avait besoin d'un secours; mais il ne tarda pas à s'emparer de la seconde redoute. Ce brillant succès détermina lord Cornwallis à capituler (17 octobre 1781). L'armée anglaise se rendit prisonnière de guerre.

Le duc de Lauzun et le comte Guillaume des Deux-Ponts furent chargés par Rochambeau de porter en France le texte même de la capitulation. « La pièce est jouée, écrivait La Fayette le 20 au comte de Maurepas, et le cinquième acte vient de finir. »

III.

Il avait à peine eu le temps de dire dans une lettre piquante à Mme de La Fayette : « Voici le dernier instant, mon cher cœur, où il me soit possible de vous écrire; » et le duc de Lauzun achevait à peine de raconter au maréchal de Noailles l'héroïque conduite de son petit gendre, lorsqu'il arrivait lui-même à Paris le 21 janvier 1782, au moment où on ne l'attendait pas. Le

nouveau ministre de la guerre, M. de Ségur, qui avait remplacé M. de Montbarrey, annonçait à La Fayette que le roi le nommait « maréchal de camp de ses armées; » et le nom de Royal-Auvergne était donné au régiment du Gâtinais, qui était monté le premier à l'assaut de la redoute de Yorktown. Mais un témoignage plus flatteur encore d'estime et d'approbation lui était venu de la part de l'homme d'État intelligent qui avait conduit avec autant de prudence que de fermeté la politique française durant la guerre de l'indépendance des États-Unis. Le 1er décembre 1781, M. de Vergennes écrivait à La Fayette (1):

« Je réponds, monsieur le marquis, pour M. le comte de Maurepas et pour moi, aux deux lettres dont vous nous avez honorés les 24 août, 20 et 24 octobre. Ce n'est pas sans beaucoup de regret que vous apprendrez la perte que nous avons faite de cet excellent homme. C'est un bien bon ami que vous avez perdu, je puis en parler savamment : j'étais le dépositaire de ses sentimens pour vous et je suis en droit de vous assurer qu'ils ne différaient pas de ceux que je vous ai voués.

« M. de Maurepas vivait encore lorsque M. le duc de Lauzun est arrivé. Il a joui un moment de la satisfaction que nous ont causée les événemens glorieux qu'il venait nous annoncer. La joie en est bien vive, ici et dans toute la nation, et vous pouvez être assuré que votre nom y est en vénération. On reconnaît avec plaisir que, quoique vous n'ayez pas eu la direction en chef de cette grande opération, votre conduite prudente et vos manœuvres préliminaires en avaient préparé le succès. Je vous ai suivi pas à pas, monsieur le marquis, dans toute votre campagne en Virginie; j'aurais souvent tremblé pour vous, si je n'avais été rassuré par votre sagesse. Il faut bien de l'habileté pour s'être soutenu, comme vous l'avez fait si longtemps, devant le lord Cornwallis, dont on loue les talens pour la guerre, malgré l'extrême disproportion de vos forces. C'est vous qui l'avez conduit au terme fatal, où, au lieu de vous faire prisonnier de guerre, comme il pouvait en avoir le projet, vous l'avez mis dans la nécessité de se rendre lui-même.

« L'histoire offre peu d'exemples d'un succès aussi complet; mais on se trompera, si on croit qu'il fixe l'époque d'une paix imminente. Il n'est pas dans le caractère des Anglais de se rendre aussi facilement. Attendez-vous à de plus grands efforts de leur part pour reprendre le terrain qu'ils ont perdu et même pour l'étendre, si la chose est possible, et elle le deviendrait si le pays que vous habitez, se reposant dans une funeste sécurité, ne se prête pas à la nécessité de multiplier ses efforts. Ce que j'entends de l'état de

(1) Archives des États-Unis, p. 12, publiées par M. Doniol, t. IV.

l'armée américaine n'est pas à beaucoup près satisfaisant; l'espèce des hommes est bonne, mais ils sont peu nombreux : ce sont cependant les gros bataillons qui décident la victoire. Prêchez, monsieur le marquis, cette doctrine à nos amis. Faites-leur sentir que ce n'est plus le moment de prêter à de petites considérations s'ils veulent assurer sur des fondemens inébranlables l'ouvrage glorieux qu'ils ont entrepris avec tant de courage. Ne vous lassez pas de me tailler de bonnes plumes (1). Ce n'est pas avec une seule qu'on peut écrire un ouvrage aussi volumineux que le sera la future paix. . . . .

« Je vous demande de vos nouvelles, monsieur le marquis, aussi souvent que vous le pourrez. Vous ne pouvez en donner à personne qui prenne un intérêt plus vif et plus direct à tout ce qui vous regarde. Ma femme et ma famille partagent ce sentiment. Tout ce qui m'appartient se réunit pour vous prier d'agréer l'assurance du tendre et inviolable attachement avec lequel j'ai l'honneur d'être, etc., etc. »

Cette lettre était partie pour l'Amérique au moment où La Fayette s'embarquait. M. de Vergennes disait vrai en affirmant que son nom était en vénération dans la nation. Un rayon de gloire avait réchauffé les cœurs. La France était si peu habituée au succès depuis Rosbach! Aussi tous les mémoires du temps parlent-ils de l'enthousiasme qu'excita le retour de La Fayette, enthousiasme que Marie-Antoinette elle-même partagea. On célébrait, à l'Hôtel de Ville de Paris, une grande fête à l'occasion de la naissance du dauphin. On y apprit le débarquement du vainqueur de Cornwallis. M[me] de La Fayette, qui assistait à la cérémonie, reçut une marque signalée de la faveur royale. La reine voulut la reconduire elle-même dans sa propre voiture à l'hôtel de Noailles.

Les alarmes de la jeune femme durant la campagne de Virginie avaient été au-delà de ce qu'elle avait encore souffert. Les gazettes anglaises, qui seules donnaient des nouvelles au public, peignaient la situation de l'armée américaine comme désespérée. Les bruits les plus sinistres arrivaient aux oreilles de M[me] de La Fayette. Elle eut la force de les cacher à M[me] d'Ayen et de tout supporter seule, prenant ainsi sa revanche de la campagne précédente. La fin brillante de la guerre lui avait donc apporté une joie achetée par de longues angoisses. Le bonheur de revoir son mari, sorti, avec une auréole de gloire, de si grands dangers, le charme de sa présence, étaient sentis par elle avec une extrême vivacité. « L'excès de son

(1) Allusion à la lettre de La Fayette du 20 octobre 1781 : « Recevez mon compliment, monsieur le comte, sur la bonne plume que l'on vient enfin de tailler à la politique. » (*Correspondance*, t. Ier, p. 471.)

sentiment était tel, dit Mme de Lasteyrie, que pendant quelques mois elle était près de se trouver mal lorsqu'il sortait de la chambre. Elle fut effrayée d'une si vive passion par l'idée qu'elle ne pourrait pas toujours la dissimuler à mon père et qu'elle deviendrait gênante. Dans cette vue, et pour lui seul, elle cherchait à se modérer. »

La Fayette devint à la mode. Au théâtre, les pièces du temps, comme l'*Amour français*, de Rochon de Chabannes, faisaient en vers, très mauvais du reste, des allusions à son retour. Le xviiie siècle reprenait toujours ses droits, et quelque mari modèle qu'il fût, il n'inspira pas moins une passion fort tendre qui se changea en fidèle amitié, à la femme la plus charmante de la cour, la plus belle, au dire de ses contemporains, Mme de Simiane (1). La vicomtesse de Noailles, qui s'y connaissait, avoue « qu'elle n'avait jamais entendu parler du succès de la figure de Mme de Simiane sans une sorte d'enthousiasme. Quelqu'un a dit : Il est impossible de la recevoir sans lui donner une fête. » Jusqu'à son dernier jour, sa bonté solide, assaisonnée d'une envie de plaire constante, devait produire autour d'elle « une sorte d'effet magique. Son commerce était délicieux. Elle était d'une gaîté charmante, comme tous ses frères, les trois Damas. Cette gaîté ne blessait jamais personne, parce qu'elle avait un cœur adorable, une âme élevée et un grand bon sens. » Être aimé de Mme de Simiane passait aux yeux du vieux duc de Laval pour une conquête aussi difficile que celle des principes de 1789. Ce fut une amie de l'exil, et nous ne parlons d'elle que pour mieux constater les succès mondains du jeune marquis. Quels qu'ils fussent, ils ne valurent jamais les joies de son foyer.

C'était autre chose, cependant, qu'une sorte de fierté nationale se révélant en toute occasion par les applaudissemens que le public faisait entendre à Paris dans les jardins publics, lorsque La Fayette y paraissait. Sans doute, c'était beaucoup aux yeux de la nation d'avoir battu les Anglais, sur terre et sur mer, pour la première fois depuis Louis XIV, et d'avoir pris ainsi la revanche de plus d'un siècle d'humiliation. Mais il y avait un autre sentiment dans les faveurs populaires : l'opinion publique sentait que La Fayette avait combattu et vaincu pour une cause noble et juste, la liberté d'un peuple, et elle espérait en tirer profit. C'était la Révolution qui revenait d'Amérique, et ce général de vingt-cinq ans représentait à la fois les triomphes du présent et les espérances de l'avenir.

(1) Voir la vie de la princesse de Poix, née Beauvau.

Tous les esprits observateurs faisaient remarquer cette étrange inconséquence : ceux qui gouvernaient la monarchie ne s'étaient-ils pas armés contre un roi, le roi d'Angleterre, pour une république? N'avaient-ils pas soutenu la cause d'un peuple en insurrection contre l'autorité établie? Ne proposaient-ils pas à l'admiration des générations nouvelles des républicains tels que Franklin, Washington, John Adams, Gates et Greene? De jeunes courtisans, des représentans de la plus vieille aristocratie n'étaient-ils pas allés en Amérique apprendre le mépris des privilèges et la haine de tout despotisme? Est-ce que le caractère de cette époque, à la fois idolâtre des jouissances de l'esprit et enivrée par les perspectives d'une sorte d'âge d'or, n'est pas tout entier dans la présentation que faisait Voltaire à l'Académie française, de Benjamin Franklin et de John Adams, en les appelant « les précurseurs en Europe de l'astre de la liberté qui se levait en Amérique? » Est-ce que les conséquences de la fondation des États-Unis, avec notre aide, ne furent pas, pour la royauté en France, d'une importance plus considérable que partout ailleurs? La doctrine de la souveraineté du peuple, proclamée en Amérique et préparée par notre école philosophique depuis un demi-siècle, n'avait-elle pas été reconnue et consacrée avec éclat par le petit-fils de Louis XIV?

Comme le marquis de La Fayette, les classes dirigeantes, dans la société française, en se prenant d'enthousiasme pour le système américain, n'allaient pas tarder à se demander si le peuple devait s'en tenir au rôle de simple spectateur. Il ne faut pas oublier qu'en 1791 et 1792, lorsque notre noblesse militaire se trouva forcée de choisir une ligne de conduite, la majeure partie des survivans de la guerre d'Amérique, Rochambeau, Dillon, Custine, le vicomte de Noailles, Duportail, Gouvion, pour ne nommer que les principaux, crut, à l'exemple de La Fayette, que son devoir essentiel l'attachait absolument au sol de la patrie et qu'il fallait, avant tout, la défendre contre l'étranger, même sous des couleurs nouvelles.

C'était donc plus qu'une personne, c'était une idée que l'on acclamait dans La Fayette, et il le sentait. Il revenait d'Amérique transformé et avec une éducation que la fréquentation et l'amitié de Washington et des glorieux fondateurs de l'indépendance lui avaient donnée. Ce qui n'était que dans les livres, dans les conversations des salons, avait pris corps à ses yeux, et il sut, dès les premiers jours de 1789, ce qu'il voulait. C'était une force et une supériorité. Était-ce suffisant! C'est ce que nous examinerons.

Sept années nous séparent encore de la convocation des états-généraux. La Fayette, en attendant, devient le véritable représentant, en Europe, de tous les intérêts américains. Une résolution du con-

grès du 23 novembre 1781 portait que les ministres plénipotentiaires et agens américains à l'étranger étaient chargés de faire toutes les communications à La Fayette et de s'entendre avec lui. Cette résolution est trop importante pour que nous n'en transcrivions pas les parties principales. Elles parlent plus haut que nos réflexions : « Sur le rapport de MM. Carroll, Madison et Cornell, résolu : Que le major-général marquis de La Fayette sera autorisé à aller en France et à n'en revenir qu'à l'époque qui lui paraîtrait la plus convenable; que, d'après l'examen de sa conduite durant la dernière campagne, et particulièrement pendant le temps qu'il a commandé en chef dans la Virginie, il sera informé que les nombreuses et nouvelles preuves qu'il a données de son zèle, de son attachement à la cause qu'il a épousée, ainsi que de son jugement, de sa vigilance, de sa bravoure, de son habileté dans la défense de cette cause, ont grandement ajouté à la haute opinion que le congrès avait déjà de son mérite et de ses talens militaires; que le secrétaire des affaires étrangères informera les ministres plénipotentiaires des États-Unis que le congrès désire qu'ils confèrent avec le marquis de La Fayette et profitent de la connaissance qu'il a de la situation des affaires publiques aux États-Unis; que le secrétaire des affaires étrangères informera, en outre, le ministre plénipotentiaire à la cour de Versailles que l'intention du congrès est qu'il consulte le marquis de La Fayette et emploie son assistance pour accélérer l'envoi des secours qui pourraient être accordés aux États-Unis par Sa Majesté très chrétienne; que le surintendant des finances, le secrétaire des affaires étrangères et le bureau de la guerre donneront au marquis de La Fayette, touchant les affaires de leurs départemens respectifs, telles communications qui peuvent le mettre à même d'atteindre le but des deux résolutions précédentes;.. que le secrétaire des affaires étrangères rédigera une lettre à Sa Majesté très chrétienne, laquelle lettre sera confiée au marquis de La Fayette. »

Cette lettre du congrès à Louis XVI, datée du 29 novembre 1781, disait en termes formels : « Le major-général marquis de La Fayette a, dans cette campagne, tellement ajouté à la réputation qu'il s'était acquise, que nous désirons obtenir pour lui, en notre faveur, une marque particulière de bienveillance en addition à l'accueil favorable que ses mérites ne peuvent manquer de rencontrer chez un souverain généreux et éclairé. Dans cette vue, nous avons ordonné à notre ministre plénipotentiaire de présenter le marquis de La Fayette à Votre Majesté. »

Il prit donc une part active à des négociations entamées par des envoyés de l'Angleterre avec les ministres des États-Unis à Paris, et il fut, en cette qualité, appelé par le roi. Louis XVI lui parla de

Washington dans les termes d'une si haute confiance, lui exprima si chaleureusement ses sentimens d'estime et d'admiration pour le grand citoyen, que La Fayette ne put se dispenser de le lui écrire. Qui le croirait! Dans un dîner, chez le vieux maréchal de Richelieu, le survivant de tout un monde disparu, la santé de Washington fut portée avec toute sorte de respects par les maréchaux de France. La Fayette, qui était un des invités, fut prié de lui présenter les hommages des convives. Il s'en acquitta le plus galamment du monde, et il ajoutait dans sa lettre : « Tous les jeunes gens de la cour sollicitent la permission d'aller en Amérique. »

Cependant, les négociations pour la paix n'aboutissaient pas. Les dispositions du gouvernement français satisfaisaient La Fayette. Ami du nouveau ministre de la marine, le marquis de Castries, il suivait avec patriotisme les efforts de nos intrépides marins, qui soutenaient sur toutes les mers, contre les Anglais, l'honneur de notre pavillon, et il entretenait avec Washington une correspondance active : « Nos deux nations, lui disait-il, seront pour toujours attachées l'une à l'autre, et l'envie et la perfidie britanniques dont toutes deux sont l'objet ne peuvent que cimenter entre elles une amitié et une alliance éternelles (1). »

L'Angleterre proposait secrètement à la France de faire une paix séparée à des conditions très favorables. M. de Vergennes refusa; mais on craignait, en France, que les Américains ne sussent pas refuser pareillement une proposition analogue. La Fayette et Washington voulaient avec raison que les alliés traitassent en même temps. Pour en finir, les cours de France et d'Espagne combinèrent une grande opération et confièrent au comte d'Estaing le commandement général de leurs forces de terre et de mer. L'amiral, en prenant cette difficile charge, exigea que La Fayette fût employé avec lui. Il fut nommé chef des états-majors des armées combinées. Mais avant qu'il ne se rendît à son poste, Mme de La Fayette, après sept mois de grossesse, mit au monde une nouvelle fille, celle qui fut Mme Louis de Lasteyrie. « Quoique délicate, j'espère qu'elle s'élèvera bien, écrit le père à Washington. J'ai pris la liberté de lui donner le nom de Virginie. »

L'expédition franco-espagnole devait partir de Cadix. La Fayette s'embarqua à Brest, le 6 décembre 1782, avec quatre bataillons d'infanterie, un équipage d'artillerie et cinq mille hommes de recrues, et alla joindre à Cadix le comte d'Estaing, qui s'y était rendu par terre, en passant par Madrid. Avant de prendre congé de M. de Vergennes, La Fayette s'était assuré de la promesse d'un

(1) Voir : *Correspondance de La Fayette*, t. II, p. 19; Washington's Writings, t. VIII; *Mémoires de La Fayette*, t. II, p. 4; lettres des 14 octobre et 22 novembre 1782.

secours additionnel de six millions de livres pour les États-Unis (1).

Le plan de campagne consistait d'abord à aller à la Jamaïque, à l'attaquer avec soixante vaisseaux de ligne et des forces de terre considérables. La Fayette obtint du ministère français l'engagement qu'après la prise de la Jamaïque, le comte d'Estaing se porterait devant New-York et qu'il détacherait de sa flotte un convoi de six mille Français pour tenter une révolution dans le Canada, expédition que le marquis n'avait jamais perdue de vue.

Un incident nous est révélé par ses *Mémoires*. Lorsque, dans les arrangemens du plan de campagne, d'Estaing proposa au roi d'Espagne, Charles III, de nommer La Fayette commandant provisoire à la Jamaïque : « Non! non! répondit avec vivacité le vieux monarque, je ne veux pas cela : il y ferait une république! » Mais il consentit à la partie du plan qui portait une armée navale à New-York et un corps de troupes au Canada. Cette puissante expédition aurait réuni aux îles soixante-six vaisseaux et vingt-quatre mille hommes. Le corps de Rochambeau était déjà arrivé dans un port de l'Amérique espagnole pour s'y joindre.

Tout annonçait le succès de la plus forte armée de terre et de mer qui eût paru dans les colonies. L'appréhension de la lutte mit fin aux tergiversations du gouvernement anglais, et, au moment de prendre le large, on apprit que la paix était faite. Les préliminaires entre la France et l'Angleterre avaient été signés à Versailles, le 20 janvier 1783, par M. de Vergennes et M. Fitz-Herbert, plénipotentiaire de Sa Majesté britannique. Ces préliminaires furent convertis en un traité de paix définitif le 3 septembre 1783. Il fut signé, pour l'Espagne, par le comte d'Aranda; pour l'Angleterre, par le duc de Manchester, et pour la France, par M. de Vergennes. Le traité définitif entre la Grande-Bretagne et les États-Unis fut signé le même jour, à Paris, par David Hartley, d'une part, et par John Adams, Benjamin Franklin et John Jay de l'autre. La veille, avaient été conclues, également à Paris, les conventions particulières entre l'Angleterre et les États-Généraux de Hollande.

IV.

Lorsqu'un courrier eut fait connaître ces nouvelles à Cadix (2), La Fayette eût voulu les porter lui-même, à son tour, aux États-Unis; mais Carmichaël, leur chargé d'affaires, lui écrivit que sa présence et son influence étaient nécessaires au succès des négociations avec

(1) Voir lettre du 22 novembre 1782, t. II.

(2) Voir lettres des 20 janvier, 5 février 1783. (*Correspondance*, t. II.)

la cour d'Espagne. Il se borna donc à demander au comte d'Estaing de faire partir un bâtiment pour l'Amérique. L'amiral donna l'ordre d'appareiller au navire qui s'appelait le *Triomphe*. Il était porteur de deux lettres de La Fayette, datées de Cadix, du 5 février 1783, annonçant la signature des préliminaires de la paix, l'une adressée au congrès, l'autre à Washington. Dans la première, il disait : « Aujourd'hui que notre noble cause a prévalu, que notre indépendance est fermement établie et que la vertu américaine a obtenu sa récompense, aucun effort, je l'espère, ne sera négligé pour fortifier l'union fédérale. Puissent les États être toujours unis, de manière à défier les intrigues européennes. Sur cette union reposeront leur importance et leur bonheur. C'est le premier vœu d'un cœur plus véritablement américain que des mots ne peuvent l'exprimer. »

Sa lettre à Washington était plus expansive, plus émue : « Si vous n'étiez, lui écrivait-il, qu'un homme tel que César ou le roi de Prusse, je serais presque affligé pour vous de voir se terminer la tragédie où vous jouez un si grand rôle. Mais je me félicite avec vous, mon cher général, de cette paix qui accomplit tous mes vœux. Rappelez-vous nos temps de Valley-Forge, et que le souvenir des dangers et des travaux passés nous fasse jouir davantage de notre situation présente. Quels sentimens d'orgueil et de bonheur j'éprouve en pensant aux circonstances qui ont déterminé mon engagement dans la cause américaine! Quant à vous, mon cher général, qui pouvez dire véritablement que tout cela est votre ouvrage, quels doivent être les sentimens de votre bon et vertueux cœur en cet heureux moment, qui affermit et qui couronne la révolution que vous avez faite ! Je sens qu'on enviera le bonheur de mes petits-enfans lorsqu'ils célèbreront et honoreront votre nom. Avoir eu un de leurs ancêtres parmi vos soldats, savoir qu'il eut la bonne fortune d'être l'ami de votre cœur, sera l'éternel honneur dont ils se glorifieront, et je lèguerai à l'aîné d'entre eux, tant que durera ma postérité, la faveur que vous avez bien voulu conférer à mon fils George. Je m'étais disposé à aller en Amérique à la nouvelle de la paix. La copie ci-jointe de ma lettre au congrès, celle que j'écris officiellement à M. Livingstone, en le priant de vous la communiquer, vous instruiront pleinement des raisons qui me pressent de partir pour Madrid. De là, je ferai mieux d'aller à Paris, et dans le mois de juin je m'embarquerai pour l'Amérique. Heureux, dix fois heureux serai-je en embrassant mon cher général, mon père, mon meilleur ami, que je chéris avec une affection et un respect que je sens trop bien pour ne pas savoir qu'il m'est impossible de les exprimer!.. A présent que vous allez goûter quelque repos, permettez-moi de vous proposer un plan qui pour-

rait devenir grandement utile à la portion noire du genre humain. Unissons-nous pour acheter une petite propriété où nous puissions essayer d'affranchir les nègres et de les employer seulement comme des ouvriers de ferme. Un tel exemple donné par vous pourrait être également suivi, et si nous réussissions en Amérique, je consacrerais avec joie une partie de mon temps à mettre cette idée à la mode dans les Antilles. Si c'est un projet bizarre, j'aime mieux être fou de cette manière que d'être jugé sage pour une conduite opposée. Je suis si impatient d'apprendre de vos nouvelles et de vous donner des miennes que j'envoie mon domestique par ce vaisseau et que j'ai obtenu qu'il fût mis à terre sur la côte du Maryland... Adieu! adieu! mon cher général; j'offre mes plus tendres respects à Mme Washington. Nous allons, à présent, nous disputer, car je vous presserai de revenir en France avec moi. La meilleure manière d'arranger l'affaire serait que Mme Washington vous accompagnât. Elle rendrait Mme de Lafayette et moi parfaitement heureux. Soyez assez bon pour parler de moi à votre respectable mère. Je partage son bonheur de toute mon âme. »

Toutes les lettres de La Fayette à Washington sont animées de ce souffle généreux et de ces sentimens de tendre admiration. On y sent circuler cette âme de la fin du XVIIIe siècle, qui ne se lasse pas de s'intéresser à toutes les nobles causes. Un jour, c'est l'indépendance de l'Amérique; un autre jour, c'est l'émancipation des nègres! Tantôt, ce sera la liberté civile rendue aux protestans, et, quelques mois plus tard, ce sera la Déclaration des droits de l'homme. Sans doute, on rencontrerait encore dans notre pays le même courage, la même probité sévère; mais cette flamme inextinguible, cette ardeur enthousiaste, cet amour confiant de l'humanité, cet abandon de soi, que sont-ils devenus? Où sont ces qualités si françaises qui étaient réunies chez La Fayette, au moment où, sans expérience et sans boussole, nous allions à notre tour traverser les plus cruelles épreuves et subir les plus redoutables tempêtes?

Ce désir passionné de contribuer au progrès des idées philanthropiques, cette horreur de toutes les injustices, étaient aussi très vifs dans le cœur de Mme de La Fayette. Elle partagea donc les sentimens de son mari lorsqu'il s'occupa de travailler à l'abolition de la traite. Washington avait bien accueilli l'ouverture qu'il lui avait faite. « Le plan que vous me proposez, mon cher marquis, pour encourager l'émancipation des nègres dans ce pays et les faire sortir de l'état d'esclavage, est une frappante preuve de la bienfaisance de votre cœur. Je serai heureux de me joindre à vous dans une œuvre aussi louable; mais j'attends, pour entrer dans les détails de l'affaire, le moment où j'aurai le plaisir de vous voir. »

La Fayette, toujours prêt à l'action, acheta une habitation à Cayenne, la *Belle-Gabrielle*, afin d'y donner l'exemple d'un affranchissement graduel. Il chargea sa femme du détail de cette entreprise. Un autre sentiment venait se joindre aux aspirations libérales chez la fille de la duchesse d'Ayen. Elle était profondément chrétienne, et le désir d'enseigner aux nègres de la Guyane les premiers principes de religion et de morale s'unissait au dessein qu'elle partageait avec son mari de les amener à la liberté. Elle se lia avec des prêtres du séminaire du Saint-Esprit, qui avaient une maison à Cayenne. Les événemens révolutionnaires ne devaient pas lui permettre de voir réaliser ses vœux ; mais, au moins, elle eut la consolation d'apprendre que les nègres n'avaient pas commis, à la plantation de la *Belle-Gabrielle,* les horreurs qui eurent lieu ailleurs.

Avant de rentrer à Paris, La Fayette s'était arrêté à Madrid. La lenteur espagnole et surtout la méfiance de la cour contre l'émancipation des colonies américaines avaient laissé les négociations aussi peu avancées que le premier jour où M. Jay était venu en Espagne comme envoyé des États-Unis. La Fayette vit Charles III et son ministre, le comte de Florida-Blanca. Il obtint la reconnaissance de M. Carmichaël comme chargé d'affaires du gouvernement américain et le fit recevoir officiellement à la cour. Enfin, il parvint à arrêter les bases de l'arrangement qui intervint définitivement quelques mois après. Après avoir prévenu de ce résultat M. Livingstone, le secrétaire des relations extérieures, il rentra à Paris (1).

Il n'avait pas encore conduit M[me] de La Fayette à Chavaniac, en Auvergne, où il était né, où résidait sa dernière tante, M[me] de Chavaniac, la seule parente qui se rattachât à la famille paternelle, depuis que M[lle] de Motier était morte. Ce voyage, retardé pendant quelques jours par le mariage de Rosalie, la dernière fille de la duchesse d'Ayen, avec le marquis de Grammont, s'effectua vers la fin de mars. Tandis que M[me] de La Fayette gagnait le cœur de M[me] de Chavaniac et lui inspirait un sentiment maternel qui ne s'éteignit qu'avec la vie, M. de La Fayette s'occupait d'obtenir, pour les marchandises américaines, que Lorient, Dunkerque et Bayonne fussent déclarés ports francs.

Il avait eu la satisfaction d'apprendre par Washington, le 5 avril, que sa lettre, datée de Cadix et apportée à Philadelphie par le vaisseau le *Triomphe*, était le seul avis que le congrès eût encore reçu de la paix générale. Aussi les sentimens de reconnais-

(1) Voir *Correspondance de La Fayette*, t. II, 19 février et 2 mars 1783, 20 et 22 juillet, même année.

sance s'exprimaient-ils hautement « pour le cher marquis, » et ensuite « pour l'auguste souverain Louis XVI, qui, dans le même temps où il se déclarait le père de son peuple et le défenseur des droits américains, donnait le plus noble exemple de modération en traitant avec ses ennemis. »

Les souffrances de l'armée américaine étaient arrivées à leur paroxysme et n'avaient d'égales que le stoïcisme des troupes et des officiers. Enfin, au mois de juin, le congrès donna des congés à tous les soldats qui avaient pris un engagement pour la guerre et, le 23 décembre, Washington, reçu par le congrès, résignait dans ses mains sa commission de général en chef.

La Fayette ne faisait que devancer le jugement de l'histoire quand il disait à l'ancien commandant des armées américaines « que jamais homme n'avait eu dans l'opinion du monde une place aussi honorable; que son nom grandirait encore dans la postérité, que tout ce qui est grand, tout ce qui est bon, ne s'était pas, jusqu'à présent, trouvé réuni dans le même individu; que jamais il n'avait existé d'homme que le soldat, le politique, le patriote et le philosophe pussent également admirer, et que jamais révolution ne s'était accomplie qui, dans ses motifs, sa conduite et ses conséquences, pût si bien immortaliser son glorieux chef. »

Washington s'était retiré sous les ombrages de Mount-Vernon, auprès de sa mère et de sa femme : il avait suspendu son épée et son habit de général en chef dans un coin de sa modeste demeure et repris le manche de la charrue. Il était revenu plus pauvre qu'il n'était parti. C'est alors (10 février 1784) qu'il écrit à La Fayette cette lettre immortelle que M. Guizot a eu raison d'appeler un monument, et qui devrait être inscrite en lettres d'or dans tous les livres destinés à former les caractères. Noblesse, fierté, délicatesse s'y rencontrent avec une sérénité d'âme que les plus beaux exemples de l'antiquité n'égalent pas :

« Enfin, mon cher marquis, je suis à présent un simple citoyen, sur les bords du Potomac, à l'ombre de ma vigne et de mon figuier, libre du tumulte des camps et des agitations de la vie publique.

« Je me plais en des jouissances paisibles. Le soldat toujours poursuivant la renommée, l'homme d'État consacrant ses jours et ses nuits aux plans qui feront la grandeur de sa nation ou la ruine des autres, comme si ce globe ne suffisait pas à tous, le courtisan, toujours surveillant sa contenance, dans l'espoir d'un gracieux sourire, doivent bien peu les comprendre.

« Je ne suis pas seulement retiré des emplois publics, je suis rendu à moi-même; je puis retrouver la solitude et reprendre les sentiers de la vie privée avec une satisfaction plus profonde. Ne

portant envie à personne, je suis décidé à être content de tous, et dans cette disposition d'esprit, mon cher ami, je descendrai doucement le fleuve de la vie, jusqu'à ce que je repose auprès de mes pères!

« Il serait puéril de vouloir vous apprendre à présent que les Anglais ont évacué la ville de New-York le 23 novembre; que, le même jour, les troupes américaines en ont pris possession pour la remettre aux autorités civiles de l'État; que, malgré l'attente et les prédictions du général Carleton, de ses officiers et de tous les royalistes, le bon ordre a été immédiatement établi et le port de New-York entièrement débarrassé du pavillon britannique vers le 5 ou le 6 décembre. Vous dire, après cela, que je suis resté huit jours dans la ville après notre prise de possession, et si accablé d'occupations que je n'ai pu vous écrire; que, revenant par Philadelphie, j'ai été obligé d'y demeurer une semaine; qu'ensuite, à Annapolis, où se trouvait et où se tient encore le congrès, je lui ai remis ma commission et offert mon dernier hommage; et qu'enfin, la veille de Noël au soir, les portes de cette maison ont vu entrer un homme plus vieux de neuf ans que lorsqu'il les avait quittées; c'est chose qui ne peut intéresser que moi seul. Depuis ce moment, nous avons été enfermés par la glace et la neige et privés de toute communication au dehors; car cet hiver a été et continue d'être extrêmement rude.

« Je dois à présent vous remercier de vos lettres du 22 juillet et du 8 septembre. Les détails qu'elles contiennent sur les affaires politiques et commerciales de l'Amérique sont fort intéressans, je voudrais pouvoir ajouter qu'ils sont également satisfaisans. La part que vous avez prise dans ces transactions, particulièrement en ce qui touche la franchise des ports de France, est une nouvelle preuve de vos infatigables efforts pour servir ce pays; mais il n'y a aucun endroit de vos lettres au congrès, mon cher marquis, qui montre plus clairement l'excellence de votre cœur que celui où vous exprimez vos nobles et généreux sentimens sur la justice due aux fidèles amis et serviteurs du pays.

« Je vous remercie très sincèrement de votre invitation de demeurer chez vous, si j'allais à Paris; je vois à présent peu d'apparence que je puisse entreprendre un tel voyage. Le dérangement de mes affaires personnelles, pendant ces dernières années, non-seulement m'oblige à suspendre, mais peut m'empêcher de jamais satisfaire ce désir. Puisque ce motif n'existe pas pour vous, venez avec M[me] de La Fayette me voir dans mes foyers. Je vous ai dit souvent et je vous répète que personne ne vous recevra avec plus d'amitié et d'affection que moi, à qui M[me] Washington se joindrait

de grand cœur. Nous offrons ensemble nos complimens affectueux à votre femme et nos tendres vœux pour le petit troupeau.

« Je suis, avec tous les sentimens d'estime, d'admiration et d'amitié, votre

« WASHINGTON. »

On comprend que l'éducation de La Fayette se soit achevée au contact de cette grandeur morale. Nous sommes loin des petits-maîtres et aussi de tous ceux qui avaient cassé la noix et n'avaient rien trouvé dedans!

V.

Après avoir réglé les difficultés que soulevait la création de l'ordre de *Cincinnatus*, après avoir conseillé de renoncer à l'hérédité, seule clause qui eût des inconvéniens, après avoir rétabli ainsi l'harmonie entre les officiers américains et les officiers de l'armée française, La Fayette fit en Amérique son troisième voyage.

Ce fut en juin 1784 qu'il s'embarqua pour visiter ces états dont la liberté et la prospérité étaient enfin assurés. Il était accompagné par le chevalier de Caraman et par le capitaine de frégate de Grandchain. Il débarqua à New-York le 4 août et fut reçu en triomphe dans toutes les villes qu'il traversa. Il visita Yorktown, Williamsburg et Richmond, théâtre de la campagne de 1781. Washington vint à Richmond au-devant de lui, et ils allèrent passer quelque temps ensemble dans la retraite de Mount-Vernon.

Leurs entretiens portèrent principalement sur l'avenir politique de cette nation qu'ils avaient fondée. « Nous sommes à présent un peuple indépendant, disait Washington, et nous devons apprendre la tactique de la politique. Nous prenons place parmi les nations de la terre, et nous avons un caractère à établir. Le temps montrera comment nous avons su nous en acquitter. » Sa principale préoccupation était que la politique locale des états intervînt trop dans l'organisation du gouvernement central. Il voulait une constitution qui, en assurant à l'Union la consistance, la stabilité, la dignité, donnât au pouvoir politique, à ce qu'il appelait le grand conseil national, des moyens suffisans pour régler les intérêts généraux.

Après quelques jours de conversation intime, Washington accompagna son hôte à Baltimore et à Philadelphie. De nombreuses

adresses envoyées par des comités de chaque comté motivèrent plus d'une réponse de La Fayette; elles ont été recueillies pour la plupart. Dans toutes nous trouvons la ferme expression de son désir de voir abolir l'esclavage. Nous ne relaterons pas davantage le voyage qu'il fit au fort Schuyler pour assister à la conclusion du traité avec les Indiens (1). Le fait essentiel, dans son troisième voyage, fut sa réception solennelle par le congrès des États-Unis.

Informé du prochain départ de La Fayette pour l'Europe, le congrès ordonna qu'un comité, formé d'un représentant de chaque état de l'Union, se trouverait, le 11 décembre, dans la salle des séances pour le recevoir en cérémonie, lui souhaiter un heureux retour dans sa patrie et l'assurer, au nom des treize états, de leur estime et de leur considération, et pour lui dire combien cette haute opinion, si souvent manifestée, était encore justifiée par ses nouvelles marques d'attention à leurs intérêts politiques et commerciaux. Le président du congrès fut aussi chargé de lui assurer que de même que son attachement constant et égal avait ressemblé à celui d'un citoyen patriote, de même aussi les États-Unis ne cesseraient jamais de partager tout ce qui pourrait intéresser sa gloire et son bonheur, que leurs vœux les plus vifs et les plus tendres l'accompagneraient toujours.

Le congrès le chargea aussi d'une lettre pour Louis XVI, dans laquelle le congrès exprimait ses sentimens pour lui. Les journaux, en rendant compte de cette cérémonie touchante, donnèrent la réponse suivante de La Fayette :

« Je ne sais comment exprimer aux États-Unis, assemblés en congrès, toute la reconnaissance que je leur dois pour la réception qu'ils m'accordent aujourd'hui et le plaisir que je ressens en contemplant l'heureuse situation dont ils jouissent. Depuis le moment où j'ai revu le continent, j'ai ardemment désiré les en féliciter. J'avoue que le premier intérêt que je pris à leur cause n'était, si je puis m'exprimer ainsi, qu'instinctif et involontaire; j'étais loin encore de prévoir tous les liens qui devaient m'attacher à leur prospérité et à leur gloire; mais j'ai vu les Américains exécuter de si grandes choses et déployer de si grandes vertus, que cet attachement durera autant que ma vie.

« J'embrasse avec joie cette occasion favorable de remercier le congrès de la confiance dont il m'a honoré pendant le cours de cette révolution. Elle commença lorsque jeune encore, et sans expérience, je ne pouvais que réclamer l'adoption paternelle de

(1) Voir *Lettres d'un cultivateur américain*, par sir John de Crèvecœur; Paris, 1787, t. III; — voir *Mémoires de La Fayette*, t, II, p. 104.

mon illustre et respectable ami. Elle m'a été continuée, avec la plus touchante bienveillance, dans toutes les circonstances politiques et militaires de la guerre. Je reconnaîtrai, cependant, que j'ai souvent trouvé dans l'amitié personnelle et dans la confiance particulière des habitans les plus grandes ressources contre les difficultés publiques. Ce souvenir précieux m'enhardit, dans ce moment solennel, à rappeler au congrès, aux états de l'Union, à tous leurs citoyens, mes chers compagnons d'armes dont la bravoure et les services ont été si utiles à leur patrie.

« Après avoir profondément senti l'importance des secours que nous envoya notre illustre monarque, je me réjouis en pensant que cette alliance va devenir réciproquement avantageuse par les liens du commerce et par les heureux effets d'une affection mutuelle. Le souvenir du passé nous en répond et l'avenir semble agrandir cette douce perspective.

« Je désire bien sincèrement voir la confédération consolidée, la foi publique préservée, le commerce réglé, les frontières fortifiées, un système général et uniforme de milice adopté et la marine en vigueur. C'est sur ces seuls fondemens que peut être établie la véritable indépendance de ces états. Puisse ce temple immense que nous venons d'élever à la liberté offrir à jamais une leçon aux oppresseurs, un exemple aux opprimés, un asile aux droits du genre humain, et réjouir dans les siècles futurs les mânes de ses fondateurs ! »

Le souffle précurseur de 1789 animait ces paroles. Elles furent très remarquées, en même temps que l'honneur extraordinaire dont personne, excepté Washington, n'avait joui dans le congrès. Les anciens compagnons d'armes de La Fayette n'étaient pas moins empressés à lui montrer leur joie de le revoir. Différens états donnèrent son nom à des villes et à des comtés. Les capitales lui offrirent le droit de cité. Des diplômes lui conférèrent, ainsi qu'à son fils et à ses descendans, le titre de citoyen des États-Unis. La Virginie plaça son buste dans la salle des délibérations de Richmond. Enfin, on fit don à la ville de Paris d'un autre buste en marbre de La Fayette, qui fut présenté par le ministre des États-Unis et reçu avec pompe à l'Hôtel de Ville.

Couvert des bénédictions de tout un peuple, il s'embarqua à Boston, après une superbe fête. Le ministère français lui avait envoyé, pour son passage, une frégate de quarante canons, et Washington lui faisait ses adieux en ces termes (1) : « Pendant que nos voitures s'éloignaient l'une de l'autre, je me demandais souvent si c'était pour la dernière fois que je vous avais vu ; et, malgré mon

(1) Voir *Correspondance de La Fayette*, t. II ; lettre du 8 décembre 1784.

désir de dire non, mes craintes répondaient oui. Je rappelais dans mon esprit les jours de ma jeunesse, je trouvais qu'il y avait bien longtemps qu'ils avaient fui pour ne plus revenir, que je descendais à présent la colline que j'ai vue cinquante-deux ans diminuer devant moi, car je sais qu'on vit peu de temps dans ma famille; et, quoique doué d'une constitution forte, je dois m'attendre à reposer bientôt dans la funèbre demeure de mes pères. Ces pensées obscurcissaient pour moi l'horizon, répandaient un nuage sur l'avenir, par conséquent sur l'espérance de vous revoir. Mais je ne veux pas me plaindre, j'ai eu mon jour. Je n'ai pas de mots qui puissent exprimer toute l'affection que j'ai pour vous, et je ne l'essaie même pas. J'offre de ferventes prières pour votre agréable et sûr passage, votre heureuse réunion à Mme de La Fayette, à votre famille et l'accomplissement de tous ses vœux. »

Ils ne devaient plus, en effet, se revoir. Mais Washington continua à porter à son jeune ami une affection paternelle, la plus tendre, peut-être, dont sa vie offre la trace. Ce gentilhomme de vieille race qui s'était échappé, à dix-neuf ans, de la cour la plus élégante de l'Europe pour apporter aux rudes planteurs de la Pensylvanie son épée et sa fortune, était fait pour plaire à l'âme religieuse et forte du général américain. Il y avait quelque chose de touchant, à ses yeux, dans cet hommage rendu à la nouvelle société démocratique qui se levait, par cet ancien monde, si spirituel et si brillant, qui allait bientôt finir. Cette affection, La Fayette la lui rendait avec toute l'ardeur de sa jeunesse. Être son ami, son disciple, son fils adoptif, fut toujours l'orgueil de son cœur, la plus douce de ses pensées (1).

Leur correspondance continua, même quand Washington devint président de la république, et c'est par cette correspondance, fidèlement conservée, que nous connaissons le mieux les divers événemens de la vie de La Fayette jusqu'à la convocation des états-généraux.

Son premier acte important, à son retour en France, fut sa courageuse campagne pour la réforme de l'état civil des protestans. Ils étaient encore, à la fin du XVIIIe siècle, soumis au plus intolérable despotisme. Quoiqu'il n'y eût pas de persécution ouverte, ils dépendaient du caprice du roi, du parlement ou d'un ministre. Leurs mariages n'étaient pas légitimes, leurs testamens n'avaient aucune force devant la loi; leurs enfans étaient considérés comme bâtards, leurs personnes comme pendables. Quand on pense que cent ans, à peine, nous séparent des pasteurs du désert (2)!

(1) Voir *Mémoires*, t. II, p. 134.
(2) Voir Lettre à Washington, 11 mai 1785.

Telle était encore la force des préjugés, dans ce siècle de l'encyclopédie et du dictionnaire philosophique, que La Fayette ne trouvait pas d'appui autour de lui. On lui pardonnait la liberté de la république américaine; mais l'émancipation des protestans, dans ce siècle incrédule et rieur, c'était un acte plus qu'audacieux. « C'est une œuvre qui demande du temps, écrivait-il à Washington, et qui n'est pas sans quelque inconvénient pour moi, parce que personne ne voudrait me donner un mot écrit, ni soutenir quoi que ce soit. Je cours ma chance. » Heureusement que le vertueux Malesherbes siégeait dans les conseils du roi. La Fayette obtint de lui et de M. de Castries l'autorisation de visiter en détail les Cévennes, afin de connaître par le menu les vexations qu'il travaillait à faire cesser. Il prépara ainsi un dossier complet qui lui permit deux ans plus tard, à l'assemblée des notables, de déposer une proposition formelle.

A la suite de ce voyage dans le Midi, qui le mit en rapport avec les principaux ministres protestans, La Fayette, voulant compléter son éducation militaire, se rendit à Berlin afin de suivre les manœuvres de l'armée prussienne en Silésie. Le grand Frédéric vivait encore, et son autorité stratégique était la première en Europe. Quoique décrépit, tout couvert de tabac d'Espagne, la tête presque couchée sur une épaule et les doigts presque disloqués par la goutte, il avait encore le plus beau regard du monde. Ses yeux donnaient à sa physionomie, malgré les années, une expression charmante. « Ils s'adoucissaient, dit le prince de Ligne, en écoutant et en racontant quelque trait d'élévation ou de sensibilité. » Pendant huit jours, invité à sa table, La Fayette eut l'occasion d'admirer la vivacité de son esprit, les séductions de sa grâce. Chose piquante! Il rencontra aux manœuvres son ancien adversaire, lord Cornwallis; mais la personne qui sut mieux prendre le cœur de La Fayette, dans ce milieu de généraux, fut le prince Henri de Prusse, qui, à des talens de premier ordre, comme militaire et comme politique, à une instruction littéraire variée et à tous les dons de l'esprit, joignait « des sentimens philanthropiques et des idées raisonnables sur les droits de l'humanité. » La Fayette passa quinze jours avec lui à sa maison de campagne.

Le grand Frédéric étant souffrant, ce fut le duc de Brunswick qui commanda les manœuvres de l'armée prussienne. « Si les ressources de la France, écrivait La Fayette à Washington, la vivacité de ses soldats, l'intelligence de ses officiers, l'ambition nationale et la délicatesse morale qu'on lui connaît étaient appliquées à un système aussi bien suivi, nous pourrions être autant au-dessus des Prussiens que notre armée est en ce moment inférieure à la leur, et c'est beaucoup dire. »

De Silésie il partit pour Vienne, eut une longue conférence avec l'empereur, rendit visite aux généraux Laudon et Lascy. Il formulait ainsi son jugement sur les troupes autrichiennes : « Leur machine n'est pas simple, nos régimens sont meilleurs que les leurs, et quelque avantage qu'ils puissent avoir en ligne sur nous, nous devons, avec un peu d'habitude, les surpasser. » Il examina ensuite, pendant son voyage, les champs de bataille célèbres.

Toute cette tournée fut donc très utile à son instruction militaire ; elle lui fut aussi fort agréable par le bienveillant accueil et les témoignages flatteurs d'estime de tous les princes, des états-majors et des grands personnages. Mais il eut, dans ce milieu fermé à toute idée constitutionnelle, plus d'un effort à faire pour défendre la révolution américaine, et surtout l'organisation politique d'un gouvernement démocratique (1). « J'ai souvent eu la mortification d'entendre dire que le manque de pouvoir dans le congrès, d'union entre les états, de vigueur dans leur gouvernement, rendrait le rôle politique de la confédération fort insignifiant. Le fait est (ajoute-t-il, en parlant à Washington), qu'en général ces gens-ci connaissent peu les avantages des gouvernemens démocratiques et les ressources que présente une nation libre! Mais ils ne peuvent manquer d'être fortement frappés des fautes que nous avons souvent déplorées ensemble. Elles leur sont représentées par tous les journaux, et les ambassadeurs anglais prennent grand soin de confirmer les récits qu'eux-mêmes ont fait répandre. J'ai rétabli la vérité sur une infinité de points. »

La Fayette avait en effet fort à faire dans cette croisade d'idées, où il marchait très en avant de son temps ; c'était toujours le même caractère intrépide, ayant tous les courages, et le plus difficile de tous dans le milieu aristocratique, le courage d'esprit.

Ce n'était pas, du reste, par ses conversations seulement qu'il servait la cause américaine. Il s'efforçait d'ouvrir en France des débouchés pour le commerce des États-Unis. Il demandait qu'on favorisât leurs importations par toutes les concessions possibles. On avait formé, à sa sollicitation, un grand comité composé de fermiers-généraux, d'inspecteurs du commerce, et il y avait développé une proposition qui ne tendait à rien moins qu'à la destruction de la ferme du tabac, le plus grand obstacle aux importations américaines. L'administration rejeta les projets de La Fayette ; mais c'était la première fois que la question relative au meilleur moyen de concilier l'impôt sur le tabac avec la liberté de commerce avait été soumise à des calculs aussi précis. Pour toutes ces questions,

(1) Voir *Mémoires*, t. II, p. 135.

il trouvait dans le représentant en France de la nouvelle république, l'illustre Jefferson, un conseil éclairé et sûr (1).

Pendant ce temps, une incroyable agitation s'emparait des esprits. Le besoin de réformes se faisait jour bruyamment dans tous les salons de Paris. La Fayette était le centre et la flamme de ces réunions. Il se liait, dès ce temps-là, avec Necker et sa fille. Dans une lettre d'août 1786, nous lisons qu'il est allé à Saint-Ouen avec Mme de Lauzun et Mme de Staël, qu'il a dîné chez Necker, qu'il a fait ensuite une visite au duc de Nivernois, à qui « il a laissé un projet de réforme de la jurisprudence criminelle, rédigé par M. de Condorcet et destiné à échauffer le garde des sceaux. » Les étrangers demandaient à le voir. Il donnait à dîner à M. Pitt, qui vint vers cette époque à Paris, et M. Pitt le charmait par son esprit, sa modestie et la noblesse de ses manières. « Depuis que nous avons gagné la partie, écrivait le marquis, j'avoue que j'ai un plaisir extrême à voir les Anglais, je me trouve sans embarras au milieu de cette fière nation. Ma conversion n'est cependant pas complète. Sans avoir la fatuité de les traiter en ennemis personnels, je ne puis oublier qu'ils sont ennemis de la gloire et de la prospérité françaises; car, en fait de patriotisme, je puis étonner le public, comme on dit que je l'ai fait en sensibilité. »

Dans ces trois dernières années qui précèdent la chute de l'ancien régime, années si remuées par les idées, La Fayette était au premier rang des assaillans. Il n'y a pas une revendication de droits qui ne trouve un écho chez lui; de même qu'il n'y a pas un projet de réforme dont il ne soit le généreux défenseur. Il était, en un mot, un des rares esprits de son temps qui comprît la liberté et ses conditions vitales. Une lettre inédite du 14 janvier 1787, écrite par un officier de dix-neuf ans, Xavier de Schomberg, à sa mère, donne une idée exacte de l'intérieur de la famille de La Fayette :

« Nous avions été chez M. de La Fayette... Aujourd'hui, il m'a embrassé et m'a reçu à merveille. C'est une maison de plus pour moi. Il me semblait être en Amérique plus tost qu'à Paris. Il y avait chés lui quantité d'Anglais et d'Américains, car il parle l'anglais comme le français. Il a un sauvage de l'Amérique, habillé suivant son costume, au lieu d'avoir un coureur. Ce sauvage ne l'appelle que mon père, *father*. Tout respire la simplicité chez lui. Marmontel et l'abbé Morlay (Morellet) y dînaient. Jusqu'à ses deux petites filles parlent l'anglais, comme le français, quoiqu'elles soient

(1) Voir le livre de Clavière et de Brissot, *De la France et des États-Unis*, Paris, 1787.

toutes petites. Elles jouaient en anglais et riaient avec les Américains, et cela aurait fait des sujets charmans d'estampes anglaises. J'admirais la simplicité d'un jeune homme aussi distingué, tandis qu'il y a tant de gens qui n'ont rien fait qui sont aussi avantageux que celui-là l'est peu (1). »

VI.

L'état des finances et le besoin de combler le déficit avaient déterminé le contrôleur-général, M. de Calonne, à convoquer les notables.

Cette assemblée se réunit le 22 février 1787. Elle se composait de 144 membres choisis par le roi dans les trois ordres de l'état et des présidens et procureurs-généraux des cours souveraines. Elle fut divisée en sept bureaux, chacun présidé par un frère du roi ou un prince du sang. La Fayette se trouva dans le bureau du comte d'Artois, et il joua un rôle important. Son nom avait d'abord été rayé de la liste. Deux ministres : le baron de Breteuil et le maréchal de Castries, désapprouvèrent cette radiation, et Calonne rétablit La Fayette (2).

Certes, les notables n'étaient pas les représentans de la nation, mais ils étaient soutenus par l'esprit public. On sait que le plan d'impôt du contrôleur-général fut rejeté : — « Nous avons déclaré, écrivait La Fayette à Washington, que, bien que nous n'eussions aucun droit d'empêcher les mesures du gouvernement, notre droit était de ne conseiller que celles que nous jugerions bonnes, et que nous ne pouvions penser à de nouvelles taxes avant de connaître le détail des dépenses et des réformes projetées. »

Le procès-verbal du 24 mars fait mention de la proposition de La Fayette de supplier le roi qu'il veuille bien, par la même loi qui abrogera la gabelle, ordonner que tous les malheureux « qu'elle a précipités dans les fers ou conduits aux galères soient aussitôt rendus à la liberté et à leurs familles. »

Un incident sérieux se produisit dans la séance suivante : M. de Nicolaï, président de la chambre des comptes, ayant dénoncé des contrats onéreux à l'état et ayant cité des faits précis, La Fayette et l'un des prélats les plus distingués du clergé, M. de La Luzerne, appuyèrent énergiquement ces plaintes. Le lendemain, le comte

(1) Archives de Seine-et-Oise, E 3151. Cette lettre nous a été communiquée par M. de Nolhac.

(2) Voir *Mémoires*, t. II, p. 191, et *Correspondance*, lettre du 5 mai.

d'Artois dit qu'il avait rendu compte au roi de ce qui s'était passé à la séance, et que sa majesté avait fait observer que, lorsqu'on se permettait des inculpations si graves, il fallait les signer. M. de Nicolaï garda le silence, La Fayette se mit alors en avant, et l'évêque de Langres ne le laissa pas seul. La Fayette lut au bureau une note signée de lui, dans laquelle, revenant sur les faits indiqués par le président de la cour des comptes et citant les noms propres, il demandait qu'il fût fait une enquête sur les marchés par lesquels, sous prétexte d'échanges de domaines, des millions avaient été prodigués aux princes et aux favoris ; cette note se terminait par ces mots courageux : « Les millions qu'on dissipe sont levés par impôt, et l'impôt ne peut être justifié que par le vrai besoin de l'État. Tous les millions abandonnés à la déprédation ou à la cupidité sont le fruit des sueurs, des larmes et peut-être du sang des peuples, et le calcul des malheureux qu'on a faits pour composer des sommes si légèrement prodiguées est bien effrayant pour la justice et la bonté que nous savons être les sentimens naturels de sa majesté. »

M. de Calonne se rendit auprès de Louis XVI et demanda que La Fayette fût enfermé à la Bastille. On s'attendait à une discussion violente entre eux à la séance suivante, et La Fayette rassemblait les preuves de ce qu'il avait avancé, lorsque Calonne quitta le ministère. La querelle fut terminée. L'opinion publique, très en éveil, avait suivi ce débat et pris fait et cause pour La Fayette, tandis que la cour, à l'exception de quelques amis, était irritée de ses audaces.

Lorsque l'archevêque de Toulouse, M. de Brienne, arriva aux affaires, La Fayette s'était ouvert sur un projet d'amener le roi à reconnaître formellement certains principes constitutionnels. Ce projet fut déjoué. Si La Fayette a constamment regardé la liberté comme le premier des biens et une condition nécessaire de la vie et de la société, il a toujours été un homme de légalité (1).

Dans la discussion à laquelle donna lieu l'examen des causes du déficit et des moyens d'y mettre un terme, il examina, avec une hardiesse d'idées qui faisait pressentir son rôle dans la Révolution, les économies possibles. Il signalait en premier lieu la réforme des maisons militaire et domestique du roi, de la reine et de la famille royale, la destruction des *capitaineries* qui n'étaient pas nécessaires aux plaisirs royaux et qui, dans la seule généralité de Paris, coûtaient environ 10 millions à l'agriculture. Il citait ensuite le personnel luxueux de ces palais où le roi payait, sans en jouir,

(1) Voir *Mémoires*, t. II, p. 167.

l'entretien des fantaisies des générations passées; il osait ajouter à cette nomenclature de dépenses stériles celle des prisons d'État, « que le roi désavouerait, s'il en connaissait l'inutilité et le danger. » Il s'attaquait aux abus des pensions et des gratifications qui ne récompensaient pas les services ou qui n'encourageaient pas les talens; il demandait que les comptes des départemens ministériels, excepté celui des affaires étrangères, fussent communiqués tous les ans en imprimés.

Il ne dissimulait pas la vérité quand il ajoutait : « Quel que soit l'amour des peuples pour la personne de sa majesté, il serait dangereux de croire que leurs ressources sont inépuisables; elles ne sont même que trop épuisées, et, pour ne citer que la province à laquelle j'appartiens, qui souffre particulièrement de l'inégalité de l'impôt et de l'inattention du gouvernement, j'ose assurer le roi que, dès à présent, ses cultivateurs abandonnent leurs charrues, ses artisans leurs ateliers, que ses plus industrieux citoyens, dépouillés de ce qu'ils gagnent chez eux et de ce qu'ils rapportent des autres pays, n'ont bientôt plus d'autre alternative que la mendicité et l'émigration, et que, dans cette partie du royaume, il ne peut augmenter les charges du peuple sans le réduire à toutes les extrémités de la misère et du désespoir. »

Après avoir insisté sur ce principe, que la réduction de la dépense devait précéder l'augmentation de la recette et que, s'il était nécessaire de combler le déficit par l'impôt, ce ne devait être qu'après avoir épuisé toutes les ressources possibles de bonification et de retranchemens, La Fayette constatait que l'administration de M. de Brienne assurait une économie de 40 millions. Il dénonçait au roi les loteries, « ce jeu coupable dont le gouvernement était le banquier, » la marque des cuirs, qui avait perdu les tanneries du royaume, enfin la taille, impôt inégal, arbitraire et ruineux, et il terminait ses observations par ces paroles qui eurent un grand retentissement : « Si le peuple des campagnes ne compte aucun de ses membres dans cette assemblée, nous devons au moins lui prouver qu'il n'a pas manqué d'amis et de défenseurs... Dans tous les cas, les travaux de l'assemblée, la salutaire influence des assemblées provinciales, les talens et les vertus de l'administration actuelle, doivent amener un nouvel ordre de choses dont l'énumération pourrait être contenue dans un mémoire particulier que je propose de présenter à sa majesté. Comme le crédit doit être transporté sur des bases plus naturelles, que la baisse de l'intérêt de l'argent peut diminuer celui de la dette publique, dans le rapport de 9 à 4, comme la simplification de perception doit délivrer l'état des compagnies de finances, dont les engage-

mens finissent dans cinq ans, il me semble que cette époque est celle que nous devons supplier sa majesté de fixer dès à présent pour ramener à elle le compte de toutes les opérations et en *consolider à jamais l'heureux résultat par la convocation d'une assemblée nationale.* »

L'effet que produisirent ces deux mots prononcés pour la première fois fut extraordinaire : — « Quoi, monsieur, dit le comte d'Artois, vous demandez la convocation des états-généraux? — Oui, monseigneur, et même mieux que cela! — Vous voulez donc que je dise au roi : M. de La Fayette fait la motion de convoquer les états-généraux. — Oui, monseigneur. » — Le silence fut général, et l'idée qui venait d'être jetée au vent, l'expression de *mieux que les états-généraux,* c'est-à-dire d'une assemblée nationale, ne parut alors à la cour que la vaine expression d'un désir irréfléchi. M. de Brienne, qui avait été d'abord le confident des idées réformatrices de La Fayette, se hâta de le désigner au conseil comme l'homme le plus dangereux, « parce que, disait-il, toute sa logique est en action. » La liberté de ses discours, la franchise de sa conduite, contrastaient avec les façons des courtisans. Lui-même, avec son extérieur froid et son imagination vive, n'offrait pas un moindre contraste (1).

Plus il s'affirmait dans cette attitude, plus il perdait la bienveillance de la reine Marie-Antoinette. Louis XVI, au contraire, lui savait gré de se montrer économe de la fortune publique. De plus, il était flatté du rôle que le marquis avait joué dans la guerre américaine et de l'honneur qu'il avait restitué aux armées françaises avilies par la guerre de sept ans.

Les procès-verbaux de l'assemblée des notables n'indiquent pas seulement les opinions de La Fayette sur le déficit : deux autres de ses discours sont sommairement analysés. L'un est relatif à la réforme des lois et ordonnances criminelles; l'autre appelle la réalisation des démarches qu'il avait hardiment menées pour faire accorder enfin aux protestans l'état civil. Ainsi, les aspirations de la philosophie du XVIII[e] siècle, dans ce qu'elles avaient d'humain, de généreux, de libéral, trouvaient dans La Fayette le premier interprète de leurs vœux dans un corps politique. Certes, c'était noblement commencer la vie pour ce grand seigneur que de vouloir donner à son pays la justice et le respect de la conscience, après avoir, dans le nouveau monde, tendu la main à un peuple qui s'émancipait.

Il ne faut pas oublier qu'il avait été impossible à Turgot et à Malesherbes, alors ministres, d'obtenir, lorsque Louis XVI fut

(1) Voir *Note trouvée dans les papiers de La Fayette,* t. II.

sacré, qu'on retranchât du serment la célèbre formule de l'extermination des hérétiques.

Lorsqu'en 1785 La Fayette s'était rendu à Nîmes et dans les Cévennes, il avait vu le vieux pasteur du désert, Paul Rabaut. Après avoir longtemps connu la persécution et l'iniquité, lorsqu'il entendit les paroles réconfortantes de La Fayette, il avait récité le cantique de Siméon : *Nunc dimittis*. Son fils aîné Rabaut Saint-Étienne, ministre du saint évangile, était venu à Paris. Mme de La Fayette l'avait reçu chez elle. Profondément religieuse, elle détestait non moins vivement que son mari les persécutions qui éloignaient du christianisme et qui sont si contraires à son esprit.

La Fayette eut l'honneur de présenter Rabaut aux deux amis qu'il vénérait : Malesherbes et le duc de La Rochefoucauld, ce bon citoyen, assassiné à Gisors, après le 10 août ; il le conduisit ensuite chez le ministre de l'intérieur, le baron de Breteuil, qui chargea Rulhière de rédiger un mémoire favorable aux idées de tolérance.

Les choses étaient en cet état lorsque, dans la séance du 25 mai, à l'assemblée des notables, La Fayette fit sa motion. Il aurait vraisemblablement échoué s'il n'avait été soutenu par l'évêque de Langres. — « J'appuie, s'écria cet éminent prélat, la demande de M. de La Fayette, par d'autres motifs que les siens ; il a parlé en philosophe, je parlerai en évêque et je dirai que j'aime mieux des temples que des prêches et des ministres que des prédicans. » — Ces paroles profondes et politiques enlevèrent le vote. — « Le clergé, ajouta La Fayette, pénétré des grands principes que les pères de l'Église se sont honorés de professer, applaudira sans doute à cet acte de justice. »

L'arrêté pris par les notables, le 24 mai, donnait satisfaction à ses deux motions. Il était ainsi formulé : « 1° une partie de nos concitoyens, qui n'a pas le bonheur de professer la religion catholique, se trouve être frappée de mort civile... Le bureau s'empresse de présenter à sa majesté sa sollicitation pour que cette portion nombreuse de ses sujets cesse de gémir sous un régime de proscription également contraire à l'intérêt général de la population, à l'industrie nationale et à tous les principes de la morale et de la politique ; 2° le bureau prend encore la liberté de supplier le roi d'ordonner que les lois civiles et criminelles des années 1667 et 1670, celles des Eaux et forêts de 1669 et celle du commerce de 1673, lois portant sur les objets les plus intéressans pour la prospérité publique, pour la sûreté des biens, de l'honneur et de la vie des citoyens, soient examinées afin de donner à la législation française toute sa perfection par les changemens que la seule an-

cienneté de ces lois et la différence des temps et des mœurs peuvent exiger et dont le progrès des lumières assurerait l'utilité. »

Nous n'avons pas à raconter les deux dernières années qui nous séparent de 1789.

Nous lisons dans les lettres de La Fayette à Washington qu'il s'était amené une querelle personnelle avec les favoris pour avoir hautement attaqué les libéralités qui leur étaient faites par le trésor (1). D'autre part, on colportait, comme abominable, un mot qu'il avait prononcé chez le duc d'Harcourt, gouverneur du dauphin. La belle société discutait quels livres d'histoire il fallait mettre dans les mains du jeune prince : — « Je crois, dit avec flegme La Fayette, qu'il ferait bien de commencer l'histoire à l'année 1787. » — Un autre jour, il poussait un cri de joie en apprenant que l'édit donnant aux sujets non catholiques du roi un état civil était enfin enregistré : — « Vous jugerez aisément, écrivait-il à Washington, combien, dimanche dernier, j'ai eu de plaisir à présenter à une table ministérielle le premier ecclésiastique protestant qui eût pu paraître à Versailles depuis la révocation (de l'édit de Nantes) de 1685. »

On comprend dès lors que le nombre de ses ennemis en haut lieu allât en augmentant. Mais les jugemens du grand monde étaient cassés par un tribunal indépendant et que toutes les puissances respectaient, celui de l'opinion publique.

Les idées de liberté se propageaient rapidement depuis la révolution américaine. L'assemblée des notables avait mis le feu aux matières combustibles. On n'ignore pas la lutte que le gouvernement eut à subir contre les parlemens. Une guerre de pamphlets s'ensuivit. Très lié avec Adrien Duport, conseiller au parlement, La Fayette assistait chez lui aux réunions où se préparait le célèbre arrêté lu par d'Éprémenil, aux chambres assemblées du parlement, arrêté qui passionna momentanément la France. Les ducs de La Rochefoucauld, de Luynes, d'Aiguillon, l'évêque d'Autun, le marquis de Condorcet, étaient aussi au nombre des assistans. Dans une lettre à Washington, La Fayette reconnaissait que les cours souveraines dépassaient sans doute la limite de leur institution, mais qu'elles étaient sûres d'être approuvées par la nation (2). « Parmi bien des choses déraisonnables, les parlemens ont la bonne fortune de réclamer une assemblée nationale. Le gouvernement voit décliner le pouvoir de la couronne et cherche à le recouvrer en l'exer-

(1) Tome II, voir les lettres des 9 octobre, 1er janvier, 4 février 1788.
(2) Lettre du 1er janvier 1788.

çant avec une sévérité dangereuse... Pour moi, je souhaite avec ardeur un bill des droits et une constitution, et je voudrais que la chose pût s'accomplir, autant que possible, d'une manière calme et satisfaisante pour tous. »

Nous rappelons que les édits de Lamoignon et de Brienne (mai 1788) contre les cours souveraines rencontrèrent une vive résistance surtout en Bretagne et en Dauphiné. A Rennes, la commission des états, qui représentait légalement la province, avait adressé au roi des représentations sur ses privilèges. La noblesse se réunit, rédigea une dénonciation contre les ministres et chargea douze députés d'aller la présenter au roi. La Fayette, dont la mère était Bretonne et dont la fortune était en partie dans la Bretagne, envoya aux gentilshommes bretons une lettre d'adhésion, ajoutant : « Qu'il s'associait à toute opposition aux actes arbitraires présens ou futurs qui attentaient ou pouvaient attenter aux droits de la nation en général et particulièrement à ceux de la Bretagne. » Il se concerta donc avec les douze députés, et prit part à une réunion où furent appelés les seigneurs bretons de la cour. Là, fut signée cette protestation à la suite de laquelle trois personnages de la cour furent disgraciés, les douze députés mis à la Bastille, et La Fayette privé de son commandement. Marie-Antoinette lui ayant fait témoigner son étonnement de ce qu'il avait pris part à la rébellion, il répondit : « Qu'il était Breton, de la même manière que la reine appartenait à la maison d'Autriche. »

Cependant, l'archevêque de Toulouse, pour donner un dérivatif au courant grossissant des mécontentemens, avait été obligé de convoquer dans toutes les provinces qui n'avaient pas d'états, des assemblées provinciales, comme celles instituées par Necker pour le Berri et la Haute-Guyenne. La Fayette (1) avait demandé qu'au plan de nomination, moitié par le roi, moitié par les membres eux-mêmes, on substituât un système complètement électif. Le ministère promit d'étudier cette réforme pour l'avenir et maintint pour le présent l'ancien système. Il y eut, au mois d'août, en Auvergne, à Clermont-Ferrand, une réunion préliminaire, composée exclusivement des membres nommés par le roi. La Fayette y fit adopter la résolution suivante : « Nous prenons la liberté d'observer que notre province est une de celles qui ont cessé le plus tard d'exercer le droit de s'assembler en états, et considérant la différence des fonctions qui semblent être destinées à l'assemblée, avec les prérogatives sacrées de nos états, nous croyons devoir supplier Sa Majesté de daigner déclarer à la province, qu'elle entend, comme nous

(1) Voir *Mémoires*, t. II, p. 185.

le faisons ici nous-mêmes, que l'exécution de ce nouveau règlement ne portera aucune atteinte aux droits primitifs et imprescriptibles de l'Auvergne. »

L'assemblée provinciale s'étant complétée par la voie de la cooptation, ses opérations commencèrent au mois de novembre. Un de ses premiers actes fut d'approuver le vœu de l'assemblée préliminaire. Le point important à débattre fut de savoir s'il fallait accepter, comme le gouvernement y invitait, un abonnement qui tendait à augmenter les charges de l'impôt. Sur la proposition de La Fayette, on vota le principe, mais on réduisit les chiffres. Le commissaire du roi fit connaître à l'assemblée qu'elle avait dépassé les droits que le roi lui avait permis d'exercer. Le 11 décembre, La Fayette proposa à ses collègues et leur fit adopter une déclaration ainsi conçue : « L'assemblée, frappée de l'impossibilité d'établir la communication des rôles, de l'énormité des accessoires de la taille dans cette province, montant à 3 millions de livres, sur lesquelles les vingtièmes sont encore perçus, n'a pu fixer ses idées que sur le travail du bureau de l'impôt et sur une conviction universelle de la surcharge de la province. Elle prend la liberté d'observer que les impôts réunis de l'Auvergne sont au-delà de toute proportion, et privent déjà le peuple d'une partie essentielle de sa subsistance, de manière que tout accroissement de charge, augmentant aussi le nombre des champs abandonnés et des cultivateurs forcés à l'émigration, tournerait au détriment des finances de Sa Majesté, en même temps qu'elle répugnerait à son cœur. — L'assemblée ose espérer que Sa Majesté, touchée de la situation de cette province, daignera ne pas rejeter sa première proposition. »

C'est ainsi que le sentiment du droit venait s'ajouter à l'ardente fermentation des esprits. Tous les hommes éclairés qui avaient été appelés à donner leur avis sur les formes à observer pour la convocation des états-généraux apprirent avec stupeur que les notables allaient être de nouveau réunis pour délibérer sur le mode de représentation : « Je ne crois pas, disait La Fayette, qu'ils soient fort habiles sur les questions constitutionnelles. » — La majorité fut, en effet, tellement en arrière de l'opinion publique, qu'un seul bureau, celui présidé par le comte de Provence, se déclara pour la double représentation du tiers. La Fayette raconte que le bureau de Monsieur dut cette gloire à l'assoupissement du vieux comte de Montboissier, appelé à voter. Il demanda à son voisin, le duc de La Rochefoucauld : « Qu'est-ce qu'on dit? — On dit *oui*, » répondit La Rochefoucauld. — Et ce *oui* décida la majorité (1).

(1) Voir *Mémoires*, t. II, p. 164 et 238; — lettre du 8 mars 1789.

« Au milieu de ces troubles et de cette anarchie, écrit La Fayette à Washington, le 26 mai 1788, les amis de la liberté se fortifient journellement, ferment l'oreille à toute négociation. Ils disent qu'il leur faut une assemblée nationale ou rien. Telle est, mon cher général, l'amélioration de notre situation. Pour ma part, je suis satisfait de penser qu'avant peu je serai dans une assemblée de représentans de la nation française ou à Mount-Vernon. »

Ce ne fut pas pour Mount-Vernon qu'il partit. Une année ne s'était pas écoulée que les états-généraux étaient convoqués, et La Fayette se rendait en Auvergne comme candidat aux élections. Il était élu député de l'ordre de la noblesse par la sénéchaussée de Riom. Mais ce ne fut pas sans lutte. Des gentilshommes de ses amis lui avaient signifié qu'avec certaines complaisances pour le maintien des abus, il aurait l'unanimité des suffrages. Repoussant toute compromission, La Fayette répondit « qu'il voulait convaincre et non flatter. »

Le *tiers* lui offrit alors de le choisir comme député. « C'était pour moi une chance de célébrité. » Il refusa néanmoins. — « Quoique l'oppression des nobles me révolte et leur personnalité m'indigne, je ferai mon devoir et serai modéré. » C'est avec ces sentimens de modération qu'il se rendit à Versailles pour assister à l'ouverture des états-généraux. Son ami Washington venait d'accepter la présidence des États-Unis.

Le soir de son arrivée à l'hôtel de Noailles, La Fayette parlait à sa femme de ses projets constitutionnels, de ses espérances en l'avenir : « Savez-vous, lui dit-il, le singulier apologue que me conta, en 1785, le grand Frédéric ? Un jour que je soutenais contre lui qu'il n'y aurait jamais en Amérique, ni noblesse, ni royauté, et que je lui exprimais mes vœux avec vivacité : — Monsieur, me dit un moment après le vieux monarque, en fixant sur moi ses yeux pénétrans, j'ai connu un jeune homme qui, après avoir visité des contrées où régnaient la liberté et l'égalité, se mit en tête d'établir tout cela dans son pays. Savez-vous ce qui lui arriva ? — Non, sire. — Monsieur, continua le roi en souriant, il fut pendu. — N'est-ce pas que le mot est charmant ? Il m'a beaucoup diverti. »

Mme de La Fayette écoutait gravement et ne dut pas rire.

BARDOUX.

DU

ROLE SOCIAL DE L'OFFICIER

Les hommes que leurs occupations ou leur vocation mettent en contact avec la jeunesse cultivée s'accordent à signaler, dans la génération qui naît à la vie publique, certain courant de réaction contre le dilettantisme hautain qui a plus particulièrement marqué ses devancières. En présence de la transformation sociale, dont la marche grandissante et la fatalité forcent aujourd'hui l'attention des esprits les plus rebelles, cette jeunesse s'aperçoit, nous affirme-t-on, que, pour les privilégiés de l'esprit, il peut y avoir d'autres rôles que ceux d'analystes et d'expérimentateurs, et qu'il est peut-être temps de sortir de la critique ou de la spéculation stériles pour en venir à l'action rude et féconde.

Pour ne citer que quelques noms parmi les guides écoutés de la jeunesse, trois hommes, éloignés d'origine et d'esprit, mais que bien de nobles traits rapprochent, M. Albert de Mun, M. Melchior de Vogüé, M. Ernest Lavisse, ont reconnu cette bonne volonté, ce besoin de groupement pour une action commune, et s'efforcent de le féconder.

Le premier, pénétré de la gravité croissante de la question ouvrière et convaincu que seul le retour du peuple au christianisme en donnera la solution, groupe autour de lui le petit bataillon de la jeunesse catholique militante. C'est aux futurs ingénieurs, aux futurs industriels, aux futurs patrons qu'il demande leur concours, et encore à ceux-là seuls auxquels une foi commune permet de s'associer à son œuvre : c'est, par la force des choses, parmi les élèves des établissemens religieux que se recrutent presque exclusivement ses adhérens.

Le dernier exerce son ascendant incontesté sur la nombreuse jeunesse universitaire ; il a développé chez elle le sentiment de la solidarité, auquel il a donné une forme dans les associations d'étudians. En contact permanent avec elle, il lui enseigne le patriotisme actif, l'union généreuse, le devoir social : il s'adresse avant tout aux futurs professeurs, par qui son influence s'étendra sur la jeunesse de demain.

Entre les deux, M. de Vogüé, à qui, d'une part, son nom et ses origines, d'autre part, son talent d'écrivain et son sens très vif des grandeurs de notre temps donnent accès dans tous les camps (puisque camps il y a, hélas!), s'est fait une large place. Se dégageant des questions de parti qui, dès le berceau, scindent aujourd'hui la nation en deux, des formules politiques, des étiquettes d'écoles, il s'est placé sur le terrain commun de l'action sociale. A tous les privilégiés de l'intelligence, de l'éducation, de la culture, de la fortune, il rappelle que leurs premiers devoirs sont envers les humbles et les déshérités et convie les bonnes volontés de tous partis, de toutes confessions, de toutes philosophies, à communier dans « la religion de la souffrance humaine. »

Tous, ils ont réveillé dans cette jeunesse le sens de l'action; tous, sans y attacher toujours le même sens, ont placé au premier rang le devoir social. En montrant la grandeur du but, ils n'ont pas dissimulé les épreuves du chemin, les préjugés à vaincre, les routines à briser, et, dès qu'il s'agit d'aller au peuple, la difficulté de l'aborder et de le convaincre, pour qui n'en porte pas le vêtement et n'en parle pas la langue; il y a toujours, chez les travailleurs, une cause de méfiance extrême contre la parole des dirigeans, en l'opposition apparente de leurs intérêts matériels.

Incontestablement, il y a là un mouvement, un souffle de générosité et de dévoûment. Il semble que cette génération prenne conscience du grand rôle qu'elle pourrait remplir. Et quel rôle! A l'état de guerre haineuse et violente qui sépare stérilement les enfans du même sol, de parti à parti, de classe à classe, substituer la recherche pacifique et féconde des problèmes posés par la révolution industrielle et économique de ce temps : marcher, non plus la revendication ou la répression au poing, mais la main dans la main, dans la large et noble voie du progrès social. Et qu'on ne dise pas que, sous cette forme, c'est là une question vieille comme le monde! Dans son acuité, elle est posée d'hier, et c'est d'hier aussi que la science, l'industrie, en leur évolution foudroyante, ont apporté pour la résoudre d'autres élémens que le pétrole et la dynamite.

Mais, si nombreux que soient les jeunes gens, étudians, futurs ingénieurs, futurs industriels, futurs patrons, futurs professeurs,

à qui s'adressent ces protagonistes du devoir social, chacun de ces groupes n'agira que sur un nombre restreint d'individus et leur ensemble même ne peut rencontrer la totalité des travailleurs, tant s'en faut.

N'existe-t-il donc pas un « cadre, » dans l'acception militaire du terme, capable par nature d'exercer une action plus étendue que les autres et, si ce cadre existe, n'est-il pas le premier à pénétrer de la nécessité et de l'urgence du devoir social?

I.

Ce cadre est tout formé, destiné par son essence à exercer la direction temporaire, non pas seulement d'une fraction, de la majorité même, mais de la totalité de la jeunesse; c'est le corps des vingt mille officiers français.

Depuis l'application intégrale du service obligatoire, c'est-à-dire depuis hier, c'est, de vingt à vingt-trois ans, toute la nation, sans exception, qui passe entre ses mains; nul n'y échappe. Il ne s'agit plus ici de tel ou tel groupe de travailleurs; tous, ouvriers de la main et de la pensée, lettrés et ignorans, propriétaires et laboureurs, reçoivent, pendant une période de leur vie, l'empreinte d'un lieutenant, d'un capitaine, d'un colonel.

A ce fait tout nouveau, — ce fait révolutionnaire au sens propre du terme, — doit répondre forcément un développement du rôle de l'officier, dont lui-même n'a, croyons-nous, pas encore pris conscience; dont, en tout cas, il ne nous semble pas qu'on ait été suffisamment frappé au dehors.

Depuis vingt ans, une succession de régimes transitoires, — service de cinq ans, volontariat, dispenses, — a préparé le régime actuel; mais, entre le dernier contingent d'une armée où le remplacement épargnait le service à tout ce qui avait quelque culture et ce contingent de 1890 qui, du licencié à l'illettré, va comprendre tous les intermédiaires, la « matière soldat, » si l'on peut s'exprimer ainsi, a radicalement changé. A ce soldat nouveau, il faut, logiquement, un officier nouveau. C'est celui dont nous allons essayer de tracer la mission, et c'est à ce point de vue initial qu'il faudra constamment se reporter pour ne pas se troubler d'une conception du rôle de l'officier qui s'éloignera peut-être du type un peu rude et exclusivement batailleur que ce nom, à tort ou à raison, avait le don d'évoquer.

Nul n'est mieux placé que l'officier pour exercer sur ses subordonnés une action efficace. En contact immédiat avec eux, il partage entièrement leurs travaux, leurs fatigues, et n'en tire néanmoins aucun profit. Son gain ne dépend pas, comme celui des

industriels, de la peine de ses hommes. Leurs intérêts sont, non plus opposés, mais semblables. L'autorité dont il est investi repose sur la loi, elle a une sanction légale, elle échappe à toute discussion, à tout compromis. Lui-même est soumis à cette discipline inflexible. Des règlemens précis fixent la limite de ses exigences professionnelles. Tout concourt à dégager son indépendance personnelle et le désintéressement de son action.

C'est donc un merveilleux agent d'action sociale. Quel intérêt n'y aurait-il pas, si l'on se place au point de vue d'où nous sommes partis, à ce qu'avant tout autre il fût animé de l'amour personnel des humbles, pénétré des devoirs nouveaux qui s'imposent à tous les dirigeans sociaux, convaincu de son rôle d'éducateur, résolu, sans rien modifier à la lettre des fonctions qu'il exerce, à les vivifier par l'esprit de sa mission?

Et pourtant il est le seul à qui l'on ne songe pas. Ceux qui poussent la jeunesse dans les voies de l'action sociale ne prononcent pas son nom; on ne semble pas imaginer qu'on puisse utiliser cette force puissante; on ne se demande pas si le mouvement qui secoue la génération nouvelle ne pourrait être propagé dans le milieu militaire.

Pourquoi cet oubli?

C'est peut-être la vieille prévention des hommes de pensée contre les gens d'épée, disons même contre tous ceux qui pratiquent l'action physique, puisque, depuis l'antiquité, le sens de l'équilibre rationnel entre le développement du corps et celui de l'esprit s'était perdu. Ce n'est pas que nous ignorions quelle réaction s'est produite en faveur des exercices du corps, ni quelle large place ils ont prise dans les préoccupations des maîtres, mais c'est là un mouvement trop récent encore pour qu'il ne reste pas quelque chose des anciens préjugés.

C'est aussi la légende, plus répandue qu'on ne pense dans certains milieux, qui fait de tout officier un « traîneur de sabre » et un « soudard » inapte à toute conception élevée de l'ordre intellectuel et moral, légende d'ailleurs aussi soigneusement que criminellement entretenue par la plume et le crayon, et odieusement personnifiée dans le type populaire du « colonel Ramollot. »

C'est enfin qu'on ne se rend pas compte des conditions qui depuis vingt ans ont modifié radicalement le recrutement et la constitution du corps d'officiers et singulièrement accru sa valeur intellectuelle. Avant la guerre, reconnaissons-le, sauf pour un certain nombre de familles aux traditions spéciales, la carrière militaire était souvent un pis-aller. Ce n'était pas là, dans les classes éclairées, qu'on dirigeait de préférence les sujets distingués; aux esprits cultivés qu'attiraient les fonctions publiques, la diplomatie, le

conseil d'état, la magistrature, l'administration ouvraient un vaste champ ; c'était aux natures en quête d'activité physique et d'aventures, disposées au mouvement plutôt qu'à l'étude, à l'agitation plutôt qu'à la réflexion, que l'armée semblait exclusivement réservée. Aujourd'hui, les préventions d'une fraction notable des classes éclairées contre le régime politique ont rejeté dans l'armée beaucoup des élémens où se recrutaient précédemment ces carrières de choix. Hors même de cette fraction spéciale de la société, ces carrières, que les fluctuations politiques et la fréquence des changemens ministériels ont rendues moins stables, ne jouissent plus de la même faveur. Nombre de jeunes gens aussi, que ni leurs traditions ni leurs goûts ne semblaient porter au métier des armes, forcés aujourd'hui d'y passer, préfèrent accomplir leur temps de service plutôt comme officiers que comme simples soldats et entrent aux écoles militaires avec l'arrière-pensée de ne pas prolonger leur carrière, et puis, une fois engagés, y demeurent. Dans un ordre plus élevé, la surexcitation du patriotisme, après le coup de foudre de 1870, et le sentiment général que, dans la guerre à venir, ce sont les destinées mêmes du pays qui se joueront, ont, de toute évidence, déterminé bien des vocations militaires dans des milieux où elles ne se seraient pas déclarées jadis. Enfin, l'extension du service d'état-major, le recrutement relativement nombreux de l'école de guerre, le développement très apparent des études dans l'armée, y attirent des esprits désireux d'occupations intellectuelles que la crainte du seul service matériel, de la routine monotone, en eût autrefois écartés.

Sous ces diverses influences, il est incontestable que la nature du corps d'officiers s'est profondément modifiée et qu'a plus d'un égard, il est, dans son ensemble, supérieur à ceux qui l'ont précédé. Il semblerait que son action dût, par ce fait seul, s'exercer avec plus d'efficacité, qu'on pût retrouver dans les hommes sortis de ses mains l'empreinte de ce progrès et constater que ce qu'il rend au pays vaut mieux que ce qu'il en reçoit.

Or, cela est-il? Il résulte du moins des renseignemens recueillis avec grand soin sur des points opposés, auprès de gens divisés d'origines et d'opinions, mais également adonnés à l'observation sociale, que, de leur passage dans l'armée, un bien grand nombre de jeunes gens rapportent dans leurs familles un sens moral diminué, le dédain de la vie simple et laborieuse, et, dans l'ordre physique, des habitudes d'intempérance et un sang vicié qu'ils transmettent. Si un tel résultat offrait hier déjà une extrême gravité, qu'en sera-t-il demain, alors que tout le monde, sans exception, passera par l'armée? C'est là, n'est-ce pas, un douloureux, un terrible problème.

D'où peut donc venir cette apparente contradiction?

De ce que l'officier connaît trop peu ses hommes, s'intéresse trop peu à leur personne.

Tout contribue à l'en détourner. Si, d'abord, jamais l'importance de connaître sa troupe, de s'y intéresser, de la marquer d'une empreinte durable, n'a été plus grande, jamais non plus il n'a été plus difficile de le faire : le service court, d'une part, accroît démesurément les contingens, et de l'autre laisse à peine le temps de les voir passer. Beaucoup plus de monde, pendant beaucoup moins de temps, voilà la formule à laquelle il aboutit. La solidarité ne s'établit plus comme jadis, machinalement pour ainsi dire : il faut la vouloir fermement, malgré les difficultés; et, pour la vouloir ainsi, il faut être fermement convaincu que là réside le premier devoir, et qu'en dehors de toute considération sociale, au point de vue professionnel seul, *une troupe bien en main, moins instruite,* vaut mieux qu'*une troupe plus instruite, moins en main.*

Ensuite, il faut bien le dire, ce côté moral du rôle de l'officier, c'est ce dont on lui a le moins parlé. Tandis qu'en Russie les beaux enseignemens du général Dragomirof concernant la mission morale de l'officier, — nous ne dirons pas seulement font loi, mais formulent et résument l'idée mère qui anime le corps d'officiers, — chez nous, bien qu'on admire ces écrits, que même on les lise, l'état d'esprit qu'ils dénotent n'existe qu'à l'état d'exception, et, dans ce cas, résulte de tendances individuelles et non d'une doctrine commune reçue comme un dogme au début de toute éducation militaire. A ceux qui viennent des écoles on a parlé stratégie, balistique, géographie; on a cherché à développer leur intelligence militaire, mais bien peu leur cœur militaire : on leur a enseigné à instruire leurs hommes, leur a-t-on fait comprendre qu'il fallût d'abord les aimer et conquérir leur affection? Aux plus distingués on a donné comme objectif l'école de guerre, l'état-major, c'est-à-dire la vie de bureau, d'employé, qui draine chaque année davantage l'élite de l'armée; de plus en plus, pour l'officier de choix, le commandement de troupes semble un passage, une corvée à subir, durant laquelle il s'agit d'expédier le plus vite possible l'exercice professionnel pour garder le temps de se préparer à ses hautes destinées. Chez ceux que l'école de guerre ne prend pas, l'objectif des ambitieux ou le lot involontaire de ceux qu'on distingue, ce sont, dans les grades inférieurs, les fonctions, les missions spéciales, ce que le troupier désigne d'un mot énergique, « les embuscades. » Ceux enfin qui restent dans la troupe, au spectacle de la hâte que chacun éprouve à s'en esquiver et de l'honneur et des avantages réservés à ceux qui en sont sortis, sont médiocrement préparés à envisager la mission qu'on leur a laissée, par pis-aller,

comme la plus haute et la plus importante de leur état. Pour les officiers qui sortent des rangs, leur école a été avant tout la pratique : comme ils ont été traités, ils traitent; ils sont tout naturellement amenés à appliquer les procédés qu'on leur a appliqués à eux-mêmes. Chez certains encore, se réclamant d'une fausse anglomanie, il est de mode de s'envelopper devant ses inférieurs d'une morgue impassible et d'une indifférence impénétrable, ce qui n'est pas, à coup sûr, le moyen d'attirer et de retenir la confiance.

De l'ensemble de ces considérations il résulte qu'un corps d'officiers très distingué, laborieux, dévoué à ses devoirs professionnels, a sur l'âme de l'armée une action médiocre, tandis que le corps des officiers russes, par exemple, qui compte des personnalités éminentes, mais dans sa moyenne est, croyons-nous, moins cultivé que le nôtre, exerce sur l'âme de son armée une action immédiate et forte parce qu'il est pénétré de cette idée de *patronat*, de devoir social, qui fait défaut chez nous.

II.

Mais cette action sociale de l'officier, quelle peut-elle être? représente-t-elle autre chose qu'une utopie généreuse, une illusion séduisante? sous quelle forme pratique peut-elle s'exercer?

Il nous semble entendre déjà les plaisanteries faciles sur la transformation de l'officier en apôtre prêchant à ses hommes l'amour et la paix, au lieu de leur enseigner le tir et l'équitation. Il ne s'agit, est-il besoin de le dire, de rien de semblable : une telle action ne s'exerce pas par des discours et des conférences : elle résulte simplement, mais fatalement, d'un *état d'esprit :* que les officiers soient convaincus de leur devoir social, qu'ils en portent constamment la préoccupation dans l'exercice de leur profession, et celui-ci, par la seule introduction de ce ferment, apparaîtra transformé, sans perdre ni une exigence ni une sévérité.

Nous ne prétendons pas d'ailleurs que ce soit là une notion nouvelle : leur rôle, bien des officiers déjà l'ont ainsi compris, qui ne sont ni les moins distingués, ni les moins exigeans; ils fournissent la preuve du bien qui pourrait se faire, si leurs expériences individuelles aboutissaient à une doctrine générale, donnée comme règle et placée à la base de toute éducation militaire.

On s'en convaincra en suivant dans le détail l'application du principe.

Pour la plupart, et des meilleurs, le devoir professionnel rempli et bien rempli, leur tâche est finie.

Avoir la troupe la plus manœuvrière, les effets et le casernement

les mieux entretenus, les chevaux les mieux dressés, et, comme sanction, la meilleure note de l'inspecteur général et le premier rang pour l'avancement, tel semble être le dernier mot de leur ambition. Personne d'ailleurs ne leur en demande davantage. En ce qui concerne la connaissance personnelle de leurs hommes, elle se borne à en savoir les noms (et encore pas toujours), dans une certaine mesure les aptitudes militaires, — on sait dire habituellement s'ils sont bons, médiocres ou mauvais soldats, — quelquefois leurs professions antérieures, pour satisfaire certains inspecteurs généraux qui l'exigent, et puis c'est généralement tout.

Quant à leur caractère, à leur individualité morale, à leurs origines, au milieu où ils se sont formés, à tant d'élémens dont la connaissance peut donner la clef de ces natures si peu pénétrables, et dont la mise en œuvre peut faciliter si largement leur développement, c'est le dernier des soucis. On a tiré de l'écorce tout ce qui pouvait s'adapter au métier; quant à la sève capable de donner la vie au mécanisme ainsi agencé, on n'a pas été jusqu'à elle. On a soigneusement étudié l'outil: le canon, le fusil, le cheval; et le moins possible l'ouvrier, par qui seul pourtant vaudra l'outil. Cela est si vrai que dans la cavalerie, par exemple, il est extrêmement bien porté de connaître beaucoup mieux ses chevaux que ses hommes; nous pourrions citer nominativement nombre de jeunes officiers qui se piquent (et en cela il faut grandement les louer) de connaître à fond les trente-cinq chevaux dont ils ont la direction, les moindres particularités de leur nature, de leur tempérament, de leurs origines, de leur caractère, mais semblent tout fiers d'ajouter ensuite : « Quant à mes hommes, je ne puis pas retenir leurs noms, c'est un genre de mémoire qui me manque. » Et, s'il ne s'agissait que des noms! Mais, allez leur demander de vous donner sur ces hommes, sans même les nommer, à la vue, le dixième des renseignemens qu'ils vous ont donnés sur leurs montures, et vous verrez ce que vous en tirerez, à moins qu'ils ne concluent par un : « Du reste, ce sont des brutes, » qui coupe court à tout. Et, ce qu'il faut proclamer, c'est que cette ignorance ne résulte pas, comme ils affectent de le dire et voudraient le faire croire, d'une structure spéciale de leurs cerveaux favorable aux notions et aux images hippiques et rebelle aux notions et aux images humaines, mais bien de ce que tous leurs regards, toutes leurs observations, tous leurs soins, tout leur intérêt en un mot, sont pour les uns et non pour les autres. Loin de nous la pensée de les détourner d'une étude si consciencieuse et si approfondie de leur outil professionnel, mais, pour Dieu, qu'ils songent d'abord que, s'ils n'ont avant tout formé le moral de l'ouvrier et conquis son cœur, ils auront peut-être bien grand'peine à main-

tenir ferme sous le feu, face au danger, ce soldat de *deux ans de service*, quelque complète d'ailleurs que soit son instruction professionnelle.

Non, ces hommes ne sont pas des *brutes,* et les Français moins que tous autres : mais ce sont souvent des timides et des méfians ; la cordialité les ouvre, la brusquerie les referme. Ils aiment qui les aime. Il suffit d'avoir été mêlé plus intimement, par la force des circonstances, à ces braves gens, aux grandes manœuvres, en colonne, au bivouac, pour savoir quelle capacité de dévoûment ils renferment, de quelle sollicitude affectueuse ils entourent l'officier qui a gagné leur confiance, quelle gratitude ils lui témoignent non en paroles, mais en regards et en faits, s'ils le voient partager sans atténuation leurs privations et leurs fatigues.

Ce résultat, dès la vie de garnison, on peut l'atteindre.

L'essentiel est de connaître parfaitement les hommes dont on a charge : nous savons tel officier qui dès l'arrivée d'un contingent commençait une véritable enquête sur ses recrues, profitant des relations qu'il pouvait avoir au centre de leur recrutement, écrivant dans les localités, s'informant de leurs familles, de leurs antécédens, de leurs aptitudes, de leurs ambitions. Avant même d'avoir parlé à aucun d'eux, ce travail souterrain, pour ainsi dire, lui avait donné une première notion de leur physionomie morale : les occasions d'entrer en relations s'offraient ensuite d'elles-mêmes ; les temps de repos pendant la manœuvre, si avantageusement employés à cette communication individuelle, au lieu de se passer en bavardages entre collègues ou en temps de galop sur la piste voisine ; — les marches ; — dans la cavalerie les longues heures de pansage, que maudissent les officiers et qu'il est si facile d'utiliser en s'occupant d'un homme tour à tour sans interrompre sa besogne ; — les repas, où l'officier peut venir témoigner de l'intérêt qu'il prend au bien-être matériel de sa troupe. Et tant d'autres circonstances qu'il est impossible de préciser, et même d'énumérer, mais que le cœur, l'expérience, l'observation suggéreront facilement et qui différeront d'homme à homme, de tempérament à tempérament : les règlemens modernes ont bien su préconiser dans la mesure la plus large *l'instruction individuelle ;* qu'on s'inspire de leur esprit en la complétant par *l'éducation individuelle.*

En témoignant à ses hommes cette sollicitude, en leur prouvant l'intérêt personnel qu'il leur porte, non par des discours, mais par des preuves directes tirées de la connaissance de leur personne et de leurs intérêts, l'officier acquiert forcément leur affection et leur confiance ; il est, de plus, merveilleusement préparé, et c'est essentiel, à son rôle permanent de *justicier.* Que de révoltes, de rancunes, de fautes graves engageant parfois la vie entière, résultent

d'une première punition infligée injustement ou à la légère, à défaut, presque toujours, d'une connaissance suffisante de l'individu qu'elle frappe!

Mais, plus encore qu'un justicier, l'officier est un arbitre; un arbitre entre le soldat et le sous-officier : le plus souvent le simple soldat ne l'aime ni le déteste : il l'ignore, il le voit de loin, de bas, et ce qu'il perçoit seulement, c'est l'action directe des gradés inférieurs. C'est pour apprécier, modérer, régler l'action de ces agens, investis en France d'une autorité réglementaire plus grande que partout ailleurs, et si souvent sujets à caution, que la connaissance directe de ses hommes est indispensable à l'officier, tandis que, bien fréquemment, il ne les voit que par les yeux de ses sous-officiers dont il est trop disposé à accepter le verdict sans contrôle.

Pour que l'action que nous préconisons soit efficace, on comprend de reste combien il importe *avant tout* d'en faire saisir la portée aux sous-officiers et de les y associer d'une manière absolue. Par le fait seul que ce sont eux que le soldat voit le plus et de plus près, toute la bonne volonté apportée par l'officier dans sa mission restera stérile s'ils s'inspirent dans l'exercice de leurs fonctions d'un esprit contraire de sécheresse, d'immoralité et d'injustice : c'est dans ce milieu intermédiaire qu'ont pu s'accomplir les dénis de justice, les faits d'exploitation dont on a certes exagéré le caractère général, mais qui, si rares qu'ils doivent être, suffisent pour expliquer les résultats médiocres du service militaire au point de vue social. Des publications récentes ont pu grouper avec mauvaise foi des faits isolés : il n'en reste pas moins qu'il y a mieux à faire que de se borner à crier au scandale et à réclamer bruyamment une répression, c'est de se donner la peine de faire son enquête personnelle comme nous l'avons fait nous-mêmes, de constater le fond de vérité qui repose sous ces développemens littéraires, de se mettre la main sur la conscience, d'être sincère avec soi et de se demander quelle part de responsabilité notre indifférence et notre incurie peuvent nous laisser dans une situation trop réelle. Ayons donc une bonne fois le courage de voir la vérité quelle qu'elle soit, et au lieu de nous rendormir, le bruit étouffé, dans un optimisme de convention, mettons-nous à l'œuvre et commençons par nos sous-officiers. Que leur choix soit le premier de nos soucis. Le nombre croissant des rengagemens laisse le temps de s'occuper d'eux : le recrutement actuel donne des élémens tels que nous n'en avons jamais eus; dégageons ce choix des considérations étrangères qui en décident encore trop souvent, et puis, appliquons-nous de tout notre cœur à leur formation, à leur éducation. Ils existent, à l'arrivée au corps, les jeunes gens généreux, au cœur chaud, à l'esprit ouvert; il s'agit de ne pas les stériliser pour jamais dans

leur premier mois de service par un régime à rebours, il s'agit de les deviner, et, une fois élus, de les associer résolument, franchement, à l'œuvre du salut social par l'armée.

Il serait facile de détailler davantage le côté technique de cette double action sur les sous-officiers d'abord, et, par eux et avec eux, sur les hommes de troupe ; mais ce développement, d'un caractère professionnel, sortirait de notre cadre : il doit suffire d'avoir signalé la voie.

Indiquons seulement les conséquences qui, à notre sens, résulteraient de l'action de l'officier ainsi comprise et exercée.

Chez le soldat : *au point de vue social*, pacification des esprits soumis à ce régime, rendus plus réfractaires aux excitations de la haine de classes. Aujourd'hui déjà, revenus au pays, les soldats, dont l'officier a gagné la confiance et l'estime, restent volontiers en relations avec lui, nous en avons le témoignage, et ne manquent jamais de protester en ce qui le concerne contre les accusations dont les orateurs de cabaret accablent la corporation tout entière et avec elle le bourgeois, le patron, parmi lesquels elle est censée se recruter. Que ces exceptions se généralisent, qu'elles deviennent la règle, que le soldat, c'est-à-dire le peuple tout entier, ne rapporte du temps de son service que le souvenir d'une autorité bienfaisante, juste et respectable, et les accusations de ce genre seront sans crédit, les publications hostiles sans portée.

Au point de vue militaire, il nous semble ressortir suffisamment de ce qui précède que cette prise morale de la troupe est devenue une nécessité moderne. De la brièveté du temps de service et de l'espacement croissant des guerres, il résulte que, lors de la prochaine lutte, tout soldat verra le feu pour la première fois. Et quel feu ! — Le feu le plus meurtrier lancé d'une distance inconnue par une main invisible, — la guerre la plus terrible sans aguerrissement préparatoire. — Ah ! devant une telle violence faite à tous les instincts naturels, l'instruction professionnelle, la discipline matérielle, les moyens répressifs feront triste figure si l'officier n'a pas d'autre secret au service de son autorité et si son regard, sa parole, son cœur n'ont pas su, dès le premier jour de leur rencontre, trouver le chemin de ces yeux, de ces oreilles, de ces cœurs d'enfans soumis brusquement à l'horreur d'une telle épreuve.

Chez l'officier, c'est, dès la paix, qui est en somme devenue l'état normal, l'introduction dans sa vie d'un élément du plus haut, du plus passionnant intérêt. Convenons-en ; l'officier ne se bat plus, pas plus souvent du moins que tout autre citoyen, une ou deux fois dans sa carrière, et c'est tout. Si donc l'on s'en tient à la vieille notion (et nous en sommes encore imbus) de l'état militaire

entendu comme synonyme d'état guerrier, la condition actuelle d'officier ne serait qu'une anomalie et justifierait pleinement l'état d'esprit de toute cette jeunesse qui maudit aujourd'hui l'inaction forcée, la paix prolongée, l'arrêt complet de l'avancement, et n'a pas assez d'anathèmes contre la vie de garnison, sa monotonie, sa routine, sa stérilité. Envisager au contraire le rôle de l'officier sous cet aspect nouveau d'agent social, appelé par la confiance de la patrie moins encore à préparer pour la lutte les bras de tous ses enfans qu'à discipliner leurs esprits, à former leurs âmes, à tremper leurs cœurs, n'est-ce pas, loin de l'amoindrir, l'élever dans les plus vastes proportions, le faire presque plus grand dans la paix que dans la guerre, et proposer à son activité l'objet le plus digne de l'enflammer?

III.

L'opportunité et le caractère de cette action sociale admis, comment en faire pénétrer l'idée dans le corps d'officiers?

Par la base, croyons-nous, plutôt que par le sommet : par une action d'ensemble sur les officiers et soldats à venir, dans les écoles militaires, et dans l'éducation, plutôt que par prosélytisme auprès des officiers actuels.

Ce n'est pas à dire que, parmi eux et dans tous les grades, il n'y ait pas des individualités gagnées à cette idée : nous en connaissons et beaucoup. Mais elles ne sont pas, tant s'en faut, la majorité et restent d'ailleurs retenues par des habitudes, des timidités, mille liens qui les empêchent de frayer une voie nouvelle. Du reste, les hommes qui font partie d'une organisation ancienne, dont la transformation s'est accomplie pendant le cours de leur carrière, sont mal placés pour juger de la nature et de la portée de cette transformation. Parce qu'ils ont gardé le même habit, le même idiome, la même routine, il leur semble que rien n'ait changé : ils sont disposés à traiter de *décadence* ce qui est *évolution*, à comparer des choses qui ne sont pas comparables et à se placer, pour juger d'un présent qui contient des germes inconnus, au point de vue d'un passé irrémédiablement mort. — Prendre son parti de l'abandon du « vieux bateau » sur lequel on a fait sa première traversée et dont on porte encore l'enseigne, pour se mettre énergiquement, avec les jeunes, à la construction du bâtiment, aux engins inconnus de votre jeunesse, qui portera les générations nouvelles, qu'y a-t-il de plus rare et de plus difficile?

Nous autres, anciens, nous sommes mal disposés à juger la nouvelle armée avec équité. L'ancienne, avec ses vieux cadres, sa longue durée de service, marchait pour ainsi dire toute seule :

dans la nouvelle, l'instruction de la troupe si rapidement menée, la tâche de l'officier forcé de suppléer des cadres insuffisans, se sont singulièrement compliquées et nous apportent un surcroît de peine, de fatigues et d'études qui ne nous porte pas à l'indulgence. Et puis, aux anciens, qu'on aille donc parler de ce rôle de l'officier plus grand en paix qu'en guerre : s'ils sont, voilà trente ans, entrés au service, c'était pour batailler ; le reste, c'est de la « littérature. » Il n'y a guère de ce côté que des coups de boutoir à recevoir, et, mon Dieu, nous nous en consolerons, car ceux qu'il importe de convaincre, ce sont ceux-là surtout dont le grade comporte le contact direct et journalier avec le soldat, les capitaines, les lieutenans : les jeunes officiers d'aujourd'hui et plus encore les jeunes officiers de demain.

C'est à ce point que nous en voulions venir : que c'est moins dans l'armée qu'il faut agir qu'au seuil de l'armée, dans les écoles militaires, dans les écoles préparatoires, dans les collèges, dans l'éducation.

De ce côté, tout reste à faire. Dans les écoles militaires notamment, le côté moral du rôle de l'officier ne tient aucune place. L'homme de troupe qu'on présente aux élèves est un automate ; on le place à droite, à gauche, on le fait marcher, on le fait arrêter, on l'habille, on l'arme, on le plante sur un cheval ; quant à son moral, s'il en est incidemment tenu compte, c'est à titre de facteur d'erreurs probables dans l'emploi des instrumens. Tout est au métier, au côté technique, à la science. C'est dans cet ordre d'idées que sont choisis généralement les officiers instructeurs : on consulte leurs numéros de sortie, leurs notes professionnelles, lorsqu'on ne se contente pas de leurs convenances personnelles ; quant à leur aptitude à développer, chez la jeunesse qui va leur être confiée, les plus nobles qualités du chef, c'est ce qu'on examine en dernier lieu : que néanmoins elle se rencontre souvent, c'est possible, certain même, mais assurément le fait du hasard.

Il est vrai que si, dès l'école, on donnait une trop haute idée de la mission de l'officier de troupe, peut-être la vogue actuelle de l'état-major en souffrirait-elle un peu. Eh ! mon Dieu ! quand, de vingt à trente ans, les meilleurs donneraient le meilleur d'eux-mêmes à la formation de leurs hommes au lieu de courir à travers des examens ininterrompus à la conquête du bouton de mandarin, y aurait-il si grand mal !

C'est là, dans l'ordre militaire, que doit se porter tout l'effort, et le plus sûr moyen qu'il puisse y en avoir, c'est que le choix du personnel des écoles s'inspire d'un esprit tout nouveau. Aux officiers qu'on y appelle, qu'il soit demandé, avant tout, d'être des convaincus et des persuasifs, osons dire le mot, des apôtres,

doués au plus haut point de la faculté d'allumer le « feu sacré » dans les jeunes âmes : ces âmes de vingt ans prêtes pour les impressions profondes, qu'une étincelle peut enflammer pour la vie, mais qu'aussi le scepticisme des premiers chefs rencontrés peut refroidir pour jamais. C'est, dans l'armée, un fait constaté que l'officier garde toute sa vie l'empreinte ineffaçable de ses premiers instructeurs de l'école, et qu'on reconnaît à travers les grades les générations formées par tel ou tel.

Et si, des instructeurs subalternes, on remonte aux chefs des grandes écoles militaires, combien leur choix ne doit-il pas davantage s'inspirer de cet esprit! Mais les choisir ne suffit pas : la condition première de l'efficacité de leur action, toute d'expérience et de durée, est de donner à leurs fonctions une stabilité qu'elles n'ont pas. Les déplacemens auxquels ils sont soumis résultent, le plus souvent, de l'avancement que comporte leur mérite. Pourquoi donc, une fois leur aptitude à la fonction reconnue, ne pas les faire avancer sur place et jusqu'aux grades les plus élevés? Y a-t-il un homme qui exerce sur l'âme de l'armée une action, latente peut-être, mais plus profonde, que celui qui crée chaque année les centaines d'officiers nécessaires aux contingens actuels, et y a-t-il des récompenses trop grandes pour celui qui réussit à une telle tâche? Ne saurait-on même concevoir, pour le chef qui aurait ainsi donné, dans la direction d'une des plus grandes écoles militaires, des preuves éclatantes de ses aptitudes, la création d'une sorte de « grande maîtrise » des écoles militaires? Restant en dehors des questions didactiques, il serait avant tout l'arbitre du choix et de l'emploi du personnel, qu'il connaîtrait de longue date et sur l'esprit duquel il exercerait une action et un contrôle incessans. Après celles du chef d'état-major général, ses fonctions ne seraient-elles pas les plus hautes de l'armée? Nous ne voulons qu'indiquer l'idée, elle comporte d'autres études et d'autres développemens.

Mais combien, dans les écoles militaires, la tâche des instructeurs ne serait-elle pas facilitée si, dès avant l'entrée au service, hors de l'armée, l'idée de la mission sociale de l'officier avait été déposée en germe dans l'éducation!

Et nous voici revenus à notre point de départ. Nous invoquions le témoignage des plus éminens parmi ceux qui ont l'oreille de la jeunesse : c'est à eux que nous faisons appel, et à tous ceux qui, à leur exemple, au lieu de s'attarder en des regrets stériles, ont l'œil largement ouvert sur l'avenir et cherchent, chacun suivant son esprit propre, à en interpréter les inéluctables nécessités; à tous ceux, parens ou maîtres, qui, par profession ou par vocation, ont charge d'une parcelle de l'éducation nationale.

Notre vœu, c'est que, dans toute *éducation*, vous introduisiez le

facteur de cette idée nouvelle qu'à l'obligation *légale* du service militaire correspond l'obligation *morale* de lui faire produire les conséquences les plus salutaires au point de vue social. Certes, la guerre est un terrible mal; mais si longtemps que les événemens, une situation qu'aucun de nous ne songe à répudier, nous condamneront à nous y tenir constamment préparés sous la forme moderne du service universel, l'essentiel est de tirer de ce mal le plus grand bien possible.

Aux officiers de demain, dites que, s'ils ont placé leur idéal dans une carrière de guerres et d'aventures, ce n'est pas chez nous qu'il faut le poursuivre; ils ne l'y trouveront plus : arrachez-leur cette illusion avant les déceptions tardives. Mais donnez-leur cette conception féconde du rôle moderne de l'officier devenu l'éducateur de la nation entière.

Aux autres, aux privilégiés, aux cultivés de tout ordre, voués à d'autres carrières, mais tous simples soldats de demain, montrez que, bien loin de maudire cette épreuve qui les arrache à leurs études, à leurs habitudes, à leurs goûts, et devant laquelle les plus modérés n'ont guère eu jusqu'ici que le mot de résignation, il leur convient de bénir cette occasion précieuse de se mêler intimement au peuple, d'éprouver leur trempe à ce rude contact et de jeter dans ce microcosme qu'est toute « unité » militaire les semences fécondes de la solidarité, de la réconciliation, de l'effort en commun.

L'épiscopat catholique ne s'y est pas trompé, et ses exhortations récentes aux séminaristes appelés sous les drapeaux sont unanimement pénétrées de l'espoir que leur séjour à la chambrée, s'ils en acceptent gaîment les nécessités les plus rudes, les plus grossières en apparence, sera profitable aux idées qu'ils servent.

A son exemple, enflammez les jeunes hommes dont vous avez charge « à cette heure propice où, regardant vers la vie, ils s'y font précéder par des projets et par des rêves (1), » en leur montrant dans le service obligatoire, non plus la corvée brutale et stérile, mais le plus vaste champ d'action sociale.

Apprenez-leur aussi que sur les ruines des hiérarchies disparues, la nécessité sociale de la discipline, du respect et de l'abnégation ne cessera pas d'être, — et que l'armée sera toujours la meilleure, sinon la seule école, où s'apprendront ces vertus.

Tout professeur de collège, aujourd'hui, a la certitude que si, parmi ses élèves, il ne se trouve pas nécessairement de futurs ingénieurs, de futurs médecins, il s'y trouve du moins de futurs

(1) E. Lavisse, *Discours aux étudians en Sorbonne du 3 novembre 1887.*

officiers, de futurs sous-officiers, et que tous seront soldats. Il n'aura donc pas, à coup sûr, fait besogne inutile, s'il a profité de toutes les occasions pour inculquer à ces jeunes âmes l'esprit militaire, envisagé sous les aspects nouveaux que nous avons tenté de présenter. Et il nous semble que ce sera toute une révolution ; car il ne s'agit plus ici de bataillons scolaires, loin de là, et nous croyons que rien n'est plus funeste que la confusion qui a été faite, de ce côté, entre la forme et le fond, entre la *lettre* de la profession des armes, si facilement et si rapidement apprise et, partant, si inutile à enseigner d'avance, et *l'esprit* de cette profession, tel que nous voudrions avoir réussi à le faire entendre. — Cette distinction, M. J.-J. Weiss, visitant il y a quelques années une école de cadets allemande, l'avait bien justement observée : « Ce qui est l'objet propre de l'école, remarquait-il (1), ce n'est pas, comme on pourrait le croire, d'enseigner aux cadets la technique, même simplement rudimentaire du métier de soldat, c'est de bien pénétrer l'éducation civile qu'on leur donne, l'instruction générale littéraire et scientifique qu'ils reçoivent, de la pensée spéciale qu'ils auront l'honneur de passer leur vie, sous les armes, au service de la patrie ;.. c'est de développer chez eux l'esprit militaire et l'esprit officier en même temps et par la même méthode graduelle que l'esprit des lettres et l'esprit des sciences. A Paris et dans nos départemens, on voit maintenant les élèves des écoles primaires défiler et évoluer par les rues, l'arme sur l'épaule. A O***, parmi ces adolescens qui contiennent dans leurs rangs de futurs colonels, de futurs généraux de brigade et de division, de futurs commandans d'armée, on ne trouverait pas un seul fusil, même de bois. »

Chez nous, où il n'existe pas d'établissemens spéciaux de cet ordre, tout collège est aujourd'hui, dans quelque mesure, une « école de cadets, » et tout maître peut avec profit s'inspirer de la figure si attachante et si suggestive du capitaine baron Von D***, que M. Weiss nous présente quelques pages plus loin (2).

Nous n'insisterons pas. Nous ne pouvons entrer ici dans le détail des moyens d'application. Les développemens qu'ils comportent demandent d'autres études. Elles viendront en leur temps.

Pourtant, si l'on nous a compris, nous voudrions, dès maintenant, en toutes les circonstances où l'on parle de haut à la jeunesse assemblée, aux solennités scolaires, dans les institutions de l'État comme dans les établissemens libres, recueillir l'écho de ces idées, entendre proclamer la portée, jusqu'ici insuffisamment com-

(1) J.-J. Weiss, *Au pays du Rhin*, p. 189 ; Charpentier, 1886.
(2) *Ibid.*, p. 199.

prise, du grand fait nouveau qui étend son ombre inquiétante sur la jeunesse de vingt ans : le service universel.

Nous voudrions que les voix les plus hautes, à la Sorbonne, à l'École normale, fissent entendre les paroles fécondes qui, se répandant à travers le corps enseignant jusqu'au plus humble maître d'école, porteraient partout cette conviction que l'obligation du service militaire, au lieu de se présenter comme un arrêt déplorable dans le développement commencé, doit devenir le complément salutaire et fécond de toute éducation.

En ce temps et en ce pays divisés, n'y a-t-il pas là, du moins, un vaste terrain où peuvent s'efforcer en commun, sans acception de confessions religieuses, d'écoles philosophiques, ni de partis politiques, tous ceux qui ont le même amour de la patrie, le même souci de ses destinées, la même lassitude des formules, le même sentiment des devoirs sociaux imposés par une culture privilégiée?

Nous le croyons fermement. — Puissions-nous faire partager cette conviction aux lecteurs de cette modeste esquisse qui se ramène, en somme, à quelques traits :

Le service obligatoire, strictement appliqué en faisant passer toute la nation par les mains de l'officier, a grandi dans la mesure la plus large son rôle d'éducateur.

La préparation du corps d'officiers à ce rôle, sa formation morale, intéressent donc la société tout entière.

Ce corps, par son recrutement, sa culture, est parfaitement apte à remplir ce rôle.

Il ne le remplit qu'imparfaitement, parce que, s'il y est apte, il n'y est nullement préparé, et que l'idée de sa mission sociale ne tient presque aucune place, ni dans son éducation, ni dans l'exercice de sa profession.

C'est cette idée qu'il est urgent de répandre, et tout d'abord chez les guides naturels de la jeunesse, chez tous les éducateurs de profession, afin qu'en imprégnant fortement les générations à venir, ils amènent les jeunes officiers à participer, dans la large mesure qui leur revient, au mouvement général qui porte la jeunesse éclairée à mieux comprendre le rôle social réservé à son activité dans l'évolution de la société moderne.

***

REVUE DRAMATIQUE

Théâtre du Vaudeville : *Liliane*, pièce en 3 actes, de MM. Champsaur et Lacour. — Théâtre du Gymnase : *Musotte*, comédie en 3 actes, de MM. Guy de Maupassant et Jacques Normand. — Théâtre de l'Odéon : *Passionnément*, comédie en 4 actes, de M. Albert Delpit. — Théâtre-Libre : *la Meule*, comédie en 4 actes, de M. G. Lecomte.

Liliane, le soir où nous l'avons entendue, n'a pris les spectateurs qu'à moitié, et encore ! Elle a paru plus d'une fois les déconcerter. C'est, je crois, qu'ils ne se sentaient pas entre des mains assez fortes, assez adroites, assez célèbres aussi. Le public a manqué de confiance d'abord, d'indulgence ensuite. Il a bronché dès le premier caillou, dès la moindre ornière d'un chemin sans doute inégal, mais où, somme toute, il eût pu marcher de meilleure grâce. Il passe chaque jour par de bien autres routes, et sans tant de façons.

M. Lemaître prépare, dit-on, pour le Théâtre-Français, une comédie intitulée : *Mariage blanc*. Celle-ci pourrait s'appeler : *Mariage riche*. Un jeune homme aussi intelligent et ambitieux que pauvre, Henri Rozal, a été présenté par un certain Giraud, homme d'affaires, nous allons voir de quelles affaires, dans le salon parisien de deux Américaines, mistress Flowers et sa nièce, miss Liliane, celle-ci trente fois millionnaire. Giraud, qui veut marier Liliane, a trouvé deux candidats aux dollars de la jeune fille : Rozal, et un certain gommeux sans importance. Dans cette négociation, l'intermédiaire (j'emploie un euphémisme) touchera une prime de 10 pour 100, soit trois millions. Les deux jeunes gens en ont donné leur parole et leur signature. Comme ils ne peuvent épouser tous deux, on tire au sort et Rozal est désigné. Tout irait bien ; mais Rozal malheureusement s'avise d'aimer sincère-

ment, et pour elle-même, Liliane, qui est un ange de douceur, de vaillance et de loyauté. L'épouser sans amour n'était qu'une affaire; l'aimant, cela devient une infamie. Rozal pourtant la commet. Il essaie longtemps de repousser un amour auquel il ne céderait qu'en déshonorant cet amour même; mais Liliane adore Rozal autant qu'elle est adorée de lui. Elle s'offre, se donne tout entière, et il a le triste courage de l'acheter.

Il l'emmène au bout de la France, vers le soleil et les fleurs, sur les rivages bleus où l'on va pour aimer ou pour mourir. Tous les deux passent là-bas une lune de miel un peu trop mêlée de politique. Rozal est devenu député; du haut de sa terrasse il fait au peuple des discours avancés, et sa jeune femme, fort sensible à ce genre d'exercices, ne craint pas de se comparer aux électeurs de son mari, parce qu'ils l'ont nommé, comme elle l'a choisi. La scène est plus qu'inutile; elle a semblé voisine du ridicule.

Rozal, dans la double ivresse de l'hymen et de la députation, avait oublié l'échéance. Giraud vient la lui rappeler. Il présente son billet et réclame son argent. Impossible à Rozal de cacher sa faute, ou seulement d'en retarder l'aveu. Il se confesse à la pauvre Liliane. Celle-ci, folle de douleur et de honte, tend au courtier d'amour un chèque de 3 millions, chasse Rozal, et reste seule à pleurer l'odieux trafic de son âme, sa tendresse vendue, et ses lèvres flétries de baisers qu'elle a payés de son or.

Quelques mois plus tard, nous la revoyons, cachée avec sa tante, dans une villa du bois de Boulogne, ayant encore à la bouche des paroles de rancune et de haine, mais déjà dans le cœur un secret et violent désir de réconciliation et d'amour. La fenêtre est ouverte sur une belle nuit de printemps, et, par une nuit pareille, vous devinez que Rozal va revenir. Voilà longtemps qu'il souffre et qu'il expie. Il est devenu un personnage politique, et, soit dit en passant, ce n'est pas ce genre de réhabilitation que j'aurais choisi pour mon héros. Enfin ! les auteurs paraissent avoir des goûts parlementaires et la religion de Gambetta. — Un ami de Rozal vient plaider, prier pour le coupable repentant. Lui-même, au dehors, attend que Liliane le rappelle ou le repousse. Elle refuse d'abord de le voir, mais à peine a-t-elle entendu s'éloigner la voiture, qu'elle court au balcon. Rozal, qui s'était caché dans le parc, bondit auprès d'elle, et, après quelques minutes incertaines, Liliane se jette au cou de son mari en lui criant éperdument : — « Oh oui ! tu as bien fait, tu as bien fait de venir ! »

On a trouvé, et sans injustice, cette fin trop rapide. Liliane tombe trop vite, et peut-être par des raisons trop matérielles ou physiques, dans les bras de Rozal. Il est vrai que le théâtre est dans la nécessité de brusquer les choses, mais pas à ce point. Non-seulement un romancier, mais un dramaturge d'un peu plus d'expérience,

eût ménagé mieux une solution qui s'imposait peut-être, mais qui voulait plus de préparation.

Si le dénoûment pèche par excès de hâte, l'exposition, au contraire, a paru traînante et obscure. On ne comprend pas assez vite quelles affaires se débattent entre ces jolis messieurs en habit rouge ou mauve. Quand on l'a compris, et ceci est plus grave, on ne s'explique pas comment ce Rozal, pour lequel, tout le temps de la pièce, les auteurs demandent notre indulgence, voire notre sympathie, comment, dis-je, Rozal a jamais pu s'associer à de pareilles vilenies et signer le pacte ignominieux. Enfin, et je touche à l'objection capitale, pourquoi, dès qu'il se sent vraiment et purement amoureux, amoureux désintéressé, pourquoi ne pas avouer immédiatement à Liliane le marché conclu et maintenant détesté? Le mouvement serait plus juste, la confession moins douloureuse et le pardon plus vraisemblable. Oui; mais alors plus de pièce, et vraiment, en dépit des critiques, de nos critiques même, ce serait dommage. Plus on pense à cette œuvre, faible par tant de côtés, plus elle fait penser à des choses fines, délicates, qui s'y trouvent exprimées ou sous-entendues.

Liliane, d'abord, montre la médiocrité, la platitude de tout mariage qui n'est pas mariage de tendresse, et puis, et surtout, l'antipathie réciproque, la haine essentielle et, je crois, irréconciliable, de l'argent et de l'amour. D'où viennent, dans *Liliane*, les fautes et les malheurs? De manquemens à l'amour. Or, chaque jour et de plus en plus, le monde y manque, à l'amour, à peu près comme y a manqué Rozal. Oh! à quelques millions près; mais qu'importe le prix, dès qu'il y a marché? En réalité, Rozal a-t-il acheté sa femme autrement que ne le fait le jeune duc ruiné qui paie ses nobles dettes avec une dot bourgeoise? Non. L'un escompte son avenir, l'autre liquide son passé, voilà tout. « Hélas! que j'en ai vu *vendre* de jeunes filles! » — Et, tenez, plus on songe à cette pièce, plus marquée on y trouve l'incompatibilité dont nous parlions entre l'argent et l'amour. C'est une honte pour Rozal d'avoir acheté la femme qu'il aime, surtout de ses deniers à elle; mais l'eût-il fait de ses deniers à lui, la honte, qui serait moindre, resterait une honte, pourtant. Supposons Rozal riche et payant Giraud de sa poche, Liliane sentirait encore l'outrage de ce trafic, et le reflet de l'or salirait encore son amour. Il aurait beau lui dire, le fiancé, le mari qui se serait ruiné pour elle : « Je t'ai payée de tout mon patrimoine, parce que je t'aimais, » elle lui répondrait : « L'amour ne paie ni ne se paie. » Quand le Christ a dit : « Nul ne peut servir deux maîtres, » l'un des deux était l'argent; l'autre, l'amour. L'amour n'est pas dans le commerce des hommes; c'est un don divin, et, comme toutes les autres libéralités de Dieu, un don gratuit.

Voilà ce que nous avons vu ou cru voir dans cette pièce; voilà pourquoi nous avons pris quelque agrément, non-seulement à l'entendre,

mais à nous en souvenir. Sans compter que l'interprétation est bonne : Mlle Brandès, qui garde et gardera, je crois, toujours une âpreté un peu rauque, a cependant pris dans la voix et le jeu quelque chose de plus doux, de plus souple et de plus fondu ; M. Candé plaît comme à l'ordinaire par un naturel plein de chaleur, et M. Dieudonné est un coquin du meilleur monde et du meilleur ton.

Le scénario de *Musotte* est fait avec beaucoup de naturel et de facilité ; la pièce n'est pas ennuyeuse, elle serait plutôt banale trop souvent et quelquefois un peu choquante. Elle offre le spectacle, toujours intéressant pour les personnes sensibles, d'une pauvre fille qui meurt sur une chaise longue, auprès d'un berceau. Mais elle nous montre aussi, et l'émotion de ce dénoûment est plus douteuse, un mari qui le soir de ses noces apporte à sa femme un petit enfant.

Vous connaissez le drame ; il est très simple ; un jeune peintre, Jean Martinel, vient de se marier ; vers minuit, au moment d'emmener sa femme, il est appelé d'urgence au chevet d'une pauvre fille, Musotte, son modèle et sa maîtresse de l'an dernier. Elle vient de mettre au monde un enfant et elle va mourir. L'enfant est le fils de Jean ; Musotte le jure, d'un serment solennel de moribonde ; elle le lui confie et meurt. Le jeune homme emporte son fils ; il avoue sa paternité à sa femme, qui reçoit l'enfant dans ses bras et promet d'être sa mère.

Le sera-t-elle en effet, et quelle mère ou quelle marâtre ? Sous ce devoir extraordinaire, inattendu, accepté de bonne foi et de grand cœur dans un élan de dévoûment et d'héroïsme, la jeune femme ne pliera-t-elle pas un jour, demain peut-être ? — On ne voit jamais le lendemain des pièces, et Chimène elle-même, depuis qu'elle a épousé Rodrigue, a dû plus d'une fois lui reprocher avec aigreur d'avoir tué son père. Mais laissons l'avenir. Le présent même, dans *Musotte*, ne nous satisfait qu'à moitié. La pièce est tirée, comme on sait, d'une nouvelle de M. de Maupassant : *l'Enfant*. Tirée, hélas ! en longueur. Quinze pages délayées en trois actes. Et alors toute l'essence du récit s'est pour ainsi dire étendue d'eau ; plus de parfum ni de saveur. Ce berceau porté près du lit nuptial, ce voisinage qui déplaît et qui choque, le romancier du moins nous l'impose vivement et par surprise. La nouvelle est si enlevée, que nous n'avons pas le temps de nous reconnaître, de nous refuser, de nous défendre seulement. Lisez plutôt la dernière page :

« Toutes les femmes furent debout d'un bond, et Berthe, la première, s'élança, malgré sa mère et ses tantes, enveloppée de son peignoir de nuit.

« Jacques, debout au milieu de la chambre, livide, haletant, tenait un enfant dans ses bras.

« Les quatre femmes se regardèrent effarées; mais Berthe, devenue soudain téméraire, le cœur crispé d'angoisse, courut à lui : « Qu'y a-t-il ? Dites, qu'y a-t-il ? »

« Il avait l'air fou; il répondit d'une voix saccadée : « Il y a... il y a... que j'ai un enfant et que la mère vient de mourir. » Et il présentait, dans ses mains inhabiles, le marmot hurlant.

« Berthe, sans dire un mot, saisit l'enfant, l'embrassa, l'étreignant contre elle; puis relevant sur son mari ses yeux pleins de larmes : « La mère est morte, dites-vous ? » — Il répondit : « Oui, tout de suite... dans mes bras... J'avais rompu depuis l'été... Je ne savais rien, moi... c'est le médecin qui m'a fait venir... »

« Alors Berthe murmura : « Eh bien ! nous l'élèverons, ce petit ! »

Au lieu de trancher ainsi la question, la pièce la dénoue longuement par un dernier acte qui, pour être, je crois, le plus intéressant, n'en demeure pas moins dissertant et raisonneur. On y plaide le pour et le contre, et de cette longue discussion nous sortons, en somme, plus inquiets que convaincus. Ils ont beau dire, le brave cousin Martinel, et le frère de la mariée, un gentil garçon d'esprit et de cœur : Jean, qui ne pouvait refuser à Musotte un dernier baiser, pouvait, devait peut-être revenir seul, avouer à sa femme cette suprême entrevue et sa paternité douloureuse, mais épargner à la pureté, à la première pudeur de l'amour conjugal, sinon le souvenir, au moins le témoignage vivant et criant, de l'illégitime amour.

Le second acte même, qui a fait répandre des torrens de larmes, ne nous a ému que d'une émotion assez banale et cent fois éprouvée. *La vie de bohème*, *la Dame aux camélias* nous ont jadis touché tout autant. Sans compter qu'il est toujours facile et trop peu littéraire d'agir sur les yeux et non sur les âmes. C'est par le spectacle que cette scène a réussi, beaucoup plus que par la pensée et la parole. Jean, Musotte elle-même, ne trouvent là rien à dire que de déjà dit. Elles expirent toutes ainsi, les pauvres mourantes de théâtre : mêmes souvenirs d'enfance et d'amour, même délire, même gaîté douloureuse, même lueur d'espérance quand elles se croient guéries, et quand elles veulent se lever pour vivre, elles retombent pour mourir. Ainsi finit Musotte, après tant d'autres.

Un peu banales aussi, malgré le contraste ou par le contraste même, artificiel et voulu, de leur indifférence ou de leur trivialité avec l'horreur du drame auquel elles sont mêlées, banales, dis-je, les figures accessoires et inutiles de la sage-femme, de la nourrice, du médecin cravaté de blanc qui vient assister une mourante pendant un entr'acte de l'Opéra. Inutile encore et médiocrement comique, certaine tante de la jeune femme, vieille fille de mauvais caractère et de bon cœur; je dis vieille fille, car elle fut mariée un an à peine et il y a bien longtemps.

On aurait pu espérer que la brave dame aiderait tout le monde à sortir d'embarras et qu'elle serait de quelque secours au dénoûment. Elle ne sert absolument à rien. Quand on a fondé comme elle un asile pour chiens abandonnés, on devrait bien se charger de recueillir et d'élever un pauvre petit diable d'arrière-neveu naturel.

Le style enfin de M. de Maupassant, ce style admirable partout ailleurs de concision, de force et d'éclat, semble s'être ici délayé, détendu, éteint. « Tu l'aimeras bien, notre pauvre petit; qu'il ait toujours un papa, puisque bientôt il n'aura plus de maman. » Voilà le ton, ou peu s'en faut; quelques mots seulement tranchent, çà et là, sur la pâleur du dialogue. Ce n'est pas de cette plume que d'ordinaire écrit l'écrivain de *l'Enfant*. Ouvrez plutôt le livre à la page de mort, et voyez :

« Impuissante à lever sa tête épuisée, elle tendait ses lèvres blanches dans un appel de baiser. Il approche sa bouche pour cueillir cette lamentable et suppliante caresse.

« Un peu calmée, elle murmure tout bas : « Apporte-le, que je voie si tu l'aimes. »

« Et il alla chercher l'enfant.

« Il le posa doucement sur le lit, entre eux, et le petit être cessa de pleurer. Elle murmura : « Ne bouge plus! » Et il ne remua plus. Il resta là, tenant en sa main brûlante cette main que secouaient des frissons d'agonie, comme il avait tenu tout à l'heure une autre main que crispaient des frissons d'amour. »

Si je ne m'arrêtais, je citerais la nouvelle tout entière. Lisez, relisez-la. Ou plutôt ne la lisez pas, si vous craignez de vous gâter par avance le plaisir du spectacle et de juger la pièce, comme nous, avec un peu de sévérité.

Musotte est bien jouée : Mlle Sisos y est touchante, dans un rôle où il était difficile de ne pas l'être; M. Noblet, spirituel, et, quand il le faut, ému; M. Duflos, meilleur encore que dans *l'Obstacle*. Le rôle de Mme Pasca est en dehors de son emploi, mais non pas au-dessus de son talent, et Mme Desclauzas a toujours dans la voix, la physionomie et le geste sa bonhomie effarouchée.

Quelques mots encore avant de finir. La comédie romanesque de M. Albert Delpit, pour laquelle, il faut bien le dire, le public ne s'est pas montré indulgent, n'est pourtant pas moins habilement construite que *Liliane*, et l'intrigue pas moins adroitement conduite. Comment et pourquoi la pièce n'a-t-elle pas retrouvé à l'Odéon le succès que continue d'avoir en librairie le roman dont elle est tirée? Le théâtre a de

ces surprises et le public de ces caprices! Sans doute les caractères ne sont pas assez expliqués, et les situations, parmi lesquelles il y en a deux ou trois neuves et ingénieuses, ne sont pas assez préparées. Retenons, cependant, la scène où les deux amoureux, trompés par l'étrangère, prennent bravement et spirituellement leur parti de leur déconvenue et deviennent amis en cessant d'être rivaux.

La critique peut signaler les erreurs de la fortune, elle ne peut les réparer. Il convient d'ajouter que l'interprétation, moins bonne et moins sûre qu'elle ne l'est ordinairement à l'Odéon, n'a pas laissé de nuire au succès de la pièce. *Passionnément* eût fourni une carrière plus longue si tous les acteurs eussent été dignes de M. Dumény.

Enfin, nous avons assisté, pour la première fois, à une représentation du Théâtre-Libre, et nous y avons pris un extrême intérêt. Rien de plus curieux que de voir un millier de personnes très comme il faut réunies dans l'attente et le désir, unanime autant qu'exclusif, de la polissonnerie et au besoin de l'obscénité. Deux ou trois heures durant, tout le monde est aux aguets; on épie les moindres répliques, le geste le plus anodin. Un grand lit à deux personnes et défait, placé à gauche de la scène, avait éveillé les plus légitimes espérances. Hélas! un instant seulement l'action a failli s'y concentrer, et aussitôt toute la gauche de la salle, qui ne voyait pas, s'est levée en masse, allongeant le cou. Il ne s'est rien passé, ou presque rien; nous le savons, nous qui étions à droite. La pièce représentée est de M. George Lecomte. Elle s'appelle *la Meule*. Quatre actes : un acte plein de talent, les trois autres pleins d'ordures. C'est l'histoire d'une femme qui fait épouser son amant à sa fille. Bien entendu, la jeune fille sait tout et le père aussi; sans cela, il n'y aurait pas de mérite. L'un et l'autre commencent par avoir quelques scrupules. Mais ceux de la petite tombent parce qu'elle a surpris sa mère dans les bras d'un second amant, ce qui la décide à se marier avec le premier; ceux du père, parce que le vieux monsieur (c'en est un) roule sur l'or. Et *la Meule*, c'est la société, responsable, à ce qu'il paraît, des malheurs de cette famille.

Tout cela est assez répugnant. Ce n'est pas très neuf, ni même très vrai. Le document, le fameux document est erroné. Le principal personnage, fort bien joué d'ailleurs par M. Antoine, est avocat à Lapalisse. Or, il n'y a pas de tribunal à Lapalisse, chef-lieu de l'arrondissement administratif. Le tribunal est à Cusset, près Vichy. Qu'on ne nous parle plus, après cela, de la vérité au théâtre, au Théâtre-Libre, du moins !

CAMILLE BELLAIGUE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 mars.

Un des plus tristes fléaux du temps, c'est qu'on ne peut pas se résoudre à rester dans la simple vérité et garder dans tout ce qu'on fait, dans tout ce qu'on dit, le sentiment de la proportion des choses; c'est l'exagération, le goût des excitations factices et de la mise en scène, la manie de tout grossir, de tout dénaturer, de se répandre en polémiques bruyantes, au risque de compromettre parfois les intérêts les plus sérieux. Par compensation du moins, — si c'est une compensation, — il reste avéré que le fléau ne sévit pas uniquement en France, que notre pays n'est pas le seul où l'on manque de sang-froid et de mesure.

C'est, en vérité, la seule impression qui puisse rester de tous ces incidens, heureusement aujourd'hui presque effacés, du dernier passage de l'impératrice d'Allemagne à Paris. Ce ne serait même pas la peine d'y revenir, si cette petite et importune aventure n'avait remis en pleine lumière deux ou trois faits, signes caractéristiques d'un état moral qui n'est certes pas sans danger. Le premier de ces faits, c'est qu'il peut dépendre de quelques esprits agités et brouillons, de susciter à tout propos, à l'occasion du passage d'une souveraine étrangère, les plus délicates affaires. On s'empare de quelques incidens, après tout insignifians, — même, si l'on veut, de quelque gaucherie ou de quelque fausse démarche, — on s'efforce de remuer quelque fibre généreuse, et l'on crée une apparence d'agitation qui ne sert à rien et ne répond à rien, qui n'est l'expression d'aucun mouvement réel d'opinion et n'est pas cependant sans péril. Le second fait, qui n'est pas moins sensible et moins inquiétant, c'est que le jour où se produit une de ces émotions artificielles, œuvre de quelques agitateurs sans responsabilité, les pouvoirs publics semblent craindre de se compromettre et se taisent, ou ne désavouent que tout bas des manifestations puériles. On n'ose rien dire, on laisse l'opinion sans guide et

sans garantie. Avec cela on se met à la merci de l'imprévu; on donne sans nécessité, sans profit, des prétextes à des récriminations, à d'iniques représailles, — et, comme il faut que quelqu'un paie, ce sont les malheureux Alsaciens-Lorrains qui ont subi les conséquences des derniers incidens par un surcroît de rigueurs dans leur condition intérieure. La Ligue des patriotes peut être satisfaite de ses nouveaux exploits : la dure réalité est pour l'Alsace-Lorraine! Voilà la moralité de ces campagnes d'excitations factices et de manifestations qui ne servent à rien, ni pour la France, ni pour l'Allemagne.

Le fait est qu'en dépit de ces nuages qui passeront encore une fois, s'ils ne sont déjà passés, tout semble rester à la paix, et que la France, pour sa part, a devant elle toute sorte d'affaires intérieures où sa fortune, sa politique, ses intérêts sont engagés, où elle aurait besoin d'une direction éclairée et ferme, qu'elle n'a pas toujours. Voici, en effet, le moment où s'ouvre un débat des plus graves sur le régime commercial du pays, où se prépare pour tout dire une vraie révolution économique. Le président de la commission des douanes, M. Méline, a déposé son rapport, — le manifeste de la politique nouvelle! — Des bataillons d'orateurs sont déjà en présence, et il est malheureusement assez visible qu'on entre dans cette discussion avec des idées presque arrêtées, avec l'intention de se servir, dans un intérêt de protection jalouse, de la liberté qu'on a reconquise par la dénonciation des traités de commerce. Qu'on veuille défendre l'agriculture, l'industrie, la production nationale, soit, il n'y a certes rien de plus simple, de plus avouable; ce n'est pas là la difficulté : ce qu'il y a de redoutable, c'est qu'il s'agit d'une campagne où, sous ce mot de protection, se cachent les intérêts les plus âpres et même des passions, où la politique, les finances, les conditions du travail sont en cause, et où l'on va un peu à l'aventure. Préoccupations fiscales, préoccupations industrielles, tout se mêle dans ce qu'il faut bien appeler une vaste entreprise de réaction économique contre la liberté commerciale relative des traités de 1860. La question est de savoir si cette politique de protection à outrance, qu'on va peut-être inaugurer, ne risque pas d'avoir des retentissemens profonds dans l'état social du pays, si elle est motivée par les nécessités de l'industrie ou par des nécessités financières, si on ne va pas au-devant des périls les plus sérieux pour les relations de la France, si le moment enfin est bien choisi.

Chose curieuse! on reprend aujourd'hui ce que M. Thiers a voulu faire il y a vingt ans déjà; mais il y a vingt ans M. Thiers s'inspirait d'un patriotisme désespéré et subissait une nécessité cruelle. On sortait d'une guerre effroyable qui avait coûté des milliards. On avait une indemnité colossale à payer, un état militaire à rétablir, les défenses françaises à reconstituer, d'immenses désastres à réparer. Il y avait à trouver 700 millions d'impôts, et alors, après avoir puisé à toutes les

sources, M. Thiers imaginait ses droits sur les matières premières. Tout protectionniste qu'il était, il n'allait pas jusqu'à imiter les États-Unis, jusqu'à demander comme eux aux douanes de quoi amortir une dette de 15 milliards : il demandait sous la forme de droits sur les matières premières 150 ou 180 millions, qui ne lui étaient même pas accordés. Il ne laissait pas moins accomplie, en quittant le pouvoir, l'œuvre merveilleuse du rétablissement des finances. Aujourd'hui la France a payé tous les impôts qui lui ont été demandés, tout ce qu'on a voulu, sans marchander. Elle a suffi à tout, à sa libération, à la réorganisation de ses forces, à la réparation de ses désastres, et même depuis, aux prodigalités d'une politique sans prévoyance. Ce qui pouvait paraître une nécessité, il y a vingt ans, ne serait plus désormais que du superflu, un moyen de suffire à de nouvelles dépenses de fantaisie ou à des expériences équivoques. Il n'y a donc aucune urgence financière.

Est-ce l'état même de l'industrie française qui impose la nécessité d'une défense plus énergique, de nouvelles mesures de protection? Est-ce que par hasard notre industrie a disparu ou tombe en ruine depuis 1860, même depuis vingt ans? Mais alors que signifie cette prospérité dont on ne cesse de se vanter? Comment la France a-t-elle pu suffire à tout avec des forces décroissantes, incessamment épuisées ou paralysées par une législation meurtrière? Par quel miracle compte-t-elle encore parmi les premières puissances, par la solidité de son crédit, par l'étendue de son commerce, par l'éclat de ses arts et de ses industries dans tous les concours du monde? Il faudrait en finir avec ces contradictions! Qu'il y ait eu, qu'il y ait encore pour l'industrie comme pour l'agriculture des crises partielles dues, les unes à des fléaux naturels, les autres à des causes multiples, indépendantes du régime douanier, cela se peut; c'est certainement d'une politique éclairée de chercher les moyens d'atténuer ces crises si on le peut. Encore doit-on tenir compte de tous les intérêts et se garder de tout ce qui peut provoquer de profondes et périlleuses perturbations économiques. Ne voit-on pas en ce moment même ce que produit le droit mis récemment sur les maïs étrangers? Il frappe de mort violente les distilleries de Bordeaux, de Marseille, une grande industrie perfectionnée qui représente un capital de près de 50 millions et occupait des milliers d'ouvriers, aujourd'hui sans travail. N'est-il pas, de plus, bien facile de prévoir que ce qu'on fera pour favoriser les producteurs, les industriels, sera nécessairement, fatalement payé par les consommateurs, c'est-à-dire par la masse nationale?

Cette politique de protection, si on n'y prend garde, peut certainement avoir des effets aussi dangereux qu'imprévus à l'intérieur; mais elle risque d'avoir des résultats plus graves encore peut-être pour les relations du pays. Un des plus singuliers phénomènes est cette espèce de candeur impétueuse et irréfléchie avec laquelle les

nouveaux protectionnistes de la commission des douanes poursuivent leur œuvre au pas de charge, sans regarder autour d'eux, comme s'ils n'avaient à compter avec rien, ni avec personne. Ils n'ont pas eu de repos qu'ils n'aient obtenu la dénonciation des traités de commerce. Ils se sont fait l'illusion que, sauf les tarifs dont ils prétendaient redevenir les maîtres absolus, les autres garanties, les autres avantages consacrés par les conventions commerciales resteraient entiers. Malheureusement ils n'ont pas vu qu'ils allaient au-devant de singuliers mécomptes. On a dénoncé les traités de tarifs qui nous liaient à d'autres pays : ces pays, à leur tour, se délient des engagemens de toute sorte qu'ils avaient avec nous. Les nations les plus voisines, celles avec qui nous avons les rapports les plus familiers, la Suisse, la Belgique, ont répondu en dénonçant toutes leurs conventions : de sorte qu'avant un an il peut ne rester plus rien des accords qui existaient sur le libre passage des marchandises françaises en Belgique, sur les patentes des voyageurs de commerce, sur la propriété artistique et littéraire. Nous pouvons être exposés à voir refleurir à nos portes une industrie louche et équivoque dont la suppression a coûté des années d'efforts et de négociations, — la contrefaçon, qui serait assurément un coup redoutable pour une des plus grandes industries françaises. Il y a, il est vrai, ce qu'on appelle l'union internationale de Berne, une sorte d'association formée pour la garantie collective de la propriété artistique et littéraire. La Belgique et la Suisse font partie de cette association avec l'Allemagne, la France, l'Angleterre, l'Italie, l'Espagne; mais on peut se délier de l'union de Berne comme de tout le reste, — et les Belges ne cachent pas, ils le déclaraient hier encore, qu'ils sont résolus à se servir de toutes leurs armes pour se défendre contre le protectionnisme français qui les menace. En d'autres termes, c'est la guerre des tarifs en perspective, une guerre d'intérêts qui ne peut avoir d'autre résultat que de réduire la France à un dangereux isolement commercial. Est-ce que maintenant la chambre, le parlement tout entier va suivre la commission des douanes jusqu'au bout dans cette voie de réaction économique qui nous ramène à un demi-siècle en arrière? Est-ce que le rôle du gouvernement n'est pas de prendre résolument position, d'engager s'il le faut sa responsabilité pour arrêter ce torrent, pour sauvegarder les intérêts de la France menacés par une politique visiblement excessive?

Le malheur est que la majorité de cette chambre ne sait pas trop ce qu'elle veut et que le gouvernement lui-même ne sait pas ou ne peut pas se décider à avoir une volonté, à prendre un parti, de peur de se compromettre. La protection est le mot magique qui fascine ces esprits troublés et aveuglés. On veut tout protéger sous la forme des tarifs ou sous toutes les formes de l'intervention de l'État, et un des plus singuliers spécimens de cet entraînement est certes cette affaire

qui s'est produite il y a quelques jours à peine, qui a été, comme on l'a dit, le prologue des débats sur le régime douanier. M. Méline, qui est devenu l'apôtre du protectionnisme, a imaginé de proposer une subvention de l'État, secours ou dégrèvement, pour les cultivateurs de blé qui ont souffert de l'hiver et sont obligés de renouveler leurs semences. Secourir ceux qui souffrent, c'est fort bien; mais pourquoi seulement les cultivateurs de blé? Alors a commencé le défilé de tous ceux qui ont souffert de la gelée dans leurs cultures : les propriétaires de plants d'olivier, les maraîchers, les cultivateurs de câpriers. Puis sont venues d'autres victimes éprouvées par les chômages de l'hiver et tout aussi intéressantes. Pour tout cela il faut de l'argent; M. Méline avait demandé 3 millions, on est allé jusqu'à 6 millions, qu'on trouvera où l'on pourra, — et si on est embarrassé pour les trouver, survient aussitôt un réformateur expéditif qui propose de les prendre sur les cotes supérieures de contributions. On n'est pas allé jusque-là, on n'a pas moins voté les 6 millions. Où s'arrêtera-t-on dans cette voie de subventions d'État et de protection universelle? Ce qu'il y a de plus caractéristique, cependant, ce n'est point encore ce défilé de chimères, c'est la discussion même où toutes ces motions ont été agitées. Le plus clair est que M. Méline, le grand protecteur de l'agriculture, a proposé son dégrèvement, que la commission du budget n'a pas osé refuser, et que le gouvernement, représenté par M. le ministre des finances, à son tour, n'a pas osé résister à la commission du budget!

Oh! M. le ministre des finances n'a pas cédé de bonne grâce, il a quelque peu maugréé contre l'idée de M. Méline; mais il a cédé, et sait-on pourquoi? Il a cédé parce que, derrière toutes ces propositions, derrière M. Méline, il a vu la masse rurale, c'est-à-dire électorale, le suffrage universel, — et ce qu'il y a de mieux, c'est qu'il l'a avoué! Il a fait sa confession, et il a fallu que des républicains comme M. Millerand, comme le caustique M. de Douville-Maillefeu, finissent par demander ce que c'était que ce régime parlementaire qu'on nous faisait, où était le gouvernement. Le gouvernement, il semble malheureusement n'être nulle part depuis quelque temps. S'il s'agit d'un de ces incidens qui peuvent mettre en jeu la dignité et même la sécurité du pays, il s'efface devant quelques brouillons; s'il s'agit du protectionnisme, il craint M. Méline; s'il s'agit d'engager les finances de l'État par des subventions indéfinies, il a peur de mécontenter le suffrage universel pour les élections. Le pays qu'on ne cesse d'invoquer cependant est moins déraisonnable et plus modeste dans ses vœux; il est plus facile à satisfaire, et tout ce qu'il demanderait, ce serait qu'on en finît avec toutes ces obscurités et ces faiblesses, qu'on lui assurât la seule protection dont il ait besoin, la protection d'une politique libérale, prévoyante, résolue à s'engager, quand il le faut pour ses intérêts les plus sérieux.

Quoique bien des événemens qui ont remué et transformé la vieille Europe depuis un siècle soient déjà lointains, ils semblent n'être encore que d'hier, tant ils ont laissé leur trace et leur influence dans les événemens d'aujourd'hui, tant ils réveillent l'intérêt et même parfois la passion des contemporains. C'est une histoire toujours vivante qui se compose des plus éclatantes vicissitudes de toutes les fortunes nationales et qu'on ne cesse d'interroger, comme pour garder un fil conducteur dans des crises qui continuent.

On a pu déjà l'étudier, ce passé d'hier, dans les récits de ceux qui en ont été les acteurs ou les témoins, dans les vastes correspondances de Napoléon, dans les mémoires de M. de Metternich. Il manquait encore un document essentiel et décisif, on le croyait du moins; il manquait le témoignage d'un homme, qui, entre tous, a eu le privilège de traverser de son pied-bot cinquante années sans broncher, de vivre au milieu des passions de son temps sans les partager, de servir tous les gouvernemens sans s'enchaîner à eux, de passer à côté de toutes les catastrophes sans en être atteint, et de mourir en paix à plus de quatre-vingts ans, dans l'éclat de sa renommée. M. de Talleyrand n'avait pas dit son mot! Il a été, il est vrai, à demi dévoilé depuis quelques années par une série de divulgations, par ses correspondances avec Napoléon aux plus beaux jours de l'empire, par ses lettres au roi Louis XVIII pendant le congrès de Vienne; mais il n'avait pas parlé lui-même, ou si l'on veut, il ne parlait qu'à la dérobée, par des lettres disputées au secret des archives. Il ne s'était pas expliqué directement jusqu'ici sur son siècle, sur sa propre destinée et sur son rôle public. Aussi habile dans l'art de soigner sa renommée que dans l'art de conduire sa vie, celui qui a traversé son temps le sceau sur les lèvres, a voulu jouer avec la postérité en lui faisant attendre ses révélations, en mettant des délais à l'apparition de ses *Mémoires*. Il s'est préparé de loin une sorte de rentrée en scène, à un moment qu'il croyait sans doute plus favorable. Il a peut-être mis trop d'apprêt dans ses arrangemens et il s'est exposé à irriter ou à fatiguer d'avance une curiosité devenue exigeante. Qu'arrive-t-il, en effet? Le jour où paraissent enfin ces fameux *Mémoires*, le premier mouvement ressemble à un mécompte : on est tenté de se demander si celui que Napoléon avait fait prince de Bénévent et qui reste dans l'histoire le prince de Talleyrand, n'avait rien de plus à dire, si c'est pour cela qu'il a fait attendre la postérité.

Est-ce donc que ces *Mémoires*, qui n'ont plus aujourd'hui de mystères, manquent d'intérêt? Ils sont, au contraire, singulièrement intéressans toutes les fois que l'auteur se donne la peine de faire sa toilette pour le public comme il la faisait pour le monde tous les matins, même ce matin de 1814, où il recevait, tout barbouillé de poudre, M. de Nesselrode, venant lui annoncer la visite de l'empereur Alexandre. M. de Talleyrand décrit, certes, avec autant de

charme que de finesse et son enfance, et son éducation, et les dernières années de la société française avant la Révolution. Il raconte avec une liberté piquante, trop piquante pour être juste, les scènes de l'entrevue d'Erfurt, et partout, dans toutes ces pages, même les plus insignifiantes, il y a des traits où se retrouve l'esprit supérieur; mais il est évident que ces *Mémoires*, composés et retouchés sous des régimes successifs, ne sont qu'une œuvre incomplète et décousue, sans lien et sans suite. Ils sont un document de plus; ils ne révèlent rien de bien nouveau ni sur la Révolution, ni sur l'Empire, ni sur l'homme qui, après avoir été mêlé à tout, reste un personnage à demi énigmatique.

Au fond, M. de Talleyrand, qui fut tour à tour abbé d'ancien régime, évêque relaps, député à l'assemblée constituante, ministre du Directoire, du Consulat, de l'Empire, du roi Louis XVIII, vice-grand-électeur, grand-chambellan, M. de Talleyrand a-t-il jamais été l'homme des gouvernemens qu'il a servis? Le vieux roué s'est prêté quelquefois, il ne s'est jamais donné sans réserve. C'est justement son originalité de s'être fait par une série de circonstances extraordinaires, par la souplesse de son esprit et par une complète indifférence morale, une situation telle qu'il a paru passer tout naturellement d'un régime à l'autre. Il tenait de sa naissance et de son éducation une aisance supérieure dans ses relations avec tous les pouvoirs. Il tenait des révolutions qu'il avait traversées une absence totale de scrupules. Il tenait de sa nature une indolence sceptique et un génie délié qui ont toujours fait sa force dans la complication et dans la précipitation des événemens. Il était fait pour rester jusqu'au bout une sorte de puissance indépendante, patiente et neutre, négociant perpétuellement avec la fortune, habile dans l'art des évolutions nécessaires ou utiles, on ne peut pas dire qu'il conspirait contre les gouvernemens qu'il servait; il ne conspirait pas, il se ressaisissait, il mesurait sa fidélité aux succès de ces gouvernemens, aux chances de durée qui paraissaient leur rester. C'est le secret de sa conduite avec l'empire et l'empereur, à qui il avait commencé par prodiguer un attachement plein d'effusions, un dévoûment passionné, — et dont il ne se détachait que par degré, à mesure qu'il croyait voir dans les excès de génie de Napoléon les premiers signes d'une inévitable catastrophe. Le point grave et délicat serait de savoir comment M. de Talleyrand réussissait à concilier dans son esprit ses devoirs de grand dignitaire, de ministre ou de vice-grand-électeur et ce rôle d'indépendant, de frondeur qu'il prenait de plus en plus dans l'empire à partir de 1807 : il ne s'en préoccupait pas, il trouvait cela tout simple!

Un de ses émules en diplomatie, M. de Metternich, parle, dans ses souvenirs, des conversations qu'il avait eues avec M. de Talleyrand après cette entrevue d'Erfurt, si spirituellement racontée dans les *Mémoires* qui paraissent aujourd'hui. Les confidences qu'il avait re-

cueillies ont un tel caractère de hardiesse qu'on pouvait croire à quelque exagération. Eh bien! non, M. de Metternich n'exagérait pas. M. de Talleyrand, dans le récit qu'il fait lui-même, prouve qu'au moment où il acceptait d'être l'agent direct, confidentiel de Napoléon, il suivait une politique toute contraire dans ses entretiens intimes avec l'empereur Alexandre et dans ses conversations avec l'ambassadeur d'Autriche. Il prouve aussi que, si Napoléon avait tort de s'emporter, de céder aux mouvemens d'une colère soupçonneuse, il ne se trompait pas tellement lorsqu'il faisait, en plein cercle des Tuileries, cette scène violente, humiliante, dont M. de Talleyrand se vengeait en disant : « Quel dommage qu'un si grand homme soit si mal élevé! » Ce qu'il y a de mieux, c'est que l'empereur, bien que désormais fort ébranlé dans sa confiance, ne gardait pas de longues, d'irréconciliables rancunes à son vice-grand-électeur, et que M. de Talleyrand, de son côté, ne laissait pas d'écrire bientôt à Napoléon, en pleine campagne d'Autriche, ces étonnantes paroles : « Votre gloire, sire, fait notre orgueil, mais votre vie fait notre existence... Tout éloigné que je sois de la scène de ses glorieuses entreprises, je n'existe pas moins par tous mes sentimens, par toutes mes pensées, dans le premier rang de vos serviteurs qui ont placé ce qu'ils attendent personnellement de considération, de gloire et de bonheur, dans l'accomplissement des grandes vues de Votre Majesté? » On n'en était encore, il est vrai, qu'en 1809, à la veille de Wagram, et la maison restait assez puissante pour que l'heure ne parût pas venue de la déserter tout à fait!

La souveraine habileté de M. de Talleyrand a été de ne jamais se presser, de savoir toujours attendre et tout ménager, de rester à la disposition des événemens et de s'arranger pour ne pas se confondre avec les gouvernemens qu'il servait, — surtout à l'heure de leur chute. Il a réussi, puisqu'il est mort après avoir été mêlé à toutes les affaires de son temps, après avoir épuisé les faveurs de la fortune, les honneurs, les dignités, et que, plus d'un demi-siècle après sa disparition, il occupe encore le monde de son nom. Assurément, dans cette longue vie, menée avec tant d'art au milieu des crises les plus compliquées, il y a de singulières lacunes morales, des incidens obscurs, des connivences, des capitulations, et, pour dire le mot, des corruptions que les *Mémoires* n'expliquent pas, qu'ils peuvent tout au plus déguiser; mais ce qu'il y a de certain aussi, ce qui fait que ce dernier des grands personnages d'autrefois réveille encore l'intérêt, c'est qu'il a été un des hommes les mieux doués, les plus clairvoyans, un des plus lucides praticiens des grandes affaires de l'Europe, et qu'il y a eu un jour où, représentant d'une nation vaincue, il s'est trouvé être l'arbitre des congrès. C'est ce moment de 1814, où, au lendemain de la défaite, M. de Talleyrand a eu le mot de la situation et a mis sa dextérité à servir la fortune de la France, — sans nuire à sa propre fortune.

Certes, depuis ces jours d'autrefois que rappellent les *Mémoires* de M. de Talleyrand, bien des choses ont changé en Europe. Ce que la diplomatie de 1815 avait fait, d'autres guerres, d'autres diplomates l'ont défait. Il n'en reste plus rien, ni en Allemagne, ni en Autriche, ni en Orient, ni en Italie, ni à notre frontière en Belgique. Non-seulement les rapports de puissance et de force ont changé entre les nations; mais, chez ces nations mêmes, les institutions, les conditions sociales, les intérêts se sont modifiés et se modifient chaque jour.

C'est un ordre nouveau, des plus compliqués, où la vie ne laisse pas d'être laborieuse pour tous, où la politique reste soumise à des oscillations singulières. Le plus simple incident, parfois, peut suffire, comme on vient de le voir à l'occasion de cette malencontreuse affaire du voyage de l'impératrice Victoria à Paris. Un incident, ce n'est pas même cela, puisque, tout compte fait, on ne voit rien de sérieux, rien de saisissable, puisque tout se réduit à une petite effervescence factice et disproportionnée, à un bruit éphémère de polémiques violentes. Il n'est pas moins vrai que, par une coïncidence curieuse, à ce voyage déjà presque oublié semble se rattacher une sorte de revirement de la politique à Berlin. Et ce revirement imprévu, il ne s'est pas seulement fait sentir d'une façon presque instantanée dans l'impétuosité acerbe avec laquelle on s'est hâté de révoquer quelques mesures récentes d'adoucissement dans le régime des passeports en Alsace-Lorraine; il est assez sensible, depuis quelques jours, dans l'ensemble de la politique intérieure à Berlin, dans les débats parlementaires, dans le langage du chancelier, peut-être dans les dispositions de l'empereur lui-même. Depuis quelque temps, — c'est un fait qui a retenti assez bruyamment en Europe, — l'esprit de Guillaume II semblait tourné tout entier vers les questions du travail et les réformes populaires, vers tout ce qui se rattache au mouvement socialiste contemporain. Il a témoigné, avec éclat, son intérêt pour les populations ouvrières et n'a pas dissimulé ses sympathies pour leurs souffrances, pour leurs revendications. Il a laissé tomber les lois d'exception contre les socialistes. Bref, il a mis son jeune orgueil à ouvrir le règne réformateur, et c'est là même une des causes ou un des prétextes de l'éclatante rupture accomplie, il y a un an maintenant, entre l'impatient souverain et le tout-puissant chancelier, relégué encore aujourd'hui dans la solitude.

Qu'est-il arrivé? L'empereur a-t-il perdu quelques illusions? S'est-il aperçu que malgré ses promesses, et ses programmes, et ses discours, et sa bonne volonté, il ne gagnait rien sur ces masses socialistes, si fortement organisées en Allemagne? Est-ce une nécessité de tactique pour rallier les conservateurs et obtenir les lois qu'on demande au parlement? Toujours est-il que le vent a changé à Berlin; l'orientation, comme on dit aujourd'hui, semble n'être plus la même, et le changement s'est surtout accentué, ces jours derniers, dans le langage du

nouveau chancelier, M. de Caprivi, à l'occasion des crédits militaires, de la prime de réengagement réclamée pour les sous-officiers de l'armée. M. de Caprivi, avec une franchise qui paraît un peu naïve, est allé droit au fait; il a déclaré tout simplement que, si les lois sociales méditées par l'empereur n'arrêtaient pas le mouvement révolutionnaire, il fallait s'attendre à une guerre ouverte, et que dans ce cas on avait besoin de sous-officiers solides, éprouvés, inaccessibles à l'esprit d'indiscipline qui entre aujourd'hui avec les jeunes recrues dans l'armée. Le chancelier entre en vérité dans de singuliers détails sur la guerre des rues, sur la difficulté de conduire des soldats au feu contre leurs concitoyens, sur la nécessité d'avoir des sous-officiers plus fermes encore pour cette guerre que pour faire campagne à l'extérieur. Bref, cela ressemble un peu à un manifeste belliqueux contre les socialistes dûment prévenus. Est-ce le signe d'un retour à la politique de réaction et de compression? Mais alors, c'est l'ancien chancelier qui triomphe, qui se trouve justifié dans ses prévisions, vengé par ses successeurs eux-mêmes. Et si, comme tout semble l'indiquer, M. de Bismarck, qui est aujourd'hui candidat dans un district du Hanovre, est élu député au Reichstag, la situation peut devenir étrange. Elle ne sera peut-être pas facile pour le grand disgracié de Friedrichsruhe, elle pourrait l'être encore moins pour le gouvernement lui-même. L'élection de Geestmunde n'est qu'une puérilité, une plaisanterie peu digne d'un homme d'un si grand passé, ou elle est une menace, un défi. M. Bismarck chef d'opposition, sortant de sa solitude pour aller défendre sa politique devant un parlement, lui qui s'est si souvent moqué des parlemens, — ce sera curieux à voir et à suivre!

Les représentations de la politique européenne varient avec les théâtres, et les affaires de l'Autriche ne sont pas pour le moment moins curieuses, moins laborieuses que les affaires d'Allemagne. Elles passent par une crise singulièrement compliquée, qui n'est encore aujourd'hui qu'une crise d'élections, qui sera demain une crise de parlement et peut devenir avant peu une crise de gouvernement. Le fait est que la situation commence à n'être plus commode ni pour le chef du cabinet, le comte Taaffe, qui après douze ans de pouvoir voit s'accumuler autour de lui toutes les difficultés, ni même peut-être pour l'empereur François-Joseph, qui aura en fin de compte à dénouer le vaste imbroglio électoral et parlementaire. Comment les choses se présentent-elles en définitive? Le comte Taaffe, en dissolvant récemment le Reichsrath et en précipitant les élections, a cédé évidemment ou a cru céder à une nécessité. Il a cru aussi, sans doute, dégager sa position vis-à-vis d'une partie de l'opinion, en procédant à la veille du scrutin à un remaniement partiel de son cabinet, en se séparant notamment d'un de ses collègues, le ministre des finances, M. Dunajewski, qui représentait l'élément slave. S'il y a eu quelque

calcul électoral dans ces essais de remaniement ministériel qui en préparaient peut-être d'autres, le résultat n'a pas répondu jusqu'ici aux vues du président du conseil, et les élections qui se succèdent depuis quelques jours ont tout l'air d'avoir été une vaste confusion où il y a tout ce qu'on voudra, hors une majorité pour le ministère, excepté une force de direction et de gouvernement.

Tout est compliqué en Autriche. Les élections ne ressemblent pas aux élections des autres pays. Elles se font par groupes d'intérêts, par collèges distincts : collège des villes, collège des campagnes, collège de la propriété, collège du commerce. De plus, ces élections ne se font pas le même jour. Elles ne sont même pas complètement finies ; elles sont cependant assez avancées pour qu'on puisse distinguer les principaux caractères et les résultats essentiels de cette lutte qui a été singulièrement passionnée, presque violente sur quelques points, et animée partout. D'une manière générale, le succès n'est pas visiblement pour les modérés de tous les partis. Les conservateurs plus ou moins cléricaux gardent toujours une grande force dans quelques-unes des provinces autrichiennes. Les libéraux ou centralistes allemands, sans être trop diminués, ont eu de la peine à maintenir leurs positions. L'antisémitisme fait de singuliers progrès et a eu des avantages particulièrement à Vienne, où l'un des élus les plus marquans est le prince Aloys Liechtenstein, grand seigneur autrefois clérical, aujourd'hui démocrate, à demi-socialiste et antisémite, qui est le héros populaire d'un des faubourgs de Vienne. L'antisémitisme a désormais son bruyant contingent au Reichsrath; mais l'incident le plus caractéristique, le plus grave de ces élections autrichiennes est certainement ce qui s'est passé en Bohême ; ici la volte-face est complète. Les jeunes Tchèques qui soutiennent depuis quelques années une lutte passionnée contre toute idée de transaction avec les Allemands contre le dernier compromis et qui n'étaient pas plus de huit ou dix, les jeunes Tchèques ont enlevé partout le succès. Les vieux Tchèques ont presque disparu. L'homme qui a servi avec le plus d'éloquence et de succès la cause de la Bohême depuis quarante ans, M. Rieger lui-même, est hors de combat. Il ne reste presque plus rien du parti, et avec les vieux Tchèques disparaît la principale fraction de la majorité sur laquelle le comte Taaffe a pu s'appuyer jusqu'ici au Reichsrath. En réalité, le président du conseil n'a plus que le choix des difficultés ou des impossibilités ; il n'a plus la majorité ; s'il se tourne vers les Allemands, il n'a qu'un appoint insuffisant et il risque de voir toutes les autres fractions s'allier aussitôt contre lui. Le comte Taaffe a depuis douze ans résolu bien des problèmes d'équilibre : il a devant lui le plus insoluble, et ce qu'il y a de curieux, c'est que s'il s'avoue vaincu, s'il disparaît, on ne voit pas bien qui le remplacerait aujourd'hui en Autriche.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

L'événement de la première quinzaine de mars est la chute de la Société de dépôts et de comptes courans. Il y a bien longtemps déjà que des bruits fâcheux couraient sur la situation de cette banque de dépôts. On la savait engagée dans de détestables affaires. Des procès étaient intervenus, impliquant la responsabilité des administrateurs de la Société; ils ont été successivement perdus.

Il y a quelques semaines, à la suite d'un jugement condamnant la Société à payer un certain nombre de millions à la faillite du Crédit viager, on avait parlé de l'imminence d'un appel de fonds sur les titres; mais ce bruit avait été officieusement démenti. Le 11 courant, cependant, on apprit tout à coup que la Société de dépôts, incapable de trouver dans ses propres ressources les moyens de faire face aux demandes, qui commençaient à être pressantes, de remboursement des dépôts, était obligée de faire appel au concours d'autrui.

On a vu alors se reproduire exactement les mêmes phases que lors de la déconfiture du Comptoir d'escompte, il y a deux ans, à Paris, et de la maison Baring, il y a quatre mois, à Londres : affluence de déposans au siège de la Société menacée; convocation d'urgence, au ministère des finances, des représentans des grands établissemens de crédit; invitation à la Banque de France d'avancer la totalité des fonds nécessaires, moyennant la remise de l'actif de la Société à sauver, et constitution d'un syndicat pour la garantie partielle de cette avance.

Dans la conjoncture actuelle, la Banque de France avance 60 millions, le syndicat garantit le recouvrement de cette somme jusqu'à concurrence de 15 millions. Il s'agit maintenant de savoir ce que vaut le portefeuille de la Société de dépôts, porté au dernier bilan (31 janvier 1891) pour 82 millions environ. Il est à craindre que la réalisation des effets et valeurs que représente cette somme ne laisse de graves mécomptes; il resterait alors, pour couvrir l'avance de la Banque, les comptes courans créditeurs, d'une valeur bien aléatoire; l'immeuble, évalué 7 millions, enfin les 60 millions au versement desquels peuvent être obligés les malheureux actionnaires, actuels ou anciens, à raison de 375 francs par action.

De quelque façon que se termine cette liquidation, le désastre matériel est grand, le désastre moral plus considérable encore. C'est la seconde de nos plus anciennes institutions de crédit qui succombe ainsi, en l'espace de deux années, au milieu d'une grande prospérité

financière générale, non à cause de quelque accident extérieur, subit, imprévu, mais par l'action prolongée de vices intérieurs d'administration, de direction des affaires sociales.

A un autre point de vue, il est regrettable que les circonstances obligent une fois de plus le gouvernement à intervenir comme sauveteur des déposans et à entraîner la Banque de France dans des aventures qui ne lui porteront pas préjudice, on doit l'espérer, mais qui font sortir cette grande institution de son rôle naturel et engagent une partie de ses capitaux dans un ordre d'opérations qui devraient regarder exclusivement les liquidateurs judiciaires.

Quelques jours avant cette chute de la Société de dépôts, le marché avait été déjà ébranlé par de très fâcheuses nouvelles de la République Argentine où le désordre financier et la détresse publique ont atteint un tel degré d'acuité qu'il a fallu fermer la Bourse et la Douane, suspendre les paiemens des banques et décréter un emprunt national. Les fonds argentins étaient déjà si bas que ces nouvelles, pour si mauvaises qu'elles fussent, ne les ont pas fait baisser davantage. Mais elles ne peuvent qu'éloigner de plus en plus les chances de réalisation avantageuse des portefeuilles de plusieurs grandes maisons de banque anglaises, que l'on sait remplis de titres argentins possédant une valeur intrinsèque, mais pour l'instant et pour un long temps encore, invendables.

Malgré les appréhensions que suscite cet état du marché de Londres, malgré l'accroissement des difficultés auxquelles se heurtent tous essais de réorganisation des finances argentines, malgré la débâcle de la Société de dépôts et de comptes courans, nos fonds publics ont conservé une très ferme attitude et n'ont fait à cet ensemble de circonstances fâcheuses qu'un sacrifice de quelques centimes.

Il n'en a pas été de même pour les titres des établissemens de crédit dont le marché a été très atteint par contre-coup. Le bruit que la Société de dépôts aurait dans son portefeuille, pour des sommes importantes, du papier de la Banque d'escompte a provoqué des offres sur les actions de ce dernier établissement. Ces titres ont reculé de 560 à 530.

Le Crédit lyonnais et la Banque de Paris n'ont pas été épargnés. Le premier a fléchi de 820 à 782.50, la seconde de 835 à 812.50. Le Crédit mobilier perd 20 francs à 415; la Société générale, 15 francs à 500; le Crédit industriel, 20 francs à 650; le Comptoir national d'escompte, 25 francs à 630. Le Crédit foncier, avec moins de raison qu'aucun de ces établissemens, a reculé de 12.50, à 1,273.75. La Banque russe et française a reculé de 30 francs à 350, en prévision des pertes auxquelles on la suppose exposée par suite de ses engagemens argentins.

Cette demi-panique sur les titres des sociétés de crédit va se calmer

sans doute, faute d'aliment; tous les titulaires des dépôts à la Société menacée un moment de suspension savent qu'ils seront remboursés jusqu'au dernier. Cette certitude arrêtera toute velléité de *run* aux guichets des autres Sociétés. Celles-ci, d'ailleurs, averties à temps, ont pu prendre leurs dispositions pour se trouver en mesure de faire face éventuellement à des demandes exceptionnelles.

Encore une fois cette heureuse solution, obtenue en vingt-quatre heures, est exclusivement due à la puissante organisation de la Banque de France. C'est un nouvel argument, et dont la Banque se serait sans doute volontiers passée, en faveur d'un prompt renouvellement du privilège. L'action est très ferme à 4,335.

Les fonds internationaux se sont bien tenus, sur le raffermissement du marché de Londres. La tendance de la spéculation est en général plus favorable à l'Italien depuis la chute de M. Crispi. Les fonds russes s'établissent aux environs du pair. Le Hongrois regagne, puis abandonne le cours de 93.

L'Extérieure vaut 76 1/2, après 77, et le Portugais 56 1/2 après 57. La reprise de l'opération de conversion de la dette cubaine 6 pour 100 paraît ajournée. L'emprunt portugais, sur la base du monopole du tabac, est conclu.

Les valeurs turques ont été assez animées. La maison Rothschild de Londres s'est chargée, de concert avec la Banque ottomane, de la conversion de l'emprunt turc de la Défense dont les titres 5 pour 100 ont depuis longtemps dépassé le pair, en un nouveau fonds 4 pour 100.

Les Privilégiées ottomanes (ex-coupon de 10 francs), les obligations des Douanes, les actions des Tabacs, le 4 pour 100 consolidé ex-coupon, restent à leurs plus hauts cours. Le 1 pour 100 seul a fléchi, le 13, sur le détachement de son coupon semestriel.

L'Unifiée est sans variation à 495. La Banque d'escompte, le Lyonnais, la Société générale, le Crédit industriel, ont annoncé pour le 25 courant l'émission d'obligations 4 pour 100 du Crédit foncier égyptien, pour la conversion ou le remboursement des titres 5 pour 100 de cette société.

Une émission d'obligations 3 pour 100 des chemins de fer du Sud de la France, lancée au cours de cette quinzaine, a obtenu un très vif succès, comme il convient à des titres dotés de la garantie de l'État et de départemens français.

La hausse s'est arrêtée, avec raison, sur les actions des chemins de fer français. Ces titres sont d'un prix trop élevé. Le marché des valeurs industrielles a été très calme et négligé.

Le directeur-gérant : Ch. Buloz.

été
sés
ui-
ont
ace

tre
que
ans
du

ent
ral
ses
an-

57.
100
du

de
on-
ont
00.
ga-
ex-
hi,

on-
25
en,
ette

de
vif
t et

de
urs